



Le Pentagone sur la voie du désarmement

UN des premiers résultats des dernières négociations à l'Est va être une relance du désarmement commençant par une forte réduction des budgets de défense des deux grandes puissances. On le sait déjà en ce qui concerne l'Union soviétique, avec la démobilisation de 500 000 hommes et une coupe de 17 % du budget annoncées par M. Gorbatchev. On y vient maintenant aux États-Unis.

Si le budget militaire que vient de signer le président Bush pour 1990 reflète les seules réductions qui ont été imposées par le congrès (10 milliards de dollars sur 315 initialement demandés), le projet de budget pour l'exercice fiscal 1991 sera, lui, en forte baisse à l'initiative de la Maison Blanche et même, fait rarissime, du chef du Pentagone, M. Cheney lui-même.

Rien n'est décidé, mais l'on parle officiellement d'une réduction de 20 milliards de dollars dès la première année, et de 180 milliards d'ici à 1997. L'armée de terre envisage de libérer 200 000 militaires et civils. Les programmes les plus coûteux tels que le bombardier B-2 et bien entendu la guerre des étoiles chère à M. Reagan, seront victimes de ces réductions.

PLUSIEURS raisons expliquent cette tendance, à commencer par la nécessité de réduire le déficit budgétaire américain (les dirigeants du Congrès viennent de se mettre d'accord avec la Maison Blanche pour réduire ce déficit de 14 milliards de dollars). Mais, surtout, tout le monde est bien d'accord pour juger que la menace militaire soviétique est tombée, comme l'a dit M. Cheney, « à son niveau le plus bas depuis la seconde guerre mondiale ».

Enfin, les progrès de la démocratie à l'Est, mais aussi les aléas de la perestroïka en URSS, ont provoqué chez M. Bush une double préoccupation : consolider tout ce qui peut être consolidé des progrès déjà accomplis : « aider » M. Gorbatchev à persévérer dans la voie des réformes.

OR le désarmement est le principal terrain sur lequel peut se manifester cette double volonté. C'est en libérant les ressources accaparées par la toute-puissante industrie militaire soviétique que M. Gorbatchev a quelques chances d'alléger à moyen terme les tourments du consommateur. Un effort analogue du côté occidental permettra peut-être de dégager les ressources nécessaires pour aider les pays de l'Est.

Raison de plus pour M. Bush de chercher à conclure rapidement les deux grandes négociations en cours avec Moscou : promise en principe depuis trois ans, la réduction de 50 % des armements stratégiques devrait enfin faire l'objet d'un traité dans les mois qui viennent. Quant à la négociation de Vienne sur les forces conventionnelles, elle devrait s'accélérer et conduire à des résultats plus importants que ce qui était envisagé jusqu'à présent.

N'en déplaise à certains responsables européens, déjà inquiets, il faut donc s'attendre à une forte réduction de la présence américaine sur le Vieux Continent. Un beau sujet de discussion non seulement à Maastricht mais aussi à la prochaine conférence pour le sommet atlantique qui suivra, à Bruxelles.

Lire page 9

nos autres informations



3790147004500 11230

Tandis que les manifestations se poursuivent

Le premier ministre tchécoslovaque engage le dialogue avec l'opposition

Cédant aux pressions de la rue, le premier ministre tchécoslovaque, M. Ladislav Adamec, a accepté de rencontrer, mardi 21 novembre, une délégation de l'opposition conduite par des responsables étudiants et du nouveau Forum civique. Il a cependant demandé la reprise du travail. Selon certaines informations, un plénum extraordinaire du comité central du PC devrait s'ouvrir jeudi à Prague. La position du secrétaire général, M. Milos Jakes, paraît de plus en plus menacée.

Le défi de la jeunesse pragoise

PRAGUE

de notre envoyé spécial

A Prague, la fête continue. Cette révolution de novembre, malgré le froid pénétrant qui s'est abattu sur la capitale de la Tchécoslovaquie, garde le caractère joyeux et bon enfant qu'elle a su prendre dès que la police a eu le bon goût de se retirer du jeu.

Toute la journée du mardi 21 novembre la place Venceslas a vu défiler le peuple. Le matin, les lycéens et les étudiants en grève venaient rendre hommage au fondateur de la nation tchèque, drapeaux tricolores en tête. Ils ont entre seize et vingt ans, l'insolence de la jeunesse, la gonaille

à la bouche et l'air effronté de ceux qui viennent de défier avec succès l'autorité.

Les gens plus âgés les regardent passer, massés sur les trottoirs. Des hommes ont les larmes aux yeux. On les sent fiens d'une génération qui leur fait oublier des décennies d'humiliation, de colères repressées. Cette journée du 21 novembre, couronnée par un rassemblement de plus de deux cent mille personnes entre 16 heures et 19 heures, sur la place Venceslas, a eu ses vedettes, individuelles et collectives. Le numéro un au hit-parade de la popularité pragoise est, une fois n'est pas coutume, un journal.

LUC ROSENZWEIG
Lire la suite page 3

La révolution à froid des mineurs soviétiques

Le travail reprend progressivement à Vorkouta
Une profonde politisation s'opère dans les bassins miniers

KEMEROVO

de notre envoyé spécial

Au luxe et à la modernité près, rien n'est plus semblable à un hall de gratte-ciel américain qu'un hall de bâtiment officiel soviétique. Dans l'un comme dans l'autre, des gardes sourcilieux font face au petit kiosque (journaux, bombons et limonades à l'ongles), et la mairie de Kemero, capitale administrative de la région minière du Kouzbass, ne fait pas exception à la règle.

Paillassons baveux et lourdes portes s'ouvrant sur la place des soviets et sa statue de Lénine, tout le décor est en place, mais ce n'est déjà plus qu'un décor. Là-haut, dans les étages, les délégués des comités de grève formés par les mineurs en juillet

dernier ont en effet pris possession de deux bureaux. Ce ne sont que deux petites pièces qu'on leur a cédées tout à fait officiellement, car l'accord passé avec le gouvernement stipulait que les comités resteraient en place pour veiller au respect des engagements pris.

Ce n'était pas la révolution. Cela sentait même la tentative de récupération, mais, bien assis au milieu de lourds bureaux fumés, les délégués ont constaté que le gouvernement n'arrivait pas à pleinement tenir parole et ils ont donc décidé de fonder une organisation politique — l'Union des travailleurs du Kouzbass (UITK) — dont le premier congrès s'est tenu le week-end dernier.

Ce n'était absolument pas ce qui était prévu, mais ces délégués étant toujours ceux des comités de grève, il n'était pas non plus possible de les chasser. C'est ainsi que la mairie de Kemero s'est transformée en état-major du premier parti ouvrier indépendant d'Union soviétique.

Les bureaucrates ne s'en sont pas enfuis, mais, si le milicien est bien là, rien ne le ferait plus sortir de son Krokodil, l'hebdomadaire satirique officiel derrière lequel il étouffe de rire, et si le kiosque est aussi misérable que partout, il vaut, là, le détour.

BERNARD GUETTA
Lire la suite page 4

Le Coran enseigné à l'école publique ?

Le Conseil d'Etat doit se prononcer en début de semaine prochaine sur le port du foulard islamique dans les écoles. Dans l'attente de cet avis, des polémiques se poursuivent.

L'Union des organisations islamiques en France a vivement réagi aux propos de M. Rocard, selon lequel « le voile est moins le signe d'une foi que d'une aliénation ».

Mais un autre sujet provoque un certain embarras dans les milieux de l'éducation nationale. On s'est aperçu, en effet, que l'enseignement du Coran figure dans les programmes de cours d'arabe dispensés, dans les écoles publiques. Cette entorse à la laïcité est due à l'imprécision des accords que la France a conclus avec certains pays étrangers pour l'enseignement des « langues et cultures d'origine » aux enfants d'immigrés.

Lire page 13 - section B
l'article de J.-J. BOZONNET et l'interview avec M. BASSAM TAHHAN, professeur d'arabe à l'Ecole polytechnique

Malgré l'augmentation du pouvoir d'achat

Les inégalités de revenus se sont accrues depuis 1985

Le minutieux rapport publié mercredi 22 novembre par le Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) conclut de l'examen de l'évolution des revenus des Français entre 1974 et 1988 que les inégalités ont recommencé à se creuser depuis 1985.

La principale explication à ce phénomène réside dans la croissance beaucoup moins rapide des revenus d'activité par rapport à ceux issus de la propriété mobilière et immobilière.

Le modèle français en question

La société française est en train de changer. Dire que tout ce qui la transforme rapidement va dans le bon sens serait excessif. La lecture du rapport que le Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) vient de consacrer à l'évolution des revenus des Français au cours de la décennie qui s'achève est édifiante à cet égard.

Les revenus tirés d'activités professionnelles cèdent peu à peu la place, dans le total des ressources des ménages, à ces revenus passifs que verse notre système de sécurité sociale, à ceux aussi qui viennent de la propriété mobilière (actions, obligations, SICAV...) ou immobilière (loyers). Au cours de ces trois dernières années, l'essentiel de l'amélioration du

pouvoir d'achat des particuliers — les trois quarts exactement — a eu pour origine ces revenus passifs qui bien évidemment n'ont pas été répartis également entre tous.

Son système de protection sociale protège-t-il la France des graves défauts de la société américaine : sa dureté envers les pauvres et les faibles, son goût pour l'enrichissement rapide, le peu de sympathie qu'elle porte au bien-être collectif ? Pour quelques années encore la réponse est probablement positive. Mais que réserve l'avenir ?

ALAIN VERNHOLLES
Lire la suite et nos informations page 37 - section D

M. Pasqua et le « vrai faux » passeport



Le directeur de la DST affirme que M. Charles Pasqua lui avait ordonné de fournir un faux passeport à M. Yves Chaler impliqué dans l'affaire Carrefour du développement.
Lire page 14 - section B l'article d'Edwy Plenel

La guerre civile au Salvador

La bataille de l'Hôtel Sheraton
page 9

M. Mitterrand

devant le Parlement de Strasbourg
Le chef de l'Etat se rendra en RDA du 20 au 22 décembre
page 7

Propositions de M. Jospin

Le ministre de l'éducation nationale demande la création de quatre universités en Ile-de-France
page 15 - section B

Billancourt fermé à la mi-1992

La fin de la forteresse ouvrière
pages 37 et 39 - section D

La Bourse aux stages

page 18 - section B

Une sélection d'annonces immobilières

pages 42 à 44 - section D

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 48 - section D

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 30 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 80 p. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 L. ; Liban, 6 000 L.L. ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 336 F CFA ; Suisse, 1,20 fr. ; Thaïlande, 1,80 \$; USA, 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

DÉBATS

Société

La forteresse France

par Alain Touraine

QUEL contraste ! Au moment où les régimes communistes explosent et alors que la croissance économique est revenue, la France se sent menacée par quelques foudrards islamiques, et des intellectuels, devant l'invasion, appellent les profs à ne pas capituler. Les bouleversements du monde, qui sont vécus ailleurs comme espoirs, apparaissent menaces aux Français. Laissons les Berlinois - dont le look hirsute déparait nos écoles - exploser de joie ; nous, inquiétons-nous plutôt de cet avenir incertain qui risque de manquer de respect à notre armement nucléaire et, au lieu de regarder banalement vers le présent et l'avenir, cherchons un nouveau bicentenaire pour nous convaincre une fois encore que nous ne sommes décidément pas comme les autres, empêtrés dans leurs particularismes et leurs croyances, puisque nous sommes la fille aînée de la Raison - ou peut-être même sa mère - après avoir été la fille aînée de l'Eglise.

Cet appel à la mobilisation ne manque pourtant pas de prudence : il ne s'attaque qu'à l'ennemi le plus faible. Les souvenirs de la défaite de 1934 ne sont pas encore effacés et on s'écarterait de voir des inspecteurs pourchasser les kippas. Il reste heureusement quelques musulmans à qui nul n'interdit de s'habiller comme ils veulent pour vider les poubelles et qui sont prêts de se déshabiller et de s'épouiller avant d'entrer à l'école.

Mixité et immigrés

Beaucoup trouveront ma réaction excessive et même déplacée parce qu'elle tairait l'essentiel : ce foudrard est un signe d'intégrisme et de subordination de la femme. Mais c'est justement parce que ce jugement est indécidable et que je le partage entièrement que je crois néces-

saire de m'interroger avant tout sur les réactions de nos bonnes âmes. Commençons par le plus simple. Nous condamnons avec indignation ce qui porte atteinte à la mixité ; mais laïques et catholiques en sont-ils depuis toujours les ardents défenseurs ? L'école de Jules Ferry et d'Emile Combes et mon propre lycée étaient-ils mixtes ?

Il faut assurément défendre la mixité, mais est-ce une raison pour ignorer le chemin qu'on a dû et que doivent parcourir ceux qui viennent en particulier des deux rives de la Méditerranée ? J'étends cette remarque : les immigrés, plus encore que les autres, sont en passage, d'une culture et d'une société à d'autres. Ils sont fortement attirés par les sociétés riches, libérales et consummatrices que sont les nôtres. Mais est-ce les intégrer que d'interdire les réactions négatives à l'intégration, alors que le plus important est d'éviter les ruptures dont les plus faibles paient le prix le plus élevé ?

En un mot, l'école est-elle faite pour éduquer ou pour rejeter, comme un conseil de révision, ceux qui ne sont pas conformes au modèle établi ? Pourquoi l'école, l'hôpital ou l'entreprise ne chercheraient-ils pas à faciliter l'intégration sociale au lieu de marquer des frontières entre le permis et l'interdit ? Plutôt que d'opposer conformité et déviance, ne faut-il pas donner un sens concret à un effort d'intégration qui ne va jamais sans une double ouverture, sans une commune remise en cause du milieu d'arrivée comme du milieu de départ ?

Pourquoi la société française n'est-elle pas plus inquiète d'elle-même, plus intéressée par sa propre transformation, que par le maintien de ses principes supposés éternels ?

Une grande partie de la France a peur de son environnement et de ses propres comporte-

ments et demande à l'Etat et aux règlements de la protéger contre le mal. L'Etat et ses fonctionnaires, agents de l'universel, repoussent tout ce qui n'est pas la raison. La religion bien sûr, mais la sexualité tout autant et aussi l'immigration. Ce qui conduirait à une dissociation complète de la vie publique et de la vie privée si nous vivions en régime autoritaire. Ce qui nous mène plutôt à l'affaiblissement des forces vives de la société et de la culture dont profite, avant tout, le monde - ô combien culturel ! - de l'argent. Au service duquel l'école accomplit loyalement son travail de sélection sociale, au nom des mathématiques et de la philosophie.

Affaiblissement de la culture

L'incident des foulards islamiques est mineur, assurément, mais les polémiques qu'il a déclenchées montrent que la France est divisée sur la stratégie qu'elle doit adopter au moment où, plus que jamais, l'élite dirigeante, rationaliste et utilitariste, est débordée aussi bien par les goûts musicaux de la jeunesse que par les comportements des minorités ethniques et par la présence envahissante de la sexualité. Une grande partie de la société française cherche une image plus complexe de la personnalité et de la société, où la raison ne serait plus entièrement séparée de l'affectivité, et l'individu des groupes de forma-

tion et d'activité auxquels il appartient.

Une autre partie, au contraire, veut plutôt maintenir des principes par crainte d'une décomposition accélérée. Crainte qui conduit au rejet de tout ce qui apparaît comme déviant. Nous avons pris l'habitude du racisme de Le Pen ; il est si grossier qu'il semble se condamner lui-même à la marginalité et les intellectuels s'en sentent totalement indemnes. Mais toute la société française résiste à l'ouverture et au changement et rejette ce qu'elle ressent comme une menace. Parfois en termes brutaux, parfois avec les arguments les plus raffinés ; parfois au nom du roi, et parfois au nom de la République. Et les résistances les plus extrêmes sont celles qui font de nous les dépositaires de valeurs éternelles, la rationalité et la liberté aussi bien qu'une foi religieuse.

N'est-ce pas la force de ces résistances qui explique l'isolement et l'affaiblissement de la culture française, qui ne parle que de défendre sa langue, son esprit et sa mission, au lieu d'inventer des mots, des sentiments, des institutions ou des symboles nouveaux qui nous permettent de mieux nous orienter dans un monde bouleversé ? Il faut défendre la laïcité ; il faut résister à la formation d'écoles communautaires, mais à quel bon si l'école publique, comme la ville et d'autres milieux sociaux, n'est pas un lieu d'ouverture et de compréhension et donc d'intégration et d'éducation ?

Europe

La Communauté face aux révolutions de l'Est

par Maurice Duverger

FRANÇOIS MITTERRAND a eu raison de ne pas changer la date et le programme du conseil européen de décembre, qui doit prendre des décisions importantes et urgentes. Il n'aurait pas été inutile de le faire précéder d'un dîner informel permettant de confronter les points de vue sur les révolutions qui secouent l'est de notre continent. Pas plus que Bush et Gorbatchev, les Douze n'ont le pouvoir de remplacer le partage de l'Europe par une autre combinaison, et la situation reste trop floue pour se prêter à une telle entreprise. De l'Atlantique à l'Oural, les choses sont désormais si floues, si mouvantes, si insaisissables, que leur futur état solide n'est pas encore imaginable.

Dans cet immense bouleversement, la Communauté ne peut aujourd'hui se donner qu'un seul objectif : devenir le point fixe auquel pourrait s'accrocher le futur système européen. Cela suppose qu'elle accède et renforce le développement de ses institutions et l'établissement de son marché unique. On ne voit guère d'autres moyens de répondre au formidable défi que les sursauts des dernières semaines lancent aux hommes politiques de notre partie du monde. A Strasbourg, François Mitterrand, Margaret Thatcher, Helmut Kohl, Felipe Gonzalez et leurs collègues auraient sans doute intérêt à considérer les événements de Berlin, de Budapest et de Varsovie comme les patriotes français regardaient la ligne bleue des Vosges après la perte de l'Alsace et de la Lorraine en 1871, y pensant toujours, n'en parlant jamais.

La perspective d'une Europe plus large, plus démocratique, plus unie que nous l'imaginons jusqu'ici conduit peu à peu à délimiter des cercles concentriques autour de la Communauté, suivant le degré de coopération avec elle et d'évolution vers une éventuelle intégration. Une telle entreprise exige que la Communauté devienne un noyau dur et démocratique. Ce qu'elle n'est pas aujourd'hui. La plupart des obstacles qui l'en empêchent pourraient être surmontés si le conseil européen faisait l'effort de penser les rapports des Douze en fonction de l'avenir, au lieu de les maintenir dans le train-train habituel.

M. Thatcher profitera-t-elle du flot de la situation pour raidir sa position de refus, comme on le prétend généralement ? Le contraire serait plus naturel si la « Dame de fer » était aussi une dame de tête. Une seule chose se discerne à peu près clairement dans le brouillard qui enveloppe aujourd'hui l'Europe de l'Est : sous une forme ou une autre, le rapprochement des deux Allemagnes paraît inéluctable. En face d'un bloc germanique atteignant près de 80 millions d'habitants, il est évident que seule une Communauté fortement intégrée peut faire contrepoids. Pour éviter demain une hégémonie totale du mark, il conviendrait sans doute de créer dès maintenant une monnaie européenne unique où le contrôle de Londres, de Paris et des autres équilibrerait le poids de Bonn.

Une conférence indispensable

Il serait regrettable que le premier ministre actuel de Grande-Bretagne ne le comprenne pas et contrarie ses partenaires à marcher sans son pays en attendant une victoire électorale des travaillistes. Il le serait encore plus que les partenaires en question s'inclinent devant un veto anglais et qu'ils ne convoquent pas à échéance rapprochée la conférence intergouvernementale indispensable pour le développement de la Communauté. Il ne le serait pas moins que le programme de cette conférence néglige d'examiner la nécessité de transformer radicalement le mécanisme des décisions communautaires.

Au moment où l'Europe de l'Est marche à grands pas vers la démocratie, l'Europe de l'Ouest va-t-elle, au contraire, s'en éloigner de plus en plus ? C'est la conséquence de la construction du grand marché resté soigneusement dissimulée aux citoyens. Plus on avance vers lui, plus les décisions économiques et financières sont élevées aux Etats qui les prennent jusqu'ici par les votes de Parlements issus du suffrage populaire.

En 1993, 80 % d'entre elles seront transmises aux institutions communautaires : c'est-à-dire à des comités technocratiques et à un conseil des ministres plus apte aux



TRAIT LIBRE

AU COURRIER DU Monde

Les très grandes bibliothèques... américaines

La querelle des chercheurs et des amateurs autour de la future bibliothèque de France (*Le Monde* du 4 octobre 1989) a de quoi laisser rêver les « spécialistes » d'outre-Atlantique. Aux Etats-Unis les très grandes bibliothèques, comme la NY Public Library ou la bibliothèque du Congrès, depuis près d'un siècle, sont ouvertes à tous. Dans ces lieux, le chercheur et l'amateur se côtoient : la tolérance de l'un se fait dans l'esprit de la joie de la découverte. Cette égalité n'a pas moi non plus à la recherche, qui, comme on le sait, se distingue par un amour, parfois excessif, pour les références bibliographiques.

Les délais de consultation (quarante-huit heures), dont on s'est plaint dans l'affaire des « silos », paraissent dérisoires dans le plus large contexte de la disponibilité des collections en question, d'autant que l'attente outre-Atlantique pour une demande par la voie du réseau de prêts entre bibliothèques est d'environ une quinzaine de jours.

En lisant la phrase suivante au *Courrier du Monde* (23 octobre) j'en suis resté médusé : « Les très nombreuses et excellentes bibliothèques publiques de la ville de Paris peuvent satisfaire un grand nombre d'amateurs ». Quel dédain pour les « amateurs » ! Ceux qui travaillent plein-temps n'y ont pas accès du samedi après 17 heures, jusqu'au mardi, et les jours d'ouverture, tout au plus deux heures après le travail, avant la fermeture à 19 heures. L'espace y est restreint et les collections laissent à désirer, même pour les « amateurs ».

Ma fille, quatorze ans, s'est inscrite à quatre parmi les meilleures bibliothèques publiques de la ville de Paris, section adulte. Pas une ne possède *Emma Lyons*, le troisième volume de *San Felice* par A. Dumas, pas plus que la version intégrale de *Don Quichotte*, et une seulement est pourvue du *Château de Kafka*, pour ne donner que ces trois exemples pris au hasard.

Pour faire face à la carence des bibliothèques en général, qui frappe les « spécialistes » comme les « amateurs », les deux camps ne feraient-ils pas mieux de s'unir dans un premier temps plutôt que de se quereller ? Par l'entremise du projet de la bibliothèque de France, une opportunité unique se présente de redresser une situation devenue intolérable. Mais, pour que redressement il y ait, les deux camps doivent présenter un front uni. Faut-il, dans un deuxième temps, les « spécialistes » exigeraient des privilèges supplémentaires visant à faciliter l'exercice de leur profession.

TANYA PAGE (Paris)

Piège et foulard

Est-ce vraiment en brandissant les étendards, en levant les bannières, que les laïques purs et durs parviendront à faire s'envoler les foulards islamiques qu'ils ne souhaitent voir ? Evidemment les impies de l'école de la République, où, même voilées, elles peuvent entendre les sirènes de la liberté, n'est-ce pas les faire chuter, pieds et poings liés, sous la griffe des écoles coraniques ? Et si les intégristes nous avaient tendu un piège ?

PHILIPPE GRUN (Boulogne, Yvelines)



Votre solitude, c'est uniquement dans votre tête

En fait cela n'existe pas. Parce qu'il y a forcément quelque part un être qui répond à votre idéal. Comment faire pour que son chemin et le vôtre se croisent ?

Votre seule chance est-elle de vous contenter des rencontres courantes en faisant confiance au seul hasard ?

Pour le trouver, il ne suffit pas de rencontrer beaucoup de personnes. Il faut surtout que celles-ci aient une sensibilité profonde compatible avec la vôtre.

C'est cette aventure que vous propose Ion International : rencontrer des personnes qui souhaitent découvrir un être comme vous, parce que leur personnalité, définie par une véritable étude psychologique, correspond à la vôtre. Et cette aventure ne peut qu'aboutir puisque vos contacts seront renouvelés jusqu'à ce que vous ayez réussi.

Pour recevoir la documentation « Le Hasard et l'Amour » : Faltex 3615 Code Ion sur votre Minitel ou retourner ce coupon.

Ion International

UNE LIBERTÉ EN PLUS.

■ PARIS (75009) 94, rue Saint-Lazare Tél. : (1) 45.26.70.55
■ TOULOUSE (31300) 16, rue Nungesser-et-Cob. Tél. : 61.59.48.58
■ BRUXELLES (1000) rue du Marché-aux-Herbes 105 BP 21 Tél. : 511.74.39
■ GENEVE (1206) 4, route de Florissant Tél. : (022) 46.84.88

Validez ce coupon gratuitement et sans engagement, sans pli neutre et cachet votre brochure en couleur « Le Hasard et l'Amour »

M. Mlle :

Prénom : Age :

Adresse : 1989

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beauvillier (1944-1969),
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Correspondant en chef : Claude Sautet
Administrateur général : Bernard Woutts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08
Tél. : (1) 42-47-87-27
Telex MONPAR 850572 F; Télécopieur : (1) 42-23-08-81

سكزا من الأصل

La police semble privilégier la piste de l'extrême droite

هكذا من الأصل

هكذا من الوجل

ETAT DE LA CHINE



L'ÉTAT DE LA CHINE ET DE SES HABITANTS

Sous la direction de Pierre Gentelle
Un ouvrage de référence sans équivalent

- La crise du printemps 1989 et les événements tragiques de la place Tian An Men ont montré la nécessité de comprendre en profondeur ce qui est à l'œuvre dans la Chine contemporaine.
- En plus de 200 articles, *L'état de la Chine* propose un panorama complet du pays : civilisation, société, organisation du pouvoir, vie quotidienne, démographie, économie, arts et culture, politique extérieure, diaspora, etc.
- Pour dresser ce tableau d'ensemble, 132 auteurs ont réuni leurs compétences : des universitaires – représentant la vitalité et la diversité de la sinologie des pays francophones, – des chercheurs chinois, des journalistes, des diplomates...
- *L'état de la Chine* comporte en outre 60 bibliographies thématiques, des cartes, des tableaux statistiques, des diagrammes, un index de 2000 entrées utilisable pour partie comme lexique chinois / français.
- D'une grande lisibilité, *L'état de la Chine* par ses approches croisées, constitue un instrument de travail irremplaçable.

Relié, 456 pages.

LA DÉCOUVERTE

EUROPE

La révolution à froid des mineurs soviétiques

Suite de la première page.
Le 11 novembre, par exemple, le quotidien local du parti, *Kouzbass*, posait en manchette la question suivante : « La pluralité peut-elle exister dans le cadre d'un système de parti unique ? ». Au nord, à Vorkouta, d'autres mineurs ont estimé, il y a trois semaines, que non. Quinze mille d'entre eux se sont donc remis en grève pour obtenir non seulement l'application des accords de juillet mais aussi l'abrogation de l'article 6 de la Constitution – celui qui garantit au Parti communiste son « rôle dirigeant ».

Comme dans tout l'ancien empire, le débat monte dans tout le pays, mais, dans le Kouzbass, plutôt que de débattre, on a agi. Loin d'exiger du parti qu'il renonce à son rôle dirigeant, on a, comme en Europe centrale, commencé par instaurer de fait le multipartisme. Loin de se lancer dans des épreuves de force, on a joué la souplesse. Loin de dire : « N'existez plus », on a dit : « Nous existons ». Bref, au lieu de continuer à raisonner comme s'il fallait arracher une autorisation avant de pouvoir changer les choses, on s'est servi de la libéralisation pour faire progresser la liberté.

Sauf à risquer de faire redémarrer les grèves ici aussi, les autorités locales n'avaient alors plus qu'une alternative : la passivité ou la riposte politique. C'est la seconde qu'elles ont choisie en réunissant, il y a huit jours, une conférence des collectifs de travailleurs du Kouzbass – autrement dit des salariés d'entreprises.

« La médecine de la compétition »

Parce ? Grossière manipulation ? Oui, bien sûr... et en partie non, car, dès lors qu'il voulait jouer la concurrence, l'appareil se devait d'être concurrentiel. Tout en s'élevant contre les ultimatum (comprendre les grèves), cette conférence a donc pris position pour l'accélération des réformes, la généralisation des baux industriels et agricoles dans le Kouzbass, la protection de l'environnement, l'application sans délais des accords de juillet et un règlement « politique » de la grève de Vorkouta.

Les organisations du parti soutiennent le mouvement ouvrier, et personne ne peut séparer le parti communiste de la classe ouvrière », déclarait mercredi 15 novembre le premier secrétaire de région, M. Melnikov, après avoir procédé à ce détournement de programme. Il en était tout fier, mais si fier qu'il ne se rendait pas compte que, dans sa propre bouche, le parti et le mouvement ouvrier faisaient désormais deux, qu'il en était réduit à prendre les trains en marche et qu'il venait en fait de reconnaître la victoire de ses adversaires.

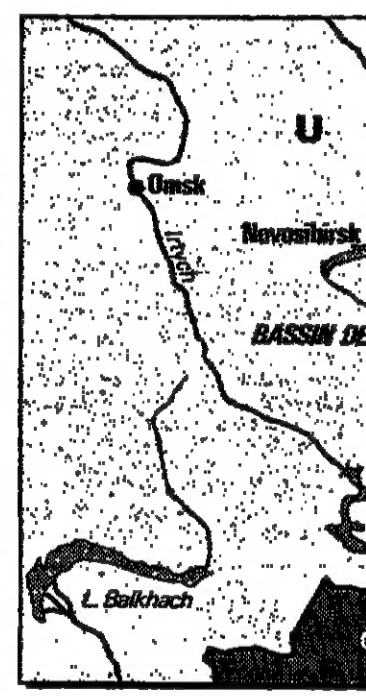
Quel programme ?

Car, pour ce qui est de l'union, explique à la mairie l'un de ses animateurs, Vladimir Dreval, « l'objectif n'est pas de rentrer dans le parti, mais d'administrer la médecine de la compétition et de montrer qu'il travaille vraiment pour le peuple ». Petit, rond, ouvrier chimiste, ancien membre du parti, qu'il a quitté en 1974 après s'être fait casser la figure pour avoir dénoncé des affaires de corruption, c'est l'antidiscipline.

Il a lu comme personne, mais il ne sait pas ce qu'il peut se procurer et, comme chez tous ses camarades, des notions de jeune militant se mêlent à ses habitudes de dirigeant politique. C'est déjà un joueur d'échecs mais c'est encore l'adolescent révolté qui oppose la candeur au mensonge et la maléficence aux dogmes. Cela donne un programme à la modération explosive, dans lequel on lit (premier point de la plate-forme politique) que « la tâche la plus actuelle est de transmettre la totalité des pouvoirs aux soviets et de les confier aux autres structures politiques (...). Ce cordial pluriel désigne évidemment le parti unique, dont l'Union estime (point 6) que, s'il a le droit de « prétendre » au rôle dirigeant, ce rôle doit « être conquis et non pas imposé à la société par des textes législatifs ». Cela abaisse le parti », considère en effet sans rire l'Union des travailleurs du Kouzbass, qui est, en conséquence, décidée à « se

battre » pour l'abrogation de cet article 6 de la Constitution et qui « saluera l'apparition d'un nouveau parti défendant les principes du socialisme et les intérêts de la classe ouvrière, [car] tout monopole entraîne la stagnation ».

La modestie peut être la pire des insolences, et cela continue ainsi sur deux pleines pages dont le format, les colonnes et les caractères sont ceux de *Kouzbass*, le quotidien du parti, pour la simple raison qu'elles sortent de ses imprimeries où travaillent deux cents membres de l'Union. Entre ces têtes de pont dans la presse officielle, les bureaux de la mairie, les Jeunesses communistes qui ont largement basculé de son côté, le discret soutien du directeur de la télévision locale (un « progressiste »), et les nombreux journalistes qui lui prêtent couramment la main, on pourrait croire cette Union toute-puissante. Virtuellement, elle a même de l'argent, car la nouvelle loi sur



l'autonomie des entreprises donne des pouvoirs et des ressources à leurs collectifs de travailleurs. C'est ainsi que les comités de grève se financent et ce flon ne va pas se tarir. Cela est même si vrai qu'un budget est déjà bloqué pour le lancement d'un journal qui devrait paraître trois fois par semaine, mais cette modestie des dirigeants de l'UTK n'est pourtant pas simple artifice tactique.

Car outre qu'ils ne s'avancent pas sur un tapis de roses, que l'on cherche au contraire à les déconcerter personnellement et que – tous l'appareil du KGB, dit Vladimir Dreval, s'emploie à [leur] barrer la route », ils ont tout simplement à faire leurs preuves. Or, si présent que soit à leur esprit l'exemple de Solidarité, l'Union soviétique d'aujourd'hui n'est pas la Pologne de 1980. A Gdansk, il y a dix ans, le simple fait d'imposer le pluralisme syndical était si radical et emboussant que cela suffisait au pays pour suivre, et en bloc. Neuf ans plus tard, de clubs de discussions en fronts populaires et mouvements écologiques, le pluralisme organisé est un acquis dans toute l'URSS, et ce qu'on attend de nouvelles forces politiques – dans le Kouzbass comme ailleurs – c'est un programme de sortie de la crise.

« Pas besoin d'étiquettes »

Persone n'est encore parvenue à le formuler. Bien malin qui le fera, et Alexandre Aslanidi, l'un des leaders des mines de Malinovsky, dans le sud du bassin, admet d'emblée que le programme économique de l'UTK n'est « pas encore tout à fait au point [car] nous n'avons ni expérience ni connaissances ». Il s'agit en deux mots (et ces idées courent toute l'URSS) d'arriver à l'autonomie économique de la région, de casser les grands ministères de Moscou, de combiner le marché au plan et de donner la terre aux paysans. M. Gorbatchev ne dit rien d'autre. Il se montre même, à certains égards, plus radical, et chacun sait bien pourtant que la recette du miracle n'est pas là.

Les membres de l'UTK n'ont pas non plus d'idées « créées », sur l'objectif à atteindre. Capitalisme ? Communisme nouvelle manière ? Autogestion ? Social-

isme social-démocrate ? Comme tout le pays, ils négotent, accrochés à une seule certitude : « Les « ismes », disent-ils sans cesse, n'ont aucune importance ».

Vladimir Dreval, après beaucoup d'hésitations : « Il y a plus de perspectives dans le socialisme, et je pense que mes enfants y seraient mieux protégés, mais ce socialisme ne doit pas avoir de cadres rigides. Nous n'avons pas besoin d'étiquettes », dit-il, avant d'ajouter : « Bien que nous ayons envie, nous ne pouvons pas refaire comme après 17 : prendre à certains pour donner à d'autres ».

Alexandre Aslanidi : « Le meilleur système, ce n'est ni le capitalisme ni le socialisme car, pour reprendre l'image de Walesa des trois boulangeries, la meilleure est celle dont sort le pain le meilleur et le moins cher. » Où a-t-il lu ça ? Dans *Arguments et fautes*, l'hebdomadaire qui s'est créé, il y a un mois, les foudres de M. Gorbatchev et dont le tirage (le plus élevé du monde) atteint maintenant trente et un millions d'exemplaires.

« A priori, c'est le modèle suédois qui me séduit le plus », poursuit le leader de Malinovsky, timide et costard démodé de gentillesse et qui déplore dans le même

temps qu'un et que ce rôle leur est très probablement dévolu.

Dans l'émotion générale que chacun, de M. Gorbatchev à l'UTK, manifeste à l'égard de l'économie, il y a fondamentalement l'impossibilité de faire, dès à présent, les choix politiques et les alliances sociales qui déterminent l'avenir. Avant d'en arriver là, il faut que l'ensemble de ces forces du changement dont le front est destiné à éclipser aient définitivement défilé les forces du passé conservateur.

Comme on se rapproche de ce moment, l'unanimité totale n'est cependant déjà plus de mise, et l'on sent ici, chez beaucoup d'intellectuels contestataires, un malaise vis-à-vis de l'UTK. « Le coup du parti ouvrier et de la dictature du prolétariat, on nous l'a déjà fait », dit directement l'un d'eux, et M. Sorokine, journaliste à *Kouzbass* et animateur du mouvement laïcité démocratique, explique longuement que ce qu'il faut, c'est créer un « front populaire » regroupant tout le monde dans le combat pour l'autonomie.

Personnalité locale et si respecté de tous qu'il peut, sans problème, conserver ses deux casquettes, il est l'un de ceux qui ont obtenu des

dirigeants de l'UTK qu'ils prêtent l'appellation de « union des travailleurs », à celle, initiale, de « union des ouvriers ». Cela n'a pas été sans mal. Tout tira, tout gripe et, ici comme partout, tout le monde tombe d'accord pour expliquer que M. Gorbatchev a beaucoup perdu de sa popularité.

Alexandre Kolpikov, jeune rédacteur en chef du journal télévisé local, beau profil, grande causticité et air de la région : « Quand les grèves de juillet ont démarré, c'était en soutien à Gorbatchev. Il ne l'a d'abord pas réalisé, puis il a compris. Il a montré, mais... nous n'avons pas. Le problème est que nous voulons que ça aille plus vite et qu'en voulant l'aider nous lui portons tort, car il est le chef et doit toujours rester au centre ».

Alexandre Aslanidi : « Il a pris peur du processus qu'il a initié, non, ce n'est pas qu'il ait peur : il se sent plus qu'il ne le fait [mal] tous ceux qui lui voulaient du mal. Il a passé du centre à droite, maintenant nous sommes pour lui... »

Aujourd'hui, il n'est plus rien pour nous », commence par dire, lui, Vladimir Dreval, avant d'ajouter : « Il est tenté de revenir un peu en arrière, mais nous le soutenons car il n'y a pas d'alternative, pas même l'étatisme, c'est lui qui a permis tout cela et il est un facteur de stabilité. J'ai des fils : l'un est dans la situation est très grave, et je n'ai pas envie qu'il meurt dans une guerre civile ».

Sondages ou pas, beaucoup d'hommes d'Etat à travers le monde envieraient l'impopularité de M. Gorbatchev. Les secrétaires parvenus de la « mainmise » semblent s'être habitués aux protestations antiautoritaires. Rien n'est simple. Le millionnaire n'est plus belle.

Ce pays est en révolution. Mais une révolution à froid.

BERNARD GUETTA

Le Monde
EN BANQUE DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE
INDEXÉ DEPUIS JANVIER 87
EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINTEL
POUR TOUS RENSEIGNEMENTS :

SINORG 6 CAM. SERVEUR
Tél. 01 45 38 70 72

EUROPE

Bulgarie : les limites de la libéralisation

Après la chute de Todor Jivkov, Sofia s'engage sagement sur la voie des réformes à la soviétique

Dix jours après le renversement éclair du « dictateur Jivkov », qui a mis fin à trente-cinq ans d'autocratie, la Bulgarie, sous la houlette de son nouveau maître Petar Mladenov, semble vouloir emprunter sagement la voie soviétique de la démocratisation dans le strict cadre du socialisme, plutôt que celle, plus impétueuse, des Hongrois et des Polonais qui aspirent discrètement à la démocratie tout court. Le bureau politique a lancé, lundi 20 novembre, une mise en garde à ceux qui avancent « des revendications extrémistes » en « contradiction avec la Constitution ».

SOFIA

de notre envoyée spéciale

Une certaine euphorie est encore de mise à Sofia où la chute de Todor Jivkov — qui a disparu de la circulation du jour au lendemain — est en passe de devenir « la troisième libération de la Bulgarie » dans l'imagerie populaire après celle du joug ottoman en 1878 puis celle du fascisme, le 9 septembre 1944. Il est d'ailleurs symptomatique que l'on parle volontiers de « putsch », ou même de « coup d'Etat » parmi les intellectuels en évoquant la réunion du bureau politique du 9 novembre puis celle, le lendemain, du comité central, au cours desquelles M. Jivkov fut démis de toutes ses fonctions par ses pairs. Car pour tous ces intellectuels, proches à des degrés divers du Parti communiste bulgare (PCB), il ne fait pas l'ombre d'un doute que les Soviétiques ont joué leur rôle dans cette affaire, au moins en soutenant la destitution du numéro un bulgare.

L'hypothèse selon laquelle M. Mladenov aurait fait une dis-

crète escale à Moscou le 4 ou le 8 novembre, à l'aller ou au retour de son voyage en Chine, est jugée plausible, mais personne ne semble en avoir eu de véritable confirmation. Selon un intellectuel membre du parti, un signal très clair du changement d'attitude de Moscou serait intervenu le 7 novembre, à l'occasion de la réception traditionnelle à l'ambassade d'URSS pour l'anniversaire de la révolution d'Octobre : l'ambassadeur soviétique y aurait eu ostensiblement, en présence des membres du bureau politique, un long aparté avec l'une des « victimes » de Jivkov, M. Stilian Mihailov, ancien haut dirigeant du PCB écarté en 1988 pour s'être opposé au numéro un.

M. Mihailov vient d'être réintégré dans ses fonctions, six jours après la chute de Jivkov. Une autre source digne de foi fait état de la visite à Sofia, le 6 novembre, de trois responsables du PCUS, qui auraient été reçus par M. Jivkov. On tient également pour crucial le rôle du ministre de la défense, le général Dobri Djourov, un homme à la réputation d'intégrité morale.

Le Gorbatchev bulgare ?

Si l'on comprend que, dans un souci de dédramatisation, M. Mladenov tienne à affirmer aux Bulgares que l'URSS n'est pour rien dans son accession au pouvoir, et que M. Jivkov a démissionné de son plein gré, « démocratiquement », les Bulgares, eux, ne s'offusquent guère d'un éventuel coup de pouce du Kremlin, voire davantage, dans cette affaire. L'une des figures de proue de l'opposition, l'écrivain Blaga Dimitrova, va jusqu'à affirmer que « c'est le destin de notre petit pays de s'appuyer sur les Russes » (1).

D'autres, comme Delian Kioranov, l'un des animateurs d'Ecoglas-

nost, sont plus nuancés : « Nous nous méfions de nouveau de la Russie, ce qui est mauvais d'un point de vue historique, dit-il, mais politiquement préférable à l'abîme... ».

A vrai dire, les intellectuels des mouvements informels bulgares, très férus de glasnost gorbatchévienne, et dont beaucoup sont des communistes réformateurs, étaient très déçus du silence total qu'observait la presse soviétique à leur égard : pas un seul correspondant soviétique à Sofia n'a daigné répondre à leurs invitations, et ils n'ont fini par « décrocher » que récemment un petit article dans la revue de Moscou *Vingtième Siècle* et *Faith*.

Le nouveau secrétaire général et chef de l'Etat, M. Mladenov, a en tout cas tout de suite adopté le style d'un Gorbatchev bulgare, ce qui ne nuit en rien, au contraire, à sa popularité. Il prend un bain de foule devant les caméras, visite les usines et « parle vrai » avec les ouvriers, courtise les intellectuels, veut donner à un Parlement momifié un rôle de vrai législateur et

rend aux téléspéctateurs, après une suspension de quatre mois, une émission tout aussi populaire que « Vraglad » en URSS.

En dix jours, il a déjà à son actif un bilan non négligeable : deux plénums du comité central qui ont permis la mise à l'écart, outre M. Jivkov, de trois « durs » du Politburo, la réhabilitation et réintégration au parti de quatorze intellectuels exilés pour leurs opinions discordantes, deux réunions de hauts dirigeants, dont lui-même (2), avec les intellectuels d'opposition qui ont pu s'y exprimer très librement, l'abolition de l'article 273 du code pénal qui bloquait toute liberté de parole, et l'autorisation du plus grand rassemblement (50 000 personnes) jamais organisé dans ce pays par des mouvements indépendants.

L'opposition reste vigilante

Tout en lui apportant leur soutien, les mouvements indépendants

veulent cependant rester vigilants : la malhonnêteté, par exemple, du compte rendu de ce rassemblement publié par *Rabotnitchesko Delo*, l'organe du comité central, les a laissés réveurs ; s'il a su écouter les intellectuels, M. Mladenov ne leur a rien promis ; le bureau politique compte encore quelques bons jivkoviens et l'appareil, le nomenklatura, est là aussi. Déjà, certains opposants se voient taxer d'« extrémisme ».

La chute de Todor Jivkov a en fait surpris tout le monde, et dans un pays qui, comme le souligne le sociologue Petko Simeonov, n'a pas « de tradition de dignité civique », l'opposition n'était pas préparée. Les objectifs de cette période de changement ne sont clairs pour personne — sauf peut-être pour M. Mladenov, qui a réaffirmé dès le début le rôle dirigeant du Parti communiste et sa volonté de mener « la restructuration uniquement et exclusivement dans le cadre du socialisme, au nom du socialisme et sur la voie du socialisme ».

Les autres, eux, tâtonnent : faut-il contester le rôle dirigeant du parti et demander le multipartisme alors que le Parti communiste est la seule force politique organisée ? Faut-il exiger des élections libres anticipées, réclamées avec vigueur samedi par les cinquante mille manifestants, alors que, comme le relève une responsable de groupe informel, Iskra Panova, « on en est encore à se réunir dans des appartements » ? Peter Beron, zoologue très populaire et dirigeant d'Ecoglasnost, qui ne sera « jamais membre du parti car le communisme est une utopie et sa mise en œuvre un crime », reconnaît avoir beaucoup déçu des supporters enthousiastes dimanche en se déclarant contre des élections libres tout de suite, « car nous ne sommes pas prêts ».

« Est-ce que ce qui sortira de tout ça sera du capitalisme ou du socialisme, personne ne peut le dire encore », dit Petko Simeonov.

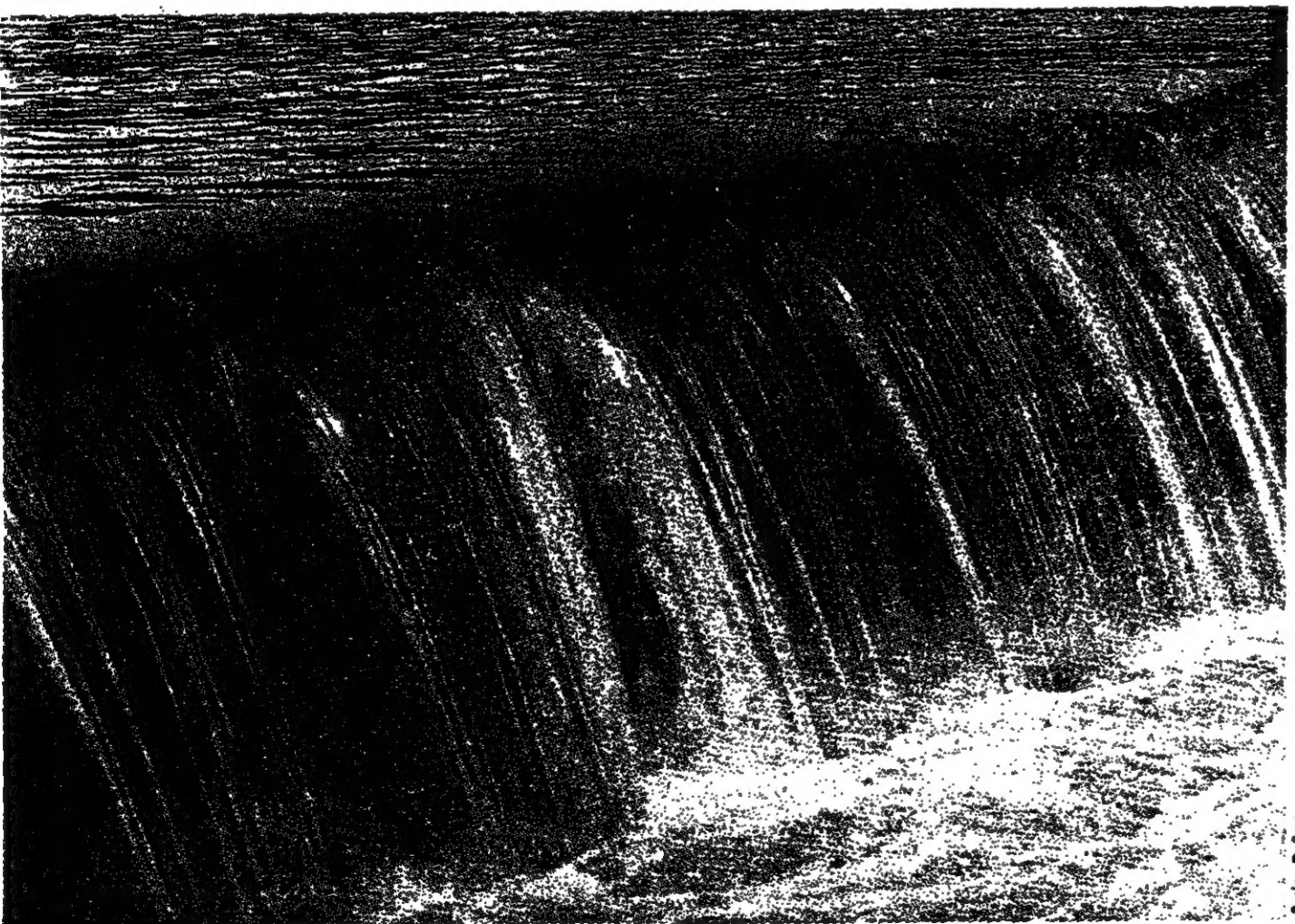
Ne serait-ce que pour avoir le temps de s'organiser, d'élaborer des programmes, de trouver des leaders, d'apprendre à se connaître — le meeting de samedi a révélé combien tous ces groupes informels peuvent parler un langage politique différent, depuis les communistes réformateurs qui disent « camarade Mladenov » jusqu'aux démocrates libéraux, qui parlent de « monsieur Mladenov ». — L'opposition veut éviter de précipiter les choses. Mais comme la nouvelle équipe au pouvoir, elle s'engage sur un terrain inconnu : la population, maintenant libérée de la peur, et en particulier la jeunesse qui s'agite déjà à l'université, sera-t-elle aussi patiente ?

Les révélations sur la « monarchie médiévale » de Jivkov peuvent servir, dans un premier temps, d'exutoire au profond mécontentement de gens dont le niveau de vie s'est considérablement dégradé ces derniers mois. Mais il en faudra davantage pour restaurer le crédit d'un Parti communiste dont, selon un sondage effectué par l'institut de sociologie parmi les manifestants de samedi, seuls 9 % des interrogés pensent qu'il peut être une source de rénovation. Les problèmes ne manqueront pas à M. Mladenov, au premier rang desquels il trouvera la question de la minorité turque, un problème ultrasensible dans la société bulgare.

SYLVIE KAUFFMANN

(1) Les Russes ont participé à la libération de la Bulgarie de l'occupation turque, puis du fascisme.

(2) La première a eu lieu le 13 novembre dans un appartement privé : M. André Loukasov, qui fait maintenant figure de numéro deux du PCB, y a reçu une vingtaine d'intellectuels, le lendemain, M. Mladenov décidait de recevoir au comité central un groupe plus large, qu'il a écouté pendant quatre heures.



AU-DELA D'UNE CERTAINE FREQUENCE D'ECHANGES, LE PROBLEME N'EST PLUS DE LES DEVELOPPER MAIS DE LES GERER.

Transpac, architecte de l'EDI, Echanges de Documents Informatisés.

Plus une entreprise se développe, et plus nombreux deviennent ses échanges avec son environnement économique et social. Comment les rationaliser et les optimiser pour gagner en productivité ? L'EDI met en œuvre une procédure à la fois plus rapide, plus économique et plus fiable. Il libère l'entreprise de la lourdeur bureaucratique et des dépenses qu'elle entraîne. Il lui procure un gain à tous les niveaux de son activité : production plus efficace, rotation des stocks accélérée, livraisons et paiements plus rapides, gestion de trésorerie améliorée... L'EDI concerne toutes les entreprises et organisations industrielles et tertiaires. Fédérateur et plaque tournante de la communication inter-entreprises, partenaire central des acteurs de l'EDI, TRANSPAC se devait d'en être aussi l'architecte. C'est déjà une réalité dans l'automobile, le négoce, la presse, avec les programmes GALIA, EDONI, TAM. Ce le sera bientôt dans l'électronique, l'aéronautique, la banque, l'agro-alimentaire, l'assurance, l'administration. La compétitivité des entreprises françaises passe désormais par l'EDI. TRANSPAC leur en assure les moyens.

TRANSPAC est une filiale de COGECOM (Groupe FRANCE TELECOM).

TRANSPAC, 33 av. du Maine, 75755 Paris Cedex 15. Tél. : (1) 45.38.88.88.

TRANSPAC

UN ELAN POUR LES ENTREPRISES

حکومت من الامم

EUROPE

La question allemande après l'ouverture de la frontière

Des divergences apparaissent entre sociaux-démocrates et chrétiens-démocrates ouest-allemands sur la réunification

Les réactions en RFA à l'apparition, lundi soir à Leipzig, des premiers slogans favorables à la réunification de l'Allemagne illustrent clairement la ligne de partage entre les deux principales formations politiques.

BONN

de notre correspondant

Si l'opposition social-démocrate s'est repliée dans un silence embarrassé, l'Union chrétienne-démocrate du chancelier Kohl a aussitôt marqué sa satisfaction. « C'est une erreur de croire que les Allemands se contenteraient des simples retrouvailles qui réjouissent tout le monde actuellement », a déclaré le nouveau secrétaire général de la CDU, M. Volker Rühe. Les retrouvailles d'hommes qui ont le sentiment d'être un peuple ne sont pas une alternative durable à la réunification de l'Allemagne. »

Le président du SPD, M. Hans-Jochen Vogel, a déclaré que le

congrès du parti, du 17 au 21 décembre à Berlin-Ouest, étudiera la question d'une « confédération » des deux États allemands, laquelle présumerait, selon lui, la délimitation des alliances.

La mission de M. Seitz

Le ministre à la chancellerie, M. Rudolf Seitz (CDU), a rendu compte, mardi 21 novembre, de son entretien de la veille à Berlin-Est avec le numéro un allemand, M. Egon Krenz, et le premier ministre, M. Hans Modrow. La visite de M. Seitz à Berlin-Est a permis de constater que la commission économique bilatérale, dont le principe avait été arrêté lors de la visite de M. Erich Honecker en RFA en

1987, devrait prochainement voir le jour. Les premières réalisations pourraient alors porter sur l'amélioration des liaisons téléphoniques entre les deux Allemagnes, sur celle des infrastructures touristiques en RDA et sur des projets communs de protection de l'environnement.

M. Seitz n'avait pas de mandat pour négocier quelque dossier que ce soit et s'était rendu à Berlin-Est uniquement pour « sonder » les intentions des dirigeants est-allemands quant à la mise en pratique des réformes « irréversibles » qu'ils ont promises.

De toute évidence, on est encore loin de l'aide économique d'une dimension tout à fait nouvelle dont le chancelier Kohl avait parlé dans sa dernière déclaration. Le gouvernement semble avoir décidé qu'il était urgent d'attendre au moins trois semaines et de ne pas se précipiter à Berlin-Est pour y investir des deutschemarks qui ne serviraient qu'à renforcer le système économique socialiste est-allemand, « qui a conduit à la misère qu'on voit au jour d'hui », selon M. Seitz. — (Interim.)

M. Mitterrand se rendra en RDA du 20 au 22 décembre

Le président de la République présente au Parlement de Strasbourg les conclusions du dîner des Douze

M. François Mitterrand devait présenter, mercredi 22 novembre, à 16 h 30, au Parlement européen, les résultats du sommet exceptionnel des Douze organisé samedi dernier à l'Élysée sur l'évolution dans les pays de l'Est. L'allocation du président de la République devait être suivie d'une intervention du chancelier Helmut Kohl et d'un débat parlementaire.

Malgré les bruits qui couraient sur la venue de M. Mitterrand à Strasbourg, c'est devant un hémicycle quasiment vide que M. Egon Krenz, président de l'Assemblée européenne, a annoncé, mardi soir, la nouvelle. M. Valéry Giscard d'Estaing, un des rares députés présents en séance, s'est félicité de l'initiative du chef de l'État, nous indique notre envoyé spécial à Strasbourg Marcel Scotto.

Dès l'ouverture du mur de Berlin, M. Baron Crespo avait réclamé un débat au Parlement et souhaité que la présidence de la Communauté y soit représentée « au plus haut niveau ».

Le président de la République n'envisageait cependant pas de nouvelle visite à Strasbourg, où il s'est adressé le 25 octobre au Parlement européen, comme il est de coutume pour un président en exercice de la CEE. Mardi matin, on affirmait encore à l'Élysée que le programme du président pour la journée de mercredi ne lui permettait pas un tel déplacement. La rumeur, cependant, s'enflait à Strasbourg, où l'on avait appris que le chancelier ouest-allemand souhaitait, pour sa part, participer mercredi au débat sur les pays de l'Est. La pression a été telle que, en fin d'après-midi, l'Élysée a finalement annoncé que M. Mitterrand irait présenter à Strasbourg les conclusions de la « rencontre informelle » de samedi à l'Élysée.

Le président de la République fera donc escale à Strasbourg, sur le chemin du retour de Luxembourg, où il était attendu mercredi en fin de matinée. M. Mitterrand devait en effet avoir un déjeuner de travail avec les dirigeants du grand-duché dans le cadre de sa tournée des onze partenaires européens de la France pour préparer le conseil européen des 8 et 9 décembre. Il devrait également se rendre en Grèce fin novembre.

D'autre part, l'Élysée a également fait savoir que le président de la République se irait en RDA du 20 au 22 décembre. M. Mitterrand avait de longue date déclaré son intention de se rendre dans tous les pays de l'Europe de l'Est, à l'exception de la Roumanie, et il avait confirmé récemment, alors même qu'un processus de changements rapides était engagé en RDA, qu'il maintenait son désir de se rendre dans ce pays si possible avant la fin de l'année. Rendez-vous est donc pris, sans que l'on sache pourtant très exactement avec qui, bien que l'invitation officielle émane de M. Egon Krenz, l'actuel chef du parti. M. Egon Krenz a confié récemment qu'il n'était, en effet, pas sûr lui-même de rester en fonctions au-delà du congrès extraordinaire du parti, qui doit élire ses instances dirigeantes du 15 au 17 décembre.

Cette incertitude qui pèse sur la composition de la future direction handicape le chancelier Kohl qui a répété à plusieurs reprises qu'il souhaitait « absolument » se rendre en RDA avant la fin de l'année. M. Kohl, contrairement au président français, n'a pas encore annoncé de date, mais si l'on tient compte de trois éléments — à savoir qu'il ne peut procéder le congrès extraordinaire du parti, mais qu'il ne peut d'autre part arriver en RDA après M. Mitterrand, enfin qu'il doit effectuer une visite officielle en Hongrie du 16 au 19 décembre — on peut imaginer que c'est dans la journée du 19 décembre, sur le chemin de retour de Budapest à Bonn, que le

chancelier ira s'entretenir avec les nouveaux dirigeants est-allemands.

« Éviter les réactions en chaîne »

M. Mitterrand semble en tout cas avoir résolu de mettre à profit au maximum la fin de la présidence française de la Communauté, qui donne un poids supplémentaire à chacune de ses initiatives diplomatiques. C'est dans cet esprit qu'il a exprimé le désir de rencontrer M. Gorbatchev, ainsi que M. Bush (en dehors du sommet de l'OTAN où le président américain rendra compte, le 4 décembre, de ses entretiens avec le leader soviétique). Le principe de ces deux rencontres est acquis, mais les dates, à insérer dans un calendrier de décembre fort chargé, n'ont pas encore été annoncées.

Dans un entretien avec le *Wall Street Journal* paru le 22 novembre, M. Mitterrand donne son point de vue sur l'idée de réunification. Si le choix leur était donné, dit-il, la réunification de l'Allemagne « serait probablement le souhait naturel d'une majorité d'Allemands ». Mais il estime que les Soviétiques s'y opposeraient. « Les Soviétiques n'ont peut-être plus de pouvoir politique, mais ils ont le pouvoir militaire », déclare-t-il, en ajoutant que les Allemands ne prendront pas le risque de s'opposer à la volonté de l'URSS de maintenir les frontières d'après-guerre.

M. Mitterrand réplique qu'il n'a pas peur de la réunification, mais il ajoute : « Cela ne veut pas dire que j'approuverais, car tout de suite après se poserait le problème de la frontière polonaise. Il faut éviter que s'enclenche une série de réactions en chaîne. Mais personnellement je n'ai pas d'objection idéologique ou politique à l'idée de réunification. J'ai seulement certains arguments d'ordre pratique, contrairement aux Russes qui ont des intérêts vraiment stratégiques, géopolitiques et historiques. »

M. Hans-Dietrich Genscher à Washington : « Accord total avec les Américains »

A l'issue de la visite éclair qu'il a effectuée, le mardi 21 novembre, à Washington, le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher — qui a rencontré M. George Bush et son conseiller pour les affaires de sécurité nationale — a exprimé sa satisfaction « de savoir que sur toutes les questions décisives » les Allemands étaient « en accord total avec le gouvernement américain ».

Washington et Bonn sont notamment d'accord sur la nécessité de faire savoir à l'Union soviétique et aux pays de l'Est que l'Occident ne chercherait pas à « retirer des avantages unilatéraux » des situations de crise que les pays de l'Est pourraient traverser du fait des réformes qu'ils ont entreprises.

« Il n'y a pas une nation allemande capitaliste et une nation allemande socialiste. Il y a une nation allemande », a, d'autre part, déclaré M. Genscher, qui a ajouté que le rapprochement entre les deux Allemagnes devrait se faire dans le cadre de l'Europe.

Le ministre ouest-allemand a offert au président américain un morceau du mur de Berlin en signe de « gratitude » de la RFA pour le soutien que lui ont apporté les États-Unis. — (AFP.)

La renaissance d'un village frontalier

Après avoir vécu vingt-huit années de cauchemar, les habitants de Kirchgandern, « zone de patrouille », ont fêté la fin du rideau de fer et de leur isolement

KIRCHGANDERN

de notre envoyé spécial

En haut du village, la route n'était, depuis bien longtemps, qu'un moignon symbolique. Elle se perdait dans une effroyable clôture de fer et de barbelés, bordée de fils électriques, entourant les dernières maisons, le petit cimetière, découpant le monde en deux moitiés.

En 1945, il y a quarante-quatre ans, Kirchgandern s'était retrouvé, un beau jour, du côté Est de l'Europe, coupé en deux. Après le mur de Berlin, en 1961, les communistes décidèrent de renforcer partout le rideau de fer. Pendant vingt-huit ans, le village, avec ses six cents habitants, aura le triste privilège d'être « zone de patrouille », village peuplé, interdit à toute personne étrangère.

Tout va très vite en ce moment en RDA. Ouvrant les frontières, les autorités ont supprimé aussi les zones interdites ou d'accès restreint. A Berlin et ailleurs, on peut désormais faire du tourisme le long du rideau de fer, explorer des régions inaccessibles jusqu'ici. Avant même que la mesure n'entre officiellement en application, la guérite qui interdisait l'accès de Kirchgandern était enlevée, le vendredi 10 novembre. Puis les soldats sont venus arracher les pancartes qui marquaient la zone.

La kerneuse du village tombait par hasard le dimanche suivant. Autant dire que la fête a été mémorable. Les gens étaient venus des autres bourgades alentours, mais aussi de l'autre côté de la frontière depuis la RFA. La route qui mène de Kassel, à l'Est, route dite de Napoléon parce que la Grande Armée est passée par là pour aller à Mos-

cou, venait elle-même d'être ouverte à la circulation.

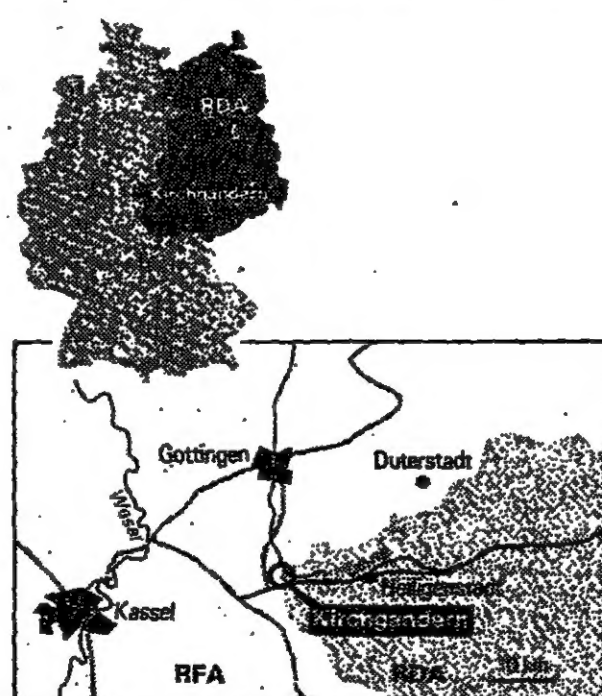
Peu de gens, sauf les vieux, pouvaient se vanter d'avoir vu pareille fête. Tous ensemble, pleins soudain de courage et d'espoir, ils étaient montés sur la route du haut vers la grille, criant des slogans pour demander qu'elle aussi soit ouverte, faisant brûler des cierges et allant même jusqu'à accrocher à l'un des deux pignons qui bordent la route un panneau de bois avec l'inscription : « Rue du retour ». Le maire aurait bien voulu l'enlever le lendemain, mais les habitants ont exigé, et obtenu, qu'elle reste à sa place.

Le grand jour est arrivé samedi 18 novembre. Comme si de rien n'était, les gardes-frontières ont ouvert tout grands les deux battants de la grille. La petite route est désormais ouverte au trafic des piétons. Kirchgandern s'ébroue d'un long, long cauchemar, sans même réaliser encore très bien ce qui lui arrive.

Il y a en fait deux grilles, séparées par une bande de terrain d'un demi-kilomètre de large, que les ouvriers de la coopérative agricole du village étaient chargés d'entretenir, sous la surveillance des gardes-frontières. La première grille avait été construite en 1952, la seconde, au ras du village, en 1961. Dans ce no man's land, les troupes de guet disposent de bunkers souterrains et de miradors. La ligne de démarcation avait été fixée là en 1945 par les troupes soviétiques et britanniques.

Le dernier legs d'Honecker

En face de Kirchgandern, au bord de la petite rivière locale, la Leine, on devine les bâtiments



d'une grosse ferme gentilhomme, Besenhausen, qui faisait partie, autrefois, du village, mais avait eu l'heureuse fortune de rester du côté anglais. De nombreux villageois y travaillaient avant guerre. Elle est toujours exploitée par la même famille, qui raconte encore les rencontres nez à nez avec les patrouilles de vopos lors des travaux agricoles ou les messages trouvés dans des bouteilles repêchées dans la rivière.

« C'est comme si nous avions été enfermés dans un ghetto », s'exclame Albert, quatre-vingts ans, avant d'ajouter : « Vous vous rendez compte : jamais je n'aurais pu dire cela tout haut il y a deux semaines. »

Nous sommes installés à la table d'hôte de l'auberge du village, une magnifique bâtisse qui

porte toujours l'enseigne « Aux lions d'or », que le père d'Albert avait accrochée en 1933, lorsqu'il avait ouvert les lieux. L'auberge vivait à l'époque du passage des voyageurs de commerce et, un temps même, de la clientèle d'un guérisseur, connu dans la région. Depuis, les chambres sont fermées. Albert a fait la guerre pendant six ans, dont deux ans en France. Il en garde quelques souvenirs de français, qu'il ressort fièrement. Malicieusement, il attire l'attention sur le legs d'Erich Honecker à l'auberge : une tache claire sur le papier peint, là où il y a un mois à peine, était accroché le portrait. « Avant, il y avait eu celui de Hitler, là, de l'autre côté. »

Une dame âgée arrive d'un autre bourg. Une vieille connais-

sance. On s'embrasse. Elle n'était pas venue depuis vingt-huit ans. Ceux du village pouvaient sortir. Beaucoup travaillaient à l'extérieur, à Heiligenstadt ou ailleurs. Mais, pour rentrer, un tampon spécial sur le « pass » était exigé. Il y avait deux zones frontalières en RDA : celle située dans les 5 kilomètres, où les déplacements étaient autorisés, partout, à condition d'être résident ou d'avoir un permis de circulation spécial ; et puis, la bande de 500 mètres le long de la frontière, la zone de patrouille où, même d'un village à l'autre, les visites étaient interdites. C'est là que se trouvait Kirchgandern.

Des têtes nouvelles

Du temps des Russes, raconte Albert, ça allait encore : ceux qui se faisaient prendre étaient sermonnés, sans plus. Boucher de profession, Albert se souvient qu'il allait « de l'autre côté » chercher des bêtes qu'il faisait entrer, de nuit, au village. Les choses sont devenues plus compliquées avec le premier grillage, en 1952. Les communistes ne plaisantaient pas. A l'époque, et encore dans les années 60, des familles entières ont été chassées du village pour avoir tenu des propos de bistro contre le régime. A force, tout le monde. « On ne parlait qu'avec des amis très proches », reconnaît Albert. « A force d'avoir baissé la tête, regardé comme je suis petit », ironise Albert.

Voilà un étranger dans la rue est encore tout nouveau. Une fois assuré qu'il ne s'agit pas d'un mouchard, il est accueilli avec des débordements de gentillesse. Après tant d'années, il y a un

immense besoin de parler, une énorme curiosité, une grande satisfaction de voir des têtes nouvelles. Une espèce de vie à part, où les traditions jouent un rôle important, s'était instaurée. Chez Lothar et Heidi, justement, on tue le cochon, comme entre les deux guerres. Les villageois utilisent les mêmes ustensiles, de grandes auges en bois, taillées à même les troncs d'arbres, qu'on se passe de maison en maison. Tout le monde au village, ou presque, élève quelques volailles, un ou deux moutons, un ou deux cochons, pour améliorer l'ordinaire.

Et la suite ? « Tout est encore trop nouveau, reconnaît Lothar, les projets d'avenir viendront plus tard. » Après l'ouverture de la frontière, à Hohengandern, les jeunes sont allés faire un tour de l'autre côté, jusqu'à Duderstadt et Göttingen, l'ancien grand centre de la région. Les vieux ont pris leur vélo pour aller voir le village depuis l'autre côté, retrouver des endroits connus. La politique ? Une seule chose est claire : « On ne votera pas communiste ». Neues Forum ? Le symbole de l'opposition dans les grandes villes manque apparemment de contours ici, et on reproche à certains de ses leaders de n'avoir pas pris assez leurs distances à l'égard du régime.

Et puis, dans cette région du Eichsfeld, catholique et pratiquante, un Parti démocrate chrétien renouvelé aurait ses chances. La réunification ne cache pas qu'il y serait favorable. La réunification ? Les vieux y sont favorables. Les jeunes sont plus hésitants. « On n'a pas envie de se faire acheter par ceux d'en face aussi simplement que cela. »

HENRI DE BRESSON

55-1-11-11-11

صحنه من العمل

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : le discours du Trône aux Communes

La télévision a ravi la vedette à M^{me} Thatcher

La reine Elizabeth a prononcé, vendredi 21 novembre, à Westminster le discours du Trône, dans lequel sont exposés les projets du gouvernement. Pour la première fois, la séance du Parlement britannique était transmise en direct par la télévision.

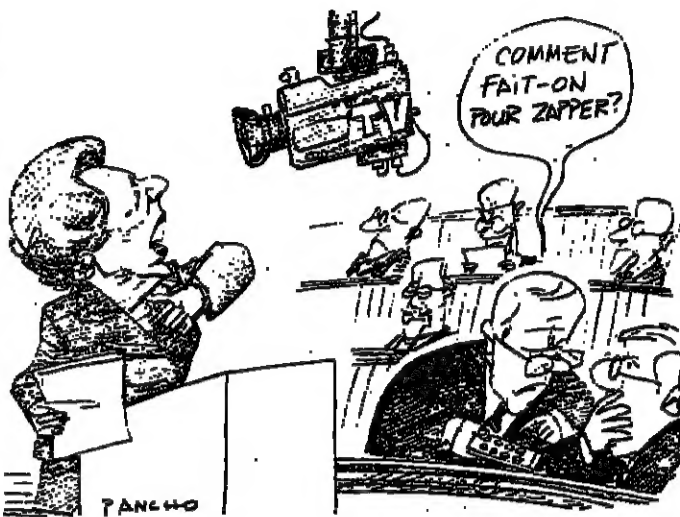
LONDRES

de notre correspondant

Une fois n'est pas coutume, ce n'est pas M^{me} Thatcher qui a été cette année la vedette de la rentrée parlementaire mais... la télévision. Le Parlement reprend en effet ses travaux à l'automne selon un rite immuable, qui doit un peu aux origines normandes de la monarchie et beaucoup à la volonté des seigneurs féodaux, les Lords, de maintenir les roturiers des Communes à leur place. Il faut donc que ces derniers frappent trois fois à la porte des Lords avant d'être autorisés à assister, debout et comme en pénitence, au discours du Trône, qui est pourtant depuis des lustres écrit par l'un d'entre eux.

M^{me} Thatcher a rédigé intégralement depuis 1979, en tant que premier ministre, ce texte si solennel. Le premier jour de l'année parlementaire par la reine Elizabeth. Celle-ci, qui n'a pas le droit d'en changer une virgule, explique alors à son bon peuple ce que son gouvernement a décidé de faire dans les douze mois qui viennent. Pour la première fois, cette cérémonie et le débat qui la suit étaient mardi 21 novembre retransmis par la télévision. Les travaux des Communes seront ainsi télévisés pendant une période expérimentale d'un an.

Le Parlement est un endroit où l'on peut faire tout ce qu'on veut, y



compris et surtout s'insulter, à condition que ce soit dans les règles. Vous pouvez donner à votre adversaire un nom d'oiseau à condition de ne pas prononcer son patronyme et de le désigner seulement comme « le très honorable député » de telle ou telle circonscription. Vous pouvez le regarder droit dans les yeux et affirmer qu'il mérite d'être pendu à condition bien sûr de feindre de ne vous adresser qu'au Speaker, le président inamovible de l'assemblée, qui n'a pas le droit, malgré son nom, de dire quoi que ce soit.

Vous êtes vivement priés de faire du bruit lorsque quelqu'un de l'autre bord prononce un discours. Vous ponctuez d'approbations sonores les propos du premier ministre, si vous êtes dans la majorité, et du leader de l'opposition dans le cas contraire. Vous pouvez dormir à votre banc, et gesticuler en criant un peu plus fort que les autres lorsque vous vous réveillez.

L'intrusion des caméras, mardi 21 novembre, avait été précédée d'un grand travail pédagogique. Toutes les firmes spécialisées du royaume qui s'occupent d'aider les personnages publics avaient proposé leurs services. M^{me} Thatcher a eu le réflexe de s'habiller en bleu ciel, la couleur des conservateurs, alors que la quasi-totalité de ses conseillers du même parti ont déconcerté avec horreur qu'elles avaient toutes choisi le rouge sur les conseils (malicieux) d'une entreprise spécialisée. Elle avait aussi été la seule à pouvoir s'exercer dans la salle elle-même, sans témoins et en temps réel.

La reine n'avait pas besoin d'une telle répétition, car c'est une professionnelle et ses prestations sont, de l'avis des experts, parfaites. Après avoir chaussé ses lunettes, la couronne bien vissée sur la tête, elle lit un texte de trois pages dont chaque paragraphe ou presque commence par « Mon gouvernement a décidé ». Elle n'en croit pas un mot puisque, selon une rumeur difficile à vérifier, son cœur batrait très nettement pour les travaillistes et qu'elle déteste cordialement M^{me} Thatcher.

Les députés ont choisi mardi d'être plutôt polis. M. Kinnoch, le leader de l'opposition, a seulement qualifié d'embête de « cafetier » et de « mouchard » le député conservateur à qui était échu cette année l'honneur de remercier la souveraine pour son très gracieux discours et qui, pour cela, a parlé le premier.

De la routine

Ce onzième discours du Trône écrit par M^{me} Thatcher ne contient l'annonce d'aucun bouleversement, à la différence des dix qui l'ont précédé. La « Dame de fer » est-elle lasse des réformes et a-t-elle décidé de pratiquer une pause dans sa « révolution » conservatrice ? Pour la première fois, en tout cas, depuis 1963, aucune réduction d'impôts n'est annoncée. On peut même voir l'esquisse de l'ébauche d'une concession à la social-démocratie honnête sous la forme d'un engagement plus résolu de l'Etat dans un domaine tel que la défense de l'environnement et la lutte contre la pollution.

Dans les douze mois qui viennent, M^{me} Thatcher veut seulement protéger davantage le consommateur britannique contre les risques d'intoxication alimentaire, étranger en douceur la BBC en limitant ses moyens financiers, créer une cinquième chaîne de télévision, donner plus d'autonomie comptable aux hôpitaux publics de façon à favoriser la médecine privée, empêcher les expérimentations sur les fœtus humains au-delà de quinze jours et abaisser d'un mois la limite, actuellement fixée à sept, au terme de laquelle un avortement est interdit par la loi. Bref, de la routine.

En politique étrangère, on apprendra sans surprise que la Grande-Bretagne compte rester l'an prochain dans l'OTAN. M^{me} Thatcher veut, d'autre part, « renforcer les bonnes relations actuelles avec l'Union soviétique et encourager les réformes dans ce pays ». Elle qualifie de « remarquables » les changements intervenus « en Pologne, en Hongrie et maintenant en RDA ».

Elle est toujours décidée à « travailler » avec ses « partenaires » de la CEE à « l'achèvement du marché unique », mais ne souffre pas d'une éventuelle adhésion au système monétaire européen, dont l'existence n'est même pas mentionnée. Il est seulement vaguement question d'« accroître la coopération économique et monétaire » au sein de la Communauté.

FRANÇOISE CHAUX

DOMINIQUE DHOMBRES

PROCHE-ORIENT

LIBAN

Le pays fête dans la division le 46^e anniversaire de son indépendance

A la veille de la fête nationale, mercredi 22 novembre, quarante-sixième anniversaire de l'indépendance, les Libanais auront eu droit, mardi soir, à deux messages à la nation diamétralement opposés sur ce qui les divise : l'accord de Taëf. Alors que le président René Moawad les a appelés à se « rassembler autour de ce processus de paix qui réalise l'unité, la souveraineté et le développement » en les engageant à refuser « le projet de guerre qui mène à la partition sans assurer en aucune façon la souveraineté de la patrie et la liberté du citoyen », le général Aoun a, pour sa part, encouragé à se « rebeller » contre le même accord.

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

Pour son premier discours radiotélévisé aux Libanais, le chef de l'Etat s'est voulu tout à la fois rassembleur et magnanime en même temps que très ferme et déterminé dans sa volonté de faire appliquer l'accord en vertu duquel il a été élu. « Je vous assure, a-t-il dit, que la décision de salut a été prise et va être appliquée quels que soient les obstacles et les sacrifices. Nous ne permettrons jamais aux ambitions, convoitises et complots de saboter la solution politique et d'entraver la voie de la paix. Nous ne nous soumettrons pas aux défis. Nous ne ferons pas de compromis sur la souveraineté et n'accepterons jamais que le destin de la patrie et l'avenir du peuple soient sous la coupe de quiconque. » Une réponse évidente aux propos du général Aoun qui juge que l'accord de Taëf constitue un « acte de reddition ».

Insistant sur les bénéfices à attendre du processus engagé, le président Moawad a encore affirmé : « Après quinze ans de mort et de destruction, chacun doit prendre en toute conscience sa propre décision. Je ne pense pas qu'un seul Libanais, sauf s'il rend sa patrie et veut se venger de son peuple, puisse vouloir laisser passer cette chance et l'appui de

toutes les nations dont bénéficie le processus d'entente et de paix. » S'adressant particulièrement à l'armée, « une école de discipline », dont l'attitude reste déterminante pour l'avenir, notamment quand interviendra la nomination d'un nouveau commandant en chef, le président Moawad a ajouté : « J'ai confiance en la fidélité des officiers à la légalité, au niveau de conscience et au courage des soldats. Je sais qu'ils sont tous liés par leur serment et le caractère sacré de leurs devoirs, et qu'ils sont capables, de manière disciplinée et au sein même de l'institution, d'interdire toute exploitation et tout abus. »

Le chef de l'Etat, qui a souligné sa volonté de renforcer les institutions, a enfin déclaré : « Asses de par et d'avenirisme, il est temps pour nous tous de revenir ensemble à la sécurité. »

Le réquisitoire du général Aoun

Une demi-heure avant ce discours, le général Aoun avait, lui, appelé « le peuple libanais à lutter pour sa dignité, son indépendance et sa liberté, même si cela implique un affrontement avec le reste du monde ».

Dressant un long réquisitoire contre l'accord de Taëf qui « n'est pas seulement une trahison libanaise et un échec arabe, mais aussi un échec évident de la communauté internationale », le général chrétien avait déclaré que le Liban était « désormais engagé dans la bataille la plus féroce pour son indépendance ».

« Citoyens libanais, avait-il conclu, êtes-vous convaincus que ce qui se passe actuellement conduira à un Liban souverain, libre et indépendant ? Si votre réponse est « non », alors la marche vers la liberté vous attend, et elle est ouverte à tous. »

Les divergences à l'intérieur du camp chrétien se sont manifestées mardi par un avertissement sans frais au parti katéib dont le chef, M. Georges Sadeh, hésite toujours à entrer au gouvernement libanais d'union nationale que doit former M. Salim Hoss. La statue de Pierre Gemayel, fondateur des phalanges en 1936, a été dynamitée à Bickfaya, son village natal et berceau de la famille.

FRANÇOISE CHAUX

EUROPE 93

Une journée au Parlement de Strasbourg

Une élue très sollicitée...

Elue député européen en juin dernier sur la liste Europe Ecologie, M^{me} Claire Joanny, trente-huit ans, participe cette semaine à sa cinquième session parlementaire à Strasbourg. « Je ne pensais pas que c'était une telle charge de travail », dit-elle entre deux rendez-vous, mardi 21 novembre, au cours d'une journée très chargée, une journée comme les autres.

STRASBOURG

de notre envoyée spéciale

M^{me} Joanny n'arrive jamais en retard à son bureau, pour la bonne raison qu'elle y dort. Du moins, cinq jours par mois, lorsqu'elle est en session parlementaire. A Chambéry, où elle est directrice adjointe du service des eaux, elle ne passe que ses week-ends. Pour le reste, elle est à Bruxelles. L'emploi du temps de Claire Joanny, députée de la mairie pour mandat électif, est pour le moins chaotique.

9 heures. Une sonnerie retentit dans le Palais de l'Europe. Première cavalcade vers l'hémicycle. C'est l'heure du « vote des urgences ». Les parlementaires sont invités à se prononcer pour ou contre une procédure qui permet à la Commission européenne d'avancer ses travaux plus vite que le Parlement.

9 h 30. Un des grands débats de la semaine : celui sur la charte sociale - commence. N'y assistant pratiquement que ceux qui ont un temps de parole programmé... M^{me} Joanny quitte l'hémicycle et se lance dans les couloirs en forme de labyrinthe, à la recherche de la salle 600. Non sans quelques détours, elle y retrouve la présidente de son groupe (celui des Verts), une Portugaise, M^{me} Maria Santos, deux Italiens, un Allemand et deux autres Françaises. Au centre des discussions : des problèmes organisationnels.

11 heures. Retour au bureau : M^{me} Joanny a rendez-vous avec son codéputé. Celui à qui elle laissera sa place dans deux ans et demi. Les Verts

français ont, en effet, décidé que les huit membres de leur groupe se désisteront à mi-chemin de leur mandat au profit de leur « suivant » sur la liste électorale. Ils n'en continueront pas moins leur travail parlementaire, sous l'étiquette d'assistant. Avec son codéputé, M^{me} Joanny met la dernière main au discours qu'elle doit prononcer en séance plénière dans l'après-midi.

12 heures. Rendez-vous avec une consœur italienne avec laquelle elle partage le temps de parole attribué au groupe : huit minutes à diviser en deux. Mieux vaut éviter les redites.

La règle du consensus

13 heures. Déjeuner au self-service, la première pause de la journée. Encore que... le leader des écologistes, M. Antoine Waechter, passe, un dossier à



M^{me} Claire Joanny

la main. Il suggère à son ancienne collègue « d'introduire l'agrément des batailles ». Le message n'est pas codé : Claire Joanny fait partie de la commission des transports et du tourisme. En tant que telle, elle s'est vue attribuer, il y a un mois, la rédaction d'un rapport

sur « les conditions minimales exigées pour les navires entrant dans les ports maritimes de la Communauté ou en sortant, et transportant des marchandises dangereuses ou polluantes en colis ». A charge pour elle de trouver un compromis au sein de la commission des transports, évidemment composée de toutes les tendances politiques. Comme les autres, les Verts doivent se plier à la règle du consensus, qui régit le Parlement.

Son travail en commission se fait à Bruxelles où les parlementaires européens sont censés passer l'essentiel de leur temps (deux semaines par mois pour les réunions des commissions et une pour les réunions de groupe). Depuis la rentrée, Claire Joanny n'a passé que deux semaines complètes à Chambéry.

15 heures. Le débat reprend dans l'hémicycle sur un thème vieux de dix ans (la première élection au suffrage universel direct a eu lieu en 1979), les réformes institutionnelles, ou « pourquoi nous, députés européens, devons obtenir plus de pouvoirs et quelle stratégie adopter pour y arriver ». Interventions de M^{me} Edith Cresson, de M. Jacques Delors puis des députés qui ont un temps de parole : entre autres, MM. Gérard d'Estamp, Fabius, suivi de près par... Claire Joanny. Rien ne laisse percevoir l'émotion. Et pourtant, Madame la députée européenne (elle tient au féminin), qui en tant qu'elle n'a que l'expérience de conseillère municipale de Dunkerque (1983-1985), fait sa première intervention dans l'hémicycle.

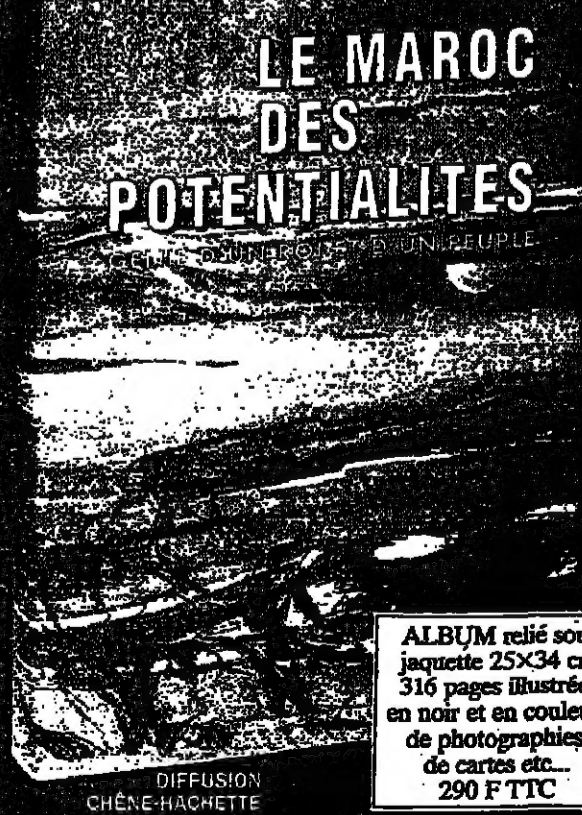
19 heures. Réunion de groupe. Les Verts (sept Allemands, trois Belges, sept Italiens, un Espagnol, une Portugaise, deux Néerlandais et huit Français... pas tous écologistes d'ailleurs) adoptent les positions à suivre les jours suivants, lors des votes.

21 heures. Claire Joanny, qui n'a pas perdu son sourire immuable, quitte le Palais de l'Europe pour la première fois en vingt-quatre heures. Le temps d'un dîner au Coin frais, le plus proche restaurant. Puis retour au bureau... sur la banquette de son bureau.

MARIE-PIERRE SUBTIL

LE GÉNIE D'UN ROI ET D'UN PEUPLE

PARUTION OCTOBRE 1989



60 ans d'Histoire de l'Existence du ROI HASSAN II se confondent avec 60 années du MAROC et du devenir du peuple marocain. Un hymne à la jeunesse, un magnifique ouvrage qui a pour ambition d'offrir un panorama sur les expressions et les multiples réalisations du génie national du MAROC.

ALBUM relié sous jaquette 25x34 cm 316 pages illustrées en noir et en couleurs de photographies de cartes etc. 290 F TTC

Sous la direction de : DRISS BASRI, JACQUES CHABAN DELMAS, MAURICE DRUON, JEAN-RENE DUPUY, M. Z. A. EL-ALAOUI, H. EL MALKI, M. J. ESSADI, MICHEL JOBERT, A. LAROU, A. RADI.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES

Le Monde
PUBLICITE LITTERAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

AMÉRIQUES

SALVADOR : guérilla contre militaires

La bataille de l'hôtel Sheraton

Après quatorze heures de siège par l'armée, la guérilla salvadorienne a relâché, mardi 21 novembre, la vingtaine de clients de l'hôtel Sheraton, à San-Salvador, qu'elle retenait depuis l'aube. Mais, dans la nuit de mardi à mercredi, un commando du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) empêchant toujours la sortie de dix-huit « bérets verts », des forces spéciales américaines, retranchées dans un couloir du troisième étage. Le secrétaire général de l'Organisation des États américains, M. João Clemente Baena Soares, arrivé deux jours plus tôt dans le cadre d'une mission d'information sur la situation au Salvador et logé dans une suite de l'établissement, avait été évacué auparavant dans un véhicule blindé de l'armée, ainsi que la délégation qui l'accompagnait.

SAN-SALVADOR
de notre correspondant
en Amérique centrale

« En étendant la guerre au quartier riche de la capitale, nous venons de prouver que nous étions en mesure de frapper n'importe où », déclare, tout souriant, le responsable de l'opération, Claudio Armijo, le commandant « Chico ». Une fois de plus, la guérilla a réussi à créer la surprise en s'attaquant vers 4 heures du matin à une cible que l'on croyait bien protégée.

□ Un escadron spécial de Renter blessé par des éclats. — Paul Rodale, trente-huit ans, directeur régional de l'agence britannique Renter pour le Mexique et l'Amérique centrale, a été blessé, mardi 21 novembre, lors des violents combats dans le nord-ouest de la capitale. Il serait « hors de danger » à l'hôpital où il a été conduit. — (Reuters.)

Après avoir cassé les vitres d'un des deux bâtiments de l'hôtel Sheraton situé dans le quartier huppé d'Escalón, une vingtaine de guérilleros sont entrés dans l'immeuble et ont fait sortir de leurs chambres les rares clients, dont la plupart travaillaient pour des compagnies étrangères au Salvador. Simultanément, plusieurs centaines de rebelles prenaient position à quelques centaines de mètres de l'hôtel et creusaient des tranchées au milieu de la rue. Armés de lance-missiles antiaériens RPG-7, ils se préparaient dans le plus grand calme à affronter les autocanons que l'armée commençait à déployer dans le quartier. Les échanges de coups de feu ont provoqué la mort de quatre militaires au moins et plusieurs civils ont été grièvement blessés.

A l'intérieur de l'hôtel, régulièrement secoué par des rafales de fusils mitrailleurs et par l'explosion de grenades, le spectacle était hal-

lucinant. Les insurgés occupaient tous les étages, sauf le troisième, où les « bérets verts » américains, armés de M-16, très nerveux, avaient entassé matelas et meubles dans le couloir pour résister. Ces derniers sont au Salvador pour une mission temporaire et ne font pas partie des cinquante-cinq conseillers militaires envoyés par les États-Unis auprès de l'armée salvadorienne. « Nous ne savions même pas qu'ils étaient logés dans cet hôtel », affirme un guérillero installé à l'étage au-dessus, visiblement peu intéressé par la présence de militaires américains, dont pourtant le FMLN exige le départ depuis des années.

Quelques clients de l'hôtel — un ingénieur israélien, une employée de l'ambassade allemande, etc. — attendent avec patience, sans comprendre, semble-t-il, la gravité de la situation. Jusqu'à ce qu'un avion survole l'hôtel et lâche des roquettes si près que tout le bâtiment en tremble. La cible est en fait à quelques centaines de mètres de là : l'armée a repéré une colonne de rebelles dans une ravine qui longe l'hôtel.

Arrivée concession

Après l'arrivée sur les lieux, vers 17 heures, de l'évêque auxiliaire de San-Salvador, Mgr Rosa Chavez, de plusieurs ambassadeurs (Espagne, France, Mexique) et de représentants de la Croix-Rouge internationale, les clients retenus par la guérilla ont été relâchés. Le

FMLN n'a, semble-t-il, demandé aucune concession en échange et se prépare à un nouvel affrontement avec l'armée, qui pour la première fois a été dans le quartier d'Escalón, où les classes possédantes vivent dans d'énormes maisons entourées de hauts murs et surveillées par des gardes armés jusqu'aux dents.

« Nous allons voir si l'armée va oser bombarder Escalón, comme elle l'a fait dans les quartiers populaires au cours des derniers jours », lance un jeune guérillero sur un ton de défi. En fait, l'aviation a déjà commencé à bombarder mardi, mais elle visait essentiellement les porcs du quartier où se trouvaient les bidonvilles, provoquant la fuite des habitants vers des zones plus sûres.

BERTRAND DE LA GRANGE

□ NICARAGUA : Interruption des négociations entre sandinistes et « contras ». — Les négociations de paix entre le gouvernement sandiniste du Nicaragua et les rebelles de la Contra ont été interrompues mardi 21 novembre sans qu'une date ait été fixée pour leur reprise, a annoncé un porte-parole des Nations unies, M. Alvaro De Soto, médiateur représentant le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, a déclaré que d'importantes divergences empêchaient la conclusion d'un cesse-le-feu. La décision de rompre les négociations après presque deux semaines de discussions a été prise peu après le début de la neuvième session de pourparlers. (Reuters.)

ÉTATS-UNIS

14,6 milliards de dollars pour l'aide à l'étranger

Le président George Bush a signé, mardi 21 novembre, une loi sur l'aide à l'étranger, d'un montant de 14,6 milliards de dollars, qui comprend les premiers fonds de l'aide américaine promise, sur trois ans, à la Hongrie et à la Pologne. Ces deux pays recevront 533 millions de dollars pour l'année fiscale 1990 : 293 millions de dollars — qui passeront notamment de soutien de nouvelles entreprises privées et stabiliser la monnaie polonaise — seront versés en liquide.

La loi comprend également l'aide initialement prévue de 85 millions de dollars au Salvador. Le président Bush s'était opposé à une réduction de ce montant réclamé, ces derniers jours, par certains parlementaires en raison du rôle présumé des forces armées salvadoriennes dans l'assassinat, le 16 novembre, de six jésuites.

Les deux tiers de cette aide seront versés à Israël et à l'Égypte. L'État hébreu recevra 1,8 milliard de dollars

au titre de l'assistance militaire et 1,2 milliard d'aide économique. Pour sa part, l'Égypte recevra 1,3 milliard d'aide militaire et 815 millions de dollars d'aide économique.

Enfin, les Philippines recevront 160 millions de dollars ; la Turquie une aide militaire de 500 millions de dollars et la Grèce de 350 millions ; 250 millions de dollars d'aide économique seront versés au Pakistan. — (AFP.)

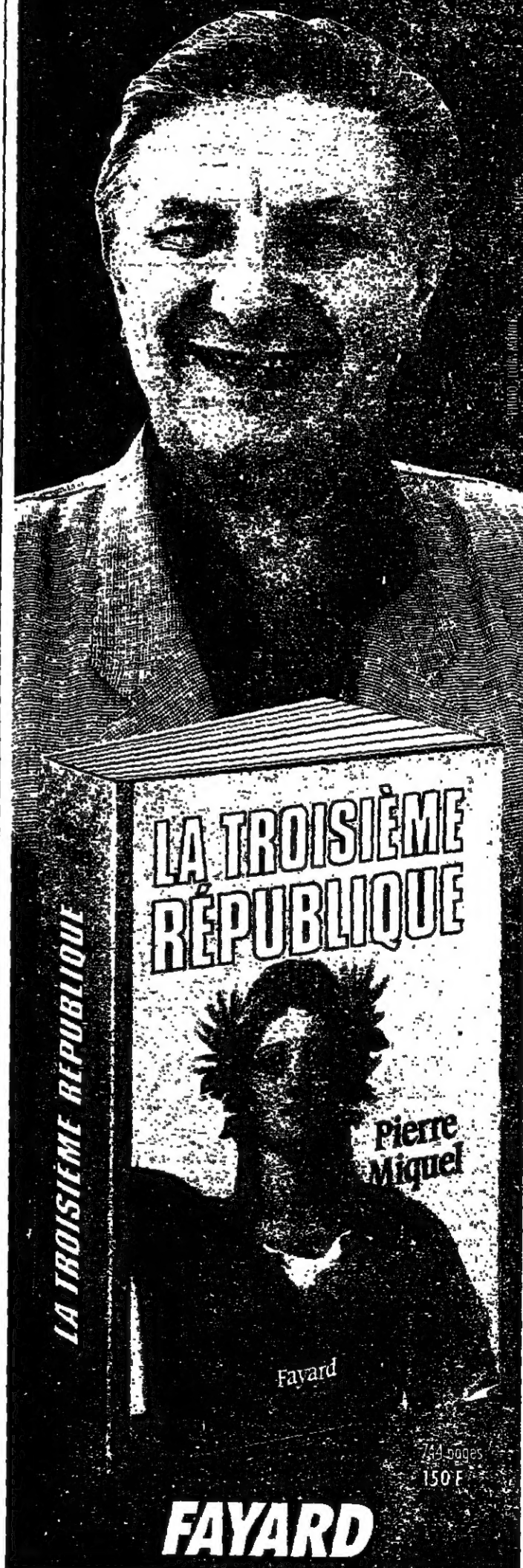
□ Compromis sur la réduction du déficit budgétaire. — Après plusieurs mois de discussion, les parlementaires américains sont parvenus, mardi 21 novembre au soir, à voter un projet de réduction du déficit budgétaire de 14,7 milliards de dollars (95 milliards de francs environ) pour l'année fiscale 1990, qui a débuté le 1^{er} octobre. Ce compromis, qualifié d'« excellent » par le porte-parole du président Bush, prévoit 4,5 milliards de dollars de coupes budgétaires pures, réparties pour moitié entre le budget civil et celui de la défense. Le reste des économies budgétaires, qui doivent permettre au déficit d'être contenu dans la limite de 100 milliards de dollars, provient principalement d'augmentation de tarifs des services administratifs et de progression des recettes fiscales.

□ Nouvelle inculpation dans le scandale du ministère du logement. — Une ancienne collaboratrice du département (ministère) au logement et au développement urbain (HUD) a été inculpée, mardi 21 novembre, pour avoir détourné 5,6 millions de dollars de fonds fédéraux pour les « donner aux pauvres ». L'inculpation de M^{me} Marilyn Harrell, surnommée « Robin Hood » (Robin des Bois en français), est la plus importante depuis le début du scandale du HUD, une énorme affaire de corruption et de détournement de fonds au sein de ce ministère sous la présidence Reagan. M^{me} Harrell était un agent privé chargé de gérer des dépôts de garantie pour le compte du HUD, qui finance des programmes d'équipement et de logements destinés aux catégories sociales les moins favorisées. Ce scandale, dans lequel sont impliqués principalement des fonctionnaires du ministère et des consultants privés, devrait coûter au moins 2 milliards de dollars au contribuable américain. Une commission du Congrès a cherché en vain, jusqu'à présent, à entendre l'ancien secrétaire au logement, M. Samuel Pierce, dans le cadre de cette affaire. Son successeur, M. Jack Kemp a déclaré, mardi, que l'inculpation de M^{me} Harrell constitue « un message », car « nous avons une tolérance zéro pour le vol, quelle que soit la raison pour laquelle il est commis ». — (AFP.)

PIERRE MIQUEL

C'est l'histoire d'une illustre Française, de 70 ans, qui épousa une bonne centaine de présidents du Conseil et combla de ses bienfaits tout ce que ce pays compte de radicaux, de laïcs et d'amateurs de banquets. Les laïcs pour compte, les malveillants et les détracteurs l'appelaient la « gueuse ». Les autres préféraient lui donner du « Marianne, troisième du nom ». Pour les historiens et les rédacteurs de manuels, elle reste avant tout la Troisième République. Pierre Miquel, qui n'a pas son pareil pour brasser les données de toutes sortes afin de donner vie à une période, fut-elle charnière ou entracte, a puisé encore une fois dans ses ressources de conteur pour restituer cette République dont il est dit avec justesse que ce qu'elle a engendré de mieux, c'est encore... des Républicains !

Pierre Assolune - La Revue - Le Grand Livre du mois



LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE

Pierre Miquel

Fayard

FAYARD

Washington prépare des « plans »

A Washington, où le président Bush a suivi les événements de San-Salvador entouré de ses principaux conseillers réunis en cellule de crise, la libération des premières personnes retenues à l'hôtel Sheraton par le FMLN dans la journée de mardi a suscité un léger soulagement.

Au département d'État, le porte-parole, M^{me} Tutwiler, tout en refusant de spéculer sur les mesures que le gouvernement salvadorien ou le gouvernement américain pourraient adopter, a qualifié la prise de l'hôtel Sheraton d'« événement de grande importance ». Le département d'État a également suggéré aux résidents américains au Salvador (8 000 environ, dont 600 sont employés par le gouvernement) de quitter le pays et d'attendre pour y revenir que la situation s'améliore.

De son côté, la Maison Blanche, rappelant que le président croit fermement en « sa responsabilité de protéger les citoyens américains », a précisé qu'« aucun Américain n'avait été blessé » et confirmé que « des Américains sont bien détenus contre leur volonté au Sheraton », mais sans préciser le nombre ni s'il s'agit de militaires. Interrogé sur l'éventualité d'une intervention, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Fitzwater, a déclaré : « Nous observons la situation de près, nous préparons des plans selon les nécessités ». M. Fitzwater a indiqué que le gouvernement salvadorien n'avait pas demandé l'assistance de groupes armés américains, mais des équipements anti-aériens et des armes légères, précisons, pour finir, que Washington répondrait rapidement à cette requête. — (AFP, Reuters.)

L'art de vendre des bijoux aux enchères

Sotheby's, fondée en 1744, est le numéro 1 mondial des ventes aux enchères de bijoux. Si vous envisagez de vous séparer de vos bijoux, n'hésitez pas à contacter nos spécialistes pour une estimation qui restera confidentielle. Pour la quinzième année consécutive, nous préparons notre vente de bijoux qui aura lieu en février 1990 à St-Moritz.

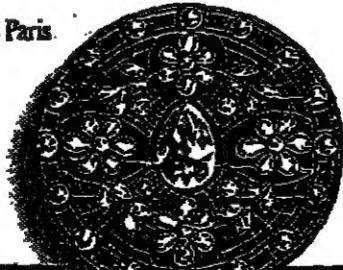
EXPERTISES :

• Cannes : Hôtel Carlton : 23 novembre
Monaco : 24 novembre
Contacteur : Christine Fresia
TEL : 93 30 88 80

• Sotheby's Monaco, Sporting d'Hiver
Place du Casino, Monte-Carlo.
• Paris : 27 et 28 novembre
Contacteur : Hervé d'Onieu
TEL : (1) 42 66 40 60.

• Sotheby's, 3, rue de Miromesnil, 75008 Paris
VENTES :
Hôtel Kohn, St-Moritz
22, 23 et 24 février 1990.
SOTHEBY'S GENEVE
13, Quai du Mont-Blanc
1201 Genève. TEL (22) 732 85 85

Broche-pendentif
en diamants
vendue à St-Moritz,
en février 1989
pour 70 000 FF



SOTHEBY'S
FOUNDED 1744

سكز من الامم

هكذا في الواقع

POLITIQUE

An Palais-Bourbon

Nouvelle polémique sur l'immigration

Les députés ont adopté, mardi 21 novembre, un projet de loi modifiant certaines dispositions du texte sur l'entrée et le séjour des étrangers en France, qui avait été voté par le Parlement en juin 1989. Ce projet, déposé au nom du gouvernement par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, et discuté conjointement avec une proposition de loi émanant du groupe socialiste, tire les conséquences de l'annulation, par le Conseil constitutionnel, de la procédure de recours des reconduites à la frontière devant le juge judiciaire. Seuls les députés socialistes ont voté pour, le groupe communiste s'est abstenu, les groupes RPR, UDF et UDC ont voté contre.

Ce devait être un tout petit débat technique. Saisi conjointement par le premier ministre et, au nom du groupe RPR, par M. Pierre Mazeaud (Haute-Savoie), le Conseil constitutionnel avait, en juillet dernier, déclaré non conforme à la Constitution la procédure de recours devant le juge judiciaire contre les arrêtés préfectoraux de reconduite à la frontière pour les étrangers en situation illégale sur le territoire. Prenant acte de cette décision, le projet et la proposition de loi socialiste tendaient à rétablir ce recours, mais cette fois, devant la juridiction administrative.

Ce fut en fait une caricature de débat politique, avec toute la panoplie traditionnelle — suspensions de séance ininterrompues, rappels au règlement interpellés — que le droit parlementaire permet dans de telles occasions. Premier à ouvrir le feu, M. Michel Sacbed (PS, Dordogne), rapporteur de la commission des lois, s'est livré à une accusation en règle contre le Conseil constitutionnel, suspect, selon lui, « d'avoir substitué sa propre appréciation à celle du législateur » en s'appuyant dans sa décision sur des « considérations de fait ». Dûment notifiées dans son rapport, cette appréciation a donné lieu à une première série d'incidents entre M. Sacbed et les députés de l'opposition RPR et UDF, qui jugeaient ces propos « graves », « déplacés » et « scandaleux ». Seul le groupe communiste, qui prône depuis de longues années la suppression du Conseil constitutionnel, s'est réjoui de cette soudaine convergence de vues avec certains députés socialistes.

Deux projets de loi

Outre le débat qui a eu lieu sur l'immigration, l'Assemblée nationale a adopté, mardi 21 novembre, deux projets de loi.

Professions judiciaires et juridiques. — Les députés ont adopté en deuxième lecture le projet de loi relatif à l'exercice de certaines professions juridiques et judiciaires, dont l'objet principal est de permettre aux avocats l'ouverture de bureaux secondaires afin de faire face à la concurrence internationale. Contrairement à ce qui s'était passé en commission, les députés socialistes ont rejeté en séance un amendement déposé par M. Pascal Clément (UDF, Loire) au nom de la commission des lois, visant à dispenser les membres des professions judiciaires et juridiques qui se groupent de l'autorisation administrative exigée pour la transformation de locaux d'habitation en locaux professionnels.

Cette disposition, valable essentiellement pour Paris, était très largement soutenue par le groupe socialiste — M. Philippe Marchand (PS, Charente-Maritime) avait participé à sa rédaction, — mais elle n'a pas reçu l'aval du garde des sceaux. Rappelant la pénurie de logements dans la capitale, M. Pierre Arpaillange a souligné que le gouvernement avait voulu limiter la transformation de logements en bureaux, par une disposition de la loi sur le logement du 6 juillet 1989. Mais il a précisé qu'une possibilité de dérogation avait été prévue, après avis motivé du maire. Si la rigueur est nécessaire dans les quartiers les plus déshérités en logements — le centre et l'ouest de la capitale, — a observé M. Arpaillange, « de nou-

en constatant « qu'une fois de plus, la représentation nationale, élue au suffrage universel direct, [était] sanctionnée par le gouvernement des juges désigné par le pouvoir ».

A la polémique sur le Conseil constitutionnel a succédé celle, plus classique, sur l'immigration en France avec, pélo-nelle, les stériles affrontements sur le nombre d'étrangers clandestins, la question du dévoiement du droit d'asile, et pour pimenter et actualiser le tout, une douteuse tentative de relance du débat sur le foulard islamique. Le ministre de l'intérieur avait, lui, décidé de parler de son projet et de rien d'autre. Mais il a tout de même tenu à répondre aux interrogations soulevées tant par M. Jean-Jacques Hyest (UDC, Seine-et-

doivent pas nous empêcher d'offrir des garanties démocratiques à toute personne qui serait reconduite à la frontière ». Aussi le gouvernement, en prenant acte de la décision du Conseil constitutionnel, reste-t-il « convaincu de la nécessité d'offrir une voie de recours suspensive ».

Le projet de loi dispose donc que toute décision préfectorale de reconduite à la frontière peut faire l'objet d'un recours devant le juge administratif, dans les vingt-quatre heures suivant la notification de la décision. Les recours sont portés devant un juge unique, en première instance comme en appel, qui doit statuer dans les quarante-huit heures. Le texte précise expressément que, contrairement à la règle générale en matière de

dénoncé lui aussi la « surcharge des tribunaux administratifs » et leur inadaptation pour faire face à un tel accroissement du contentieux. M. Jacques Tombon (RPR, Paris) a proposé sans succès un amendement tendant à établir deux catégories d'immigrés expulsables : ceux qui restent sur le territoire d'une manière « délibérément irrégulière, voire frauduleuse », et qui, en conséquence, seraient exclus du droit de recours, et ceux qui sont de « bonne foi » et possèdent en France « des attaches réelles », auxquels il faudrait porter une attention particulière. Pour le ministre de l'intérieur, c'est justement le recours suspensif qui permettra au juge de distinguer ces deux catégories d'étrangers.

Création d'une mission parlementaire sur l'intégration des étrangers

Le groupe socialiste s'est prononcé, mardi 21 novembre, en faveur de la création d'une mission parlementaire sur l'intégration des étrangers. Cette mission, qui serait composée soit de vingt-quatre membres, soit de trente (dont douze ou quinze députés socialistes et douze ou quinze députés des autres groupes répartis à la proportionnelle), serait chargée de procéder à des auditions publiques puis à la rédaction d'un rapport sur l'intégration. Ce rapport devrait proposer un ensemble de dispositions législatives, concernant notamment le code de la nationalité et peut-

être le code électoral, qui seraient soumises plus tard au Parlement. En associant l'opposition et en ouvrant les auditions à la presse, sur le modèle de la commission des « sages » qui avait été chargée par le précédent gouvernement de travailler à une réforme du code de la nationalité, les partisans de cette mission souhaitent voir abordée calmement la question de l'intégration et préparer ainsi la discussion au Parlement.

Cette proposition de mission, acquiescée en réunion du groupe socialiste à l'issue d'un vote, a été contestée par M. Julien

Dray, qui estime que le débat sur l'immigration est « une fois de plus renvoyé à plus tard alors qu'il faut agir ». M. Dray s'est également interrogé sur le rôle qui serait alors dévolu à la commission déjà mise en place sur le même thème au sein du Parti socialiste. Le député de l'Essonne a décidé d'adresser sur ce sujet une lettre au premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy. Au cours de cette réunion, M. Jean Popere, ministre des relations avec le Parlement, a estimé pour sa part qu'il revenait au congrès du PS de se prononcer sur un tel sujet.

Dressant un vaste panorama des carences du gouvernement en matière d'intégration des étrangers, M. François Asselineau, tout de même reconnu que cette disposition de recours devant le juge administratif, « aussi limitée soit-elle », était « un garde-fou face à l'incontournable soupçon politique qui pèse sur les autorités préfectorales ». Et parce qu'ils ne veulent pas « du retour pur et simple à la loi Pasqua », les députés communistes ont choisi de s'abstenir sur ce projet, qu'ils avaient rejeté en juin et en commission des lois.

PASCAL ROBERT-DIARD

Le bureau de l'Assemblée saisi du « cas Tapie »

« Il faut laisser la procédure se dérouler tranquillement » : c'est le jugement porté par le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, M. Louis Mermaz, à propos de l'affaire Tapie (le Monde du 21 novembre). La délégation du bureau de l'Assemblée, chargée des questions d'incompatibilités parlementaires, a décidé, quant à elle, mardi 21 novembre, de saisir d'urgence le bureau de l'Assemblée, qui transmettra, éventuellement, le dossier Tapie au Conseil constitutionnel, s'il estime avoir un doute quant à la compatibilité du mandat de député et de président de la société Bernard Tapie Finance. Le bureau pourrait se réunir jeudi 23 novembre ou dans le courant de la semaine prochaine.

Le cas Tapie sera traité comme n'importe quel autre cas. M. Tapie est un député lambda », a affirmé le président de la délégation, M. Claude Labbé (RPR, Hauts-de-Seine). M. Bernard Tapie a précisé, quant à lui, au cours de son point de presse qu'il n'avait « aucune animosité à l'égard de qui que ce soit », mais qu'il était nu dans cette affaire, qu'il a lancée, par un souci de « transparence ». Le président du groupe RPR a saisi la Commission des opérations de Bourse de l'affaire.

M. Tapie a fait parvenir une lettre, lundi 20 novembre, à la présidence de l'Assemblée nationale, dans laquelle il précise que sa société, qui est entrée en Bourse sur le second marché, le 21 novembre, est un holding industriel et commercial et, en aucun cas, selon lui, une société à vocation financière, telle que les sociétés visées par l'article L.0146 du code électoral.

P. S.

La discussion budgétaire au Parlement

Le Sénat retrouve ses marques

Les sénateurs ont commencé, le mardi 21 novembre, la discussion du projet de loi de finances pour 1990, considéré comme adopté en première lecture par l'Assemblée nationale, le lundi 20 novembre, aux termes de l'article 48-3 de la Constitution. L'examen du projet, présenté par M. Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat, ministre de l'économie et des finances, et M. Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget, se poursuivra jusqu'au samedi 9 décembre.

Survenant quelques heures à peine après l'approbation inattendue par une majorité des sénateurs de la déclaration de politique étrangère du gouvernement, l'examen du projet de loi de finances est apparu comme un baume pour une majorité sénatoriale ébranlée par la manœuvre habile de M. Michel Rocard. La discussion d'un projet de loi de finances présenté par un gouvernement socialiste relève toujours un peu, au Sénat, du passage au crible sans concession. Elle a donné lieu mardi à des échanges manichéens qui ont rétabli les frontières politiques naturelles.

M. Roger Chissand (RI, Paris), nouveau rapporteur de la commission sénatoriale des finances, a pris d'assaut la tribune avec l'envie évidente de ferrailleur avec le duo attentif constitué de MM. Bérégovoy et Charasse. « Ce budget est le deuxième à être préparé dans une situation exceptionnelle », a-t-il commenté, faisant référence aux bons résultats enregistrés par l'économie française en matière d'inflation, de pouvoir d'achat et d'emploi. « L'environnement est porteur, a-t-il poursuivi, et votre budget est bâti sur des données prudentes et raisonnables ». Après ce départ encourageant pour le gouvernement, l'appréciation de sa politique n'a été que plus sèche. « L'Etat dépense trop, l'Etat dépense mal, (...) il ne s'impose aucune rigueur mais la fait supporter aux autres », a estimé le rapporteur, qui a enfoncé le clou en se demandant, « la progression des dépenses publiques » étant « excessive », « si les vieux démons n'étaient pas de retour ».

Sur le front de l'emploi

Mais M. Chissand ne s'en est pas tenu à une simple lecture critique du projet de loi de gouvernement, assis sur un dispositif fiscal « hétéroclite » et « discutable ». Il a également énoncé les trois priorités d'un contre-projet, ou plutôt d'un « projet alternatif » (M. Christian Poncelet), autour desquelles s'articulent les principales propositions de la commission sénatoriale des finances (le Monde du 17 novembre). M. Chissand a mis l'accent sur l'effort qu'il faudrait accomplir en faveur de l'investissement des entreprises, gage unique de progrès significatifs sur le front de l'emploi. Il a ensuite évoqué la poursuite nécessaire de l'harmonisation européenne de la fiscalité par la réduction (de 18,6 % à 17,6 %) du taux normal de la TVA et l'allègement de la charge de la dette grâce à la reprise du programme de privatisations contre le « dogme rigide du ni-ni (ni privatisations ni nationalisations), sources de blocages ».

M. Pierre Bérégovoy a répliqué en passant rapidement en revue cinq amendements capitaux déposés par la commission des finances. S'agissant de la réduction du taux normal de la TVA, il l'a estimée « surprenante ». Si nous nous attaquons en priorité au taux majoré (ramené tout d'abord à 28 %, puis à 25 %), a-t-il déclaré en substance, c'est parce qu'il doit disparaître pour laisser subsister seulement deux taux. M. Bérégovoy fait remarquer que le taux normal actuel est compris dans la fourchette établie par la Commission européenne. « La baisse du taux normal ne s'impose pas aujourd'hui, elle n'apporte que peu d'avantages aux entreprises », a conclu le ministre.

M. Bérégovoy a ensuite critiqué la baisse des impôts sur les bénéfices distribués et les sociétés, lui substituant une baisse de l'impôt sur les bénéfices réinvestis propres, à « recaptiver les entreprises ». Très incisif, M. Bérégovoy a également rejeté la modification de l'assiette de l'ISF (impôt de solidarité sur la fortune) proposée par la commission sénatoriale : « On nous dit soit que c'est un impôt symbolique, soit qu'il est excessif (...), le Sénat veut-il le rendre « inquisitorial » en y intégrant les œuvres d'art ? J'avoue ne pas bien comprendre le but recherché. » Balayant d'une tirade les privatisations proposées par le rapporteur de la commission des finances —

« L'opposition privilégie toujours la même méthode pour réduire les impôts : la vente des patrimoines publics, les plus rentables et de préférence du gré à gré », M. Bérégovoy s'en est enfin pris, à la proposition de réduire les dépenses publiques. « Le débat à l'Assemblée nationale a fait converger les positions de l'opposition sur l'idée qu'il faudrait réduire les dépenses publiques. Il a permis aussi de révéler qu'aucune proposition concrète n'a été faite. Nous avons plutôt entendu des propositions de dépenses nouvelles. En fait, l'opposition se garde bien de dire au pays où faire des économies, quel budget réduire, quelles subventions supprimer », a conclu le ministre.

Aménagement du territoire

L'examen critique du dispositif gouvernemental a repris, après l'intervention de M. Bérégovoy, avec la litane implacable des « occasions manquées » dénoncées par les présidents des commissions sénatoriales. M. Christian Poncelet (RPR, Vosges, président de la commission des finances) a dénoncé les propositions du gouvernement pour la réforme du mode d'indexation de la DGF (« Elles ne peuvent être acceptées, elles conduisent pour les collectivités locales à une perte de ressources considérable de 6 milliards de francs »). M. Jean-François Poncelet (RDE, Tarn-et-Garonne), pour la commission des affaires économiques, a constaté : « Il n'y a pas, il n'y a plus de politique d'aménagement du territoire (...). Que constate-t-on quand on regarde au-delà de nos frontières ? Que des pays réputés pour conduire des politiques ultra-libérales distanciant la France pour le montant des aides régionales. » M. Jacques Lacroix (RI, Seine-et-Marne), au nom de la commission des lois, a critiqué « les moyens (...) dérisoires (...) pour nos services judiciaires au regard de la gravité des dysfonctionnements des juridictions mais aussi de la crise du recrutement de nos magistrats ». Enfin, M. Jean-Pierre Fourcade (RI, Hauts-de-Seine), président de la commission des affaires sociales, a constaté que « le gouvernement ne cesse de différer les choix », face « au dérapage des dépenses de soins et à la dégradation continue, inexorable, des comptes de l'assurance vieillesse ».

□ Le PR opposé à la réforme du mode de scrutin cantonal. — Le Parti républicain dénonce le projet de loi modifiant le mode de scrutin cantonal qu'envisage de déposer le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe. Le PR a adressé une motion exprimant cette hostilité à tous les maires et conseillers généraux de France, « afin de les sensibiliser et de recueillir leurs suggestions ». Selon le porte-parole du PR, « le système proportionnel d'arrondissement ou de circonscription envisagé met en cause le caractère territorial de la représentation départementale ». « La proportionnelle laisserait demain toute une série de territoires français sans défenseurs ». Toutefois, le PR est favorable « à un redécoupage des cantons de façon à assurer un meilleur équilibre démographique à l'intérieur d'un même département ». Il n'est pas non plus « hostile à une nouvelle définition d'entités géographiques à caractère urbain (...) où pourrait être envisagée une représentation globale d'une agglomération avec scrutin proportionnel ».

retrouve ses marques

ACTIONNAIRES DE LA NAVIGATION MIXTE, LA BONNE DECISION: CONTINUER ENSEMBLE.

Ensemble nous avons construit l'un des plus beaux groupes de l'économie française. Un groupe envié qui réussit en France et dans le Monde. Notre offre : continuer.

En 20 ans la capitalisation boursière de la Mixte est passée de 12 millions à 25 milliards de francs. Notre offre : continuer.

Nous n'avons cessé de croître et de nous diversifier, nous avons investi sur des marchés prometteurs : l'agro-alimentaire, les technologies de pointe, la sécurité, les assurances, la banque, les transports, le tourisme.

Notre offre : continuer.

En 89, nous devrions dégager 4,7 milliards de bénéfices.

Beaucoup d'entreprises aimeraient pouvoir en dire autant.

Aujourd'hui la bonne décision qui allie les intérêts de l'actionnaire et de l'entreprise : CONTINUER ENSEMBLE.

COMPAGNIE DE NAVIGATION MIXTE



Une note d'information présentée par la Compagnie de Navigation Mixte (selon CSE n° 89-485 en date du 10 novembre 1989) est disponible sans frais auprès des intermédiaires financiers et de VIA Banque 10 rue Volney - 75002 PARIS

هكذا من الاجل

POLITIQUE

La campagne de M. Le Pen à Dreux

Si tous les communistes s'appelaient « Bitru », ils voteraient pour le Front national

M. Jean-Marie Le Pen est venu, mardi 21 novembre, soutenir M^{me} Marie-France Stirbois, candidate du Front national à l'élection législative partielle de Dreux, dont le premier tour aura lieu dimanche 26 novembre. Le président du parti d'extrême droite a retrouvé son public au cours d'une réunion à Vernouillet mardi soir.

DREUX

de notre envoyé spécial

Si jamais « Bitru » est communiste, Jean-Marie Le Pen lui pardonne. Foi de Jean-Marie Le Pen. Parce que « Bitru », cette Madame Michu au masculin, cette figure centrale du discours lepéniste, fait partie de ces « pauvres couillons de Français », dupés, trahis par la « Nomenklatura ». Mardi 21 novembre à Vernouillet, Jean-Marie Le Pen a donc passé l'éponge. Pour lui les indécrottables du communisme — « des dégrés, des ratés, fainéants et ivrognes » — ne représentent que 2 % à 3 % du corps électoral. A tous les autres, à ceux qui restent tardifs que le communisme se dissout à l'Est, il propose son paradis.

Etormant Le Pen. Il y croit, encore, toujours plus. Très sérieux : « En 1984, j'ai demandé à mes amis américains du Parti républicain de m'envoyer des experts pour analyser nos résultats électoraux. Ils ont été catégoriques : le Front national a un potentiel de 40 % des voix. Obsessionnel (avec l'accent cassoulet) : « Je reviens du Sud-Ouest. Dans les bords du samedi soir ce ne sont plus les équipes de rugby qui font la loi, ce sont les Maghrébins. Parce qu'ils sont

plus nombreux, plus cohérents, plus solidaires. »

Son public se pâme. Des hommes, beaucoup d'hommes, des jeunes, beaucoup de jeunes et quelques femmes élégantes, ravies. « Il y a six à huit millions d'immigrés en France ! Ce n'est pas moi qui le dis, ce n'est pas National hebdo, ce n'est pas Présent, c'est France-Soir. » Et le président du Front national, inquiet : « Le plus grave avec l'Allemagne, ce sont leurs immigrés turcs et kurdes. Si cinq cent mille Allemands de l'Est passent à l'Ouest, ce sont cinq cent mille de leurs immigrés qui passeront chez nous. » L'immigration, toujours : « J'étais à Toulouse. J'ai parlé devant de jeunes Algériens. Je leur ai dit : vos pères se sont fait tuer pour vous donner une patrie, alors ayez au moins la décence d'y habiter. » La salle tanguait, tous les « Bitrus » battent des mains. Marie-France Stirbois, légèrement en arrière, candidate du Front national, sourit.

« Arpaillange fait le Jacques »

Le « président » est en forme. Il s'éponge le front avec son mouchoir blanc, tape du pied au plus fort de ses démonstrations, parle sans notes depuis plus d'une heure et revient invariablement à l'immigration : « Ça s'appelle l'Occupation et ce n'est que le début. » Mais il reste sur ses gardes, rompant parfois son discours de crainte d'un dérapage. Il dose, retient sa verve.

Il brocarde « Harlem Désir et sa clique de clergymen maçonniques », fait huer à volonté le nom de Pierre Joxe et puis fait un sort à Pierre Arpaillange. C'est sa revue de l'actualité. Tout fait ventre et singulière-

ment l'histoire de Damien, ce déchu de dix-sept ans violé par ses compagnons de cellule à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy. « La garde des sceaux Arpaillange (huées) qui n'a pas la voix d'Hannibal, s'est rendu aussitôt sur les lieux de ce fait divers ignoble et hétéroterriblement banal, lance Le Pen. Voilà l'insupportable hypocrisie de M. Arpaillange qui fait semblant de croire que c'est exceptionnel. C'est pratiquement la règle ! Les gardiens de prison ont été progressivement démunis des moyens d'intervention. L'Etat est pour les loubards plutôt que pour les vieilles dames, pour les délinquants plutôt que pour les gardiens. Arpaillange fait le Jacques. Damien, ce mineur, a été non seulement victime d'un viol, mais peut-être d'un assassinat. Le viol par un sadique, parce qu'il est très possible que les violeurs aient le sida, c'est la mort presque assurée dans quelques années. Et Arpaillange ne nous dit pas si les violeurs seront poursuivis ! »

Deux drapeaux tricolores flottent nerveusement au-dessus de l'auditoire. « La France ne peut plus, n'en peut plus d'accueillir les immigrés du monde entier », jure le président du Front national. Mais soudain ce bavard impétueux s'accorde le mérite d'un silence : « La tchador ! On nous a reproché notre discrétion. Mais comment vous n'intervenez pas, vous ne prenez pas position ! Dieu merci, il n'y aurait pas eu de débat. Nous n'aurions pas pu constater la discorde à droite et à gauche... Il aurait suffi que je sois pour, pour que tout le monde soit contre, ou contre, pour qu'ils soient tous pour. » La salle gousseuse, trépidante. Ce Jean-Marie, tout de même, il a du génie...

LAURENT GRELSAMER

La préparation du congrès de Rennes

M. Mermaz : « Halte au massacre au sein du PS »

M. Louis Mermaz continue de travailler ardemment à la synthèse du courant mitterrandiste avant le congrès de Rennes, bien que le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, ait fait part de son souhait de pouvoir compter ses forces avant de songer à une éventuelle synthèse. Le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale a expliqué, mardi 21 novembre, que « plus vite la synthèse se ferait, mieux ce sera ». Il estime « qu'il n'y a pas d'écartiel » entre les textes de MM. Lionel Jospin, Laurent Fabius, Jean

Poperen et le sien pour qu'il n'y ait pas de synthèse dès le comité directeur du PS du 13 janvier.

Il appelle d'autant plus au rassemblement des mitterrandistes qu'il estime que le président de la République doit être « épaulé » par le Parti socialiste, à un moment où l'Europe se trouve « engagée dans un tournant capital ». « Le président a besoin d'avoir la paix du côté de son parti ; il faut que les mitterrandistes se rassemblent et s'unissent. Ce n'est pas le

moment de renouveler des guerres de clans. La succession n'est pas ouverte et l'action que mène François Mitterrand pour l'Europe va bien au-delà de ce septennat. Il y a, certes, des gens de talent au Parti socialiste, et l'un d'entre eux sera sans doute le successeur de M. Mitterrand. Mais s'il y a division, l'héritage sera maigre. Il faut rassembler, rassembler, rassembler et rassembler encore. Halte au massacre au sein du PS ! Paix et unité ! », s'est exclamé M. Mermaz.

AU SOMMAIRE DE NOVEMBRE

Le Monde DES PHILATELISTES

l'officiel de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

● Dossier : Pérou et la philatélie.

● Soudan : un demi-siècle de variétés.

● Cartes postales : le bilan des cartes du Bicentenaire

● C'était hier : l'actualité du timbre en 1885.

LE MONDE DES PHILATELISTES

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

NOUVEAUTE

Pierre Skira

LA NATURE MORTE

De l'Antiquité à Morandi

240 pages, 160 illust. 680 FF

En visite en Italie

M. Llabres lance un appel aux communistes français

En visite à Bologne (Italie) du 20 au 22 novembre à l'invitation du maire de la ville, M. Renzo Imbeni, coordinateur du Mouvement des rénovateurs communistes (MRC), a rendu public une déclaration indiquant que « l'effondrement du mur de Berlin est avant tout celui du communisme d'Etat ». Ce texte signé par vingt-deux membres de la délégation mixte, composée de « rénovateurs » et de « constructeurs marseillais », et conduite par M. Llabres, précise : « Nous affirmons ensemble notre rupture avec le communisme d'Etat auquel nous ne saurions plus être en aucune façon assimilés. »

Alors que la direction du PC italien s'interroge sur son identité communiste (lire page 5) et sur la

forme statutaire que doit emprunter sa réflexion — une constitutive ou un congrès extraordinaire — M. Llabres et les opposants à la ligne politique de M. Georges Marchais lancent un appel à leur camarade français. « Au moment où Achille Occhetto (secrétaire général du PCI) invite toutes les forces de progrès de son pays et en Europe à se rassembler pour la construction d'une euro-gauche transformée, disent-ils, nous appelons de Bologne les communistes de France à ne se tromper ni de siècle ni de combat. »

Cet appel, qui évoque aussi les « limites de la social-démocratie », est paraphé par plusieurs conseillers municipaux de Marseille se réclamant de la mo-

vanche « Reconstruction, socialisme, démocratie », dont le chef de file est M. Lucien Vassal, maire du huitième secteur de la ville, présent dans la délégation. Il s'agit de M^{me} Danielle Palmieri et Nicole Scagnolari, et de MM. Jacques Boulesteix, Michel Cristofol, fils d'un ancien maire communiste de Marseille à la Libération, et Jacques Roy. Parmi les « rénovateurs », M^{me} Danielle Poliastra, membre de la direction du MRC, M. André Colin, adjoint au maire de Lille, M. André Galland, maire et conseiller général de l'Hérault, M. Roger Lalouette, conseiller municipal de Dunkerque, et M. Claude Rossi, maire de Fos-sur-Mer, sont notamment signataires de ce texte.

Le PCF confirme qu'il a « des divergences graves » avec M. Ceausescu

A défaut de pouvoir exprimer ses « divergences » à la tribune du quatorzième congrès du PC roumain, où elle a envoyé une délégation, la direction du PCF les publie dans les colonnes de l'« Humanité ». Pour la deuxième fois en deux jours, le quotidien communiste consacre un article encadré justifiant la présence à Bucarest de M. Pierre Biotin, membre du bureau politique et « normalisateur » de la fédération de la Haute-Vienne du PCF.

Mardi 21 novembre, l'organe central du parti avait expliqué que, malgré « une divergence fondamentale » portant sur « la conception même du socialisme », la présence de M. Biotin était préférable pour la faire connaître « directement » et « franchement », plutôt que de laisser un siège, ce qu'il « l'expérience a montré que ce

n'était pas la bonne solution ». C'est pourtant celle qui a été adoptée par le PC italien, qui a rompu ses relations avec les « camarades » roumains à la veille du congrès.

« L'audition du rapport prononcé par Nicola Ceausescu, confirme les divergences graves qui existent entre nous », a confié à l'« Humanité » le représentant de M. Marchais. En attendant-il s'exprime sur une information ?

Dans la capitale roumaine, M. Biotin aura, dit-il, « l'occasion d'appeler l'attention de [ses] interlocuteurs sur l'attachement des communistes français à la levée

des mesures prises contre des hommes et des femmes pour des motifs politiques, et au respect des droits de l'homme et des libertés ». Et le mot de la fin revient à un membre du comité central, dont la charité chrétienne oblige à conserver l'anonymat, qui a confié, sans rire : « Connaissez-vous une personne ou une organisation qui, en Roumanie, nous a demandé de ne pas venir assister au congrès ? »

Recevant des journalistes, mardi à Paris, M. Philippe Herzog a

En Nouvelle-Calédonie

Une décision du tribunal administratif de Nouméa relance la polémique sur le fonctionnement de la chambre d'agriculture

NOUMÉA

de notre correspondant

L'annulation, le 9 novembre, par le tribunal administratif de Nouméa d'un arrêté du haut-commissaire, M. Bernard Grasset, qui avait suspendu l'activité de la chambre d'agriculture, le 12 juin dernier, relance la polémique à ce sujet sur le territoire.

Par cet arrêté, le haut-commissaire avait suspendu pour une durée maximale de quinze mois les attributions du conseil d'administration et de l'assemblée générale de la chambre pour les confier à une « commission spéciale » nommée par l'administration. Cette commission était chargée de se consacrer à la résolution de problèmes que le haut-commissaire jugeait délaissés par l'ancienne chambre : assurer une bonne représentation du monde agricole, l'organisation d'élections professionnelles, mettre en place un registre général de l'agriculture et réorganiser complètement l'organisme consultatif.

La décision du tribunal administratif consistant à rétablir la situation antérieure, l'ancien président, M. Roger Penne, s'est réinstallé avec beaucoup de satisfaction dans ses fonctions pendant que le RPCR estimait que c'était là la juste sanction d'un manque de concertation entre l'administration et le monde agricole calédonien.

L'annulation, prononcée par le tribunal repose sur un vice mineur de procédure : avant de signer cet arrêté, le haut-commissaire avait cru bon de le soumettre au comité consultatif, l'instance où les signataires des accords Matignon, RPCR et FLNKS, émettent des avis sur les projets concernant le territoire. Cet avis facultatif, et finalement positif, avait été sollicité en séance sans avoir été inscrit au préalable à l'ordre du jour. Ce qui a suffi aux juges pour modifier son annulation.

Le haut-commissaire a décidé de ne pas faire appel de cette décision. N'étant plus que l'exécutif du territoire, il n'a plus le pouvoir de reprendre dans des formes légales le même type d'arrêté. Mais un audit de la gestion de la chambre d'agriculture a été réalisé par la trésorerie générale durant le mois d'août dernier, et ses résultats ont

conduit M. Bernard Grasset à demander la venue sur le territoire d'une mission de l'inspection des finances pour dresser un rapport sur cette situation. Le haut-commissaire semble ainsi vouloir

replacer sur un terrain qu'il jugeait essentiel en juin dernier l'organisation et la gestion de la chambre, une bataille qu'il a perdue pour des motifs mineurs devant la juridiction administrative. — (Interim.)

A l'Assemblée nationale

Les députés appartenant au parti républicain demandent une enquête parlementaire sur l'attentat du « Drakkar »

A l'Assemblée nationale, les députés qui appartiennent au Parti républicain ont annoncé leur intention de demander la constitution d'une commission d'enquête parlementaire spéciale sur l'attentat dit du « Drakkar », à Beyrouth, où cinquante-huit parachutistes français trouvèrent la mort en octobre 1983. Déjà, en 1984, une première demande dans le même sens avait été écartée.

Ces députés se fondent sur des éléments recueillis par l'hebdomadaire Paris-Match et la Cinq selon lesquels cet attentat terroriste n'aurait pas été provoqué par un camion suicide comme, de source militaire française, on l'a d'abord affirmé. Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, avait à l'époque repris cette thèse du camion bourré d'explosifs, à l'exemple de l'état-major américain appartenant, avec les troupes françaises, à la Force multinationale d'interposition au Liban.

Selon les sources rapportées par les deux médias, l'attentat serait imputable au fait que l'immeuble du « Drakkar » avait été précédemment miné par les services syriens qui avaient précédé le contingent français dans ce même lieu. L'attentat aurait, dans ces conditions, été perpétré en représailles à une tentative conjointe des Américains et des Français pour neutraliser

l'un des chefs de la communauté chiite au Liban. « Peu après l'attentat, l'information selon laquelle les services syriens avaient préalablement miné le « Drakkar » avait circulé dans la presse française. M. Hernu avait, de son côté, affirmé qu'il s'en tenait à la thèse d'une camionnette suicide, bourrée d'explosifs. »

« L'affaire Naccache (suite). — L'Iran ne lie pas le règlement de son contentieux avec la France au sort d'un terroriste pro-iranien détenu dans ce pays, Anis Naccache, a déclaré, mardi 21 novembre, le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas. « Les autorités iraniennes ont tenu à dire qu'elles ne liaient pas » ces deux problèmes, a poursuivi le ministre, qui a affirmé ne pas « avoir connaissance » de pressions de Téhéran en faveur de ce terroriste.

Anis Naccache, qui purge une peine de prison à vie à la suite d'une tentative d'assassinat, en 1980, de l'ex-premier ministre iranien Châpouir Bakhtiar, observe une grève de la faim depuis plus de deux mois, et son état de santé s'est détérioré. Un journal iranien, Kayhan, a averti que sa mort aurait « des conséquences néfastes pour les pays occidentaux en général, et pour la France en particulier. » (Le Monde du 16 novembre.)

هكذا من الاول

Enseignement de ce

Le gouvernement de la République arabe syrienne a décidé de ne pas venir assister au congrès du PCF.

arabe ne doit nous déclarer

Les députés appartenant au parti républicain demandent une enquête parlementaire sur l'attentat du « Drakkar »

14. L'écriture Chinois
15. Droits de l'enfant aux Etats-Unis

15. Nouvelles universités en France ?
16. Ski : les planches du salut.

21. Danse : Nouraev quitte
la direction du Palais Garnier

A cause de contrats imprécis conclus par l'éducation nationale avec des pays étrangers

Un enseignement du Coran figure dans les programmes de certaines écoles publiques françaises

Des élèves apprennent-ils le Coran dans des écoles primaires publiques de France ? La question ainsi formulée est provocatrice. Il est pourtant possible que dans le cadre des cours de « langue et culture d'origine » (LCO) dispensés dans quelques quatre mille neuf cents écoles, soit environ 10 % des établissements du premier degré, des écoliers musulmans aient une instruction religieuse pendant que leur camarade s'échinent sur la grammaire française ou les dates de l'histoire de France. Mais peut-on apprendre le Coran ? Nous avons posé la question à M. Bassam Tahhan, professeur agrégé d'arabe à l'Ecole polytechnique.

« Nous avons fait preuve de légèreté et de naïveté », reconnaît un fonctionnaire du ministère de l'Éducation nationale, traduisant bien l'embarras de l'administration face à une situation qui ne date pas d'hier. Quand la France a signé, entre 1974 et 1978, avec certains pays méditerranéens (Italie, Espagne, Portugal, Yougoslavie, Maroc, Tunisie, Turquie et plus tard l'Algérie), des contrats portant sur l'enseignement de la langue nationale aux enfants des migrants de ces pays, la volonté était de ne pas couper ces enfants de leurs racines dans la perspective d'un retour au pays.

Bien que les retours soient de plus en plus rares, on a conservé le dispositif en maintenant les liens avec leur langue d'origine (ou plutôt celle de leurs parents), ces cours de « langue et culture d'origine » (LCO) devaient favoriser l'intégration des enfants et leur faciliter l'accès à d'autres langues. Cette initiative allait dans le droit fil d'une directive communautaire de 1976, qui encourageait les États membres à enseigner gratuitement aux enfants de migrants la langue du pays d'accueil et celle du pays d'origine. La France ne faisait qu'élargir ces accords à des pays non communautaires, traditionnellement pourvoyeurs d'immigration. Cette démarche qui ne coûtait pas au sous l'État français. Les instituteurs devant dispenser ces trois heures hebdomadaires de cours sont en effet envoyés, payés et gérés administrativement par les États d'origine.

Afin de montrer la volonté d'ouvrir le système scolaire à la diversité, il était admis dès le début que cet enseignement pourrait être intégré au temps scolaire, sur les activités d'éveil jusqu'en 1985, à la fin d'autres cours depuis lors tous les enseignants sont considérés comme fondamentaux. Dans certains cas, les cours de LCO se font en temps « différé », mais toujours dans les locaux de l'école.

Cette voie vers l'intégration était pavée de bonnes intentions. Cepen-

dant, dans l'urgence des problèmes quantitatifs posés à l'époque par l'immigration, les négociateurs ne se sont guère souciés du contenu de ces enseignements. Va pour la langue nationale, va pour l'histoire nationale. Mais les instituteurs français et leurs organisations syndicales se sont rapidement et ouvertement inquiétés des risques de prosélytisme politique et religieux pendant ces parenthèses hebdomadaires de trois heures. « Bon nombre de nos collègues des écoles publiques savent un peu ce qui s'y passe », dit M. Alain Monchoux, responsable de la FEN. Mais l'ambiguïté des accords signés avec les pays étrangers fait que les contenus échappent à tout contrôle.

Cours de morale et embrigadement

Quand l'Algérie, en décembre 1981, a enfin accepté de signer un accord bilatéral avec la France, puis lorsque le Maroc, en 1983, et la Tunisie, en 1987, ont prêté leurs accords solennels les contrats existants, il a bien été précisé en préambule que « ces enseignements doivent être assurés dans le respect des principes généraux de l'éducation nationale française ». Ce beau principe ne pouvait indiquer à lui seul le contenu d'une situation déjà largement installée. Lorsqu'ils ont pu se procurer — officiellement — la traduction française des programmes proposés par certains pays, les responsables français ont eu en effet de désagréables surprises.

Le programme turc prévoyait un chapitre intitulé « Connaissance religieuse », où il est question de « faire accéder les principes de l'islam ». Rien de très inquiétant : le discours, assez libéral et tolérant dans sa présentation de l'islam, ressemble davantage à un cours de morale teinté de culture religieuse qu'à un embrigadement intégriste. Cette entorse à la laïcité a néanmoins fait naître de la

part d'un pays qui se fait le champion de la laïcité. Pourquoi introduire dans un enseignement hors des frontières ce qu'on interdit dans les écoles turques ? Sans doute par crainte de voir la diaspora turque en Europe être sensible à certains discours. Il faut « obtenir que les enfants ne fassent pas l'objet d'une propagande religieuse venue d'autres milieux dans le cadre scolaire », précise en substance un article du texte à l'intention des enseignants turcs des LCO.

Le ministère de l'Éducation nationale du Maroc se propose quant à lui de « donner aux enfants émigrés, grâce à l'enseignement de la langue arabe, de l'éducation islamique et patriotique, la possibilité de lire et d'écrire la langue arabe, de l'utiliser en s'exprimant oralement et par écrit, et aussi de les rapprocher du patrimoine religieux et culturel de leur pays ». Ce n'est pas une formule creuse puisque l'emploi du temps des trois heures hebdomadaires stipule de façon explicite que vingt minutes sont consacrées au Coran et vingt autres à l'éducation islamique. Ces programmes officiels sont-ils appliqués à la lettre ?

« La prosélytisme n'est pas systématique, loin de là, mais cela existe », dit M. Monchoux, sur la foi de témoignages recueillis auprès de collègues. Certes, il peut toujours se trouver des prosélytes parmi les mille quatre cents enseignants étrangers exerçant en France dans le cadre des LCO, dont près de six cents Maghrébins et deux cents Turcs. Mais au-delà du procès d'intention, comment assurer un véritable contrôle pédagogique des LCO au sein des écoles ? Les inspecteurs départementaux (IDEN), invités à faire, plus récemment, le contrôle de l'enseignement, ont été surpris de constater que les enseignants envoyés par les pays du Maghreb ne sont pas toujours très familiers de la langue arabe, et de rares exceptions près, ils vivent en marge de l'école, alors



que les accords les plus récents avec l'Algérie, le Maroc et la Tunisie prévoient pourtant une concertation avec l'équipe pédagogique française, leur participation aux conseils de classe, et, même, que les notes obtenues en LCO soient prises en compte dans la moyenne.

Un capital mal exploité

« A-t-on été honnêtes ? », se demande M^{me} Michelle Huard, qui fut longtemps responsable de ces questions à la direction des écoles. On a prêté l'intégration de ces enseignants, mais qu'a-t-on fait pour leur faire de la place ? Pour M. Bruno Halli, inspecteur général d'arabe, « ce lot d'instituteurs est un capital mal exploité. Il faut considérer les LCO comme un adjuvant à notre système scolaire, non pas comme une pédagogie immigrée dans l'école ». Cela passe selon lui par une mobilisation des IDEN. « Nous ne prenons pas assez au sérieux notre responsabilité. Si nous ne payons pas les professeurs, nous fournissons tout de même les élèves et les heures. Comme tout acheteur, nous devons regarder la marchandise proposée ».

Comme de nombreux responsables, il redoute davantage les dégâts pédagogiques que peuvent causer les enseignants pas toujours bien formés. Les Algériens sont généralement des instituteurs de carrière qui emploient un manuel. Les méthodes ne sont pas à la pointe de la pédagogie, mais il a une certaine transparence. Les Tunisiens n'ont ni programme ni manuel, mais ils font, paraît-il, un

effort particulier par la formation des maîtres. Les Marocains et les Turcs ne sont pas toujours des enseignants expérimentés. D'une manière générale, on importe des pratiques pédagogiques archaïques, basées sur le rabâchage et l'autoritarisme, qui déçoivent bon nombre d'enfants. A lui seul, cet aspect explique peut-être le tassement depuis quelques années de la fréquentation des LCO.

Membre d'un comité d'experts à Bruxelles, M. Altan Gokalp a longtemps étudié ce problème, non seulement en France, mais aussi en Allemagne et aux Pays-Bas. Pour cet anthropologue français, chercheur au CNRS, il conviendrait au contraire de « remanier de fond en comble et tout de suite les LCO, soit en les situant hors de l'école, soit sous le seul contrôle de l'éducation nationale ».

Une éventuelle reconquête des contenus de ces enseignements est affaire délicate. Comment le faire sans froisser des relations diplomatiques alors que les accords se proposent justement de « resserrer les liens d'amitié » avec ces pays ? Sans compter les moyens financiers à y consacrer. Pour prendre en charge ces enseignements, ne serait-ce qu'à 50 %, il faudrait dégager l'équivalent de sept cents postes.

J.-J. B.

« L'arabe ne doit pas être considéré comme langue religieuse »

nous déclare M. Bassam Tahhan, professeur à l'Ecole polytechnique

Professeur agrégé d'arabe à l'Ecole polytechnique, à l'Ecole nationale supérieure des techniques avancées (ENSTA) et en classes préparatoires au lycée Louis-le-Grand à Paris, M. Bassam Tahhan a longtemps enseigné dans les collèges de la banlieue parisienne. De ses expériences dans ces établissements à forte population immigrée, cet universitaire français, chrétien d'origine syrienne, a tiré la certitude que l'enseignement de l'arabe peut être un élément déterminant pour l'intégration d'une jeunesse en quête d'identité, comme il l'affirme dans l'entretien ci-dessous.

« Comment l'enseignement de l'arabe peut-il être un élément d'intégration des jeunes d'origine arabe dans la société française ? »

— Je suis étonné que, dans le débat du foulard islamique, on n'ait jamais demandé l'avis des enseignants d'arabe. Ils obtiennent quotidiennement les jeunes et leurs familles. Ils sont les mieux placés pour jouer les médiateurs dès qu'un conflit surgit, car ils connaissent leur civilisation, leur langue, leur culture. Il m'est arrivé plus d'une fois de gérer un conflit entre un père et l'administration du collège autour d'une tasse de thé. Mais les enseignants ne sont pas nombreux et je suis certain qu'il n'y avait pas de cours d'arabe dans les collèges où l'affaire du foulard a éclaté. Si le professeur d'arabe collaborait avec les autres enseignants pour valoriser les cultures d'origine des élèves, dans le cadre de PAE par exemple, ils éprouveraient moins le

besoin d'utiliser des symboles religieux pour exprimer leur différence.

— Pourtant les statistiques montrent que peu de jeunes d'origine arabe sont désireux d'apprendre la langue de leurs parents.

— Il y a en France un problème de statut de la langue arabe. C'est la langue des immigrés. Les jeunes élèves préfèrent apprendre l'anglais, la langue de la réussite. De plus, il y a peu de professeurs et ils sont très mal formés par l'Université. Peut-on prétendre former des arabistes quand de nombreux enseignants de lycées se font en français ? Enfin, la carrière n'est pas très attirante. On valorise une langue quand on valorise le personnel enseignant. Or l'arabe est, avec le portugais et l'espagnol, l'une des rares disciplines à ne pas offrir de chaire supérieure dans le secondaire. Quand l'Université dit qu'elle ne peut pas produire plus d'enseignants d'arabe parce que le secondaire ne lui fournit pas assez d'arabisants, c'est un cercle vicieux dont on ne pourrait sortir que par une véritable volonté politique.

— Cette volonté politique, selon vous, n'existe pas ?

— M. Raymond Barre a été le premier à établir un lien entre l'enseignement de l'arabe, l'intégration des immigrés et les besoins de la France en arabisants. Le rapport qu'il a demandé en 1980 à M. Roland Morin, qui établissait un constat d'échec des études d'arabe en France, est resté lettre morte. Ensuite, M. Savary a tenté de réformer les départements d'arabe à l'université, une occasion que les universitaires n'ont pas su saisir. M. Monory et surtout M. Chevènement, avec le rapport Berque, se sont préoccupés de la question sans y donner suite.

— Les responsables politiques sont conscients du problème de l'intégration, mais ils se trompent sur les solutions. Ils ont longtemps cru qu'en ne favorisant pas l'enseignement de la langue arabe, en éloignant les jeunes de leur langue d'origine, ils faciliteraient leur intégration dans la société française. Tous les prétextes sont bons pour refuser des créations de classes dans les collèges et les lycées. En banlieue, on craint qu'un tel enseignement n'attire trop d'élèves immigrés ou bien on invoque des problèmes d'emploi du temps. C'est une erreur. Sentant qu'on veut effacer leur culture, les jeunes se culpabilisent et se radicalisent. L'apparition du foulard est la manifestation d'une recherche d'identité de la part d'une population qui se sent constamment agressée. Moins on permet à cette population de vivre sa culture qui n'est ni traditionnellement arabe, ni traditionnellement française, plus il y aura un risque de la voir se réfugier dans la délinquance, la religion, voire le fanatisme.

— L'arabe est cependant enseigné aux enfants d'origine maghrébine dans le cadre des cours de langue et culture d'origine.

— Oui, mais avec d'énormes problèmes de pédagogie. Il faudrait redéfinir les contenus, les méthodes pédagogiques et les relations entre les équipes pédagogiques françaises et les professeurs étrangers de LCO. De plus, la transition avec le collège, puis avec le lycée n'est pas assurée. Il y a une demande de l'enseignement de l'arabe, et si l'école n'offre pas la possibilité de l'apprendre, les familles se retournent alors vers les associations, souvent d'inspiration religieuse, qui sont encore plus difficiles à contrôler.

— Mais l'arabe n'implique-t-il pas obligatoirement l'étude de l'islam ? Peut-on l'apprendre sans apprendre le Coran ?

— Il est vrai que l'arabe est perçu par un cinquième de l'humanité comme une langue sacrée puisqu'elle a été la langue unique de révélation de l'islam. C'est notamment pour cela que de nombreux musulmans de France, pas forcément arabes, souhaitent l'apprendre. Mais, outre le Coran et les hadiths du Prophète, elle puise aussi sa source dans la poésie anté-islamique de la *Jahiliyya*, une poésie profane et même plutôt laïque. Enseigner l'arabe, ce n'est pas apprendre le Coran. Pas plus qu'apprendre le latin n'est être intégriste chrétien. L'islam est un élément incontournable dans l'apprentissage de cette langue, mais il est possible de l'aborder de manière laïque. Je suis un chrétien d'Orient, mais l'islam est un pan de ma culture. Ma connaissance du Coran m'est un précieux atout pédagogique. Je considère que dans l'éducation nationale le professeur d'arabe doit être aujourd'hui à l'islam ce que l'instituteur du dix-neuvième siècle était au catéchisme.

— L'arabe ne doit pas être considéré comme langue religieuse, mais tout simplement comme langue vivante d'une communauté importante de la société française. Elle ne fait pas partie des langues dont l'apprentissage précoce est favorisé par le ministère dans la perspective de 1993. Pourtant, si l'arabe n'est pas une langue européenne, c'est une langue d'Europe au même titre que le français est une langue du monde arabe. Et si son enseignement était valorisé au sein de l'éducation nationale, elle pourrait être un instrument puissant de laïcité et d'intégration.

Propos recueillis par JEAN-JACQUES BOZONNET

THEATRE RENAUD BARRAULT
MAISON INTERNATIONALE DU THEATRE

MES LIVRES SONT FAITS POUR ÊTRE LUS, PUIS POUR ÊTRE DITS.
C'EST POURQUOI JE LES APPELLE DES RECITS.

EDMOND JABES
LA MEMOIRE DU LIVRE :
LE LIVRE DES QUESTIONS

Peut-on porter au théâtre « Le Livre des questions » d'EDMOND JABES, dont il dit lui-même qu'il est « le contraire de la scène » puisqu'il est le présent de l'écriture ? PIERRE-ANTOINE VILLEMINE tente pourtant la gageure au Théâtre du Rond-Point. LIBERATION.

Belle et grave méditation poétique... sur la création, l'exil, l'holocauste, un spectacle essentiel d'une très grande rigueur, FRANCE CULTURE.

La mise en scène, sobre, s'organise autour de quatre voix (BERNARD BRIEUX, PHILIPPE FAURE, GISELE RENARD et YVES-ROBERT VIALA) pour prendre la tonalité ample et généreuse d'un livre qui raconte sa propre histoire. LA CROIX.

Une belle et grande fragilité, PHILIPPE FAURE et YVES-ROBERT VIALA font merveille. LE MONDE.

Texte de GISELE RENARD / PIERRE-ANTOINE VILLEMINE
Mise en scène PIERRE-ANTOINE VILLEMINE
Casting REDA KADOUR, PHILIPPE LACOMBE
BRIEUX, PHILIPPE FAURE, GISELE RENARD, YVES-ROBERT VIALA
Production THEATRE RENAUD BARRAULT / COMPAGNIE VILLEMINE
Avec le soutien du MINISTRE DE LA CULTURE / 27-Avenue Daumesnil 75013 PARIS

LOCATION 42.56.60.70

حكي من الامم

صحة من الاجل

SOCIÉTÉ

Entendu par le magistrat instructeur

Le directeur de la DST affirme que M. Pasqua lui avait ordonné de fournir un faux passeport à Yves Chalié

C'est donc bien M. Charles Pasqua, alors ministre de l'intérieur du gouvernement Chirac, qui, en 1986, a donné l'ordre à la Direction de la surveillance du territoire (DST) de confectionner un faux passeport et un faux permis de conduire à M. Yves Chalié. Ce dernier, réfugié au Brésil, fuyait alors un mandat d'arrêt international délivré par la justice française. Juge d'instruction parisien chargé de ce dossier, à l'exception de la partie concernant M. Christian Nucci, ancien ministre socialiste, dont le sort est entre les mains de la commission d'instruction de la Haute Cour de justice, M. Philippe Jeannin en a désormais la certitude. Il s'appuie sur un témoignage de poids, obtenu lundi 20 novembre : celui de M. Bernard Gérard, directeur de la DST, qui a dit avoir reçu lui-même cet ordre de la bouche de M. Pasqua.

En réussissant, grâce à une opportunité levée du « secret-défense » par M. Pierre Jota, successeur de M. Pasqua place Beauvau, à clore le chapitre « vrai-faux passeport », M. Jeannin vient d'ouvrir un nouveau et incertain front dans l'affaire Carrefour du développement : le chapitre Charles Pasqua. Mieux vaut tard que jamais, pensent tous ceux qui, sans raison, estimaient que, dans ce feuilleton, la justice fut quelque peu tenue à l'écart. Car ce qu'a révélé M. Gérard au juge d'instruction était

devenu un secret de polichinelle depuis que le Monde l'avait affirmé, il y a près de trois ans, dans ses éditions du 13 décembre 1986.

Mais une information de presse ne fait pas forcément une vérité de justice. Il s'en est même fallu de peu que le résultat soit radicalement inverse. Aux questions de M. Jean-Pierre Michau, prédécesseur de M. Jeannin dans ce dossier, M. Pasqua, avec toute l'autorité d'un ministre de l'intérieur, avait, en effet, opposé le « secret-défense », affirmant que toute information sur les curieux papiers d'identité de M. Chalié menaçait la sécurité extérieure de la France.

A l'époque, M. Gérard, lui, obéissait en haut fonctionnaire respectueux des consignes hiérarchiques. Quant à la gauche, revenue aux affaires au printemps 1988, elle devait attendre plus d'un an pour mettre ses actes d'aujourd'hui en accord avec ses positions d'hier : le « secret-défense » sur un faux passeport remis à un délinquant en fuite — action qualifiée par M. Jota de « crime » le 5 avril 1987 — sera enfin levée en septembre 1989 par l'ancien président du groupe socialiste redevenu ministre de l'intérieur.

Obéissant fidèlement à un nouvel ordre hiérarchique contredisant le premier, M. Gérard a donc pu dire la vérité au juge d'instruction. A savoir, selon le Canard Enchaîné du 22 novembre : « C'est bien Charles Pasqua qui m'a personnellement donné l'ordre de faire fabriquer le passeport et le permis de conduire destinés à Yves Chalié ». Ce faisant, M. Gérard met un point final à une affaire qui serait comique si elle ne dévoilait une conception privée et parisienne du service de l'Etat. Du résumé de cette polémique, on retiendra que M. Pasqua a, sans nul doute, du culot et du répondant, ce qui n'est pas forcément un homme politique res-



Dessin de septembre 1987

peut-être de la bonne marche de la justice.

« Secret-défense »

Tout commence le 9 décembre 1986 quand M. Michau entend, pour la première fois, M. Gérard. Le juge d'instruction veut savoir comment M. Chalié, qui s'est livré à la justice française le 16 novembre précédent, a pu être en possession d'un passeport et d'un permis de conduire au nom d'Yves Navaro. Ces deux pièces provenaient d'un lot de documents d'identité vierges confiés très officiellement à la DST pour les besoins du contre-espionnage français.

Or M. Chalié n'était ni un espion ni un contre-espion, mais un délinquant en fuite. Il était parti, en mai 1986, se réfugier auprès de Cortes appartenant à la mafia des jeux et résidant au Brésil, pays où il échappait à ses responsabilités dans les détournements de fonds du Carrefour du développement. Et d'où aussi, et sur-

tout, il accablait — grâce à un document manuscrit ayant transité par des amis policiers proches de M. Pasqua — l'ancien ministre socialiste de la commission rogatoire au Brésil.

Le 7 janvier 1987, le Monde, qui avait réussi à joindre au téléphone M. Gérard, affirmait que celui-ci avait confié hors procès-verbal à M. Michau qu'il avait en effet agi sur ordre de M. Pasqua. Tout en démentant cette information, M. Gérard nous avait alors confié être « dépendant d'une hiérarchie ». Pressé par l'entourage du ministre de l'intérieur, le directeur de la DST devait, le lendemain, publier un communiqué démentant « formellement les propos qui lui ont été prêtés par un journal du soir ». Le Monde maintenait pour sa part ses informations — et sans doute M. Gérard pense-t-il, aujourd'hui que ce qu'il devait par obligation démentir hier est devenu une vérité de La Palice.

grand besoin, expliquait-il. Je ne laisserai pas conduire cette entreprise de désabilitation (...). Quand je me regarde dans la glace, je constate avec satisfaction que je ne me donne pas envie de vomir. J'espère qu'il en est de même pour ceux qui disent un certain nombre de choses sur moi... Et M. Pasqua annonçait qu'il allait poursuivre en diffamation le Monde, accusant ses journalistes d'orchestrer cette « campagne de désabilitation ».

Citant longuement les réactions de M. Pasqua, le Monde publiait aussi, le 17 décembre 1986, le procès-verbal d'audition, par le juge Michau, de M. Chalié, où celui-ci détaillait les conditions de sa fuite au Brésil, insistant sur le rôle d'un policier proche du ministre de l'intérieur, M. Jacques Delebois, qui lui aurait assuré en retour « un grand patron ». Le 13 octobre 1986, affirmait encore M. Chalié, « quelqu'un a appelé [au Brésil] pour dire que Jacques Delebois avait vu le ministre et qu'il y avait un risque de commission rogatoire au Brésil ».

« Pseudo-journalistes »

Le 7 janvier 1987, le Monde, qui avait réussi à joindre au téléphone M. Gérard, affirmait que celui-ci avait confié hors procès-verbal à M. Michau qu'il avait en effet agi sur ordre de M. Pasqua. Tout en démentant cette information, M. Gérard nous avait alors confié être « dépendant d'une hiérarchie ». Pressé par l'entourage du ministre de l'intérieur, le directeur de la DST devait, le lendemain, publier un communiqué démentant « formellement les propos qui lui ont été prêtés par un journal du soir ». Le Monde maintenait pour sa part ses informations — et sans doute M. Gérard pense-t-il, aujourd'hui que ce qu'il devait par obligation démentir hier est devenu une vérité de La Palice.

Pressé par le juge d'instruction, M. Pasqua confirmera ensuite, fin janvier, le « secret-défense » s'en prenant — dans le Figaro-Magazine, aux « pseudo-journalistes, professionnels de la manipulation, qui utilisent la réputation du Monde notamment pour mener des opérations de désabilitation ». M. Jacques Chirac, de son côté, affirmait qu'il faisait « toute confiance » au ministre de l'intérieur. Le 3 février, dans une ordonnance, M. Michau restait ferme sur ses positions : « Le secret-défense ne peut être opposé (...). Les faits reprochés avaient pour résultat de faire échapper à la justice une personne recherchée ».

Hélas, certains de ses collègues magistrats préférèrent suivre le ministre de l'intérieur : le 27 mai 1987, la chambre d'accusation de Paris justifiait le secret-défense invoqué. L'affaire était désormais verrouillée. Lors du vote de la Haute Cour de Justice de M. Nucci par l'Assemblée nationale, fin 1987, les socialistes tentèrent vainement de contre-attaquer sur le terrain du faux passeport. Puis, ce fut le calme plat, jusqu'à ce que des informations soient lesquelles la commission d'instruction de la Haute Cour était déterminée à éviter le non-lieu et à traduire M. Nucci devant la justice de ses pairs accusant le ministre de l'intérieur, à lever le secret-défense.

Le paradoxe dans cette affaire est que M. Pasqua fut à son corps défendant « piégé » par l'esprit de discipline de la DST. En effet, le ministre pensait sans doute que M. Gérard demanderait à ses services de confectionner un passeport réellement faux, ne laissant pas de traces administratives. Prudents, les services du contre-espionnage préférèrent se servir dans le lot des vrais passeports, dûment enregistrés administrativement.

EDWY PLENEL

L'affaire Médécine

Le « Canard enchaîné » réfute les affirmations « bouffonnes » du maire de Nice

Violamment mis en cause par M. Jacques Médécine, qui l'accusait de toucher « régulièrement » des fonds secrets (le Monde du 18 novembre), le Canard enchaîné réplique dans son numéro du 22 novembre par un éditorial et par une page d'informations consacrées au maire de Nice.

A propos des fonds secrets, André Ribaud, qui signe l'éditorial, écrit : « Ce n'est pas une calomnie. C'est une bouffonnerie. Nous n'avons même pas eu besoin de nous en indigner tellement nous en avons rigolé, et avec nous tout ce qui est un peu informé dans le Landemerne journalistique et politique. Rappelant que le Canard a toujours « harcelé sans trêve les gouvernements et les présidents, mettant à mal quelques brillantes carrières et quelques beaux destins », l'éditorialiste poursuit : « Et il aurait pu faire cela alors qu'il était payé au mois par le gouvernement, honnêtement vendu au pouvoir ! Il faut croire que les hommes qui se sont succédé depuis des lustres à la direction de l'Etat étaient tous des idiots ou tous des masochistes. Quand on vous achète on vous tient, Médécine n'a jamais tenu le Canard. Personne ne l'a jamais fait taire. Médécine n'a pas fini de s'en apercevoir. »

D'autre part, le Canard enchaîné réfute les explications données au Monde par M. Henri-Charles Lambert, avocat de M. Médécine, à propos d'une somme de 5 millions de francs découverte par les enquêteurs lors d'une perquisition et dont l'origine demeure contestée. Selon M. Lambert (le Monde daté 19-20 novembre), cet argent provient d'un prêt consenti par le CCF à M. Médécine, contraint après son divorce d'avec sa précédente épouse, à procéder au partage des biens de la communauté. Selon l'hebdomadaire, il n'y a pas eu partage des biens de la communauté, mais « convention de prestation compensatoire en capital » signée le 5 décembre 1979. Au terme de cette convention, écrit le Canard enchaîné, M. Médécine, qui gardait la villa de l'ancien domicile conjugal, cédait à son ex-épouse « un immeuble de 486 mètres carrés (cour comprise) rue des Saints-Pères, à Paris. Valeur déclarée en 1979 : 300 000 francs. Même à

cette époque, le prix laisse rêveur... Ensuite Médécine, bon prince, s'engage à verser 700 000 francs à son épouse lors de la vente de la villa ». Or, affirme encore le Canard enchaîné, cette dernière somme n'a jamais été versée à l'ancienne épouse du maire de Nice, ce qui a obligé cette dernière à engager des poursuites devant les tribunaux.

Enfin, et contrairement à ce qu'avait déclaré M. Lambert, le journal affirme que le prêt du CCF à M. Médécine n'a pas été gagé sur une hypothèque de 5 millions prise sur la villa, mais sur « deux garanties, la première de 2 millions de francs, la seconde de 1 million ». « Le mystère de la provenance et de l'affectation des 5 millions dénichés sur le compte bancaire de Médécine reste donc entier », conclut l'hebdomadaire.

Dans un entretien avec des quotidiens régionaux

M. Gilles Boulouque craint la répétition d'attentats contre les avions de ligne français

M. Gilles Boulouque, le magistrat instructeur chargé notamment des dossiers sur les attentats terroristes commis en 1985 et 1986 à Paris, a accordé un entretien, par le biais du Club des régions, à vingt-deux quotidiens régionaux français. Dans cet entretien, publié mercredi 22 novembre par ces journaux, M. Boulouque, évoquant l'attentat commis récemment contre le DC-10 d'UTA, déclare : « La technologie que ces groupes terroristes emploient nous laisse penser que d'autres attentats de ce type sont susceptibles de se produire. Espérons que la chose ne se banalisera pas. »

Sur ce sujet, le juge Boulouque affirme, en outre, qu'il y a un certain nombre d'organisations (terroristes) prestataires de services [qui] disposent de technologies assez avancées, peut-être même fournies par leurs employeurs, éventuellement des Etats. « Quant aux organisations libanaises de type Hezbollah, ajoute M. Boulouque, il ne faut pas trop grossir ni leurs moyens ni leur personnel. »

Le magistrat instructeur donne sur le mode de financement des organisations terroristes quelques

précisions. Selon lui, s'il existe « quelques pistes » de filières financières du terrorisme, « elles ne sont pas suffisantes pour parler d'un financement international (...). Il y a comme un mythe de l'argent du terrorisme ».

Enfin, à propos d'un des dossiers qu'il a traités et que, en raison du secret de l'instruction, il ne nomme pas, M. Gilles Boulouque souligne qu'il n'est pas à exclure que certains Etats aient recourus au terrorisme comme moyen d'action diplomatique.

Concernant les relations entre la presse et les juges d'instruction sur les questions terroristes, le magistrat instructeur avance dans cet entretien une « solution ». Pour M. Boulouque, qui a intenté un procès en diffamation contre Agathe Logezard, du Monde, et Véronique Brocard, de Libération (le Monde des 8, 9 et 10 novembre), cette solution consisterait à mettre en place des « commissions presse-justice » afin que l'information susceptible d'être réclamée par le citoyen lui vienne d'un organe qui aurait plus d'office que si elle parvenait d'un seul des interlocuteurs du procès pénal.

A la cour d'appel de Nancy

La boulangerie de Reims reste en liberté

NANCY

de notre correspondant

Mme Marie-Josée Garnier, vingt-sept ans, la boulangère de Reims inculpée d'homicide volontaire, ne retournera pas en prison. Ainsi en a décidé, mardi 21 novembre, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy chargée par la Cour de cassation de se prononcer sur un nouveau placement en détention provisoire de la jeune femme après appel du parquet général et de la partie civile.

Les faits remontent au 12 février 1989. Vers 6 heures du matin, ce dimanche-là, sept jeunes gens sortant d'une discothèque font irruption dans la boulangerie de Mme Garnier. Selon la boulangère, les intrus se seraient livrés à un « véritable pillage des lieux ». C'est alors que Mme Garnier, « voulant, dit-elle, porter secours à son concubin », avait saisi une carabine

22 long rifle et, faisant feu, blessait mortellement un garçon de vingt-trois ans, Ali Rifa.

Au cours de l'instruction, Mme Garnier était placée sous mandat de dépôt, le 13 février, après avoir été inculpée d'homicide volontaire. Elle était libérée et placée sous contrôle judiciaire quinze jours plus tard par ordonnance du magistrat instructeur. Mais immédiatement, le parquet de Reims faisait appel de cette mesure, et le 16 mars, sur décision de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Reims, Marie-Josée Garnier reprenait le chemin de la maison d'arrêt.

Cet arrêt de la chambre d'accusation a été cassé en juin dernier par la chambre criminelle de la Cour de cassation qui a remis la boulangère en liberté et désigné la juridiction nancéienne.

Les magistrats nancéiens ont considéré que les nécessités de l'instruction ne pouvaient plus être invoquées pour maintenir Mme Garnier en détention compte tenu de l'état d'avancement du dossier.

Ils ont noté les « excellents renseignements » obtenus sur Mme Garnier et mentionné qu'elle vivait à Rochefort et respectait, en cela, les obligations du contrôle judiciaire. Un de ses défenseurs, M. Robinet, de Nancy, voit dans cette décision « une raison supplémentaire d'espérer que l'on s'acheminera vers un acquittement de Mme Garnier ».

MONIQUE RAUX

Condamnation de trois mutins de Clairvaux. — Le tribunal correctionnel de Troyes a condamné, mardi 21 novembre, trois détenus de la centrale de Clairvaux (Aube), jugés pour une tentative de mutinerie, le 12 juin dernier. Inculpés de coups et blessures volontaires, Yves Gourdon, trente-six ans, Alain Trouvé, trente ans, et Jacques Sartory, vingt-huit ans, ont été condamnés respectivement à quatre ans, trois ans et un an d'emprisonnement.

Le tribunal a estimé, en outre, que huit détenus avaient été l'objet de violences « insultes et regrettables » le 12 juin lors de l'intervention des gendarmes mobiles. Plusieurs détenus avaient affirmé qu'ils avaient été passés à tabac par des surveillants.

Dans un centre d'éducation surveillée de l'Isère

Un adolescent violé par un autre mineur

Un adolescent de dix-sept ans a été placé en garde à vue, mardi 21 novembre, à la gendarmerie de Saint-Marcellin (Isère), après avoir violé un garçon de quinze ans dans le centre de placement pour mineurs installé dans le petit village de Bressieux. Le jeune homme, qui a reconnu les faits, devait être présenté, mercredi après-midi 22 novembre, au substitut du procureur de la République de Grenoble, chargé des mineurs, et une information judiciaire pour viol devait être ouverte. Le directeur de l'établissement du Pradon-Colombier qui accueille, en milieu semi-ouvert, une trentaine de mineurs placés à la suite de décisions de justice, n'a pas porté plainte.

Par ailleurs, M. Hélie Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille, s'est déclaré, mardi 21 novembre sur Etat, étonné de « l'horrible » par ce qui vient de se passer « à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy (Yvelines), où un mineur de dix-sept ans a été vio-

lencé par un autre mineur de dix-sept ans, pendant une dizaine de jours (le Monde du 22 novembre). « C'est de la folie de mettre des jeunes en prison », a affirmé le secrétaire d'Etat, car elle est criminogène pour ces jeunes et doit rester l'exception. « Si la mineur doit être emprisonné », a ajouté M. Dorlhac, cela doit être pour une courte durée avec des mesures d'accompagnement. »

M. Jean-Marie Le Pen a, pour sa part, dénoncé « l'indignation hypocrite du garde des sceaux » qu'il juge « proprement écœurante ». « Dans les milieux judiciaires et pénitentiaires, on sait depuis longtemps, a-t-il rappelé, que dans les prisons, les violents sont de pratique courante. »

La Fédération indépendante et démocratique lycéenne a, quant à elle, demandé la création d'une commission d'enquête indépendante, comprenant des lycéens, pour se rendre dans les prisons où sont détenus les mineurs.

FAITS DIVERS

Punie par ses parents pour des petits larcins

Une adolescente marseillaise vivait dans un débarras depuis plusieurs semaines

MARSEILLE

de notre correspondant

Alertés par une dénonciation anonyme, les policiers de la brigade des mineurs de la sûreté urbaine marseillaise ont mis fin à la « punition » de Sophie, quinze ans, que ses parents obligeaient à vivre, depuis plusieurs semaines, dans un débarras de l'appartement que la famille de la jeune fille occupe dans une cité HLM du quartier nord de Marseille. Dans le petit local de trois mètres carrés, les suetteurs ont découvert un matelas posé sur une planche, une assiette et des couverts ainsi qu'un seau hygiénique. Sophie, dont le père est sans emploi et dont la mère travaille dans une entreprise de nettoyage, ne fréquentait aucun établissement sco-

laire et prenait des cours par correspondance.

D'après les premiers éléments de l'enquête, il semblerait que l'on se trouve, non pas en présence d'une conception particulièrement sévère de l'éducation. Sophie se serait récemment rendue capable de menues larcins dans des grandes surfaces, et ses parents auraient voulu lui donner une « leçon » dont elle garderait le souvenir. La jeune fille n'a été ni battue, ni mal nourrie. Elle semblait même accepter son sort et ne s'est jamais plainte. Des témoins affirment qu'elle sortait tous les jours ses chiens en promenade, après quoi, elle regagnait elle-même sa « niche ».

Les parents de Sophie ont été placés en garde à vue.

JEAN CONTRUCCI

ÉDUCATION

Revendications des personnels et mécontentement des étudiants

M. Jospin propose la construction de quatre universités en région parisienne

Table ronde avec les organisations syndicales des personnels administratifs, discussion avec les étudiants de l'UNEF indépendante et démocratique : le ministre de l'éducation, M. Lionel Jospin, a annoncé, mardi 21 novembre, un ensemble de mesures destinées à calmer le mécontentement, notamment la construction de nouvelles universités en région parisienne.

M. Lionel Jospin est dans une situation paradoxale. Voilà un ministre de l'éducation qui décroche, pour 1990, un projet de budget en forte augmentation de 8,6 % (+ 9,5 % pour le seul enseignement supérieur), ce qui a d'ailleurs permis de faire voter son budget par l'Assemblée nationale : début novembre (tous ses collègues ne peuvent en dire autant), et pourtant deux dossiers empoisonnent « sa » rentrée. Celui des personnels administratifs de l'éducation nationale, les 200 000 ATOS (administratifs, techniciens et ouvriers de service) qui, dans le secondaire et plus encore dans le supérieur, estiment avoir été « oubliés » depuis trop longtemps (le Monde du 18 novembre). Celui, également, de l'accueil des étudiants, toujours plus nombreux (44 000 de plus cette année) et qui supportent de plus en plus mal les conditions spartiates dans lesquelles ils poursuivent bien souvent leurs études.

Le ministre de l'éducation, tout au long de la journée du 21 novembre, s'est efforcé d'apaiser ces deux foyers de mécontentement. La matinée fut consacrée aux ATOS. Pendant qu'environ 5 000 d'entre eux, venus de la région parisienne et de province, manifestaient dans les rues de Paris à l'appel de la CGT, de la CFDT et de FO (la Fédération de l'éducation nationale, majoritaire dans ce secteur, étant favorable pour sa part à la négociation), M. Jospin a reçu l'ensemble des syndicats représentant les ATOS. À l'issue de cette table ronde, il a annoncé une série de « mesures nouvelles destinées à remédier aux difficultés et aux tensions » et qui viendront s'ajouter aux engagements déjà inscrits dans le projet de budget 1990.

L'effort supplémentaire réalisé par le gouvernement comporte tout d'abord la création, en 1990, de 500 emplois d'ATOS en personnel (300 pour le secteur scolaire, 200 pour le secteur universitaire). Compte tenu des 690 créations d'emplois déjà prévues, cela porte

à près de 1 200 (450 pour les universitaires) les emplois supplémentaires pour 1990.

En second lieu, le ministre a annoncé qu'il fallait débiter 25 millions de francs de crédits supplémentaires permettant de procéder à 2 000 transformations d'emplois et de débiter ainsi les carrières. De la même manière, il s'est engagé à titulariser, dans les deux ans à venir, tous les auxiliaires administratifs recrutés avant 1983 et à faciliter, grâce à l'aménagement des concours internes, la titularisation des auxiliaires recrutés au cours des dernières années.

Par ailleurs, le ministre va augmenter de 25 millions de francs l'enveloppe consacrée aux indemnités — très modestes — dont peuvent bénéficier les ATOS. Enfin une « véritable politique de recrutement, fondée sur une évaluation réelle des besoins » sera mise en place, avec un accroissement important des postes ouverts aux concours en 1990-1991. « Raisonnablement positif » aux yeux de la FEN, cet ensemble de mesures n'a, en revanche, pas satisfait les trois syndicats présents (CGT, CFDT et FO) qui veulent « poursuivre la lutte ».

La satisfaction de l'UNEF-ID

Les étudiants de l'UNEF indépendante et démocratique, reçus mardi après-midi par le ministre de l'éducation, pendant qu'un petit millier de leurs camarades manifestaient aux abords du ministère, se sont en revanche montrés beaucoup plus satisfaits des résultats de leur entretien avec Lionel Jospin. « Cela répond à nos attentes », a notamment déclaré Christophe Borgel, président du principal syndicat étudiant. Il faut maintenant que cela se concrétise.

Pour colmater les brèches les plus préoccupantes, le ministre a en effet promis, chaque fois que cela serait nécessaire et que les universités auraient fait la preuve de leurs besoins, de débiter immédiatement des heures complémentaires pour assurer les cours et les travaux dirigés. De même, une solution semble aujourd'hui en vue pour aménager rapidement un restaurant universitaire que les 15 000 étudiants de Tolbiac (Paris-1) réclament avec insistance.

Au-delà des solutions de fortune, le ministre de l'éducation est bien conscient cependant qu'il va lui fal-

loir engager un programme ambitieux pour désengorger des universités qui coulent sous le nombre d'étudiants, en particulier en région parisienne. M. Jospin a donc précisé ses intentions : d'ici deux ou trois semaines, il présentera au premier ministre un plan national d'aménagement et de développement universitaire.

Ce plan, qui devra être arbitré par le gouvernement, puis faire l'objet d'une concertation avec les collectivités locales, comportera en particulier un volet important pour la région parisienne. Le ministre de l'éducation nationale va en effet proposer la construction de quatre nouveaux pôles universitaires à Cergy (Val-d'Oise), Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne), Evry (Essonne) et Saint-Quentin-en-Yvelines, l'aménagement d'un « nouveau Quartier latin » autour de Jussieu, Tolbiac et Censier, enfin, l'extension des universités de Nanterre, Saint-Denis, Créteil, Villeneuve et Orsay.

Sur deux autres dossiers sensibles, le ministre de l'éducation a apporté, sinon des projets précis, du moins un calendrier de discussions et de concertation avec la communauté universitaire. La réforme des premiers cycles universitaires fera l'objet d'une large consultation au premier trimestre 1990, mais Lionel Jospin a précisé qu'il écarterait toute idée de « barage » et de sélection à l'entrée dans le second cycle.

Quant à la réforme de l'aide sociale aux étudiants (bourses, prêts, cités et restaurants universitaires), le ministre a annoncé qu'il présenterait, à la mi-décembre, un projet de charte de statut étudiant, et qu'il avait d'ores et déjà saisi, sur ce point, l'Observatoire national de la vie étudiante.

GÉRARD COURTOIS

Après l'adoption de la convention internationale

Des associations américaines luttent pour faire respecter les droits de l'enfant

« On pourra invoquer la convention internationale des droits de l'enfant devant les tribunaux français une fois que la France l'aura ratifiée », a souligné M. Jean-Pierre Deschamps, conseiller technique au secrétaire d'État à la famille, lors de la présentation d'un colloque organisé par l'Association française pour le développement des droits de l'enfant (AFDE) les 24 et 25 novembre au Sénat. L'UNICEF, qui a joué un rôle déterminant dans l'adoption de la convention, ne reste pas lettre morte, tandis qu'aux États-Unis des associations lancent un débat.

GENÈVE

de notre envoyée spéciale

Invité à Genève par le Centre pour les droits de l'homme des Nations unies et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) pour un séminaire sur la convention des droits de l'enfant, M. James D. Weill, conseiller juridique de l'association Children's Defense Fund, a dressé un sombre tableau de la situation de plus de douze millions d'enfants américains, noirs en grande majorité. « Notre système d'aide aux familles se situe loin derrière celui de la plupart des pays industrialisés. Alors que la reprise économique a été amorcée il y a sept ans, nous constatons que le taux de pauvreté est toujours plus haut que celui des années 70, a-t-il affirmé. Un enfant sur cinq vit actuellement dans la pauvreté. Chez les moins de six ans, la pro-

portion passe à un enfant sur quatre (un sur deux lorsqu'il est noir) ».

Au mieux, ces familles pauvres vivent à plusieurs dans des taudis, « c'est le cas pour un enfant sur trois dans l'État de Washington » ; au pire, elles se réfugient dans la rue.

« Chaque année, au moins onze mille enfants meurent des conséquences de cette pauvreté ».

Aux États-Unis, ce sont les employeurs qui, la plupart du temps, paient les assurances-maladie. Il arrive fréquemment que cette couverture soit insuffisante et qu'elle ne concerne que l'employé lui-même, non sa famille. Il en résulte que trente-cinq millions d'Américains, et, parmi eux, surtout les enfants et les femmes, ne sont pas protégés.

« Le taux de mortalité infantile est trop élevé pour un pays industrialisé », a remarqué M. Weill. Les États-Unis sont au dix-huitième rang mondial. Autrement dit, un enfant né en Amérique a moins de chances de survivre qu'un enfant né en Irlande du Nord, en Espagne, à Hongkong ou à Singapour. Si les Noirs formaient une nation séparée, ils seraient au vingt-huitième rang mondial, car un enfant noir ne s'attend pas à vivre plus longtemps qu'un enfant noir ou sud-africain. Le pourcentage d'enfants vaccinés contre les maladies infantiles (polio, tuberculose, tétanos, rougeole, coqueluche) ne cesse de diminuer.

Dans l'attente de la ratification

La violence également fait des ravages. En 1987, on a enregistré les cas de 2,2 millions d'enfants qui ont subi des abus, des violences de toutes sortes ou ont été « négligés », soit trois fois plus qu'en 1976. En outre, chez les quinze-vingt-quatre ans, les acci-

dents par armes à feu représentent la deuxième cause de mortalité (la quatrième pour les enfants de un à quatorze ans).

Les États-Unis font également partie des pays qui condamnent à mort et exécutent des jeunes de seize à dix-sept ans. « Pour toutes ces raisons et pour beaucoup d'autres, la convention des droits de l'enfant est importante. Elle nous permettra de réclamer pour les enfants américains le droit de manger à leur faim, d'avoir un logement, d'être protégés contre la violence, l'exploitation sexuelle, la drogue, le droit de ne pas être condamnés à la peine capitale et de ne plus être victimes de la discrimination », a déclaré M. Weill.

Les États-Unis n'ont jamais beaucoup aimé les conventions internationales. A plusieurs reprises et sur plusieurs sujets, ils ont montré leur réticence envers ce texte sur les droits de l'enfant.

Satisfaction leur a été partiellement donnée : la convention ne tranche pas sur la protection de l'enfant à naître (et donc sur l'avortement) et accepte que des enfants puissent être enrôlés et participer à des conflits armés à partir de quinze ans (d'autres pays, dont la France plaçaient la limite à dix-huit ans).

En revanche, la convention interdit les condamnations à mort et la prison à vie pour les moins de dix-huit ans. Les États-Unis risquent fort de trahir les pieds pour ratifier ce texte. Pour une association comme la Children's Defense Fund, il n'est pas question d'attendre les bras croisés. « Nous nous efforçons », a expliqué M. Weill, de faire connaître cette convention afin qu'elle serve de référence à tous ceux qui se battent pour les enfants. Et nous essayons d'influencer les hommes politiques ».

CHRISTIANE CHOMBEAU

► Le texte intégral de la convention peut être obtenu auprès de l'UNICEF, 35, rue Falcien-David, 75016 Paris.

RELIGIONS

A propos du foulard

L'Union des organisations islamiques critique M. Rocard

L'Union des organisations islamiques en France, qui regroupe vingt-cinq associations et revendique environ cinq mille membres, a écrit, mardi 21 novembre, à M. Michel Rocard pour regretter les « déclarations blessantes » du premier ministre, samedi 18 devant le CIMADE (le Monde du 21 novembre). « Vous laissez entendre que le Coran n'impose pas le foulard. Or le livre sacré des musulmans est très clair et très explicite, et ne laisse aucun doute sur le devoir de chaque musulman de porter le voile », affirme M. Ahmed Djaballah, président de l'Union.

Faisant allusion à une autre déclaration de M. Rocard (« Nous devons tous rejeter le foulard à

l'école en ce qu'il est moins le signe d'une foi que d'une altération »), l'UOIF s'interroge : « Devons-nous comprendre que les citoyens qui se couvrent d'un foulard souffrent de déficience mentale ? » Pour l'Union, « les musulmans de France ne sauraient accepter de telles atteintes à leur dignité ».

En partie dirigée par des personnalités tunisiennes proches du MTI (Mouvement islamiste tunisien), l'UOIF est, avec la Fédération nationale des musulmans de France (FNMF), la plus active dans la défense du port du foulard. Elle avait toutefois dénoncé la manifestation intégriste du 22 octobre à Paris organisée par la Voix de l'Islam, très minoritaire.

POLICE

► Contestation des élections professionnelles dans la police. M. Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, s'est interrogé, mardi, sur la « régularité » des élections professionnelles dans la police lors de la séance d'ouverture du quinzième congrès de FO-Police qui a lieu à Limoges. « La régularité des opérations de vote est à démontrer », a déclaré M. Blondel. « Il ne suffit pas de dire qu'on est pour des élections libres dans d'autres pays (...) si on ne les accepte pas dans son propre pays ».

Le Monde

BONNEZ VOIES

REBONNEZ VOIES

LE MONDE

ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements

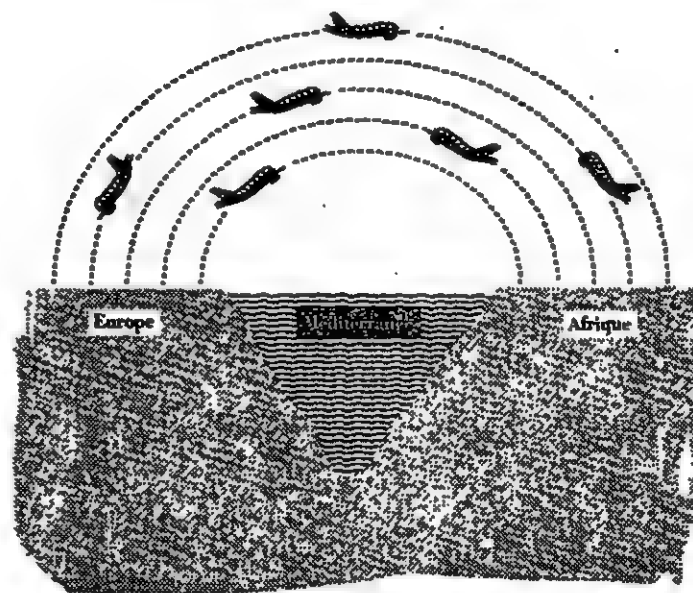
sur minitel 24 heures sur 24

7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36 15 LE MONDE

Air Afrique, la compagnie qui a construit un pont au-dessus d'une mare.



EN RELIANT L'EUROPE À L'AFRIQUE AVEC 67 LIAISONS HEBDOMADAIRES, AIR AFRIQUE A ÉTABLI UN VÉRITABLE PONT AÉRIEN ENTRE L'EUROPE ET LE CONTINENT AFRICAIN. GRÂCE À SON RÉSEAU INTER-ÉTATS TRÈS DENSE, AIR AFRIQUE PÉNÈTRE LÀ OÙ LES AUTRES NE VONT PAS. C'EST LA MEILLEURE PORTE D'ENTRÉE SUR L'AFRIQUE. MAIS NOUS NE NOUS CONTENTONS PAS DE FACILITER LES CORRESPONDANCES ET DE VOUS PROPOSER UNE GRILLE D'HORAIRE LA PLUS COMPLÈTE POSSIBLE. NOUS NOUS ATTACHONS AUSSI À VOUS OFFRIR UN SERVICE DE QUALITÉ. VOUS VOYEZ, MÊME SI NOUS SOMMES LA PREMIÈRE COMPAGNIE DU CONTINENT NOIR AFRICAIN, CELA NE NOUS DISPENSE PAS D'EN FAIRE CHAQUE JOUR UN PEU PLUS.

AIR AFRIQUE

NOUS EN FAISONS CHAQUE JOUR UN PEU PLUS

هكذا من الامم

هكذا من الاجل

16 Le Monde • Jeudi 23 novembre 1989 •



"AUTOUR DE MINUIT"
UNE NOUVELLE COLLECTION
QUI VA FAIRE JAZZER

4 CONCERTS AU CHÂTELET

STAN GETZ

1 ET 2 DÉCEMBRE A 20 H 30

SARAH VAUGHAN

28 ET 29 NOVEMBRE A 20 H 30



GITANES



AU CHÂTELET
RESERVATIONS 40 28 28 40
ET SUR MINITEL 3615 CODE CHÂTELET

AU VIRGIN MEGASTORE
52 A 60 AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
OUVERT JUSQU'À MINUIT

SPORTS

SKI: Coupe du monde et nouveaux matériels

Les planches du salut

Après un lever de rideau cet été dans l'hémisphère sud, le « cirque blanc » devait prendre son véritable départ jeudi 23 novembre pour les hommes et vendredi 24 pour les dames, sur les pentes des montagnes nord-américaines. La 24^e Coupe du monde de ski alpin débute par des slaloms où les concurrents qui ont changé de matériel pourront tester leurs nouvelles « planches ».

L'affaire avait fait grand bruit en 1987, lorsque Roland Francey, alors responsable des équipes de France, avait réclamé l'ouverture aux étrangers du pool des fournisseurs de matériel. Le propos fait suite aux piteuses prestations des coureurs français aux championnats du monde de Crans-Montana (Suisse) et il n'avait pas été entendu par les dirigeants fédéraux. Les fabricants, « indignés », que l'on puisse les accuser de ne pas fournir les mêmes prestations aux coureurs qu'ils soient français ou étrangers, avaient su faire pression pour défendre leur monopole, qui finance environ 15 % du budget de la Fédération française de ski.

Mais l'idée était lancée et elle a cheminé dans les milieux les plus rétifs à toute concurrence. Les réflexions émises par des skieurs notoires lors des championnats du monde de Vail (États-Unis) au mois de février, ont achevé de convaincre le président de la fédération. A la fin de la saison dernière, Bernard Chevalier deman-

deait donc aux fabricants d'ouvrir leur club à des marques étrangères. « Notre requête ne concerne que les skis, les fixations et les chaussures, les points sensibles de la technique du ski », précisait le président, fort du soutien de tous les coureurs.

Passées les crises de mauvaise humeur, une nouvelle organisation s'est constituée à l'automne. Les marques de skis Atomic (Autriche), Elan (Yougoslavie) et Authier (Suisse) ont rejoint les fabricants français, augmentés d'un petit nouveau dans cette spécialité : Salomon. Des fabricants de chaussures (Nordica, Raschle et Technica) et de fixations (Eas) ont également profité de cette brèche pour proposer leurs produits. Selon Jean-François Bernoux, directeur de la firme Dynamis et président du pool, « les anciens ne craignent absolument pas la concurrence et le groupe est animé d'un remarquable esprit libéral ».

Des paroles aux actes

Une fois dans la place, les étrangers ont tenté de convaincre les skieurs de les rejoindre. Luc Alphand, le copain de Franck Piccard dans le groupe des polyvalents, a été le premier à franchir le pas. Le skieur de Serre-Chevalier, 19^e en super-giant au classement FIS, a choisi d'utiliser cette saison du matériel autrichien. « En venant chez Atomic j'ai pris un risque personnel. Je n'avais désormais plus l'excuse du matériel si je n'obtiens pas de résultats ».

affirme le champion du monde junior de descente en 1983, qu'une série d'accidents a éloigné des podiums l'an passé.

Les slalomeurs Christian Gaidet et Didier Schmidt ont opté pour la marque Elan, alors que leur camarade Pascaline Frelier a abandonné ses skis Rossignol pour la marque Authier. Les changements restent donc limités. Les grands bouleversements tant prédits n'ont pas eu lieu. Les skieurs, comme nombre d'autres sportifs, ont hésité au moment de passer des paroles aux actes. Il est facile de critiquer le matériel ou l'assistance d'une marque lorsque l'on perd quelques centaines de secondes dans un parcours, ce n'est moins de prouver ses qualités sans palmars.

Les audacieux qui ont accepté de prendre des risques cette année vont devoir convaincre leurs camarades et leurs entraîneurs qu'ils ont fait le bon choix. Luc Alphand en est persuadé. L'éternel optimiste, des pistes assure qu'il débute la saison « avec un énorme potentiel de confiance ». Il évoque le matériel mais aussi l'ambiance et « l'approche technique de la compétition qui existe chez Atomic ». Des propos sonnaient à ceux que tient le Luxembourgeois Marc Girardelli, qui, pourtant, vient de parcourir le chemin inverse. Le champion de la Coupe du monde 1989 a en effet quitté, au cours de l'été, la marque Atomic pour rejoindre le fabricant français Dynastar. Les épreuves à venir permettront de savoir qui a raison. A moins que le matériel n'ait pas l'importance que certains skieurs lui accordent.

SERGE BOLLOCH

HALTÉROPHILIE : les championnats du monde féminins

Une femme à la barre

Les championnats du monde et d'Europe d'haltérophilie féminine ont lieu du 24 au 26 novembre à Manchester (Grande-Bretagne). L'haltérophilie, longtemps réservée aux hommes, compte de plus en plus d'adeptes féminines en France, à l'image de la jeune championne Stéphanie Genna.

A la veille des championnats du monde féminins d'haltérophilie (du 24 au 26 novembre) pronostics et fantasmes vont certainement bon train chez les gosses habitués des pubs de Manchester. Ils risquent pourtant d'être déçus. Ou plutôt surpris. Au moins par la délégation française. Ces « haltérophiles » comme elles aiment à se surnommer, ne sont ni obèses ni surdimensionnées. Elles arborent volontiers des combinaisons

« fluo », s'entraînent en écoutant Madonna et soulèvent la fonte avec autant d'énergie qu'elles intègrent contre les préjugés.

Stéphanie Genna, l'une des meilleures françaises — trois cents femmes pratiquent ce sport en compétition en France — ajoute à ce portrait une touche personnelle qui rappelle Florence Griffith Joyner, la reine de l'athlétisme aux Jeux olympiques de Séoul : cette bronzette aux yeux marron, étudiante en première A2 au lycée sport études de Toulouse, sourit pendant l'effort ! 50, 60, 75 kilos... Et pas la moindre esquive de grimace sur ce visage aux traits fins. Cette jeune fille âgée de dix-neuf ans soulève des haltères et elle aime ça.

Elle a découvert ce sport en 1986, alors qu'il commençait à peine à se développer en France. Elle était alors âgée de seize ans et

tardait à se remettre d'une hépatite virale. Les médecins lui prescrivaient des séances de musculation du dos. Négligent la natation qui, selon elle, ne musclait pas tout le corps, elle opta pour l'haltérophilie, sans doute influencée par son père, lui-même licencié au club de Montauban (Tarn-et-Garonne). Premières barres, premières sensations. Et ce fut le coup de foudre : « Comme tout le monde, je pensais qu'il s'agissait d'un sport d'hommes, que les femmes haltérophiles étaient toutes des « boudins » et des « gros tas » comme disent les machos. Je me trompais ».

Une fois définitivement guérie, elle a poursuivi son apprentissage. Deux à trois heures d'entraînement et des centaines de kilos par jour, les compétitions, les premiers records, une technique qui s'est affinée sous la direction de son père, promu entraîneur particulier. Naissance d'une championne au caractère bien trempé. « Dans ce sport c'est indispensable », concède-t-elle. Indispensable pour soulever des charges supérieures à son poids (55,6 kilos) mais aussi pour ignorer critiques et moqueries. « Je sais être convaincante. Prouver que nous ne sommes pas des bêtes de cirque est un challenge qui me motive », proclame la jeune fille, championne de France en 1986, en 1987 et en 1988, médaillée de bronze lors des premiers championnats du monde en 1987 et vice-championne d'Europe en 1988. Les règlements en vigueur dans ce sport ne l'aident pas toujours dans sa tâche. Elle avoue ainsi détester les sinistres maillots réglementaires — des combinaisons noires pourtant obligatoires en compétition — et souhaiterait porter des justaucorps plus seyants.

« Le plaisir, c'est sentir que l'on soulève la barre sans forcer, grâce à une grande maîtrise technique », proclame-t-elle d'ailleurs avant de promettre : « Je ne me suis encore jamais regardée dans un glace en me disant : « Attention, tu vas trop loin, tu t'enlaidis ! ». Si un jour je note le moindre changement physique, j'arrêterai tout. » En sonnant ?

PHILIPPE BROUSSARD

AUTOMOBILISME

Championnat du monde des rallyes
Profitant des essais de freins et d'atmosphère de son copilote finlandais Juha Kankkunen, l'Espagnol Carlos Sainz, sur Toyota Celica GT 4, a remporté, mardi 21 novembre, le troisième étape du rallye du RAC disputé dans le nord de l'Angleterre.

AUTOMOBILE

Le fils de Range

Le fils de Range arrive ! Superbe 4 x 4 à transmission permanente descendu en ligne directe du célèbre tout terrain — V8 et diesel — que la firme britannique Rover lança voici dix-neuf ans. Resté à savoir si — comme Zorro — le fils de Range pourra enrayer la lente érosion que risquent, à l'avenir, de faire subir au constructeur d'outre-Manche les Japonais, déjà entrés par ailleurs massivement dans la place par les berlines Rover interposées.

Quoi qu'il en soit, cette « Discovery », dont la silhouette vise les concurrentes venues du Soleil Levant (avec quelques traces de feu le Rancho-Matral), déborde d'atouts.

Techniquement, « Discovery » reprend la base du Range (1), avec toutefois de la longueur en plus pour la caisse (4,520 m) et aussi de la largeur (+ 10 cm). Monocoque à panneaux en aluminium et toit surélevé en acier soudé, c'est une trois-portes — pour l'instant — à hayon d'une seule pièce. Une large surface vitrée facilite la visibilité et l'espace intérieur envahi par la matière synthétique est particulièrement généreux et lumineux. L'ensemble des commandes et l'instrumentation très complète sont bien regroupés. La position de conduite est parfaite, ce qui, dans des franchissements difficiles, n'est pas négligeable. Tant pour les passagers que

pour le pilote, on a incontestablement cherché le confort, dû notamment à une bonne insonorisation.

Avec les mêmes suspensions que la Range (essieu rigide à essieu rigide), avec, à l'avant, des ressorts hélicoïdaux à taux fixes et amortisseurs hydrauliques et, à l'arrière, des hélicoïdaux à taux progressif, le comportement routier est à peu près le même que celui de la Range. Flottement du train avant en sortie de courbes, léger tangage en cas de manœuvres brusques. La direction assistée facilite la conduite de l'ensemble (près de 2 tonnes), mais à haute vitesse, manque un peu de précision.

Des deux moteurs proposés, les consommateurs préféreront le V8 bien connu de 3,5 litres avec ses deux SU hélas ! (145 ch pour 165 km/h maximum) Le nouveau 2,5 litres diesel turbo compressé monté également (145 km/h maximum) apparaît plus approprié. « Discovery » sera vendue en France entre 180 000 F et 180 000 F (contre 240 000 F à 340 000 F pour la Range Rover). De beaux succès en perspective.

C. L.

(1) Boîte transfert à deux vitesses et différentiel central verrouillable.

Le Monde CAMPUS

Plaidoyer pour la culture scientifique

Créée en 1924 par Henri Berr, la Fondation pour la science souhaite contribuer à la diffusion de la culture scientifique. Un projet d'actualité, au moment où se prépare une réforme des programmes des lycées. Un entretien avec son directeur, M. Jacques Roger.

La Fondation pour la science organise, du 6 décembre au 4 avril, une série de conférences au Collège de France intitulées « Marche de la science ». Elles doivent permettre à des chercheurs renommés d'exposer au grand public les spécificités de leur discipline et leur propre cheminement intellectuel. Nous avons demandé à M. Jacques Roger (1), directeur de la Fondation, de retracer l'histoire de cette institution et de son fondateur, Henri Berr, et de préciser le but de ces conférences.

« Quelle est l'origine de cette Fondation pour la science, qui organise ces conférences au Collège de France ? »

« La Fondation pour la science, qui porte aussi le nom de Centre international de synthèse, a été créée en 1924 pour « développer et coordonner les recherches de science pure et remédier ainsi à l'inconvénient des spécialisations trop étroites et des préoccupations exclusivement utilitaires ». C'était une idée de ce grand intellectuel que fut Henri Berr.

« Quel était Henri Berr ? »

« Il appartenait à une vieille famille juive, lorraine par son père et alsacienne par sa mère. Il est né en 1863 à Lunéville. Sa famille s'est installée à Paris après la guerre de 70 et il a terminé ses études au lycée Charlemagne. Élève de l'École normale supérieure (où il est entré à dix-huit ans avec une dispense d'âge), agrégé de lettres, il a fait une thèse intitulée « L'avenir de la philosophie », esquissant une synthèse des connaissances fondées sur l'histoire », accompagnée d'une thèse complémentaire en latin sur Gassendi. A cette époque, on n'accédait pas facilement à l'enseignement supérieur. Il est donc resté toute sa vie professeur de lycée. Il a enseigné les lettres, pendant vingt-cinq ans, au lycée Henri-IV, à Paris.

« Par sa situation familiale, Henri Berr avait énormément de relations dans des cercles très divers : dans les milieux intellec-

tuels, qui comptaient de grandes figures de la science, il était l'épouse de Durkheim, Bergson, Lévy-Bruhl, Brunschvicg... mais aussi dans les milieux bancaires et financiers et dans les milieux politiques. En 1900, il a créé la Revue de synthèse historique, devenue ensuite la Revue de synthèse — et, en 1920, la collection « L'évolution de l'humanité ». En 1924, il crée le Centre et la Fondation, grâce à de nombreuses subventions privées de banques et de grands magasins et à l'aide des pouvoirs publics. Paul Doumer en est le premier président et l'Etat a mis à la disposition de la Fondation l'hôtel de Nevers, 12, rue Colbert, qui appartient à la Bibliothèque nationale. Cet hôtel, construit par Mansard, avait abrité le salon de Mme de Lambert, qui avait accueilli toute l'intelligentsia parisienne au dix-huitième siècle : Montesquieu, Marivaux, Fontenelle... »

« Quels étaient les objectifs de ce mouvement à son origine ? »

« La Revue de synthèse historique était l'émulsion d'un groupe de chercheurs qui, sous l'impulsion d'Henri Berr, avaient en l'intention de ce que l'on appelle ensuite l'histoire des mentalités ou l'histoire intellectuelle. Ils ont commencé par lancer un « vocabulaire historique » qui n'a jamais été publié, mais que nous avons toujours dans nos fichiers. Ils s'adressaient aussi beaucoup à l'Allemagne. Le but de la Fondation était de faire se rencontrer et discuter ensemble des savants que leurs spécialités séparaient. C'était l'interdisciplinarité.

« Quelles ont été leurs relations avec l'école des Annales ? »

« Henri Berr était très lié avec Marc Bloch et Lucien Febvre, qui sont entrés très tôt à la Revue de synthèse historique. C'est dans la collection « L'évolution de l'humanité » que sont parus l'« Introduction au seizième siècle » de Lucien Febvre, et la « Société féodale » de Marc Bloch. C'est lorsque ils ont fondé les Annales, en 1929, que la Revue de synthèse historique a changé de nom. Les Annales voulaient mettre davantage l'accent sur l'économie. Mais, selon le mot de Fernand Braudel, elles « sont les filles authentiques de la Revue de synthèse ».

« Que sont devenues toutes ces entreprises avec la guerre ? »

« Pendant la guerre, la Fondation a été en sommeil. Il y a eu toute-

fois en pleine guerre, le 2 février 1942, une séance pour les quatre-vingts ans d'Henri Berr, à l'hôtel Colbert, au cours de laquelle Lucien Febvre lui a rendu hommage.

« Après la guerre, il était difficile de poursuivre l'entreprise, toutes les relations d'Henri Berr ayant plus ou moins disparu. Cependant, la revue et la collection ne se sont jamais arrêtées, grâce à la fidélité des éditions Albin Michel. A la mort d'Henri Berr, en 1954, le Centre ne vivait plus que de maigres subventions. Lorsque ses deux collaborateurs, qui appartenaient au CNRS, ont pris leur retraite, celui-ci s'est demandé s'il fallait maintenir leur poste. C'est alors qu'on m'a proposé d'en reprendre la direction. J'y suis depuis 1978.

« Quelle orientation vouliez-vous lui donner ? »

« Mon premier souci a été de relancer la Revue de synthèse, en l'orientant vers l'histoire des sciences et en l'élargissant à l'histoire intellectuelle, des sciences pures à la philosophie, à l'épistémologie et à l'anthropologie. Avec les collègues des deux institutions où je travaillais — Paris-IV et l'École des hautes études en sciences sociales, — nous souhaitions retrouver cette vision synthétique de l'histoire qui soit en même temps un regard sur le monde moderne.

« Cette conception de la culture n'est-elle pas un peu vague et extensive ? »

« Il y a en effet un danger, car nous voulons garder un niveau scientifique. Il ne s'agit pas de faire une généralisation banale. Mais cela répond à un besoin de plus en plus ressenti de trouver un lieu où les gens puissent parler de leur spécialité à des spécialistes d'autres domaines. Nous essayons de multiplier les confrontations entre disciplines et entre pays. Notre centre est international. Nous voulons présenter en France des spécialistes encore peu développés chez nous — une certaine philosophie du droit, par exemple — et toucher un public étranger. La plus grande partie de nos abonnés sont aux Etats-Unis, en Allemagne ou en Italie.

« De quel traitement vous soumettez dans la revue ? »

« Il y a trois numéros par an, dont un à thème. Nous avons fait des numéros sur Condorcet, sur les échanges franco-allemands, sur les théories de l'évolution. Le dernier est consacré à la pensée libérale. Nous essayons d'être attentifs aux sujets qui montent.

« Il nous arrive aussi d'organiser ou de participer à des colloques. Nous en avons fait un sur Litré. Nous en préparons un, avec l'université de Virginie, aux Etats-Unis, sur la crise de conscience de l'Occident aux alentours des années 1900, avec l'émergence des sciences sociales et humaines et leur impact sur la pensée religieuse traditionnelle.

Les cinq conférences au Collège de France

— 6 décembre 1989. Jean Andouze (directeur de l'Institut d'anthropologie du CNRS) : « L'homme devant l'univers ». Salle n° 1.

— 11 janvier 1990. Jean-Marc Lévy-Leblond (professeur de physique théorique à l'université de Nice) : « L'homme devant la matière ». Salle n° 3.

— 7 février. Antoine Danchin (chef de l'unité de régulation de l'expression génétique à l'Institut Pasteur) : « L'aurore des pierres, à l'origine de la vie ». Salle n° 1.

— 12 mars. André Langaney (professeur au Muséum national d'histoire naturelle) : « L'homme devant lui-même ». Salle n° 6.

— 4 avril. Yves Coppens (professeur d'anthropologie au Muséum d'histoire naturelle) : « L'homme devant son histoire ». Salle n° 1.

► Ces conférences ont lieu de 18 heures à 19 h 30 au Collège de France, place Marcelin-Berthelot, Paris-5^e.

— Fondation pour la science, 12, rue Colbert, 75002 Paris. Tél. : 42-97-60-68.

nelle, juive ou chrétienne. Nous avons participé l'an dernier, en Italie, au colloque international sur le bicentenaire de la mort de Buffon.

« Qu'est-ce qui vous a conduit à organiser ces conférences ? Et à qui s'adressent-elles ? »

« En 1936, Henri Berr avait lancé un journal de vulgarisation scientifique, Science. Ce fut un échec total, mais il y a toujours eu, chez lui, le désir de ne pas se limiter à un public de connaissances. Ces conférences sont publiques et gratuites, dans la tradition du Collège de France. Elles s'adressent à ceux qui se sentent un peu mal à l'aise face à la science, un peu exclus. Aux jeunes surtout. Mais pas seulement.

« Il y a maintenant un grand problème de la culture. La culture classique n'est plus qu'un souvenir lointain, mais elle n'a pas été remplacée. Or elle serait essentiellement à donner aux gens des points de repère pour leur permettre d'interpréter leurs expériences sur le plan personnel, sur celui des rencontres humaines, des situations politiques. Les nouvelles générations ont certainement plus de connaissances qu'autrefois du point de vue économique et politique. Mais il leur manque cet humus commun, notamment en matière scientifique.

« N'est-ce pas difficile d'établir une culture scientifique commune, alors que les sciences deviennent de plus en plus complexes et spécialisées ? »

« C'est certain. Les médias apportent de plus en plus d'informations sur les résultats de la recherche. Mais il manque ce qui permet de les comprendre, notamment lorsque surgit une grande controverse. Il est important que les scientifiques expliquent leurs systèmes de référence, leurs règles de méthodes, ce qui fonde leur comportement intellectuel. Cela peut s'expliquer sans qu'il soit nécessaire d'entrer dans les détails.

« Pensez-vous que les scientifiques eux-mêmes possèdent cette culture scientifique de base ? »

« Je n'en suis pas sûr, lorsqu'il s'agit d'une autre discipline que la leur. Lorsque j'entends un astronome et un biologiste discuter ensemble, moi qui ne suis qu'un spectateur, je me dis parfois que, de la façon dont ils se posent les questions, ils ne pourraient pas se répondre.

« Il y aurait donc autant de distances entre les scientifiques et non-scientifiques ? »

« Très souvent. De l'extérieur, on a l'impression qu'il n'y a qu'une méthode scientifique. Mais ce n'est pas vrai. Il y a les traditions, la culture de chaque discipline — j'allais dire de chaque tribu... Et les gens sont « dressés » à cela dès l'université.

« Mais la culture littéraire dont vous parlez tout à l'heure était donnée au lycée. N'est-ce pas à ce niveau qu'il faudrait agir pour la culture scientifique ? »

« Oui. Mais le lycée est accaparé par la transmission des connaissances qui seront nécessaires à l'élève pour poursuivre ses études. Le temps manque pour insister sur la culture scientifique.

« Est-ce que ce ne serait pourtant pas plus important que l'accumulation de connaissances appelées à se périmner de plus en plus vite ? »

« Je le pense. Et beaucoup de professeurs du secondaire aussi. Malheureusement, il y a les programmes et les horaires. Et il faut faire entrer les premiers dans les seconds.

« Est-ce que ce n'est pas aussi plus difficile à enseigner ? »

« Certainement. Et cela nécessiterait quelque chose qui tombe sous le sens, mais de difficile à réaliser : l'entente entre les professeurs — ceux de philosophie et de sciences, en particulier.

« Comment expliquez-vous que l'histoire des sciences soit si peu développée dans l'enseignement et la recherche en France ? »

« C'est d'autant plus curieux que c'est une discipline qui a une longue tradition en France. Sans remonter au dix-septième siècle, il y a eu, au dix-neuvième siècle, des noms illustres comme Duboué ou Tannery, cet ingénieur des tabacs qui fut le grand éditeur de Descartes. Et après, Koyré... Et, dans les années 50 et 60, des philosophes comme Bachelard et Canguilhem. Depuis une vingtaine d'années, les philosophes se sont moins intéressés à l'histoire des sciences. Quant aux historiens, ils ont un peu peur. Il y a bien quelques tentatives, en histoire de la médecine, dans les facultés de médecine, ou des techniques, dans les écoles d'ingénieurs, mais le grand problème est qu'il y a très peu de chaires consacrées à ces disci-

plines. Tant qu'il n'y aura pas une reconnaissance institutionnelle, par des créations de postes, elles resteront marginales.

« La situation est-elle différente à l'étranger ? »

« C'est certainement aux Etats-Unis que l'histoire des sciences est la plus développée. Presque toutes les universités d'une certaine importance ont un enseignement dans ce domaine. En Grande-Bretagne et en Italie aussi, en liaison tantôt avec l'histoire, tantôt avec la philosophie. En Allemagne, il y a une très forte tradition en histoire de la médecine.

« On a le sentiment que après la période de contestation de la science des années 70, il y a de nouveau un grand intérêt, avec une réflexion de nature à la fois éthique, politique, sociologique... »

« Effectivement. Cela a commencé avec la physique, après la bombe atomique. Maintenant, c'est la biologie moléculaire qui est au centre de cette réflexion, avec les problèmes moraux et politiques qu'elle soulève. Le plus intéressant, dans les recherches récentes sur la science, est peut-être venu de la sociologie, qui a étudié l'activité scientifique comme une production ordinaire, avec ses problèmes d'organisation, de rivalités personnelles, de politique intérieure... Cela est passionnant. Mais je pense, malgré tout, qu'il y a une spécificité du domaine scientifique. Et aussi qu'il faut replacer ces observations dans une perspective historique. La science n'est pas une production comme les autres, où les produits se périment au fur et à mesure. Les travaux de Pasteur, ça reste. Et on ne peut pas renvoyer Maxwell aux oubliettes sous prétexte qu'il est né avant Einstein.

Propos recueillis par FRÉDÉRIC GAUSSEN

(1) Spécialiste de l'histoire des sciences et de l'histoire intellectuelle, Jacques Roger est né en 1920. Il a été doyen de la faculté des lettres de Tours de 1965 à 1969, puis professeur à l'université Paris-IV. Il a également été directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales et directeur du centre d'histoire des sciences et des techniques de l'EHESS (centre Alexandre-Koyré). Il est l'auteur d'une édition critique de Buffon (1962) et d'une biographie de ce naturaliste, à paraître le 1^{er} décembre chez Fayard.

L'histoire des mentalités

Un précurseur : Henri Berr



Rentrée 1989, le droit aux PUF.

Du droit de détruire. Essai sur le droit de l'environnement, par Martine Remond-Gouilloud - collection « Les Voies du Droit » - 148 F.

Raisonnement la raison d'Etat. Vers une Europe des droits de l'homme, sous la direction de Mirreille Delmas-Marty collection « Les Voies du Droit » - 240 F.

Introduction historique au droit des biens, par Anne-Marie Patault collection « Droit Fondamental » - 145 F.

Droit international et européen des droits de l'homme, par Frédéric Sudre - collection « Droit Fondamental » - 145 F.

Les droits de l'homme et le droit naturel, par Blandine Barret-Kriegel collection « Quadriga » - 38 F.

Le droit retrouvé? Essai sur les droits de l'homme en URSS, par Nadine Marie - collection « Politique d'aujourd'hui » - 120 F.

La vie politique sous la V^e République Tome 2: 1974-1987, par Jacques Chapsal - collection « Thémis » - 4^e édition - 150 F.

Histoire des idées politiques, par François Châtelet, Olivier Duhamel, Evelyne Piser - collection « Mémoires Thémis » 2^e édition revue et augmentée - 98 F.

Les institutions administratives françaises, par Jean-Michel de Forges collection « Droit Fondamental » - 2^e édition mise à jour - 96 F.

Les libertés publiques Tome 2, par Jean Rivoero collection « Thémis » - 4^e édition mise à jour - 103 F.

puf

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

حکومت اسلامی

هكذا من الاعمال

CAMPUS

Les stages de la semaine

« Le Monde Campus » publie chaque semaine des offres de stages en entreprise pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDTE, association responsable de ce service, lancé en collaboration avec la MNEF, en téléphonant au (1) 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur minitel 3615 JOBSTAGE. Les frais annuels d'inscription sont de 95 F.

Les entreprises désireuses de passer les offres sont priées de consulter directement cette association au : (1) 47-35-43-43.

GESTION

Lieu : Les Ulis. Date : juin 90. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Gestion Information Comptabilité. Mission : s'occuper des mouvements de stocks. Connaissance de tableurs souhaitée. 11 561.

Lieu : Paris. Date : janvier 90. Durée : 1 mois. Ind. : 4 000 à 5 000 F. Profil : bac + 4 DESS Fiscalité. Mission : intervention sur l'assistance de soumission des biens immobiliers à la taxe professionnelle. 11 562.

Lieu : Orléansville (91). Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 1. Mission : deux études à réaliser : une sur le parc véhicules, une sur le transport. Maîtrise de gestion ou DESS. 11 567.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 à 3 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac. Mission : travaux de comptabilité, suivi comptabilité et secrétariat. 12 556.

Lieu : Arcueil (93). Date : mars 90. Durée : 2 mois. Ind. : 1 500 F/mois + 200 F journaliers. Mission : calculer le prévisionnel de fonctionnement pour l'année en cours. 12 553.

Lieu : Levallois. Date : immédiat. Durée : 4 mois. Ind. : 3 000 F/mois. Profil : bac + 5. Mission : participation à différentes tâches formation-emploi, définitions de postes et recrutement. 13 555.

Lieu : Levallois. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Profil : bac + 2. Ind. : 3 000 F à 4 000 F. Mission : mise à jour d'un fichier du personnel de l'entreprise. 13 553.

MARKETING

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : jusqu'au 30.6.90. Profil : bac + 4. Mission : conférer à la Bourse de Paris. Bonne élocution et excellente tenue. Maîtrise d'économie. 14 612.

Lieu : Putaux. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 180 F à 200 F/jour. 14 611.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 à 6 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 4. Mission : marketing et promotion des ventes. 14 610.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 12 mois. Ind. : % sur contrats. Profil : bac + 2. Mission : marketing, développement et diffusion du produit et communications RP. 14 609.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 3. Mission : étude de faisabilité auprès d'entreprises. 14 606.

Lieu : Paris. Date : janvier 90. Durée : 4 à 6 mois. Ind. : 1 500 F et +. Mission : assistant chef de produit. Assister au développement d'un produit, de sa conception à sa réalisation. 14 605.

Lieu : Les Ulis. Date : décembre. Durée : indéterminée. Profil : bac + 3. Ind. : à négocier. Mission : mener à bien des portefeuilles de ventes. Futurs ingénieurs commerciaux. 15 603.

Lieu : Meudon. Date : janvier 90. Durée : 2 à 3 mois. Mission : vente à commerçants de produits en alimentaire. Suivi de clientèle. Participer à une équipe de vente. 16 592.

Lieu : Beauvais. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 2. Mission : recherche de fournisseurs pour une catégorie de produits dans une grande entreprise. 15 601.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois +. Profil : bac + 2. Mission : vente de badges promotionnels auprès d'associations, BDE, écoles. 16 596.

Lieu : Rueil. Date : immédiat. Durée : à définir. Ind. : % + fixe. Mission : société de services en informatique pour marketing direct, suivi d'opérations, phoning auprès de grands comptes. Connaissance INFO. 16 597.

PUBLICITÉ

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Profil : bac. Mission : publicité. Connaissances photographie pour conception d'emballages. 19 581.

Lieu : Sèvres. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Mission : graphiste pour création de logos, maquettes, mise en page. Profil : bac public. 19 580.

Lieu : Boulogne. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Profil : bac + 2. Ind. : 1 400 F/mois. Mission : marketing des médias en France et en Europe. 19 544.

ÉLECTRONIQUE

Lieu : Barentin (76). Date : immédiat. Durée : à définir. Profil : bac + 2, école d'ingénieurs. Mission : informatique électronique (constructions de logiciels). Traitements de texte. 23 598.

Lieu : Bagnolet. Date : janvier. Durée : 6 mois. Ind. : à négocier. Mission : maintenance SAV. 20 597.

INFORMATIQUE

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 4. Mission : développement sous environnement Unix ou C. SGDB relationnel. 17 642.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Profil : bac + 2. Ind. : à négocier. Mission : programmeur digital Vax, VMS sur Basic et Pascal. 17 641.

Lieu : Rungis. Date : immédiat. Durée : 12 mois. Ind. : à négocier. Mission : développement d'applications CAO, FAO sous ADA. 17 640.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac avec connaissances informatiques. Mission : préparation du matériel MS DOS connu. 17 643.

Lieu : Gargiles (36). Date : immédiat. Durée : à définir. Profil : bac + 2. Mission : développement de logiciels, développement électronique sur PC. Anglais souhaité. 17 639.

Lieu : Fontenay-sous-Bois. Date : immédiat. Durée : 12 mois. Profil : bac + 2. Ind. : à déterminer. Mission : développement de logiciels sous matériel Digital, Basic, Cobol. 17 638.

COMMUNICATION

Lieu : Madrid (Espagne). Date : janvier 90. Durée : 2 à 3 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 2 pub. Mission : création, design et publicité sur les lieux de vente. Espagnol courant. 18 611.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Profil : bac + 4. Mission : chef de pub. 18 610.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Profil : bac + 4. Mission : organisation de conférences. 18 609.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 5 100 F/mois. Profil : bac + 2. Mission : réaliser un dossier de presse et suivi d'une clientèle dans un lieu de communication. Étudiants en communications. 18 612.

SECRÉTARIAT

Lieu : Paris. Date : décembre. Durée : 2 mois. Ind. : smic minimum. Profil : bac + 2. Mission : assurer les travaux de secrétariat dans une agence de communication. 24 575.

et de nombreux autres stages sur minitel
3615 JOBSTAGE
ou au
47-35-43-43

LIVRES

Psychologie sociale Travaux dirigés

de Mireille de Moura
Sont réunies les séances de travaux dirigés en psychologie sociale réalisées par les étudiants du DEUG d'administration économique et sociale de l'université Paris-XII, accompagnées de textes de présentation, de commentaires et d'idées de recherche. Six grands thèmes : percevoir et comprendre ; image de soi, image des autres ; méthodes de recherche ; méthodes de tests ; phénomènes d'interaction ; approche des activités professionnelles.
► Eyrolles Université, collection « Droit et sciences humaines », 167 p., 148 F.

RAMSES 90, le monde et son évolution

sous la direction
de Thierry de Montbrial
et Jacques Edin
L'Institut français des relations internationales (IFRI) fait le point sur l'actualité économique et géopolitique dans son Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies (RAMSES). Les mutations de l'URSS, la nouvelle donne au Proche-Orient, l'essor de l'Asie, les incertitudes de l'après-Reagan aux États-Unis, l'échec européen de 1993... Ce guide raisonné de l'actualité privilégiée en outre deux thèmes : la prolifération des armements dans les pays du tiers-monde et l'affirmation de l'Espagne sur la scène internationale.
► Dunod, 431 p., 165 F.

L'Électricité Il y a cent ans

Études publiées
sous la direction
de Jean Cozenobe
Pourquoi les ondes électriques furent-elles découvertes par Hertz plutôt que par Maxwell ? Quel était l'enseignement de l'électricité en France à la fin des années 1880 ? Comment expliquer le retard pris par le pays, notamment dans une ville comme Marseille, dans son électrification ? Une dizaine d'études présentées lors d'un colloque de l'École des hautes études en sciences sociales, qui permettent de reconstituer la naissance du phénomène électrique, appréhendé à la fois sous l'angle des sciences et des techniques, et sous celui de l'histoire économique et sociale française.
► Editions de l'École des hautes études en sciences sociales, 167 p., 110 F.

Apprendre avec l'information télévisée

de Guy Lochar
Ce livre s'adresse aux enseignants, aux éducateurs et aux étudiants dans le domaine de la communication. Il décrit les pratiques professionnelles du journalisme télévisuel, du reportage de terrain aux émissions sportives, et étudie la diversification du système de la télévision. Il propose des pistes d'analyse de l'information et des exercices d'application. Avec une bibliographie spécialisée, un lexique et un index de références et d'adresses utiles.
► Retz, Centre de liaison de l'enseignement et des moyens d'information, 111 p., 72 F.

Cuestiones economicas y sociales en la prensa

de Monique Albou,
Jean Catalague
et Roland Corominas
Ce manuel de cours et de révision, conçu pour les élèves préparant une grande école scientifique ou commerciale, ou un BTS, aborde la plupart des grands sujets d'actualité à partir d'une quarantaine de textes tirés de la presse espagnole, qui servent de base à des exercices de grammaire, des révisions de vocabulaire, des questions de compréhension, des thèmes ou des versions. Les principales questions de grammaire de la langue espagnole sont en outre exposées en vingt leçons.
► Dunod, 257 p., 120 F.

JUSQU'AU 30 NOVEMBRE RENAULT VOUS REÇOIT CINQ SUR CINQ



REPRISE ARGUS + 5000 F

Reprise Argus + 5000 F de votre véhicule si vous le possédez depuis au moins 6 mois pour tout achat d'une Renault Supercinq. Conditions générales Argus. Diminuée des charges et frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard.

FINANCEMENT SPÉCIAL

LOA sur 25 mois*

Par exemple pour une Renault Supercinq Five 3 portes. Prix TTC clés en main 47 000 F. Location avec option d'achat sur 25 mois moyennant un versement initial de 18 800 F (1^{er} loyer majoré 11 750 F + dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale 7 050 F) et 24 loyers de 1 295 F. Coût total en cas d'acquisition 49 880 F.

Coût total du financement : 2 880 F TTC.

Ces deux offres, valables jusqu'au 30/11/89, sont réservées aux particuliers et concernent les VP. neufs.

* Sous réserve d'acceptation par la DIAC - S.A. au capital de F. 321 490 700 27-33, quai Le Gallo - 92512 Boulogne Cedex - RCS Nanterre B 702 002 221.

DANS TOUT LE RESEAU RENAULT



CULTURE

Noureev quitte la direction de la danse au palais Garnier

« Une séparation de corps, mais pas de cœur »

« D'un commun accord », vient d'annoncer l'Opéra de Paris, Rudolf Noureev et le président de l'Opéra de Paris, Pierre Bergé, « ont décidé de mettre fin aux fonctions de Noureev en qualité de directeur de la danse au palais Garnier ». Ainsi prend fin le bras de fer qui opposait, depuis quelques mois, le danseur et l'administration : le contrat de Noureev avait expiré le 31 août et le contrat suivant, signé par lui en juin, ne l'était pas par Pierre Bergé.

On connaît la pomme de discorde : plus que son mauvais caractère, c'est l'absentéisme de Noureev qui est en cause. Danseur vieillissant, il reste une star adulée et réclamée à travers le monde et voit même s'ouvrir devant lui une nouvelle carrière d'acteur : il remporte actuellement des triomphes aux États-Unis dans la comédie musicale *The King and I*, où il a repris le rôle de Yul Brynner. (C'est ce dernier engagement qui a mis le feu aux poudres). Il ne pouvait ni se voir résider à Paris plus de six mois par an, durée qu'il ne souhaitait, de toute façon, pas excéder pour raisons fiscales. Or, pour l'administration de l'Opéra de Paris, on ne dirige pas par téléphone un corps de ballet de cent cinquante danseurs. « Il nous faut un directeur de la danse à plein temps », répète Pierre Bergé.

C'est une séparation de corps, mais pas de cœur, poursuit néanmoins le président de l'Opéra de Paris. Nous avons souhaité que les choses se passent le mieux du monde. Aussi avons-nous créé, à l'intention de Noureev, le poste de « premier chorégraphe au monde avec lequel nous avons des engagements à long terme. Chaque année, nous reprendrons deux de ses productions et en créerons une

nouvelle. Cette saison voit la reprise de la Belle au bois dormant et du Lac des cygnes, ainsi que la création de la Bayadère. »

Ce poste de « premier chorégraphe » laisse perplexes, car Noureev n'est justement pas le premier chorégraphe du monde. S'il a remporté, de façon honorable, malgré quelques détails discutables, de grands succès classiques comme la *Belle au bois dormant* et le *Lac des cygnes*, il est aussi l'auteur d'effroyables navets comme *Manfred* et *Washington Square*.

Il est difficile, par ailleurs, de faire de but en blanc le bilan de l'action de Noureev au palais Garnier de 1983 à aujourd'hui. Si sa très haute exigence a certainement élevé la barre en matière d'exécution des ballets classiques, il est peut-être exagéré d'affirmer qu'il a fait de la troupe de l'Opéra la première du monde, car il a bénéficié de l'arrivée, sous les feux de la rampe, d'une éblouissante génération (les Sylvie Guillem, Isabelle Guérin, Elisabeth Maurin, Mariel Legris, Laurent Hilaire, Kader Belarbi). On peut lui reprocher de s'être pas gardé Patrick Dupond, exilé à Nancy, et Sylvie Guillem, qui règne désormais sur Londres. En revanche, on doit à sa curiosité et à son ouverture d'esprit l'invitation au palais Garnier de chorégraphes aussi divers que William Forsythe, Maguy Marin, Anthony Tudor, Lucinda Childs, Dominique Bagouet.

Il aurait donné au Ballet de l'Opéra cette « versatilité », au sens anglais du terme, que l'on admire aujourd'hui partout.

Le successeur ? Il sera nommé avant le fin de l'année, assure Pierre Bergé.

SYLVIE DE NUSSAC

Fronde dans les musées

Les conservateurs s'inquiètent des conséquences de la régionalisation

Après la conférence de presse, lundi 20 novembre, de M. Jack Lang, ministre de la culture (le Monde du 21 novembre), se dégageait une fronde animée par un certain nombre de conservateurs des musées nationaux. Des lettres de mise en garde ont été envoyées à M. Jack Lang et à l'Élysée, des communiqués sont expédiés aux médias. La contestation de ce corps réputé paisible prend sa source dans l'annonce que, dans un avenir très bref, la responsabilité des musées classés sera ouverte aux fonctionnaires du cadre territorial. « Ces réformes auront un effet négatif sur l'ensemble de la profession », indique M. François Bergot, conservateur du musée de Rouen et l'un des principaux animateurs du mouvement de protestation.

Pour comprendre les arcanes de ce différend, il faut savoir qu'il y a en France trois sortes de musées. Les musées nationaux, les musées classés et les musées contrôlés. Les premiers, une douzaine de grosses machines, dont le Louvre est le symbole, sont essentiellement parisiens. Ils relèvent directement de la direction des musées de France et sont administrés par des conservateurs, fonctionnaires d'État. Les seconds, grands musées de province (Lille, Lyon, Nantes, Rouen, etc.) sont la propriété des collectivités territoriales (des municipalités d'habitudes), qui en gèrent le budget. Mais ils sont dirigés par des conservateurs du corps national, dépêchés et rémunérés par l'État. Musées nationaux et classés sont au nombre de trente-quatre.

Il y a, enfin, les musées contrôlés, qui sont près d'un millier. On trouve parmi eux des établissements d'initiation purement local, mais aussi des mastodontes comme le musée d'art moderne de Saint-Etienne, le très riche musée Bonnat de Bayonne ou l'important musée Dobrée de Nantes. Tous relèvent des collectivités territoriales. La gestion comme la nomination du conservateur sont le fait, selon les cas, des maires, du conseil général ou du conseil régional. Le recrutement des responsables de ces établissements est particulier. On plutôt l'était.

Les conservateurs des musées nationaux et classés doivent passer un concours très difficile : six ou sept places par an pour deux cents candidats. Ceux des musées contrôlés sont recrutés à la suite d'un examen. Les admissibles sont alors inscrits sur une liste d'aptitude où les maires viendront piocher selon leurs besoins.

Aussi bon nombre d'aspirants conservateurs s'achèvent sur pied en attendant un poste. Bien sûr, il existe des passerelles entre les deux corps. Des réformes récentes ont contribué davantage à combler ce fossé. Aujourd'hui, il existe une Ecole du patrimoine où se retrouvent les futurs conservateurs, les « nationaux » comme les « contrôlés ».

C'est une école d'application où l'on étudie la gestion, l'information, la muséographie, bref toutes choses utiles à la bonne marche d'un musée moderne. De plus, affirmant certains, le niveau du recrutement tend à s'élever : l'examen devient aussi difficile que le concours. Ce point est contesté par M. Bergot qui plaide paradoxalement les intérêts de la province : « Les mesures envisagées ne feront qu'accroître le déséquilibre qui existe entre les musées classés et les musées contrôlés, affirme-t-il. Si l'on n'y prend garde, il y aura un repli de la profession sur les grands établissements nationaux. Et le brassage entre Paris et la Province se fera moins que jamais ».

Pourtant, deux évolutions parallèles semblent condamner le monopole des musées nationaux. D'abord, la logique de la régionalisation peut imposer la gestion d'une partie du patrimoine régional par des agents de l'État. Enfin, si Paris à long terme envoyait ses propres agents gérer les principales collections régionales, où des dépôts de l'État étaient par ailleurs consentis, c'est parce qu'il fallait être sûr de leur compétence. Aujourd'hui, le niveau des conservateurs régionaux est suffisant pour qu'ils puissent prétendre à la gestion des grands musées de province.

Mais la réforme, c'est vrai, a des inconvénients, car elle ne va pas donner pas assez loin. La passerelle qui existe entre les deux corps de fonctionnaires risque d'être supprimée. Le patrimoine géré par les conservateurs nationaux pourrait se retrouver amputé. Il faudra sans doute, à moyen terme, unifier les deux modes de recrutement et fonder les deux corps. Il est indispensable enfin, à très court terme — voir entièrement le classement des musées et doubler, voire tripler, le nombre des établissements classés. Le grand problème à résoudre reste la crainte, rarement formulée, des conservateurs nationaux : celle de dépendre, un jour ou l'autre, d'une collectivité territoriale et non plus du saint des saints : la direction des musées de France.

EMMANUEL DE ROUX

COMMUNICATION

Ancien PDG des Presses de la Cité et du groupe Express

M. Bruno Rohmer crée le groupe Oros

Un nouveau groupe de communication — baptisé Oros Communication — a été créé le 21 novembre, à l'initiative de M. Bruno Rohmer, qui fut notamment PDG des Presses de la Cité et du Groupe Express en 1987-1988.

Le groupe affirme des ambitions européennes et dispose pour son démarrage d'un capital de 200 millions de francs, « somme qui pourra doubler ou tripler selon les opérations à réaliser », précise M. Rohmer. Le capital d'Oros a été souscrit, à hauteur d'environ 10 % chacun, par des investisseurs professionnels comme Archimédia, BGP et BIMF, Astorg (Suez et Crédit lyonnais), Banexi (BNP), holding Saint-Honoré (groupe Edmond de Rothschild), ASA-Midi (filiale des assurances par les actionnaires de l'hebdomadaire. Pour M. Claude Bébéar), le GAN, Euris (fonds d'investissement présidé par M. Jean-Charles Nauri, ancien directeur du cabinet de M. Pierre Bérégovoy), etc. Deux actionnaires européens, la société Telespace, de Gènes et la société financière de

M. Albrecht Graf Matuschka, de Munich, font aussi partie de ce tour de table. « Au cours du premier trimestre 1990, indique M. Rohmer, d'autres sociétés européennes entrèrent dans Oros Communication à la faveur d'une augmentation de capital et totaliseront 20 % des parts ».

Parallèlement par ses actionnaires, l'ancien PDG de l'Express compte maintenant passer à la constitution proprement dite de son groupe de communication. Destinée à aider de petites et moyennes entreprises françaises du secteur de la communication (presse, audiovisuel et communication d'entreprise) à se renforcer sur le marché français ou à s'implanter en Europe, Oros Communication veut leur racheter une part majoritaire de leur capital et leur offrir un appui stratégique, financier et humain.

« Il s'agit de créer des têtes de pont françaises sur le marché européen de la communication », déclare M. Rohmer. Sa propre société, Oros Développement, qui participe au capital d'Oros Communication, s'est chargée depuis six mois de prendre contact avec une quarantaine d'entreprises intéres-

sées par la création de réseaux européens, qui leur permettraient de mettre en commun annonceurs et moyens de formation, et de développer ensemble des produits. Mais Oros Communication a aussi l'intention de créer de nouveaux titres de presse, particulièrement dans le secteur de la presse spécialisée.

Fort de son expérience au sein d'Havas Communication, à la direction générale de Larousse et à la tête des Presses de la Cité et du Groupe l'Express, M. Rohmer envisage l'avenir de son groupe avec sérénité : « Ma mobilité est un atout face aux grands groupes de communication ». Les actionnaires d'Oros Communication lui ont confié un mandat de gestion de cinq ans. D'ici là, M. Rohmer compte inverser le courant qui fait que de nombreuses entreprises de communication françaises sont passées sous le contrôle de groupes étrangers, comme ce fut le cas des Éditions de la presse française, rachetées par le britannique Pearson, et fournir aux sociétés françaises de communication les moyens de leurs ambitions européennes.

YVES-MARIE LABÉ

A Bruxelles

Accord entre la direction et les journalistes du « Soir »

Les journalistes du *Soir* — le premier quotidien francophone de Belgique — ont adopté, mardi 21 novembre, à une très large majorité, le projet de convention négociée avec la direction du groupe Rossel-société editrice du quotidien — visant à assurer l'indépendance du journal. Les journalistes avaient en effet manifesté leur crainte à la suite de la prise de participation de 40 % du capital de Rossel par le groupe Hersant. Yvon Toussaint — directeur-rédacteur en chef du *Soir* avait pour sa part démissionné le 14 novembre (le Monde du 16 novembre). L'accord intervenu entre les journalistes et la direction entérine les principes d'une « co-gestion de l'indépendance et de l'image » du journal. Des mécanismes de consultation et de conciliation seront mis en place, notamment en cas de décisions fondamentales en matière industrielle, commerciale ou financière. Les journalistes auront aussi un droit de regard sur la nomination du rédacteur en chef.

Les résultats du CESP

« L'Alsace » réalise le meilleur taux d'audience de la presse régionale

Le quotidien de Mulhouse, *l'Alsace*, détient le record d'audience de la presse quotidienne régionale, selon les résultats 1988-1989 du Centre d'étude des supports de publicité (CESP) portant sur les zones restreintes de diffusion. « C'est à dire les départements dans lesquels les journaux sont fortement implantés, 275 000 personnes, soit 55 % des plus de quinze ans habitant dans le Haut-Rhin le lisent. Après *l'Alsace*, figurent la *Nouvelle République du Centre-Ouest* (Tours), qui est lue par 819 000 personnes, soit 47,1 % des habitants du Cher, de l'Indre, de l'Indre-et-Loire, du Loir-et-Cher, des Deux-Sèvres et de la Vienne, puis *Ouest-France* (Rennes), lu par 2 153 000 personnes de plus de quinze ans (45,8 %) résidant dans le Calvados, les Côtes-du-Nord, le Finistère, l'Ille-et-Vilaine, etc.

Les bons résultats de ces trois titres régionaux s'expliquent notamment par leur distribution, réalisée en grande partie par portage à domicile. Le *Provençal-Varié* (Marseille), *Sud-Ouest* (Bordeaux) et *la Voix du Nord* (Lille) réalisent aussi des scores de pénétration importants dans leur zone de diffusion (respectivement 37,9 %, 40,8 % et 42,6 %).

Le CESP a également étudié l'audience des groupes de quotidiens régionaux ayant réalisé entre eux des coupages publicitaires. Le score de pénétration le plus important (50,6 % soit 5 675 000 lecteurs) est obtenu par les titres du « Grand Ouest » (*Ouest-France*, *Presse-Océan*, *Sud-Ouest*, *la Montagne*, *la Nouvelle République du Centre-Ouest*, le *Berry républicain*, etc.).

Ebranlé par son OPA manquée sur MGM

Le groupe australien Qintex est en règlement judiciaire

Pour remplacer M. Jacques Duquesne « Le Point » cherche un nouveau PDG

Nommé PDG de l'hebdomadaire *Le Point* en décembre 1985, M. Jacques Duquesne s'est vu confirmé à ce poste au début du mois de novembre par les actionnaires de l'hebdomadaire. Pour M. Duquesne, le PDG du *Point* ne fait pas mystère de sa volonté d'être déchargé de cette fonction afin de se consacrer davantage au journalisme et à l'écriture de livres et de scénarios de téléfilms (l'adaptation d'un de ses romans, *Maria Vandamme*, a réalisé des scores d'audience lors de sa diffusion sur TF 1).

La succession est donc ouverte. Devant l'afflux de candidatures, le cabinet de « chasseurs de tête » Daniel Jouan a été chargé de sélectionner divers profils. Quatre personnalités ont été retenues, qui devront s'occuper de la principale section du titre, M. Nicolas Seydoux (51 % du capital), le directeur de la rédaction, M. Claude Imbert, et M. Duquesne, avant de fêter par les autres actionnaires (Rungis, Franco, *Sud-Ouest*, Éditions mondiales, le *Midi libre* et les fondateurs).

M. Jean Miot, directeur délégué du *Figaro*, un instant en rangs des possibles successeurs de M. Duquesne, semble ne pas avoir reçu l'adhésion de tous les actionnaires. Selon M. Duquesne, le nom du nouveau PDG du *Point*, qui devrait prendre ses fonctions d'ici à juin 1990, sera connu avant la fin de l'année.

Y.-M. L.

BIBLIOGRAPHIE

Un vade-mecum de la production

La multiplicité des supports de diffusion, l'obsolescence rapide des textes législatifs et réglementaires, la multiplicité des financements publics et privés font, aujourd'hui, de l'univers de la production, un véritable labyrinthe. *Droit et financement des productions audiovisuelles*, d'Alain et Jacqueline Duvochel, grandement étudiés des professionnels ou des étudiants en leur offrant, en 200 pages, un vade-mecum pratique, complété par des exemples de contrats-types et de nombreuses adresses.

Les auteurs sont des professionnels du secteur. Administrateur en chef de FR 3 Toulouse, Alain Duvochel a été pendant huit ans chargé des achats de droits et des coproductions de film à TF 1. Jacqueline Duvochel, juriste, est chef du service culture et communication au conseil régional Midi-Pyrénées. Ils avaient déjà publié, en 1987, un premier ouvrage sur les *Financements des productions audiovisuelles*. Ce second livre complète et actualise le premier avec notamment des analyses documentées de ces secteurs encore un peu en friche que sont le parrainage d'émissions, l'audiovisuel d'entreprises, le marché des réseaux câblés et des télévisions locales ou le télé-achat.

► *Droit et financement des productions audiovisuelles*, d'Alain et Jacqueline Duvochel, 190 p., 280 F., édité par AGEMAV (BP 1142 - 31036 Toulouse Cedex).

EN BREF

Les chiffres du minitel rose. — Répondant à M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, qui indiquait aux parlementaires que les messageries roses ne représentaient plus que 7 % du total des appels sur le réseau télématique (le Monde du 17 novembre), la Fédération des familles de France (FFF) souligne que « ces 7 % d'appels représentent, selon les propres chiffres du ministère, 14 millions d'heures de connexion, soit 19 % du trafic total télématique ». La FFF fait remarquer que « toujours selon les chiffres officiels, France-Télécom a rétrogradé en 1988 aux services télématiques la somme de 1 167 millions de francs, dont 504 millions pour les seules messageries roses. Celles-ci représentent donc 43 % du total des recettes du 3615 ».

M. Bernard Miyet n'est pas candidat à la présidence de RFL. — A la suite de l'article sur la succession de M. Henri Tézennas du Montcel à la présidence de Radio-France internationale (le Monde du 22 novembre), M. Bernard Miyet, responsable du programme Euréka audiovisuel, nous a affirmé qu'il n'était pas candidat. M. Miyet siège au conseil d'administration de RFL en tant que représentant du ministère des affaires étrangères.

Une sincérité et une puissance d'émotion exceptionnelles... criant de vérité

Jean-Pierre L'AVOIGNAT

STUDIO

Superman à la cour des Miracles, la magie des « Mystères de Paris », la poésie d'Eugène SUE

Michèle STOUVENOT

Le Journal

Remarquable prestation de Lambert WILSON... un message d'espoir...

Pascal MATHIEU

usd

Un film tonique, vivant... l'émotion va crescendo... Lambert WILSON habité et plein de feu... Robert HIRSCH irrésistible

Ronald GENIN

Télérama

Un HIVER qui fait chaud au cœur

Gilbert PERRIN

LAVIE

HIVER 54

Tabbe Pierre

حزب العمال

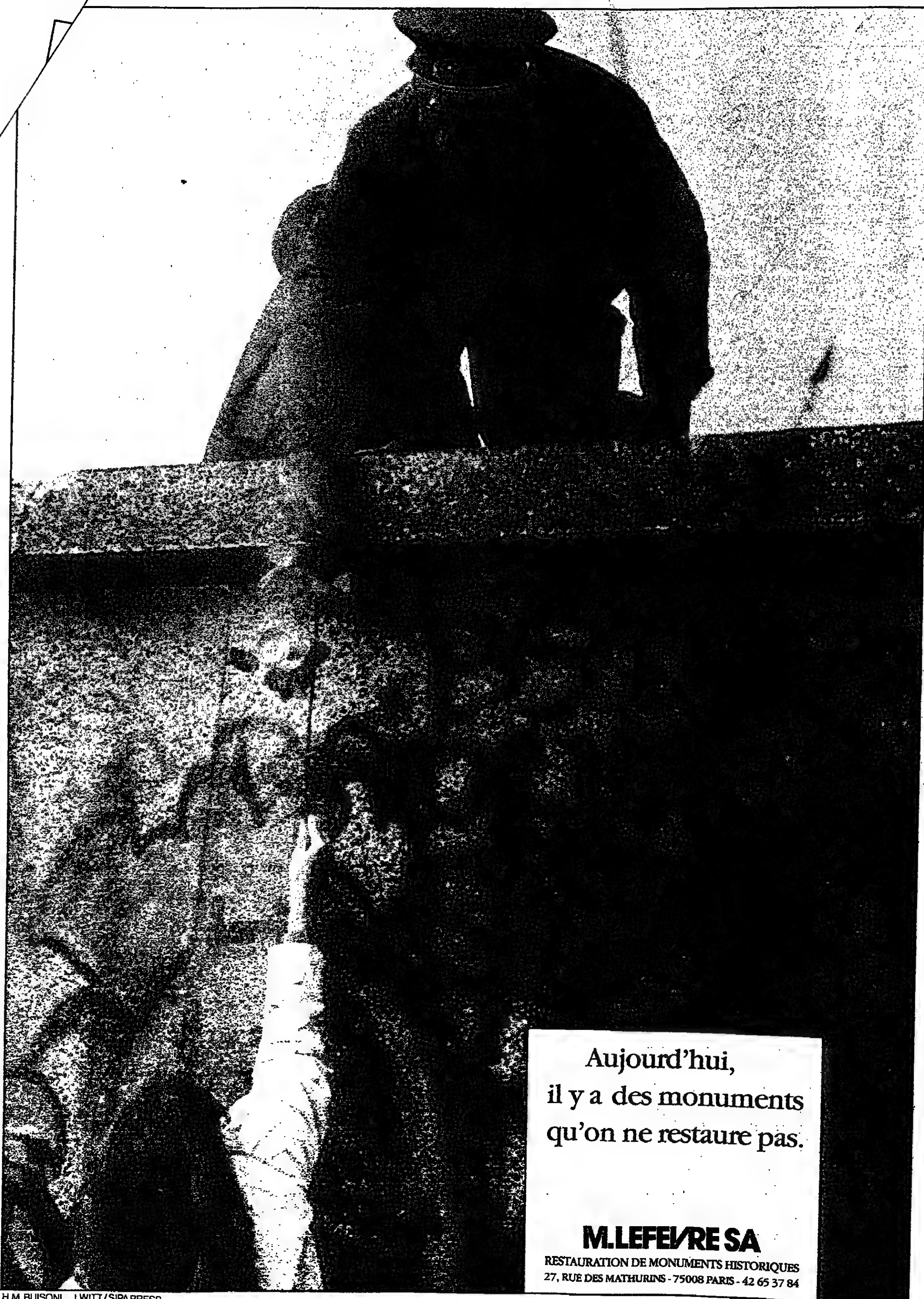
هكذا من الاصل

23 novembre 1989 ...

24 Le Mo

-(Publicité)

VENDREDI 10 NOVEMBRE 18H09



Aujourd'hui,
il y a des monuments
qu'on ne restaure pas.

M. LEFELVRE SA

RESTAURATION DE MONUMENTS HISTORIQUES
27, RUE DES MATHURINS - 75008 PARIS - 42 65 37 84

H.M. BUISONI J.WITT/SIPAPRESS

Le Monde

SECTION C

ARTS • SPECTACLES



Abidjan, 1985.

PATRICK ZACHMANN/MAGNUM

LES QUARANTE ANS DE L'AGENCE MAGNUM

L'image reflet

L'agence Magnum et ses reporters photographes — les plus prestigieux de la profession — fêtent à partir de cette semaine le quarantième anniversaire de leur grande et prestigieuse maison. Il est bon que ce genre de célébration ne donne pas seulement lieu à de légitimes manifestations d'autosatisfaction mais, comme c'est le cas cette fois, réactualise les éternelles questions que pose le métier de « voleur d'images », sans les résoudre jamais.

Un ouvrage de 450 pages, aussi luxueux que l'exige le prestige de l'agence (bureaux à Paris, Londres, New-York, bientôt à Tokyo), délimite en quelques articles de fond et un portfolio de 400 photos — archives au sommet de près d'un demi-siècle — et la noblesse, et les limites, et l'ambiguïté d'une activité

située, dit-on, à égale distance de celles de l'historien et du peintre. Historiens de l'instant, rappelle Fred Ritchin, dans le texte essentiel qui clôt et résume la réflexion — réflexion de fond qui fut et reste pour Magnum sa véritable raison d'exister. La photo enregistre ? C'est vrai. Mais elle occulte simultanément. Le photo exprime en direct la réalité ? Sans doute. Mais comment garantir qu'elle sera correctement interprétée ? La photo mitraille sans trêve, sans même « cligner des yeux » ? Oui, écrit Ritchin, mais « elle enregistre des instants si brefs que les 400 photos de ce livre, qui représentent plus de quarante années de travail, ont probablement été prises en quatre secondes au total — environ une seconde

par décennie »... Quelques chose comme quatre siècles d'opéra réduits sur disque à ses contre-ut !

Ainsi, cette photographie d'actualité, qui devrait tout raconter, procède par omissions généralisées.

Ainsi est-elle bien plus à rapprocher du métier de romancier : Fabrice à Waterloo, dans la *Chartreuse de Parme*, dépassé par le sujet ; regard intéressé dont l'incertitude, les limites, les choix et le « cadrage » reflètent la complicité sentimentale avec l'horreur des faits. (Lire pages 26 et 27.)

ANNE REY

★ Magnum, 50 ans de photographie, Ed. Nathan-image, 448 pages, 495 F.

CINÉMA

28

Les films russes d'avant 1917



Dès la fin du dix-neuvième siècle, Français, Anglais et Américains installent leurs salles de cinéma en Russie. A Moscou, à Leningrad, naissent des vocations : Romashkov, Starevitch, Protozanov et surtout Evgeni Bauer signent de grandes œuvres où s'illustre une star : Vera Khodolnaya. Un mois de découvertes au Musée d'Orsay.

ROCK

33

La Mano Negra à pas de géant



Depuis le début du mois de novembre, le groupe fait saïto comble dans chacune des villes où il se produit. Portrait d'une bande de copains en passe de conquérir les Etats-Unis, mais que le succès n'a pas détournée de son ancien public. Les 25 et 26 novembre, ils passeront à l'Olympia, les 28 et 29, à Nantes. Virgin sort son dernier album dans dix-huit pays. Les années 90 lui appartiennent.

ARCHITECTURE

35

Zanine l'homme de bois



Le bois est le matériau de prédilection de José Zanine Caldas, cet architecte brésilien que l'on peut découvrir, grâce à une exposition — la première en Europe — organisée au Musée des arts décoratifs. Un matériau aisé à travailler, abondant et bon marché dans son pays. Pourtant, ses constructions, extrêmement sophistiquées, ne sont guère destinées aux habitants des favelas.

صكزا من الاجل

هكذا من الامل

PHOTO

LES QUARANTE ANS

Patrick Zachmann, trente-quatre ans,

Quarante ans d'existence, cinquante ans de photos si l'on compte le travail effectué par les quatre fondateurs avant la naissance de l'agence, Robert Capa, Henri Cartier-Bresson, George Rodger, David Seymour : l'agence « coopérative » Magnum et ses trente-six reporters photographes, gratin de la profession, fêtent à partir du 23 novembre un anniversaire qui prendra la forme d'une exposition et qui a déjà donné lieu à l'édition d'un album riche de plus de trois cents photos (lire sélection Arts page 36).

Coopérative vraiment ? Magnum, qui possède des bureaux à Paris, New-York, Londres et en ouvre un, l'an prochain, à Tokyo, est en fait une SARL et plus précisément, comme le rappelle François Hebel, directeur du bureau parisien, un lieu où se pratique « un usage passionnant de l'anarchie ».

Institution unique dans son fonctionnement : cooptation des jeunes journalistes à huis clos par leurs pairs ; « chemin de croix » des impétrants passant, selon la qualité de leurs travaux jugés collectivement, du titre de nominés à celui d'associés, avant de devenir membres à part entière ; meeting annuel ouvert à la discussion collective et, là encore, à la contradiction, Magnum est une démocratie en petit, qui pratique aussi la tolérance sur le terrain essentiel : le libre arbitre professionnel. Chaque photographe de l'agence a le loisir de poursuivre ses recherches sans garantie a priori de débouchés dans la presse ; et passant des mois, des années, sur un sujet hors actualité, il lui arrive d'emmagasiner, avant tout le monde, un reportage que les journaux vont subitement s'arracher.

Cette subaine, Patrick Zachmann, encore au purgatoire puisqu'il est membre associé, est en train d'en profiter avec son travail sur la diaspora chinoise. Si nous lui avons demandé de broser son autoportrait, ce n'est pas pour sauter son intuition, ni même parce que ses photos sont belles (ce qu'elles sont), c'est parce que, dans sa voix, s'entend, nous l'espérons, le ton de liberté qui est la marque d'une institution aussi mal connue que respectée : la maison Magnum.

A. R.



« Un enfant à Paris. C'aurait pu être moi. Juif par le regard, et par la casquette, celle que portaient les enfants du ghetto de Varsovie. » (Extrait de *Enquête d'identité*, éditions Contrejour.)

Autoportrait d'un amnésique guéri

« DEPUIS treize ans que je fais ce métier, j'ai vu beaucoup de photographes passer de la photo à la vidéo, au cinéma, aux arts plastiques, dit Patrick Zachmann. Ils n'étaient pas forcément photographes au sens propre : ils utilisaient la photo comme une étape dans leur itinéraire de création. La photographie a bien des limites. C'est un art moyen, dit-on. Mais ce statut n'est pas réducteur si l'on s'efforce d'utiliser la photo dans sa spécificité et pour sa force.

« L'une des forces de la photo, dont la peinture même est privée, est l'utilisation du flou et de la profondeur de champ. La peinture n'est jamais floue : floue par rapport à quoi ? Or, dans la photo, un premier plan flou, quelque part en bas, à gauche ou à droite, constitue un apport important ; la profondeur de champ force, elle, le « lecteur » à aller chercher quelque chose au fond, quelque chose qui d'emblée

n'est pas évident. Un peintre, un sculpteur, crée à partir d'une vision imaginaire. Le photographe part obligatoirement de la réalité. Sa force est de pouvoir y projeter sa sensibilité, ses obsessions, sensibilité et obsessions qui vont finalement lui composer une personnalité.

« Comment passe-t-on de la photographie amateur, de la photo de famille – en fait, le genre le plus difficile – à un niveau plus professionnel ? On va aux expositions, on se cultive, on se choisit des grands qu'on admire, on essaie de se situer par rapport à eux. A force de cliques, d'échecs, de photos ratées (je suis autodidacte, j'en ai raté beaucoup), on avance par à-coups. Ma façon personnelle de travailler est d'arrêter les prises de vue et de réfléchir. Pas seulement à la réalité que j'ai captée mais à l'image de moi-même que j'ai traduite dans cette réalité. Je ne montre pas

mes images, je vis avec elles, je prends mes distances. Puis je les confronte aux regards extérieurs : le regard des photographes de Magnum. A l'agence, on se montre beaucoup nos photos, on écoute beaucoup les critiques des autres, dont on tient compte ou non. Cette méthode – vérification en commun des certitudes de chacun – me paraît excellente.

« Je n'ai aucune mémoire. Je suis quasiment amnésique, absolument pas physionomiste. C'est peut-être pour cela que je suis devenu photographe. Photographie en noir et blanc. Car le travail en noir et blanc est linéaire : les poses, conservées sur une planche-contact, sont le reflet ininterrompu d'une durée. En revanche, on ne garde des diapositives en couleurs que celles qui sont très bonnes ou satisfaisantes, on jette les autres : on n'accumule que des images isolées de leur contexte, sans suivi dans le temps. Les Américains commencent à travailler sur des négatifs cou-

leurs : grâce au progrès technique, tout cela est en train de changer. Je suis certain, néanmoins, que j'ai choisi le métier de photographe – métier qui, par excellence, intéresse la mémoire – dans le but de compenser l'absence de souvenirs que j'ai gardés de mon passé.

« Est-ce parce que j'ai perdu la mémoire que je suis devenu photographe ? Ou est-ce le contraire ? Je serais incapable de le préciser. Mais une chose est sûre : j'ai ressaisi le fil de ma vie dès l'instant où j'ai commencé à pratiquer la photographie. Avant, j'avais pas mal photographié, j'avais des choses à dire par ce biais. Mais il a fallu que j'entame une psychanalyse, que je décide après quelques mois de l'interrompre et de me prendre en charge moi-même, pour comprendre que c'était pour moi soit l'un, soit l'autre. Cette assimilation de la photographie à l'analyse, peu d'entre nous sont prêts à l'accepter. Narcissisme, disent-ils.

« La perte de mémoire, c'est ma façon de créer. Dès la prise de vue, j'oublie ce que j'ai photographié. Et je pense que j'oublie exprès. Car j'ai un plaisir fou à retrouver les images quand j'édiite mes photos. En revanche, je me souviens parfaitement des photos que je n'ai pas prises ou que je n'ai pas voulu prendre. On ne sait pas trop, à la prise de vue, pourquoi un visage vous attire plus qu'un autre. On constate, après, que ce sont toujours à peu près les mêmes visages qui vous arrêtent, les mêmes lumières, les mêmes climats, les mêmes atmosphères. Sebastiao Salgado n'aimerait peut-être pas autant les contre-jours dramatiques et lyriques s'il n'était brésilien et de caractère passionné. Guy Le Querrec aime, lui, les lumières neutres, les gris, les dégradés. Brassai aime la nuit, les noirs profonds. J'aime moi-même l'obscurité. Mon angoisse, je la traduis par la quête de tout ce qui est relégué dans les coins sombres. Il y a tant de coins sombres dans ma mémoire.

« Certains photographes ont des concepts. Ils s'en servent pour se composer un style ou, plus prosaïquement, pour se démarquer. Moi, je ne suis pas un intellectuel. Je me méfie des concepts. Je travaille à l'intuition, poussé par mes curiosités. Après, longtemps après, je me plonge dans les livres qui se rapportent à mon sujet, c'est ma façon de l'analyser, de le cerner.

« Quand j'ai commencé mon travail sur les Juifs de Paris – travail qui allait s'étendre finalement sur sept ans – je n'avais pas d'intention précise, je savais simplement ce que je ne voulais pas. Je ne voulais plus de



« Mon reportage sur la Mafia, je l'ai écrit, sans le légèrer, à Claude Klotz, qui en est parti pour écrire un roman policier. Sa première phrase, « Il y a toujours eu trop de monde autour de mon berceau », s'inspire de cette photo. Il y a vu deux bandits armés attaquant une paisible famille napolitaine. En fait, les hommes aux gilets pare-balles sont des policiers qui viennent arrêter, chez lui, un jeune mafioso. J'étais entré le premier dans la pièce, pour saisir la scène sur le vif. Une photo, pour être efficace, ne doit pas trop en dire sur la réalité. » (Extrait de *Madonna I*, Editions de l'Etoile.)

PHOTO

D'UNE GRANDE AGENCE

photographe associé à Magnum



« J'avais entrepris un travail sur le désastre chinois quand sont intervenus les événements de Tiananmen. Je devais y être. Prise dans le feu de l'action, cette photo répond néanmoins au genre de composition que j'affectionne : gros plan dans un coin. Et le meurtre... »



« Le Nouvel An chinois à Hongkong : exemple de profondeur de champ. La nuit qui avait précédé cette prise de vue, j'avais fait un cauchemar : je prenais mon fils, Théo, dans mes bras, et on me disait qu'il était malade. Je voyais en effet quelque chose de bizarre dans ses yeux. La veille, j'avais fait des photos dans un camp de réfugiés qui ressemblait à un camp de concentration. »

sique guerri

par ses images

L'image que la plupart des photographes avaient donnée des juifs, Leonard Freed dans son reportage sur les hassidim, par exemple : image de gens pieux, montrant leur différence par une façon de vivre ou de s'habiller liée à leur piété. Je me suis embarqué dans ce sujet au moment où j'étais au plus mal, où j'avais renoncé à la psychanalyse, où je me lançais dans la photographie en free-lance, contre la volonté de ma famille — une famille juive où la notion de diplômes est importante, où le métier de photographe apparaissait donc comme suspect.

• A l'époque, en 1977, j'étais plutôt ganchiste, palestinien. Je suis allé en Israël. Et là-bas, j'ai compris que j'ignorais ce que voulait dire être juif en France. Ma famille m'avait éduqué dans la croyance à l'intégration, à la laïcité, dans l'ignorance totale des traditions et de la religion. Mon grand-père, qui était polonais, avait été déporté par une concierge de Belleville, et avait été déporté ; ma mère venait d'Algérie : séfarade et ashkénaze. Une disparité de culture énorme. Leur point commun, c'était la France. Leur espoir : qu'il n'y ait plus d'étoile jaune.

• Ma judéité, ce sont les autres qui me l'ont révélée, comme cela se passe souvent. J'avais quinze ans, une gueule plutôt typée ; j'ai été pris à partie dans un Prisonic par un antisémite. Cela, je le garde en mémoire, comme un flash indélébile. Je n'avais aucune arme pour me défendre : à mes yeux, je n'étais pas juif. En fait, je l'étais profondément, par la sensibilité et l'éducation. Mais mon père ne m'avait parlé de la guerre que par bribes. Je n'avais peut-être pas voulu entendre ce qu'il avait à me dire. Ce qui est sûr, c'est qu'après sept ans, quand mon travail a été terminé, il a tout raconté en ma présence de façon très claire et j'ai pu affronter cette réalité. Comme j'avais pu, toujours à l'occasion de ce reportage, photographeur ma mère de face et affronter pour la première fois son regard à travers l'objectif.

• Ainsi, j'avais vécu en tant que juif dans le tabou, dans le non-dit, dans la nuit. Pendant tout le temps qu'allait durer mon travail sur les juifs en France, cela a continué : les gens que je photographiais étaient soupçonneux, m'interrogeaient sur mes origines, je disais que mon père était né à Varsovie, et notre dialogue s'arrêtait là. Certains visages de juifs pieux me troublaient, comme s'ils sortaient de mon inconscient. Mais je ne me reconnaissais pas en eux. Je n'arrivais pas, en les photographiant, à visualiser mon identité. Ainsi, très concrètement, j'ai compris qu'on pouvait être juif autrement. Qu'être juif n'est rien d'autre,

comme l'a écrit Jankélévitch, qu'une « différence secrète ». Que la photographie est précisément le moyen de montrer ce secret : on peut être là où on ne se reconnaît pas ; une recherche introspective comme cette *Enquête d'identité* peut s'opérer par la négation, par le refus d'identification au « sujet » que l'on a choisi de photographier.

• Depuis, mes images sont devenues, je crois, beaucoup plus légères, jeunes, optimistes, gaies, d'un style moins classique aussi. Bien sûr, j'ai gardé une attirance — héritée en partie du cinéma — pour les atmosphères de bas-fonds miséreux et je n'ai pas cessé de m'intéresser aux problèmes d'identité. J'ai vécu avec des beurs à Marseille une expérience superbe, j'ai entrepris en Afrique une étude sur le noir et le blanc — sur le noir en particulier, matière que j'adore, avec les gris qu'elle engendre. Après avoir vu beaucoup de films chinois des années 30, films pleins de tripots clandestins et de prostituées misérables battues par des truands, je suis parti en Chine avec des images de cinéma en tête, et avec aussi le souvenir de Brassai.

• Les événements de Pékin, la place Tiananmen, je ne pouvais pas les manquer ; je n'ai compris qu'après leur issue tragique qu'ils s'intégraient à mon travail antérieur sur les Chinois et sur l'émigration clandestine en Chine : l'oppression me concerne ; ma passion pour les gens, pour la psychologie humaine, reste inchangée. Mon amour du noir et blanc n'a pas faibli : je continue à penser que la couleur distrait et que le noir et blanc constitue le meilleur raccourci vers l'émotion. Simplement, mes angoisses et mes fascinations s'intègrent davantage, désormais, à des recherches plus strictement « photographiques » sur la lumière et l'ambiance. Avoir appris, par la photographie, ce qui me liait à un peuple et à une famille m'a indéniablement libéré d'un poids énorme. Ma mémoire reste toujours défaillante mais ça n'a plus la même importance : la mémoire, d'une certaine façon, je l'ai retrouvée.

• Tout cela peut apparaître bien personnel, bien intime, pour un photographe — associé — d'une agence de presse. Mais à Magnum, loin de vous en dissuader, on vous encourage à ces recherches, on prend en compte la singularité, voire les obsessions, de chaque photographe. C'est évidemment la meilleure façon de travailler. »

Propos recueillis par ANNE REY



« Le quartier de Coonloon City à Hongkong, en 1967. Mon goût, hérité du cinéma, des atmosphères troubles, des coins sombres, des tripots. Et le flou, sur lequel je travaille de plus en plus : ou, plutôt, sur les différents plans de netteté. Il n'y a pas de flou en peinture : flou par rapport à quoi ? »

هكذا من الاجل

حکذا من الاصل

CINÉMA

DÉCOUVERTE DE LA PRODUCTION RUSSSE D'AVANT LA RÉVOLUTION

Merveilles d'un « art bourgeois décadent »

La beauté, la singularité du cinéma russe d'avant la révolution de 1917, ont été occultées. Parce qu'elles ne répondaient pas aux mots d'ordre idéologiques des soviets. Mais aussi parce que les meilleurs esprits de l'époque n'ont pas su en déceler les merveilles. Un cycle leur est consacré à l'auditorium du Musée d'Orsay. Bien des convictions y seront pulvérisées.

« Un monde sans couleur, sans son... Une image grise, l'ombre d'une mauvaise gravure... Des gens condamnés à un perpétuel silence, cruellement punis par la privation de toutes les couleurs de la vie... Une vie au rabais... C'est terrible à voir... cette création grotesque... Cela fait défailir le cœur... »

C'est le cinéma, décrit par Maxime Gorki en juillet 1896 : il vient de voir, à la Foire de Nijni-Novgorod, le film des frères Lumière *Arrivée du train en gare de La Ciotat*.

En vérité, l'article de Gorki n'est pas de bonne foi. Gorki a une réaction de défense. Ce n'est pas simple : il prend le parti à la fois de la morale simple et honnête, et de l'économie de son pays.

Car, à la Foire de Novgorod, les films français des frères Lumière sont projetés dans un cafon, un peu « maison close » aussi, propriété d'un Français, Charles Aumont. « Pourquoi cette invention commence-t-elle par accroître la fortune d'un Charles Aumont ? », demande Gorki, qui, devant un autre film du programme, *La Sortie des usines Lumière*, dit : « Une foule d'ouvrières quitte l'usine. Cela est incongru chez Aumont. Pourquoi rappeler ici une vie travailleuse et propre ? Ces images susciteront-elles un pincement au cœur des femmes victimes qui vendent ici leurs baisers ? ».

Gorki, comme la plupart des intellectuels russes, a eu d'abord un réflexe de refus devant le cinéma. Mais le grand public, lui, est conquis. C'est le 28 décembre 1895 que la première publique du Cinématographe Lumière a eu lieu, en France, dans le sous-sol du Grand Café, à Paris. Or, dès le mois de mai 1896, une salle française, des Lumières, est ouverte perspective Nevski, à Leningrad ; une salle anglaise, l'Animatographie, est en exploitation au Théâtre du Zoo ; et une salle américaine, le Kinetophone, au Théâtre de l'Ermitage, celle-là à Moscou.

Bien sûr, parmi les spectateurs russes de ces images tournées par des gens d'ailleurs, naquirent très vite des envies, des vocations. Amateurs, pionniers, se procurèrent des appareils de prises de vues, de la pellicule : des bandes d'actualités signées Fedetski, Matusevski, ou Kobsov furent projetées tant bien que mal. Mais l'Alliance franco-russe allait confirmer l'emprise de l'industrie française : Pathé et Gaumont, à partir de 1904, se partagèrent la distribution et l'exploitation du cinéma en Russie.



Le plus grand réalisateur du premier cinéma russe, Evgueni Bauer, signe en 1914 une œuvre marquante, *L'Enfant de la grande ville*.

La naissance d'un cinéma russe date du mois de novembre 1907. Une annonce parut, le même jour, dans plusieurs quotidiens : « Pour la première fois en Russie - Studio cinématographique - Directeur Alexandre Drankov, photographe officiel de la Douma - Fabrication de films pour théâtres cinématographiques - Sur commande des films peuvent être réalisés dans toute ville. »

Dès février 1908, les productions Drankov prenaient le relais de Lumière, Pathé, Gaumont, en projetant dix-sept bandes documentaires, dont *Arrivée du président Fallières en vue de sa visite à notre empereur*, *Figures artistiques du célèbre patineur Panine à Saint-Petersbourg*, ou *le Marché des mendiants à Moscou*.

Enfin, le 15 octobre 1908, sortait le premier « long métrage d'art » du cinéma russe, produit par Drankov, tourné par Vladimir Romashkov : *Stenka Razine*, histoire d'un héros légendaire, brigand du dix-septième siècle.

A partir de *Stenka Razine*, plusieurs talents singuliers vont apparaître, et même un art de l'image va s'affirmer avant que les cinémas français, allemand, américain, en aient pris conscience, mais, aussitôt né, cet art cinématographique russe d'avant la Révolution va être stoppé, va être enterré, volontairement oublié.

C'est, d'une part, que les œuvres de ce cinéma ne vont atteindre leur vraie dimension que dans les années 1915, 1916, 1917, pendant les années de guerre, juste avant Octobre. Or les hommes de la Révolution ne voudront reconnaître que le cinéma

soviétique, Poudovkine, Eisenstein, Vertov... Tout ce qui a été tourné avant Octobre sera considéré comme de l'« art bourgeois, décadent », inavouable. Ces films seront tenus au secret, dans les réserves des archives d'Etat. Ils ne sortent qu'aujourd'hui. Il faut noter que cette attitude des autorités soviétiques sera reprise par l'ensemble des critiques et historiens de l'Ouest, qui auront tendance à sous-estimer le cinéma russe d'avant 1917.

C'est, d'autre part, que trois des plus grands artistes du premier cinéma russe vont s'effacer d'eux-mêmes. Le plus fort, Evgueni Bauer, meurt accidentellement en 1917. Les deux autres têtes de liste, Ladislav Starevitch et Jacob Protazanov, choisirent l'émigration (Starevitch resta en France et Protazanov retourna à Moscou plus tard).

Pour les cinéphilos et tous les amateurs ou professionnels que concerne le cinéma, c'est donc un événement considérable que cette présentation, au Musée d'Orsay, de quarante-huit films du cinéma russe d'avant Vertov et Poudovkine.

Pour ne citer que les trois à qui nous venons de nommer, le public verra les films de Starevitch, qui était, d'abord, un spécialiste de la naturalisation des insectes. Puis l'idée lui vint de filmer ces vrais insectes en les animant comme des marionnettes, dans des films à « scénarios humains ». La maîtrise de l'animation est parfaite, et dans des décors ou des extérieurs d'aspect réel, le couple d'un gros scarabée noir, ventru, scrouneugneu, et d'une fragile libellule, perdu dans des amours coupables, est sans doute plus « expressif » que le couple de deux acteurs habitués.

Les films de Protazanov, d'une facture classique, se distinguent par une clarté, une énergie, de la conduite du récit. Mais le vrai grand artiste de ce premier cinéma est Evgueni Bauer, qui était à l'origine décorateur de théâtre. Bauer est l'un des plus grands cinéastes de l'histoire. Il s'est fait bien sûr secouer par des acteurs exceptionnels, comme Ivan Mosjoukine et surtout Vera Kholodnaja, mais c'est lui qui les découvrit, et qui les dirigea. Bauer avait le génie de l'équilibre des valeurs des noirs, des blancs, des différents gris, il a été le véritable inventeur de la « beauté de l'image » du cinéma, si l'on peut dire, il avait le génie aussi de l'emploi du minimum des éléments de l'image. Le génie du cadrage, du montage. Et, plus que tout peut-être, de la poésie des lumières.

Mais il savait aussi, par un art indiscernable, filmer le secret des données de la conscience. Par exemple, dans l'un des films projetés à Orsay, *Les Enfants du siècle*, une jeune femme qui vient de quitter définitivement son mari arrive, avec peu de bagages, chez son nouveau compagnon, plus fortuné. C'est joué par Kholodnaja. C'est sublime : l'actrice a un jeu très réservé, elle est cadrée d'assez loin, mais Bauer fait en sorte que toute une infinité de sentiments et de pensées, qui traversent la jeune femme, de l'espérance à l'inquiétude en passant par la culpabilité, le doute, la joie, la douleur, la fatigue, soient perceptibles. Chaque plan d'Evgueni Bauer est d'une charge affective et spirituelle rare. C'est très beau. Les Soviétiques allaient occulter Bauer, enterrant ses films, disant qu'il avait été un cinéaste maladif. La présentation de son œuvre va être une révélation.

MICHEL COURNOT



Découverte par Bauer, Vera Kholodnaja est considérée, aujourd'hui encore, comme une actrice exceptionnelle.

Une armée de pionniers à Orsay

CYCLE EVGUENI BAUER

- 26 novembre, à 15 heures : *A la recherche du bonheur* (1917) et *Une vie pour une autre* (1918).

- 3 décembre, à 15 heures : *Les Enfants du siècle* (1915) et *Après la mort* (1916).

- 12 décembre, à 12 h 15 : *la Mort du cygne* (1916) et *Nelly Raintseva* (1916).

- 14 décembre, à 15 heures : *les Ténèbres de l'âme féminine* (1913) et *Témoins muets* (1914).

CYCLE YAKOV PROTASANOV

- 10 décembre, à 15 heures : *la Dame de pique* (1916), *la Servante Jenny* (1918).

- 16 décembre, à 15 heures : *Satan triomphant* (1917) et *la Petite Ely* (1918).

CYCLE LADISLAS STAREWITCH

- 30 novembre, à 19 h 30 : *Scènes amusantes de la vie des insectes* (1912), *la Vengeance de l'opérateur* (1912), *la Cigale et la Fourmi* (1913) et *la Nuit de Noël* (1913).

LES COMIQUES RUSSES (1 h 15)

- 28 novembre, à 12 h 15 : *Romance avec contrebande*, de K. Hansen (1911) ; *l'Opérateur chauve*, de Reinols (1916) ; *Antocha trahi par un corset*, de E. Poukhalski (1916) et *Attentat contre le gouverneur*, de Khanjonkov (1917).

L'HISTOIRE DE LA RUSSIE (2 heures)

- 30 novembre, à 14 h 30 : 300 ans de la dynastie Romanov, d'A. Ouralski et M. Larine (1913) ; *Princesse Tarakanova*, de K. Hansen et A. Maître (1910).

LES PIONNIERS DU CINÉMA RUSSSE (2 heures)

- 2 décembre, à 15 heures : *Roussalka* (1910) et *les Frères bandits* (1912), de V. Goncharov et *le Conte du pêcheur et du poisson*, de K. Hansen (1911) ; *le Beau-père*, d'A. Ivanov-Gai (1912).

CINÉMA ET LITTÉRATURE (1 h 25)

- 7 décembre, à 14 h 30 : *Lev Tolstoï* (documentaire, 1910) ; *Vie et mort de Pouchkine*, de V. Goncharov (1910) et *le Maître de poste*, d'A. Ivanovskii (1918).

FILMS JURÉS (1 h 20)

- 7 décembre, à 19 h 30 : *le Jour du mariage*, de E. Slavinski (1912) ; *le Malheur de Sarah*, d'A. Arkatov (1913) et *Nous ne sommes pas coupables du sang versé*, de M. Bontch-Tomachevski (1917).

RÊVES ET ORIENT (1 h 50)

- 9 décembre, à 15 heures : *Rêves éveillés*, d'E. Bauer (1915) et *Azade*, d'I. Solter (1918).

ROMANCE (1 h 25)

- 17 décembre, à 15 heures : *Tais-toi, ma tristesse, tais-toi...*, de P. Tchardynine et C. Sebinski (1918) ; *l'Hôtel*, d'A. Maître et K. Hansen (1910).

PREMIERS ET... DERNIERS FILMS (1 h 50)

- 19 décembre, à 12 h 15 : *le Bal du Seigneur*, de V. Tourjanski (1918) ; *la Demoiselle et le Voyou*, de V. Malakovski (1918) et *le Projet de l'ingénieur Prine*, de L. Koucholov (1917-1918).

* Auditorium du Musée d'Orsay. Tél. : 40-48-40-49.

CINÉMA

« UN MONDE SANS PITIÉ » D'ERIC ROCHANT

Les glandeurs et la bosseuse

Une histoire de jeunesse. D'un côté les jeunes qui bossent, de l'autre ceux qui glandent. Ni riches ni pauvres, ni héros ni victimes, ils vivent aujourd'hui et ressemblent de façon troublante à leurs parents et grands-parents. On pourrait remonter jusqu'à Musset et bien avant : c'est le premier long métrage d'Eric Rochant, *Un monde sans pitié*.

DEUX frères vivent ensemble, rive gauche, dans ce qui ressemble à des chambres de bonne vaguement transformées en appart sur cour. Tout est vague, chez eux, tout est flou. Ils vivent de petites combines, dont le trafic d'herbe au lycée et le poker bluffeur. Tout est bluff chez eux, jusqu'au jour où Hippo, l'aîné, « tombe » littéralement amoureux d'une étudiante qui habite un vrai appartement dans une rue bourgeoise de la rive droite. C'est à ce moment que commence le premier long métrage d'Eric Rochant, *Un monde sans pitié*, présenté par la Semaine de la critique à la dernière Biennale de Venise (le Monde du 22 septembre). Une révélation, disait-on. Le film a été sélectionné pour le Festival du cinéma français de Saratoga.

Un monde sans pitié, le titre pourrait faire croire à une histoire dure, avec des adolescents meurtris, qui se cognent partout, qui souffrent mort et passion. Mais les héros d'Eric Rochant sont loin de toute révolte, et s'ils parviennent de temps en temps à souffrir, ils sont trop complaisants envers eux-mêmes pour être capables de passions. Ce titre, mieux vaut le prendre avec la distance d'humour, la légèreté nonchalante qui font le charme du film.

Donc Hippo le glandeur (Hippolyte Girardot) tombe amoureux de Nathalie la bosseuse (Mireille Perrier). Elle le fait marcher, il court. Elle aime, mais a d'autres intérêts dans la vie : en particulier son travail. Lui ne s'intéresse qu'à elle, avec une disponibilité étouffante. Etouffante pour elle comme pour lui qui, sans s'en rendre compte, recrée des routines pour s'empêcher de sombrer. Il vit hors du temps, refuse toute contrainte, s'enferme, se protège dans l'appart cafonilleux qu'il partage avec son petit frère (Jean-Marie Rollin) et toute une bande. Des gens qui, comme lui, prolongent leur enfance dans des jeux d'adultes, et s'effondrent au moindre accroc. « Je ne vais pas aller en prison », pleurniche le petit frère, surveillé par les flics parce que, comme un con, il a ajouté la coke à son trafic.

« Mais non, command, c'est pas nous les bandits », le rassure Hippo. Phrase leitmotiv de son désarroi. Il ne veut pas devenir un « bandit ». Il a mal quand Mireille Perrier le traite de parasite, quand ses parents lui reprochent d'avoir entraîné le petit frère sur la mauvaise pente. Des parents dépassés, naturellement, complètement à côté de la question. Les seuls que montre Eric Rochant, d'ailleurs mal à l'aise avec eux, comme avec le milieu des bosseurs autour de Mireille Perrier. Ses glandeurs sont tout aussi schématiques, mais plus vivants. C'est à eux, c'est à Hippo qu'il s'identifie et demande aux spectateurs de s'identifier.

Un monde sans pitié appartient à ce cinéma autobiographique où le réalisateur raconte son rapport aux autres et rien d'autre. Eric Rochant est un enfant de la nouvelle vague, moins maniériste que Carax. Un « classique », proche de Jacques Becker — on pense parfois à *Rendez-vous de juillet*, à *Rue de l'Estrapade* — ou de Rohmer, surtout pour la façon impeccable jusqu'à la sécheresse de mener le récit des va-et-vient sentimentaux. Il frôle la misère sans y tomber.

Le grand-père d'Eric Rochant pourrait être Musset, décidément bien à la mode ces temps-ci, et *Un monde sans pitié* une paraphrase des *Caprices de Marianne*. Moins le drame, car Musset Celio, l'amoureux transi au cœur pur. Ici, tout le monde a le cœur pur mais vide, et les filles qui y croient se trouvent un beau jour larguées par défaut. Les garçons ne rompent pas, ils fuient.

Eric Rochant est un romantique qui refuse l'habit noir de l'enfant du siècle et traite ses angoisses en les



Des personnages au cœur pur mais vide (Mireille Perrier, Hippolyte Girardot).

collant sur des personnages attendrissants. Il construit son film sur Hippolyte Girardot, compte sur son charme, et il a raison. Hippo commence à se défaire, mais garde encore ses joues d'enfance, son joli sourire, un regard confiant. Il peut exaspérer, mais il est tellement irresponsable qu'on a du mal à lui en vouloir. Son vocabulaire est délibérément limité, il s'exprime surtout dans les intonations avec lesquelles, entre deux mots, il jette : « Putain, quoi, con, fais pas chier », etc.

Pourtant, les dialogues ne sont pas directement ceux du quotidien. Ils sont calqués et retravaillés, parlés avec une certaine distance. Eric Rochant fait jouer ses comédiens juste un peu à côté (c'est l'école Rohmer), comme des amateurs à qui on fait relire des phrases qu'ils ont dites eux-mêmes. Il filme ses personnages avec une merveilleuse tendresse, les poursuit, traque leur fragilité dans des tranches de décor, des bouts de rues et d'intérieurs qui suffisent à faire imaginer le reste. Il s'est enfoncé dans Paris. La nuit, le ciel est habité par le Panthéon, ombre fantomatique, et par la tour Eiffel, dentelle de lumière. A la seconde où elle s'éteint, Hippo joue à cligner des doigts comme s'il était Dieu. Pour séduire Nathalie, il lui tient un grand discours poétique et puis se moque, l'embrasse, dit qu'il déteste la poésie, et elle fond, se laisse prendre au charme. Eric Rochant fait comme lui et le public comme elle.

COLETTE GODARD

* Voir la liste des salles page suivante.

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

Chambre à part

de Jacky Cukier, avec Michel Blanc, Jacques Durraco, Lio, Françoise Barbot, Englebert Humpferdink, Catherine Frit, François (1 h 33).

Seize, mensonges et quiproquos entre un couple pantoufflard et un couple beaucoup plus fantasiste. Moins d'auteur et plus à la française.

Rex, 2^e (42-36-83-83) ; Ciné Beaubourg, handicapés, 3^e (42-71-62-36) ; U.G.C. Danton, 8^e (42-25-10-30) ; U.G.C. Montparnasse, 8^e (45-74-94-54) ; Saint-Lazare-Panquieu, 8^e (43-87-36-43) ; U.G.C. Champs-Élysées, handicapés, 8^e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, handicapés, 3^e (47-42-56-31) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-58) ; U.G.C. Gobelins, handicapés, 13^e (43-38-23-44) ; Mistrail, 14^e (45-39-52-43) ; U.G.C. Convention, 15^e (45-74-93-40) ; Images, 19^e (45-22-47-94).

Les Enfants du désordre

de Yannick Besson, avec Emmanuelle Béart, Robert Hossein, Patrick Catalifo, Mona Bausson, Pierre Séguez, Thierry Micoux, François (1 h 37).

Emmanuelle Béart, droguée et délinquante, travaille avec le Théâtre du Fil — dirigé pour cette occasion par Robert Hossein — qui se consacre à la réinsertion des adolescents à problèmes. La sienne connaît des hauts et des bas.

Rex, 2^e (42-36-83-83) ; Ciné Beaubourg, handicapés, 3^e (42-71-62-36) ; 14 Juillet Odéon, 8^e (43-25-93-83) ; U.G.C. Biarritz, 8^e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 8^e (47-42-56-31) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 11^e (43-67-90-81) ; Les Mitrail, 12^e (43-43-04-67) ; U.G.C. Gobelins, 13^e (43-38-23-44) ; Mistrail, 14^e (45-39-52-43) ; Pathé

Montparnasse, 14^e (43-25-12-06) ; Sept Parousians, 14^e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 19^e (45-22-46-01).

La Femme de Rose Hill

d'Alain Tanner, avec Marie Gayde, Jean-Philippe Esoffry, Denise Péron, Roger Jendly, Louisa Guerschikov, André Stalger, Franco Masetti (1 h 36).

On a beaucoup parlé il y a quelque temps des mariages par petites annonces entre les hommes sans femmes des campagnes perdues et les beautés d'outre-mer, désireuses de s'installer en métropole. L'adaptation est difficile.

Gaumont Les Halles, handicapés, 1^{er} (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2^e (47-42-90-33) ; Les Trois Luxembourgs, 8^e (46-33-97-77) ; Publicis Champs-Élysées, 8^e (47-20-76-23) ; Biannade Montparnasse, 15^e (45-44-25-02).

Le Marquis d'Esquilache

de Josefina Molina, avec Fernando Fernán Gómez, J.-L. Lopez Vazquez, Angela Molina, Angel de Andres, Concha Velasco, Adolfo Marsillach, Espagnol (1 h 45).

Au XVIII^e siècle en Espagne, le marquis d'Esquilache, ministre des finances, et qui a, par mégarde, proposé au roi un plan de redressement, est chargé de le faire appliquer. Quelqu'un de très proche fomenta une émeute. (Voir notre photo légendée page suivante.)

VO : Latine, 4^e (42-79-47-88) ; Publicis Saint-Germain, Dolby, 8^e (42-22-72-30) ; Gaumont Montparnasse, 14^e (43-38-30-40).

GRAND ÉCRAN D'INTERPRÉTATION — BIARRITZ 1989 —

JULIE DELPY
JUAN DIEGO

LA NUIT OBSCURE

UN FILM DE CARLOS SAURA

D'APRÈS L'ŒUVRE DE ST. JEAN DE LA CROIX

UNE CO-PRODUCTION EN COOPÉRATION D'IMAGES
PARIS - MÉTROAMERICA - MARIP. Producteur
SAUR. FRANÇOIS GÉRÉ. Distribue par SAC FILMS

Café de la Plage
LES BLUE'S BELL BOYS
Street Jazz Band
LES DIMANCHES
5, 12, 19 et 26 novembre
1989 19h30
59, rue de Charonne Paris 77

12^e FESTIVAL D'ART SACRÉ
DE LA VILLE DE PARIS
6 OCTOBRE - 24 DÉCEMBRE
12 concerts - 3 offices 3 auditions d'orgue. Envoi gratuit du programme détaillé sur demande.
Renseignements : 42-77-19-90 ou 3615 MUSIK et 3615 BILLETTEL

حکایت من الاجل

هكذا من الراحل

CINÉMA

Mes quarante premières années
de Carlo Vizzini,
avec Carol Alt,
Sylvia Kristel,
Jean Rochefort,
Pierre Cosma,
Maurice Venturiello,
Capucine,
Italie (1 h 30).
Distribution internationale
pour vingt ans dans la vie
d'une bourgeoise italienne,
de 1960 à 1980. Toute une
époque, traitée en comédie.
VF : La Nouvelle Mandoline, 9
(42-70-72-85).

La Nuit obscure
de Carlos Saura,
avec Jean Reno,
Julio Drey,
Fernando Guillen,
Manuel de Sosa,
Fanny Ardant,
Adolfo Casas,
Espagne (1 h 33).
Hais clos dans une cellule,
souvenirs, fantasmes, illumina-
tion : one-man-show sur le
poème de saint-Jean de la
Croix.
VO : Forum Orient Express,
handicapés, 1^{er} (42-33-
37-57-47) ; George V, 8^e (45-
62-41-46) ; Sept Paroisses,
14^e (43-20-32-20).

La Révolution française : les Années terribles
de Richard Haffner,
avec Klaus Maria Brandauer,
Jens Stenar,
François Chazel,
Jean-François Balmer,
Andréa Sawary,
Bianca Biehl,
France (2 h 44).
Après les Années lumière,
voici la suite de la grande
 fresque historique destinée à
l'éducation des foules. Un
métrier en scène américain
a remplacé Robert Enrico.
Forum Horizon, handicapés,
1^{er} (45-08-57-57) ; 14 Juillet
Odéon, 6^e (43-25-59-53) ;
Bruguas, 14^e (42-22-57-57) ;
Gaumont Ambassade, handi-

capés, dolly, 8^e (45-59-
79-08) ; George V, 8^e (45-62-
41-46) ; Poché Francis,
14^e (47-70-52-58) ; U.G.C. Lyon
Bastille, 12^e (43-43-01-50) ;
Fauvette Bis, 13^e (43-31-
60-74) ; Gaumont Alcala, 14^e
(43-27-84-50) ; Poché Mont-
parnasse, 14^e (43-20-12-06) ;
14 Juillet Bourgogne, 15^e
(45-75-79-79) ; Gaumont
Convention, handicapés, 15^e
(45-23-42-27) ; Poché Wapler,
dolly, 19^e (45-22-48-01) ; La
Cambette, THX, dolly, 20^e
(46-36-10-86).

Un monde sans pitié
d'Eric Rohmer,
avec Hippolyte Girardot,
Mireille Perrier,
Yvan Attal,
Jean-Marie Rollin,
Cécile Maun,
Aline Scail,
France (1 h 24).
Lire l'article p. 29.

Ciné Beaubourg, handicapés,
3^e (42-71-52-36) ; U.G.C.
Montparnasse, 6^e (45-74-
94-84) ; U.G.C. Odéon, 8^e (42-
23-10-50) ; U.G.C. Barrière, 8^e
(45-62-20-40) ; U.G.C. Opéra,
9^e (45-74-85-40) ; 14 Juillet
Bastille, 11^e (43-57-80-51) ;
U.G.C. Lyon Bastille, 12^e (43-
43-01-59) ; U.G.C. Guisance,
13^e (43-36-23-44) ; Miroir,
handicapés, 14^e (45-39-
52-43) ; U.G.C. Convention,
15^e (45-74-93-86).

Winter People
de Ted Demme,
avec Kurt Russell,
Kelly McGillis,
Lloyd Bridges,
Mitchell Ryan,
Amérique (1 h 50).
L'arrivée d'un étranger
réactive la haine entre deux
familles, dans les Appala-
ches, pendant la Grande
Dépression.
VO : Forum Horizon, handi-
capés, 1^{er} (45-08-57-57) ;
Poché Hautefeuille, 8^e (46-33-
79-38) ; George V, 8^e (45-62-
41-46) ; Sept Paroisses, 14^e
(43-20-32-20).
VF : Poché Impérial, 2^e (47-42-
72-52).

Les Baisers de secours
de Philippe Garrel,
avec Brigitte Sy,
Philippe Garrel,
Louis Garrel,
Andréa,
Maurice Garrel,
Yvette Eblé,
France (1 h 23).
Vie et rêves de Philippe
Garrel, l'un des seuls poètes
du cinéma français.
L'Entreprise, 14^e (45-43-
41-83).

Le Coisiner, le volonte, sa femme et son cimetière
de Peter Greenaway,
avec Richard Roxburgh,
Michael Gambon,
Helen Mirren,
Alan Howard,
Tim Roth,
Clare Hodge,
France-Britannique (2 h).
Les cercles de l'enfer, siège
de l'insolite, de l'impu-

des hauts fonds de l'Océan.
Etrange, oppressant, magni-
fique.
VO : Forum Orient Express,
handicapés, 1^{er} (42-33-
42-26) ; U.G.C. Normandie,
dolly, 8^e (45-63-16-16) ; Sept
Paroisses, 14^e (43-20-
32-20).

Abyss
de James Cameron,
avec Ed Harris,
Mary Elizabeth Mastrantonio,
Michael Biehl,
Don Sutherland,
Todd Graff,
John Deedford Lloyd,
Amérique (2 h 15).
Des techniciens rationnels
perdus dans la mythologie



Alice
de Jan Svankmajer,
avec Kristyna Kohoutova,
Tchécoslovaquie-Suisse-
Allemagne-Grande-Bretagne
(1 h 24).
Parcours d'Alice en un
bizarre « pays des mer-
veilles » terrifiant autant
que splendide, misérable
autant que mystérieux. Tout
ce qui fait l'enfance est là.
VF : Forum Orient Express, 1^{er}
(42-33-42-26).

Le Dernier Chemin de Weller
de Christian Wagner,
avec Rolf Ege,
Herbert Knaus,
Cécile Maun,
Sylvie Caucou,
Allemagne (1 h 40).
Un cheminot retraité se pro-
mène le long d'une voie
désaffectée, sur laquelle il a
travaillé toute sa vie active.
Il se souvient et se foud dans
le brouillard. Boulevardier.
VO : Saint-André-des-Arts 2,
8^e (43-28-80-25) ; La Triom-
phante, handicapés, 8^e (45-62-
45-78).

Pages arrachées de livre de Saram
de Carl Th. Dreyer,
avec Richard Hall,
Hilmarsson Helmarsson,
Tanya Kraft-Fredriksson,
Carin Weich,
Danemark, noir et blanc (1 h 48).
Un inédit du jeune Dreyer,
où se dessine tout ce qui va

faire son œuvre, mystique,
lyrique, expressionnisme
littéraire.
14 Juillet Parnasse, 8^e (43-28-
58-00).

Pièce noire
de Shôhei Imamura,
avec Yoshiko Tanaka,
Kazuo Kitamura,
Etsuko Ichihara,
Shôichi Osumi,
Norihiko Miki,
Hajime Hara,
Japon (2 h 03).
Les paysans japonais fuient
une apocalypse qu'ils ne
comprennent pas : la bombe
sur Hiroshima, se réfugièrent
dans un village, attendant
capotant malgré tout vivre
et survivre, sans réponse à
leur question : pourquoi
Hiroshima ?

Quand Harry rencontre Sally
de Rob Reiner,
avec Billy Crystal,
Meg Ryan,
Carrie Fisher,
Bruce Kirby,
Amérique (1 h 40).
Sur quinze ans, Harry et
Sally se rencontrent à plu-
sieurs reprises, se détestent,
deviennent amis, puis
amants. La comédie tradi-
tionnelle remise au goût du
jour. Avec une scène qui a
servi à la promotion sur les
différentes chaînes et qui
fait toujours rire : Sally
simulant un orgasme en
plein restaurant.
VO : Gaumont Les Halles,
dolly, 1^{er} (40-26-12-12) ; Gaumont
Opéra, dolly, 2^e (47-42-
60-33) ; 14 Juillet Odéon,
dolly, 8^e (43-25-59-53) ; La
Paysanne, 7^e (47-05-12-15) ;
Gaumont Convention, handi-
capés, dolly, 8^e (43-27-84-50) ;
14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-
80-51) ; Gaumont Parnasse,
dolly, 14^e (43-36-30-40) ; 14
Juillet Bourgogne, dolly,

15^e (45-75-79-79) ; U.G.C.
Mallot, 17^e (47-48-05-05).
VF : Rex, 2^e (42-35-53-53) ;
Gaumont Ambassade, dolly,
8^e (43-59-19-08) ; Saint-
André-des-Arts, handicapés,
dolly, 8^e (43-27-84-50) ;
Poché Francis, 14^e (43-27-84-50) ;
14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-
80-51) ; Les Halles, dolly,
12^e (43-43-04-67) ; Fawcett,
13^e (43-31-55-55) ; Gaumont
Alcala, 14^e (43-27-84-50) ;
Poché Montparnasse, dolly,
14^e (43-20-12-06) ; Gaumont
Convention, dolly, 15^e (45-
23-42-27) ; Poché Wapler, 15^e
(45-22-48-01).

Le Temps des Gitans
d'Enzo G. Castellari,
avec David Dujovne,
Bora Todorovic,
Ljiljana Adzovic,
Hristina Hadzovic,
Svetlana Trifunovic,
Zeljko Muzekovic,
Yougoslavie (2 h 16).
Grandeur et misère du
peuple rom, destin d'un garçon
glorifié par une fabuleuse
grand-mère et qui doit

Fernando Fernan
Gomez, le Raimu
de cinéma espag-
nol, a pris l'habit
de sole et la parru-
que poudrée de
Marqués d'Esquie-
che, aristocrate
boegeo, potera-
liste et même un
peu plus, avec sa
sobrette Angela
Molano. Comme il
s'agit d'un film
espagnol, rien
n'est si simple qu'il
y parait. Les temps
et les souvenirs se
mélangent, la mélan-
colie et la dérision
aussi. (Lire égale-
ment notre dernier
supplément Arts et
Spectacles, daté
16 novembre.)

caté à Milan. Le film est la
réduction d'une série télévi-
sée, ce qui, comme toujours
dans ces cas-là, déséquilibre
le rythme. Mais certaines
scènes fantasmagoriques
sont superbement
obtenues. Le film a
obtenu le prix de la mise en
scène au dernier Festival de
Cannes.
VO : Gaumont Les Halles, han-
dicapés, 1^{er} (40-26-12-12) ;
Poché Impérial, 2^e (47-42-
72-52) ; La Saint-Germain-
des-Prés, Saint-G. de Bour-
gogne, 8^e (43-22-57-23) ; Poché
Hautefeuille, handicapés, 8^e
(46-33-79-38) ; La Payote, 7^e
(47-05-12-15) ; Gaumont
Ambassade, 8^e (43-59-
19-08) ; Les Trois Bistrot, 8^e
(46-10-10-10) ; La Bastille,
handicapés, 11^e (43-57-
80-51) ; Gaumont Alcala, han-
dicapés, 14^e (43-27-84-50) ;
14 Juillet Bourgogne, handi-
capés, 15^e (45-75-79-79) ;
Gaumont Montparnasse,
dolly, 15^e (45-44-25-02).
VF : Gaumont Opéra, 2^e (47-
42-60-33) ; Fawcett, 13^e (43-
31-55-55) ; Miroir, dolly,
14^e (43-20-32-20) ; Gaumont
Convention, 15^e (45-23-
42-27) ; Poché Wapler, 15^e
(45-22-48-01).

Une saison blanche et sèche
d'Enoch Faluy,
avec Donald Sutherland,
James Stewart,
Jurgen Prochnow,
Zohar Mikane,
Susan Sarandon,
Marlon Brando,
Amérique (1 h 46).
Prise de conscience d'un
bourgeois libéral blanc,
Donald Sutherland, au sujet
de l'apartheid. Avec Marlon
Brando, avocat, dans une
scène d'anthologie.
VO : Clé Beaubourg, handi-
capés, dolly, 3^e (42-71-
52-36) ; U.G.C. Normandie,
dolly, 8^e (45-74-84-50) ; U.G.C. Odéon,
dolly, 8^e (45-62-20-40) ;
U.G.C. Barrière, dolly, 8^e (45-
62-20-40) ; 14 Juillet Bastille,
handicapés, dolly, 11^e (43-57-
80-51) ; Excelsior, 13^e (47-07-
28-04) ; 14 Juillet Bea-

Les Voyages de Sullivan
de Preston Sturges,
avec Joel McCrea,
Veronica Lake,
Robert Warwick,
William Demarest,
Franklin Pangborn,
Porter Hall,
Amérique, 1941, noir et blanc
(1 h 30).
Une comédie percutante
qui, en se moquant des films
à message, est en même
temps une réflexion acide et
drôle sur le cinéma.
VO : Action Christiane, 8^e (45-
29-11-80).

La sélection cinémas
a été établie par
Cécile Gaudin.

REPRISES

Le Chagrin et la Pitié
de Marcel Ophüls,
Gaumont-colson, 1989, noir et
blanc (4 h 20).

Chronique de Clermont-
Ferrand pendant l'Occupation.
Bandes d'actualité et
interviews. Il n'y a ni bons ni
méchants, ni lâches ni héros,
seulement des hommes qui
ont décidé, à leurs risques et
périls, de sauvegarder leur
dignité. Ou qui ont préféré
se soumettre. Essentiel.

VO : Saint-André-des-Arts 1,
8^e (43-28-48-18).

Chantons sous la pluie

de Gene Kelly,
Stanley Donen,
avec Gene Kelly,
Jean Hagen,
Doris Day,
Cynd Charles,
D. O'Connor,
Amérique, 1952 (1 h 38).

Le grand classique de la
comédie musicale. Avec des
numéros dansés éblouis-
sants, et aussi une vraie
intrigue, plus des gags dont
on ne se lasse pas.

VO : Studio Odéon, 8^e (43-28-
19-58) ; Les Trois Bistrot, 8^e
(46-10-10-10).

La Vierge

de Henri-Georges Clouzot,
avec Brigitte Bardot,
Seyd Ryan,
Marie-José Nat,
Charles Berling,
Louis Seigner,
France, 1960, noir et blanc
(2 h 04).
Crime passionnel et polar
pervers. Au summum de sa
beauté, Bardot, qui a beau-
coup souffert sur le tour-
nage, se montre vraie comé-
dienne.

Revue Média Logos telle
Louis-Joevet, 5^e (43-54-
42-34) ; Excelsior, 13^e (47-07-
28-04) ; Sept Paroisses,
14^e (43-20-32-20).

Exploration
de Jean-Marie Bouissou,
avec Jean-Marie Bouissou,
France, 1989, 16 mm, 1 h 30.

Une comédie percutante
qui, en se moquant des films
à message, est en même
temps une réflexion acide et
drôle sur le cinéma.

VO : Action Christiane, 8^e (45-
29-11-80).

La sélection cinémas
a été établie par
Cécile Gaudin.

AUJOURD'HUI
KURT RUSSELL
WINTER PEOPLE
RED KITCHIEFF

Dans le nouveau numéro de Jazz Magazine
une Ella Fitzgerald Story en 16 pages
le Carnet de bord de Francis Marmande
Sidney Bechet par Jacques Réda
Jazz magazine
Pour ceux qui aiment le jazz
Oradement

Festivals
FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM JUIF ET ISRAÏÏEN DE MONTPELLIER
Outre Histoires d'Amérique, de Chantal Akerman : la Toile d'araignée, de Bernard Wicki, le Festival présentera quatre œuvres israéliennes inédites en France et consacreront un cycle sur le cinéma, les juifs et le maccarthysme, avec des œuvres comme le Sif de la terre, de Herbert Biberman ; les Épiques de Salem, de Raymond Roussel, ou Nous avons gagné ce soir, de Robert Wiam.
★ Jusqu'au 28 novembre
LES ENTRETIENS 89 DE BELFORT
La compétition rassemblera une vingtaine de films français et étrangers, dont plusieurs inédits. Entrevues 89 consacreront plusieurs volets au cinéma d'auteur, avec des œuvres de Cassavetes, Renoir, Sautet ou encore Nanni Moretti, et un panorama du cinéma africain contemporain.
★ Du 25 novembre au 3 décembre.
Tél. : 84-54-24-43
LA BIENNALE DU CINÉMA ESPAGNOL D'ANNÉCY
Année vivante à l'époque espagnole avec des projections récentes du cinéma local : El oro de los huesos, de M. Meti, ou Tiempo al silencio, de V. Aranda. La biennale rendra également hommage à Camilo José Cela, Prix Nobel de Littérature, et au cinéaste Fernando Fernán Gómez.
★ Du 23 novembre au 3 décembre.
MJC Les Marquisats, Tél. : 50-45-09-00
RÉTROSPECTIVE PASCALE À LYON
Outre Accusé, Maman Rupt, Contes d'Amour, l'Évangile selon saint Matthieu ou le Décaméron, l'Institut Lumière proposera également six heures d'interview du cinéaste italien et accueillera un colloque sur la Transgression : Trilogie de la vie / Abjection de la trilogie de la vie et sur les écrits corréatifs de Pasolini (Sole).
★ Du 24 novembre au 2 décembre.
Institut Lumière, Tél. : 78-00-85-88

LE THÉ
François 1
du Kadavé,
des compagnies
réalisant les plus créa-
tives.
quelques-uns
sont en réputation
pour leur para-
phraser.
leurs réactions
sont toujours
pour étonner.

la tempête

THÉÂTRE

LE THÉÂTRE DU RADEAU, INVITÉ DU FESTIVAL D'AUTOMNE

François Tanguy, menuisier des planches

Le Théâtre du Radeau, installé au Mans, est l'une des compagnies indépendantes les plus créatives de l'Hexagone. Elle s'attaque quelquefois aux œuvres du répertoire et s'évade souvent dans la création pure. Cette fois-ci, les bricoleurs rassemblés par François Tanguy s'emparent des manuscrits de Büchner pour *Woyzeck*.

DES colombes dans une cage, une copie d'un tableau de Jérôme Bosch au mur, une photographie accrochée sur un fil à côté de vêtements tout droit sortis des fronces d'Emmatis, des établis de menuisier et une carte postale du rotel d'Issenheim, peint par Grünewald, punaie dans un coin : l'ancien garage du Mans où s'est installé le Théâtre du Radeau tient du campement forain, de l'atelier d'artisan.

Dans ce lieu, prochainement réaménagé pour l'accueil des spectateurs, les membres de la troupe — une douzaine de personnes — se retrouvent, entre deux créations, sans horaire ni but fixes. Juste pour parler, de tout, de rien, du théâtre, de Job ou d'Artaud, maltraiter une idée d'où jaillira peut-être la charpente du prochain spectacle. C'est un peu dur à vivre, parfois. Mais, « à chacun de savoir pourquoi il est là », dit-on ici.

Jeune compagnie installée au Mans depuis 1976, le Théâtre du Radeau a adopté, au début des années 80, François Tanguy. Très vite il s'est imposé comme meneur de troupe et metteur en scène, sans qu'il soit à aucun moment question de prise de pouvoir. Il parle russe, a étudié quelque temps à la faculté de Caen, bricoleur de la rue, entre Rome et New-York, dit-on, mais personne ici n'est très proche de biographies, lui le premier. François Tanguy a la trentaine rêveuse, le visage doux, tout comme les gestes.

Délaissant toute narration, tout réalisme, Tanguy compose des images violemment poétiques, peuple la scène de personnages étranges — visage parfois bandés, gros godillots noirs, — d'un brio-à-brac d'objets — planches, marionnettes, chaises, — emporte le tout dans un mouvement incessant, petites apocalypses ou instants figés. Il pratique le théâtre comme une célébration, un jeu d'apparitions et de disparitions où il ne s'agit pas tant de représenter que de mettre en abîme l'espace, le temps, le souvenir, le mythe, le sens du langage. Dans ses deux précédents spectacles, *Mystère Bouffe* et *Jeu de Faust*, on ne parlait pas. Tout au plus susurrail-on à mi-voix une mélodie noyée dans des tourments musicaux et des langues, le plus souvent, étrangères.

UNE EXPLORATION DANS LE MANUSCRIT DE BUCHNER

Une bonne odeur de soupe s'échappe de la cuisine — qui est aussi la cantine et le bureau, — envahit le garage-atelier, tandis qu'on s'apprête à répéter, dans un froid assez glacial, *Fragments forains*, d'après les manuscrits de *Woyzeck*, de Büchner, le nouveau spectacle du Radeau qui sera créé à Brest le 24 novembre avant sa reprise à Saint-Denis, à l'invitation du Festival d'automne. François Tanguy parle d'un « texte en jachère, presque un synopsis ». Il a travaillé directement d'après un fac-similé du texte original de Büchner, pour retrouver le mouvement même de l'écriture.

Puis Mady Tanguy a établi pour le Radeau un texte en français, d'après l'édition allemande de Gerhard Schmid, qui respecte — contrairement à la traduction de Marthe Robert parue aux Éditions de l'Arche — la dimension fragmentaire de l'écriture de Büchner. Et on comprend soudain pourquoi une reproduction du

triptique d'Issenheim est accrochée au mur : la troupe n'en finit pas d'assembler, d'interroger le secret des fragments du manuscrit que Büchner, mort en 1837, laissa inachevé, tout comme pendant longtemps on a cherché l'ordonnance des panneaux peints par Grünewald.

Les comédiens du Radeau ne se sont pas longtemps inquiétés du fait divers rapporté par l'auteur — un soldat au cœur simple tue sa femme Marie un soir, au bord d'un étang — ni même des différences de langage entre celui des possédants et celui des exploités. Ils ont préféré explorer l'écriture de Büchner, se laisser emporter dans la tourmente du texte : « Ça tombe, le temps, l'espace, le monde », dit François Tanguy, pour balayer aussitôt d'un geste tout commentaire. Il parle encore de Spinoza, qui fascinait Büchner comme le fascinaient la science de son époque : « Donnez-moi un levier, je leverai le monde... ». Il évoque la langue elliptique, les néologismes, les onomatopées, les différences étonnantes de style, du précieux au populaire, cette sorte de condensation des mots qu'élaborait Büchner en écrivant *Woyzeck*. « Ce texte se lit comme une croix : on commence, on s'enfonce, c'est une exploration étonnante, jamais finie. Au-delà des différenciations de langage, entre *Woyzeck*, le capitaine, le médecin, la question reste la même pour tous : Qu'est-ce que le monde, l'altérité ? »

« Nous en sommes, écrit Büchner, à la question importante du rapport du sujet à l'objet. » « Dans une lettre, ajoute François Tanguy, Büchner dit qu'il ne sait pas si ça peut parler dans *Woyzeck*. Il a écrit, un peu avant, la Mort de Danton, une pièce dans laquelle on meurt, précisément, de parler. »

Büchner hante les précédents spectacles du Théâtre du Radeau, de *Mystère Bouffe* à *Jeu de Faust* : on en grommelait parfois des bribes, dans une langue allemande en clair-obscur. Cette fois, les mots ont envahi le plateau dès le début des répétitions, tout comme les lumières, imaginées par François Tanguy, le son —

des chants d'oiseaux, une mélodie, un bruit de pluie, — bricolé encore par lui, et l'espace — des murs, palissades en bois comme d'habitude, un matériau pauvre et superbe qui accroche et noie toute lumière. Peu à peu, de manière empirique — tout entre en ligne de compte, comme cette forme de deux corps assemblés, — le choix des mots s'est opéré.

Dans la pénombre de l'atelier du Mans, un ange, rescapé de *Jeu de Faust*, s'est accroupi. Marie est à la fenêtre, avec son enfant. Une lumière filtre derrière la vitre. Quelle annonce, quel concert des anges entend Marie ? Que bricole l'ange ? « Un ange rectifie toujours quelque chose, dit en souriant François Tanguy, L'ange Gabriel, quand il est venu voir Marie, avait oublié son texte. »

ODILE QUIROT

* *Fragments forains*, au Quartz de Brest, les 24 et 25 novembre, 20 h 30, tél. : 98-44-10-10. Du 29 novembre au 17 décembre au théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis, 20 h 30, tél. : 42-43-17-17.



François Tanguy a conduit le Radeau sur les chemins de la création pure.

SPECTACLES NOUVEAUX

Ode maritime

de Fernando Pessoa, mise en scène de Richard Demarcy, avec Serge Meggiani et Teresa Moniz.

Œuvre de pure poésie, ode métaphysique, d'un maître redécouvert récemment de la littérature européenne. Un couple d'acteurs considérables sous la houlette d'un honnête metteur en scène.

Athénée-Louis Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, 2^e. À partir du 28 novembre. Le mardi à 18 h 30, du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 47-42-67-27. De 65 F à 120 F.

Post-Scriptum : Je l'aime

de Jean Boie, mise en scène de l'auteur, avec Dominique Constantin et Jean Boie.

Entre théâtre et music-hall, neuf tableaux de plus sous les pinceaux plutôt fins d'un couple qui écrit le théâtre au présent de l'humour et de la poésie.

Cartoucherie, Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manceuvre, 12^e. À partir du 28 novembre. Le mardi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 43-28-36-36. De 40 F à 90 F.

La Semaine de la comète

d'après Marc Soriano, mise en scène d'Hervé Colin, avec la compagnie du Théâtre Goliath et la compagnie du Théâtre du Fil (troupe comédiens).

Le Théâtre du Soleil d'Arlette Mouchkine fait relâche cette saison pour payer ses dettes, hélas ! Il n'en continue pas moins d'accueillir des spectacles singuliers comme cette aventure de trente jeunes comédiens décidés à en finir

avec la délinquance qui fut leur lot jusque-là.

Cartoucherie, Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Manceuvre, 12^e. À partir du 22 novembre. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-74-24-08. Durée : 3 heures. 70 F et 100 F.

Villa Luce

de Jean-Marie Besset, mise en scène de Jacques Lassalle, avec Jean-Marie Besset, Hubert Gignoux et François Timmerman.

Reprise à Paris d'un spectacle créé l'an passé à Strasbourg par le directeur du Théâtre national du même nom. La conversation de de Gaulle et Pétaïn sous la plume d'un jeune auteur prometteur qui joue lui-même le rôle du témoin. Un mauvais procès de la famille du général n'est pas parvenu à faire taire cette voix nouvelle sur les planches.

Paris-Villiers, 211, av. Jean-Jaurès, 19^e. À partir du 24 novembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 42-02-02-68. Durée : 1 h 45. De 80 F à 120 F.

Wozza Albert

de Percy Mwa, mise en scène de Peter Brook, avec Mamadou Kouyaté et Bakary Sangaré.

Le théâtre est une des plus belles armes qu'on ait inventées contre l'oppression. Pour prouver cette œuvre d'un auteur sud-africain traduit par Jean-Claude Carrière et mise en scène par un metteur en scène qui s'est pris de passion pour l'Afrique.

Rouffes du Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, 10^e. À partir du 28 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-39-34-50. 70 F et 100 F.

SÉLECTION PARIS

Le Bourgeois gentilhomme

de Molière, mise en scène de Jérôme Savary, avec Jérôme Savary, Nadine Alary, Valérie Mairesse, Mona Hefre, et Isabelle Serbu.

Dans la croisade qu'il a entamée à Chaillot pour la conquête d'un public populaire, Jérôme Savary, le maître des lieux, a choisi très justement de reprendre l'un de ses plus beaux rôles

atem

JOURNÉES DE THÉÂTRE MUSICAL

du 6 au 9 Décembre à 21 h

3 PROGRAMMES DIFFÉRENTS

Reservations

43.64.77.48 et 3 FNAC

FASSBINDER

L'ANNÉE DES TREIZE LUNES

Mise en scène : Philippe Honoré

Cie du Califé avec la participation du J.T.N.

15 nov. - 23 déc. Loc. 42 26 47 47

ATHÉNÉE LOUIS JOUVET

DERNIÈRE SAMEDI 25

TITUS

ANDRONICUS

SHAKESPEARE MESGUICH

47.42.67.27

HAMLET

SHAKESPEARE

47 M OULHIERRE

Mise en scène : PHILIPPE HONORÉ

du 15 au 24 décembre

Grande Halle de la Ville

LOCATION OUVERTE

48.78.75.00

Partenaires : Antares, Amandiers

avec la participation de l'UNAP et du Conseil Général des Hauts-de-Seine

France Inter

LA STATION DEBOUT

Compagnie 4 Litres 12

Salle 1

du jeudi au samedi 20 h 30

dimanche 17 h

Relâches : lundi, mardi, mercredi

CARTOUCHERIE

la Tempête

LOC 43 28 36 36

créteil

GRANDE SALLE Jusqu'au 29 Novembre

LES FAUSSES PASSION

CONFIDENCES DU JARDINIER

MARIVAUX

MISE EN SCÈNE GILDAS SOUMDET

Théâtre de la Salamandre

49 80 18 68

هكذا من الاجل

Le

Vincent Fito Vega,
Loid Karri,
Joëlle Hahnjerzany,
Johannes Puelian
et Carole Theriault.

Bernard Sobel, qui a beau-
coup travaillé sur les

La sélection
« Théâtre »
a été établie par :
Olivier Schmitt.
« Danse » :
Sylvie de Nassac.

MUSIQUES

LA MANO NEGRA A L'OLYMPIA ET EN TOURNÉE Le parfum du rock en noir

Deux soirs à l'Olympia, second disque qui grimpe dans les hit-parades : la Mano Negra franchit avec succès toutes les étapes du parcours du combattant. Et l'intégrité dans tout ça ? Réponse sur scène chaque soir, pendant deux heures.

DANS les coulisses du cirque d'Amiens (où fut tourné *Roselyne et les Lions*), Manu Chao passe, perdu dans une immense parpa, presque fantomatique. Déjà deux semaines qu'il est sur la route, avec ceux de la Mano Negra. Le groupe est à peine au quart des quarante-cinq concerts qu'il donnera d'ici à la fin de janvier et tous ont déjà l'air rombié de ceux qui passent leur journée dans un camion, leur soirée sur scène et leur courte nuit à l'hôtel. Santi Casariego, le batteur, s'est fait une entorse à la cheville droite (celle de la grosse caisse), qui les oblige à ne pas jouer deux ou trois morceaux, mais, à part ça, tout roule. Comme un semi-remorque ou un compagnon du tour de France, la Mano Negra est faite pour la route.

Avant que ne commence le concert, un générique fourni, mais indispensable, et quelques éléments d'histoire : Manu Chao, guitare et chant ; Toni Chao, trompette ; Santi Casariego, batterie ; Daniel Jamet, guitare ; Jo Dahan, basse ; Philippe Teboul, percussion ; Pierrick Gauthier, trombone ; Thomas Darnal, claviers ; Tomas Arroyos, son ; Jacques Clayeux, scène. Si la Mano était un groupe comme les autres, les deux derniers retrouveraient leur nom écrit tout petit à la dernière page du programme, mais ils sont membres à part entière.

LE PLAISIR DE LA SCÈNE

Le groupe s'est constitué par agrégations successives autour d'un noyau de copains, agitateurs culturels dans la ville de Sévres (92) au début des années 80. Après avoir squatté une usine pour en faire une maison de quartier, sillonné les routes sous diverses appellations, Manu Chao a fondé la Mano il y a deux ans. Après l'enregistrement de *Paichanku*, premier album du groupe, la formation actuelle s'est réunie au début de l'année, plus comme une bande que comme un orchestre : la Mano compte au moins deux pointures, Santi Casariego et Daniel Jamet, d'autres sont là parce que l'important était qu'ils fassent partie du groupe, le choix de leur instrument est venu après.

Le groupe compense en cohésion et en souplesse ce qui peut éventuellement manquer en virtuosité. Il est capable de tout jouer, rock, salsa, rap, rai ou reggae, parce qu'il sait tout sentir. Une fois qu'il s'est jeté sur un genre, il le ramène à sa mesure, l'acclimats sur les rives de la Seine et joue du mano-hip hop ou du manomercango. *Put a Fever*, leur second album (Virgin), n'est pas le grand disque que le groupe a sûrement quelque part en réserve. C'est seulement une seconde réussite, une succession de « cartes de visite musicales », pour reprendre l'expression de Manu Chao : dix-sept morceaux en moins de trois quarts d'heure, autant d'invitations à entendre la musique sur scène.

Ils restent longtemps en scène, un petit peu trop, sans doute, mais ils s'amusent tellement : Manu Chao se consume en feu follet de Bengale, Daniel Jamet joue à l'idiot électroifié, les claviers font les clowns quand ils sont au chômage technique. Pour une fois, dans un concert de rock, même sous la belle coupole du cirque d'Amiens, on n'a pas envie de regarder au plafond. Pourtant, tous s'habillent à la ville comme à la scène, n'importe comment ; pourtant, à Amiens, ils ont été actés par une série d'incidents techniques à faire rendre sa Fender à un bluesman de Chicago. Mais la scène est l'habitat naturel de la Mano, ils en connaissent les pièges et savent les circonvenir.



La Mano Negra ou l'esprit dans l'escalier

Chaque soir, ils font don de leur personne au rock'n'roll. Ils sont désormais vraiment rodés : le public ne saura pas que Manu Chao ne s'entend plus chanter dans les retours ou que l'orgue vient de rendre l'âme. De la salle, on n'entend que le flamenco allumé de *Mala Vida* ou le reggae poisseux de *Guyaquil City*. La Mano est capable de réussir de grands concerts et, surtout, incapable d'en rater un. Depuis le début du mois de novembre, ils attirent au moins mille personnes à chaque étape de leur tournée, deux mille à Lyon ou à Besançon. Ils ont laissé derrière eux les petits clubs et autres lieux alternatifs, mais sont décidés à ne pas se départir des bonnes habitudes : pas de places à plus de soixante-dix francs (y compris à l'Olympia), choix attentif des premières parties (des Roadrunners aux VRP, ils mobilisent le meilleur du rock français).

Aujourd'hui, le groupe peut rêver. *Put a Fever* sort dans dix-huit pays. Aux États-Unis, Virgin va sortir une compilation des deux albums et, là-bas, le groupe s'est trouvé un manager indigène pour l'aider à dépasser le petit succès d'exotisme de leurs prédécesseurs, Téléphone ou Rita Mitsunaka. Le temps des bilans viendra plus tard. A les voir, à les entendre en cette fin de décennie, on se laisse facilement persuader que les années 90 leur appartiennent.

THOMAS SOTINEL
* Le 23 novembre à 20 heures, Ancienne Belgique, 114, bd Anspach, Bruxelles. Le 25 novembre à 20 h 30 avec Parnalchim et le 26 novembre à 17 heures avec les VRP à l'Olympia, 28, bd des Capucines, Paris 9^e. Les 28 et 29 novembre à 20 h 30 à Nantes avec Elmer Food Beat, à l'Escale, Saint-Sébastien-sur-Loire.

DECOUVERTES DE LA SEMAINE

Rossini

Le Barbier de Séville, ouverture, transcription pour piano à quatre mains

Schubert

5 Pièces pour piano op. 16, transcription pour quatre mains de Wabner

Schubert

Rosamunde, ouverture, entracte, ballet, transcription pour piano à quatre mains

Schubert

Le joli programme ! Pour commencer, l'ouverture du Barbier de Séville, dans une transcription pour piano à quatre mains : une musique à jouer coude à coude, virtuose et joyeuse, pleine de sous-entendus. Ensuite, une rare transcription de l'Opus 16 de Schubert pour quatre mains : une façon de désacraliser une œuvre qui fait encore peur à bien des pianistes (et au public !), de la replacer dans le cadre amical des séances de déchiffrement de deux. Enfin, trois extraits de Rosamunde, de Schubert. L'une des pages les plus inspirées de Schubert, dont l'« Entracte », au doux balancement rêveur, hante la mémoire des auditeurs longtemps après que ses dernières vibrations se sont éteintes. Valéry Afanassiev s'est fait connaître comme un écrivain à l'imaginaire complexe, il est aussi un pianiste hors norme, parfois incompris, mais Sergei Edelmann, l'ayant entendu jouer les Bagatelles de Beethoven à New-York, affirmait qu'aucun musicien ne pourrait les oublier.

Bach

Concerto italien pour clavier BWV 971

Mozart

Rondo pour piano KV 511

Chopin

2 Mazurkas op. 58

Sergei Edelmann se produit justement le lendemain de ce concert, dans la même salle de l'Auditorium du Louvre. Ce jeune pianiste d'origine soviétique joue avec un mélange de tendresse et de virtuosité surmontée, son imagination sonore et son intuition poétique en font un pianiste fascinant dans les œuvres de Schumann et de Chopin. La rigueur de sa rythmique, la rondeur d'une sonorité qu'il semble chercher au fond du clavier et une certaine fantaisie le désignent comme un beethovenien convaincant. Son Bach et son Mozart sont peut-être moins justes stylistiquement (Edelmann est incontestablement un grand romantique), encore qu'il ne faillisse pas trop s'avancer sur ce terrain, car qui pourrait imaginer que Vladimir Horowitz nous quitterait sur une sonate de Mozart si moderne de conception, infatigable de réalisation musicale ? (Horowitz at Home, un disque compact Deutsche Grammophon Gesellschaft). Sergei Edelmann se produira deux fois, le même jour : premier récital, à 12 h 30 (Bach, Mozart, Chopin) ; second récital, à 20 h 30 (Beethoven, Schumann, Chopin).

A. L.

Le 23 novembre, Auditorium du Louvre, 20 h 30. Tél. : 40-20-52-23. De 70 F à 110 F.

A. L.

Le 23 novembre, Auditorium du Louvre, 12 h 30. Tél. : 40-20-52-29. 40 F.

A L'OCCASION DE LA SORTIE DE LEUR NOUVEL ALBUM
"FIRST LOVE LAST RITES"

COCK ROBIN

EN CONCERT EXCLUSIF POUR RTL

PRÉSENTÉ PAR
FRANCIS ZEGUT
EN DIRECT
DE L'ÉLYSÉE-MONTMARTRE



JEUDI 23
NOVEMBRE
21 HEURES
SUR

RTL

CBS
FRANCE

La Folie
BAL DU
MOULIN ROUGE
Paris
FORMIDABLE
LA REVUE DU CENTENAIRE
20 h : dîner dînatoire
champagne et revue : 530 F
20 h et 0 h : champagne et revue : 365 F
PRIX NETS TOUT COMPRIS
MONTMARTRE - PLACE BLANCHE
Tél. : 42.23.02.00
Téléc. : 642978 MOROUGE - Télécopie : (1) 42.23.02.00

حکذا من الاجل

صحنه اول

MUSIQUES

SÉLECTION

Mercredi 22 novembre
Mozart
Schubert
Beethoven
R. Strauss

Airs, mélodies et Roder
Rachel Yakar (soprano),
Chœur et Orchestre
de Paris-Sorbonne,
Jacques Gribbert (direction).
Fête depuis longtemps par
le public et les profession-
nels allemands, Rachel
Yakar est l'une de ces rares
chanteuses chez qui l'art et
l'intelligence s'épanouissent
en un équilibre rare. Du
répertoire baroque à la
musique du XXe siècle, elle
chante tout avec une adap-
tation stylistique remarqua-
ble. Parfois fâchée avec le
diapason, cette soprano se
rachète par la forte caracté-
risation dramatique qu'elle
imprime à ses rôles.

Assistants de la Sorbonne,
20 h 45. Tél. : 40-49-06-94.
Location Franc. De 90 F à
230 F.

Jarrell

Congrues

Stroppa

Elle... fuyait

Manoury

La Partition de ciel
et de l'enfer

Alain Neveu,

Florent Boffard

(piano).

Pierre-André Valade,

Ensemble Opéra (Héra),

Daniel Champoulin

(percussion).

Ensemble InterContemporain,

Peter Eitner (direction).

Une reprise, deux créations.

Peu de jeunes compositeurs

ont la chance d'être joués

par une formation aussi par-

faite et sérieuse que

"l'Ensemble InterContem-

porain, par un chef aussi bien-

veillant que Peter Eitner,

un pianiste aussi subtil

qu'Alain Neveu (encore

un élève de Perlemuter...).

Centre Georges-Pompidou,

20 h 30 (+ le 23). Tél. : 42-

74-42-19. De 60 F à 75 F.

Strauss

Don Juan

Mozart

Concerto pour piano

no 21 KV 467

Schoenberg

Pulsatiles et Mélancolie

Maria Tito (piano).
Orchestre de Paris,
Semyon Bychkov (direction).
Semyon Bychkov continue
sa reprise en main de
l'Orchestre de Paris. Ce
soir, il reprend *Don Juan* de
Strauss qu'il avait dirigé
l'automne dernier au TCE.
Une œuvre virtuose, char-
meuse, batailleuse, dans
laquelle il fait des mer-
veilles. *Pulsatiles et Mélan-*
colie, de Schoenberg, qui
fut l'une des rares réussites
incontestables de Daniel
Barenboim et invite pour la
première fois, à l'OP, Maria
Tito. Une pianiste bien plus
convaincante en concert que
sur disque (ses *Scènes*
d'enfants de Schumann
débordent de sentimentalité
et de manières gracieuses;
son *Bach-Busoni* cogne
dur).

Salle Pleyel, 20 h 30 (+ le 23).
Tél. : 45-63-88-73. De 49 F à
180 F.

Mozart

Don Giovanni

Eugène Perry (baryton),

Herbert Perry,

James Patterson,

Elisabeth James (basses),

Dominique Labille,

Lorraine Hunt,

Al-Lan Zhu (soprano),

Carroll Freeman (ténor),

Northern Sinfonia,

Ensemble vocal

des jeunes solistes,

Craig Smith (direction),

Peter Sellars (mise en scène).

Le spectacle lyrique de

l'année a beau être diversement

apprécié, la location

n'en est pas moins prise

d'assaut. En théorie, il ne

reste plus de places, mais

intentez tout de même votre

chance.

Opéra de Paris,

20 heures (+ le 24 et 27).

Tél. : 49-31-11-45. Location

Franc. Agences. 240 F.

Jeudi 23

Schubert

Sonata pour piano

en ut mineur, op. posthume

Sonata pour piano op. 147

Scherzo pour piano D 953

Aldo Ciccolini (piano).

Trop longtemps associé à la

musique d'Erik Satie, dont

il a enregistré deux inté-

grales de l'œuvre pour piano

(au moins une de trop),

Aldo Ciccolini cultive

depuis longtemps un amour

secret pour Schubert, qu'il

joue mieux que beaucoup de



Viennois patentes. L'un de
ses derniers récitals, donné
à la salle Gaveau, était consacré
à l'intégrale des *Harmonies*
poétiques et religieuses de
Franz Liszt : les auditeurs
présents en parlent encore
comme de l'un des grands
récitals de piano de ces der-
nières années.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. :
49-63-05-07. De 110 F à
250 F.

Mozart

Sonata pour piano KV 570

Schubert

Sonata pour piano D 894

Christian Zacharias (piano).

Quelle joie, de retrouver

Christian Zacharias dans

trois récitals, cette semaine,

à Paris. Cet élève de Viado

Perlemuter (le grand maître

du piano en France, depuis

Alfred Cortot et Yvonne

Lefebvre) a hérité de

l'enseignement de ce dernier

la faculté de restituer les

textes avec une clarté, un

sens de la mesure, du juste

pois du son qu'aucun Alle-

mand (hors Wilhelm

Kempff, bien sûr) n'était en

mesure de lui transmettre.

Son Mozart, son Schubert,

son Beethoven, son Schu-

mann ont cette évidence

fondée sur une analyse
rigoureuse et un jeu passé
au crible de la raison. Il ne
faudrait pas en déduire,
pour autant, que Zacharias
est une machine bien huilée,
toujours prévisible. La fan-
tasia qu'il met à Scarlatti,
les accidents de parcours de
la musique pour clavier de
C.P.E. Bach qu'il sait si bien
rendre (une musique telle-
ment proche de celle de
Haydn, et curieusement par-
fois si chopinienne ; mais on
oublie toujours la dette du
Polonais envers l'art baro-
que qu'il soit français ou
allemand) le situent au pre-
mier rang des pianistes de
son temps. Premier concert,
le 25, à 17 h 30, à Radio-
France ; second, au Théâtre
de la Ville, le 23, à 18 h 30,
dernier, même lieu, même
heure.

Théâtre de la Ville, 18 h 30.
Tél. : 42-74-22-77. 60 F.

Vendredi 24

Weber

Obéron, ouvertures

Mozart

Concerto pour cor

et orchestre no 3

Chostakovitch

Symphonie no 4

Paul Minck (cor),

Orchestre philharmonique

de Radio-France,

Marcel Janowski (direction).

Paul Minck est cor solo à

l'Orchestre philharmonique.

Et il n'aurait pas son rare

virtuosisme, délicat, il tire de

l'instrument le plus terri-

fiant de l'orchestre, celui

qui fêch le plus la

"tronille" à celui qui en

joue, des sons si harmo-

nieux, des phrases si élan-

gantes que Minck peut sans

prétention prétendre être

l'héritier de Dennis Brain, le

plus parfait corniste de ce

siècle. Au programme, la

Quatrième symphonie de

Chostakovitch, l'une des

œuvres symphoniques les

plus chargées et les plus

complexes de "Chostak".

Dans ses Mémoires, le com-

positeur révèle que les der-

nières pages sont le reflet de

son état devant la trahison

de ses amis lors de la cam-

pagne d'attaques dont il fut

la victime, après le mani-

feste de Janov. Incontestable-

ment, l'une des pages

majeures de la musique

symphonique du vingtième

siècle.

Maison de Radio France,

20 h 30. Tél. : 42-30-16-16.

90 F.

Samedi 25

Dohnanyi

Quintette pour piano

et cordes

Schumann

Arabesque pour piano

Mendelssohn

Romance sans paroles

pour piano no 5

Vierne

Quintette pour piano

et cordes

Brahms

Intermezzo pour piano

no 119

Quintette pour piano

et cordes op. 34

Fine Arts Quartet,

Sergueï Edelmann,

Brigitte Meyer,

Robert McDonald (pianos).

Un programme assez

curieux (et bien copieux...),

servi par des artistes de

grande classe. A noter, la

venue à Paris de la pianiste

suisse, Brigitte Meyer. Une

artiste trop modeste.

Salle Gaveau, 16 heures. Tél. :

49-63-05-07. De 70 F à 100 F.

Dimanche 26

Penderecki

Adagio pour orchestre

Mendelssohn

5e Symphonie

Orchestre national de France,

Lorin Maazel (direction).

Est-ce la faute de Lorin

Maazel, si la prestation de

l'Orchestre national de

France dans *Fidèle* de Bee-

thoven, au Théâtre du Cha-

teau est si décevante ? Ou

est-ce dû à l'état de l'orchestre

après des mois, voire des

années, d'une gestion artisti-

que (dont les musiciens ne

sont pas totalement respon-

sables) hasardeuse ? Non,

peut-être pour la seconde

hypothèse qui associe à la

hypothèse d'indiscipline des

musiciens français, à leur

manque de concentration et

de travail en profondeur, ne

peut laisser espérer des réus-

sites aussi régulières que

celles des formations étran-

gères. Alors la qualité de ce

concert sera tellement

dépendante des conditions

dans lesquelles il se dérou-

lera que nous n'épiloguerons

pas...

Châtelet, Théâtre musical de

Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-

28-40. De 60 F à 100 F.

Mardi 28

Haendel

Armageddon

Nathalie Stutzmann,

Bernard Fick (ténor),

Pascal Bernin (basse-contre),

Jennifer Smith,

Eiddwen Herry (soprano),

Les Musiciens du Louvre,

Marc Minkowski (direction).

Jouer la musique baroque

sur instruments d'époque est

une bonne chose (les moins

convaincus finissent par dire,

un mal nécessaire), mais

pourquoi les musiciens

à l'ancienne ne vont-ils pas

au bout de leur démarche ?

Il faudrait qu'ils ne jouent

que dans de petites salles,

ou au moins dans des salles

à l'acoustique précise, voire

un peu mate (la salle

Gaveau, l'ancien conserva-

toire, la salle Favart, le

Théâtre des Champs-Élysées

seraient idéaux), qu'ils

fassent leurs disques dans

des lieux adaptés. Au lieu de

Dmitri Bichkrov :
l'un des invités de
marque de la riche
saison pianistique
de la Salle Gaveau
à Paris. Et pas seule-
ment parce que sa
physionomie rap-
pelle de très près
celle de Lénine. Représen-
tant de la grande
tradition soviéti-
que, qu'il a ensei-
gnée aux conser-
vatoires de Moscou
et de Kiev. Il joue
mardi 28, à
20 h 30, des
improvisations de
Schubert, la Troi-
sième sonate de
Brahms et dix lieder
transcrits par Liszt.

Salle Gaveau, 16 heures. Tél. :
49-63-05-07. De 70 F à 100 F.

Dimanche 26

Penderecki

Adagio pour orchestre

Mendelssohn

5e Symphonie

Orchestre national de France,

Lorin Maazel (direction).

Est-ce la faute de Lorin

Maazel, si la prestation de

l'Orchestre national de

France dans *Fidèle* de Bee-

thoven, au Théâtre du Cha-

teau est si décevante ? Ou

ARTS

ZANINE AU MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS L'architecte au bois



MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS



Le bois sous toutes ses formes, une constante de l'œuvre de Zanine.

Inconnu en France, l'architecte Zanine prône dans son pays, le Brésil, le retour de la construction en bois, un matériau à la fois noble et bon marché. Mais cet homme, révolté contre la spéculation immobilière et le béton, construit des maisons qui ne sont pas particulièrement destinées aux laissés-pour-compte des favelas.

C'est que le Festival d'Automne doit à Michel Guy n'est pas à rappeler. Ce que l'architecture lui doit, via le même festival, est certainement à rappeler et souligner, aussi bien pour le caractère pionnier des expositions qui, bon an mal an, se succèdent, que pour leur caractère à la fois grand public et exigeant. Certes, ce sont parfois des importations d'ensembles clés en main, comme la rue composite créée dans l'ancienne cordillerie de Venise à l'occasion de la Biennale et qui est devenue à Paris, dans la chapelle de la Salpêtrière, le croisement de toutes les avant-gardes. Ce fut l'aube et l'apothéose d'un post-modernisme qui a pris de la bouteille et réintégré l'histoire dont il avait fait ses oripeaux.

Les expositions du festival peuvent être aussi d'authentiques créations. Ce fut le cas du Ma, concept japonais mis en forme et en espace au Musée des arts décoratifs par l'architecte Arata Isozaki. Plus aléatoire fut l'exposition-bricolage de Renzo Piano, à la chapelle de la Sorbonne, en 1987, mais les imperfections elles-mêmes sont la marque du talent et de l'originalité, deux éléments constants de l'architecture tel que le défend le Festival d'Automne.

Le talent et l'originalité sont donc à nouveau au rendez-vous avec l'exposition Zanine, qui ouvre ce 22 novembre au Musée des arts décoratifs. Zanine est le nom d'un architecte brésilien, José Zanine Caldas, âgé aujourd'hui de soixante-dix ans. Le sous-titre de l'exposition, « L'architecte et la forêt », est, on le verra, moins mystérieux qu'il n'y paraît. Le bois sous toutes ses formes, sculpturales, architecturales, ethnologiques, écologiques, est en effet la constante de l'œuvre de Zanine. A cet égard, il rappelle un peu Hassan Fathy, architecte égyptien qui fut le premier à prôner le retour à l'utilisation de la terre comme maté-

riau à la fois noble et bon marché, mais n'aura jamais en comme clientèle qu'une intelligentsia aisée. Zanine le révoit - contre la spéculation immobilière, le béton, le massacre de la forêt - à construit plus de trois cents maisons de bois qui ne sont pas précisément destinées aux habitants des favelas.

C'est, selon les organisateurs, la première exposition sur Zanine en Europe. En France, c'est par le biais des revues (1) ou d'émissions télévisées (2) que l'architecte brésilien a commencé à se faire connaître. Inutile donc de chercher un bâtiment dans l'Hexagone. Quelques repères seront, en revanche, utiles. Né en 1919, présenté comme autodidacte, il commence comme dessinateur, mais prend son envol comme maquetiste des plus grands architectes brésiliens dans les années 40-50. Dès ces années, le bois devient son instrument, son outil, son plaisir. Sous toutes ses formes, y compris sa fabrication depuis les processus d'extraction jusqu'à sa récupération. La sculpture (sur bois), la réalisation de meubles (en bois), vont le conduire à la construction privée, puis à la construction publique, enfin à l'urbanisme.

NI DÉFORMER NI VIOLENTER

Une carrière d'architecte qui se marie naturellement avec l'enseignement, l'ethnologie - il étudie le travail et l'utilisation du bois dans tous les pays du monde, de Norvège au Népal, d'Afrique noire au Mexique - et même l'artisanat. C'est ainsi qu'il crée dans le Nordeste désolé une fabrique qui utilise les compétences de la main-d'œuvre locale, et fonde enfin l'entreprise de construction qui lui permet ainsi de suivre de bout en bout l'élaboration des maisons qu'il imagine.

Le vocabulaire formel de Zanine est souvent à la limite du kitsch, à la limite seulement. Aux frontières d'une prétention nouveau-riche, mais aux frontières seulement. C'est ce qui le rapproche de Frank Lloyd Wright et de tous les architectes qui frolent simultanément ou successivement une clientèle de luxe et les joies vivifiantes de la nature. « Au tout début, explique Zanine, c'est le paysage qui compte. Le reste se découle. La maison doit être liée à tout ce qui se

trouve autour d'elle ; elle ne doit ni déformer ni violenter. Il faut qu'elle apparaisse comme si elle existait depuis toujours. » Des paroles que n'aurait pas désavouées Wright, mais qui, dans un Brésil à la nature passablement sauvage, prennent une dimension lyrique. Comme l'est aussi l'œuvre de José Zanine.

FREDÉRIC EDELMANN

(1) *Architecture d'aujourd'hui*, n° 251, juin 1987 (spécial Brésil). *Architecture intérieure*-Crédit, octobre-novembre 1988.

(2) *Documentaire* de Claude Gallot, coproduit par Antenne 2 et O.G.I.O.

* Zanine, « L'architecte et la forêt », Musée des arts décoratifs, du 22 novembre au 28 janvier 1990.

NOUVELLES EXPOSITIONS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (date vendred), soit le lendemain de notre supplément Arts-spectacles.

Olivier Debré

Olivier Debré ou une certaine abstraction lyrique, qu'inspire les grands espaces, la mouvance de l'eau et de la lumière. Ici les esquisses pour le grand rideau de scène du théâtre de Hong-Kong.

Galerie Daniel Taminon, 30, rue Bonaparte, Paris, 6^e. Tél : 42-72-14-10. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 19 h. Du 26 novembre au 30 décembre.

Dorothy Corder

Voir notre photo légendée page suivante.

Centre Georges Pompidou, salle d'art graphique, 4^e étage, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Du 22 novembre au 21 janvier 1990.

Histoire de voir

Du calotype à l'avènement du photo-journalisme, des pionniers à l'art conceptuel, de Bayard à Newton, le parcours, qui est chronologique et didactique, montre clairement les articulations historiques, sociales et esthétiques de la photographie, mais aussi ses implications individuelles. En 180 images.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson, Paris, 16^e. Tél : 47-23-34-63. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 17 h. Du 23 novembre au 12 février 1990. 25 F (entrée du musée).

François Kollar, rétrospective

Photographe illustrateur et publicitaire, cet émigré

tchèque bâtimement catalogué comme le chantre de la France laborieuse, s'est évertué, tout au long de sa carrière, à développer une œuvre polyvalente échappant aux classifications. L'exposition, qui porte sur toute sa production, permet enfin de mieux le situer dans l'histoire de la photographie française.

Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson, Paris, 16^e. Tél : 47-23-34-63. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h. Du 23 novembre au 11 février 1990. 25 F (entrée du musée).

Kupka ou l'invention d'une abstraction

Une grande rétrospective. Complète grâce aux prêts de la Galerie nationale de Prague, elle permet de découvrir d'étranges œuvres symbolistes, et de mesurer toute la complexité de la démarche du peintre, l'un des grands pionniers de l'abstraction. C'est d'ailleurs sur le passage de Kupka à une peinture de la non-représentation que l'accent est mis.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 12, av. de New York, Paris, 16^e. Tél : 47-23-81-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Du 22 novembre au 26 février 1990. 15 F.

L'Art conceptuel, une perspective

L'exposition tente pour la première fois de donner une vue d'ensemble des démarches conceptuelles de la fin des années 60 et du début des années 70. En présentant des travaux d'artistes effectivement qualifiés de

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale et Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J.M. : ouvert jusqu'à 1 heure

DINERS		RIVE DROITE
<p>JOHN JAMESON 10, rue des Capucines, 2^e 40-15-00-30/40-15-08-08</p> <p>AU PETIT RICHE 47-70-69-69/47-70-66-50 25, rue La Pélerine, 9^e</p> <p>LE RELAIS D'ORSHAM 47-00-44-10 6, place de la République, 11^e</p> <p>YVONNE F. ven. soir et sam. 13, rue de Bassano, 16^e 47-20-98-15</p> <p>LE GOURMAND CANDIDE 43-80-01-41 6, pl. Maréchal-Juin, 17^e (pl. Persim)</p> <p>LA TABLE DE L'OE F/nam. midi et dim. 14, rue F.-Flores, 18^e 46-06-72-01</p>	<p>MENU COURMANDA 189 F VIN COMPRIS FORFAIT THEATRE 290 F à 420 F. Service normal jusqu'à 8 h 15 Décor 1898. Salons particuliers - Banquet d'honneur & fêtes de noces. Parking Drouot</p> <p>T.L.J. jusqu'à 1 h du matin. Huitres et fruits de mer toute l'année. Poissons du marché. Chateaubriand.</p> <p>Vieille Cuisine de Tradition. Spéc. de POISSONS. Huitres et Gibiers en saison. Fête gras fraîche, croustis de canard. Carte 250/300 F. Diplômé Club P. Montagné. OUVRENT DIM.</p> <p>Cuisine traditionnelle française personnalisée, menu bourgeois 195 F. Salons particuliers de 8 à 45 personnes. Tous les jours sauf samedi midi et dimanche.</p> <p>Déj. Dîner jous. 22 h. Spéc. de SUD-OUEST : Magret de canard et oie. Concombre, Caviar Mince. FOIE GRAS. Menu 80 et 120 F. A MIDI MENU 45 F. CARTE 100 F</p>	<p>RESTAURANT TROUBREUX 47-05-49-75 79, rue Saint-Dominique, 7^e Spécialité de coq au vin et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 22 h 30. OUVERT TOUTS LES JOURS, Y COMPRIS LE DIMANCHE.</p> <p>LA FERME DU PERIGORD 43-31-69-20 1, rue des Fossés-Saint-Marcel (9^e) (F. dim.) Près du Jardin des Plantes. Spécialités du Périgord. Cadeaux rustiques. Dégustation d'affaires, dîners, salons, menus 130 F et 190 F + carte (minut 11). Parking assés.</p>

SOUPERS APRES MINUIT

LA TOUR D'ARGENT

HUITRES TOUTE L'ANNEE
POISSONS DU MARCHE
Plats traditionnels - Vins à découvrir
Décor : « Brasserie de Luxe »
JARDIN d'HIVER au pied de l'Opéra-Bastille
T.L.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin
6, place de la Bastille, 43-47-90-32

DES RESTAURANTS OUVERTS

24 h sur 24

CONGRES MAILLOT

Porte Maillot : 80, av. de la Grande-Armée
HUITRES, COQUILLAGES toute l'année
POISSONS, VIANDES à l'os grillées
43-74-17-24 - Ouvert T.L.J.

Galerie Charles et André BAILLY
25, quai voltaire, 75007 Paris - 42 60 36 47
ANDRÉ MAIRE
8 novembre - 22 décembre
(Fermé samedi et dimanche)

Simone de Monbrison
22, rue Bonaparte, 75006 Paris, Tél.: (1) 46 33 13 77
Phéniciennes et Tanagréennes
du 15 novembre au 24 décembre 1989

KIMURA
Inédits II - 1956-1987
10 octobre
16 décembre 1989
Galerie
ART YOMIURI FRANCE
5, quai de Conti, Paris VI^e
43 26 15 35

Boulakia Contemporain
présente :
RIERA I ARAGO
prolongation de l'exposition
jusqu'au 30 novembre 1989
20, rue Bonaparte 75006 Paris
43.26.56.79

مكتبة الامم

39 Le TGV nord-européen sur les rails
39 Rhône-Poulenc rachète Miraval

46 La bonne santé du deutschemark
46 Les résultats 1988 du système financier

46 Marchés financiers
47 Bourse de Paris

BILLET

Billancourt
entre le pouvoir
et le RPR

Dans l'affaire de Billancourt, Michel Rocard et Raymond Lévy, PDG de Renault, ne vont pas seulement se heurter à la CGT. La décision de supprimer des milliers d'emplois ouvre certes une période de réajustement économique, mais elle place en première ligne les relations politiques entre l'Etat et les collectivités locales. Même si leur rôle a eu tendance à se restreindre depuis dix ans, les installations de Renault constituent toujours pour la ville de Boulogne-Billancourt et pour le département des Hauts-de-Seine une ressource financière (par les revenus de taxes professionnelles) substantielle. C'est cette richesse en potentiel fiscal (encore renforcée par la prolifération des bureaux, non seulement à la Défense mais à Boulogne) qui permet aux communes et au conseil général des Hauts-de-Seine d'imposer relativement peu ses habitants. Il n'est pas inutile de savoir que ce département, moins affecté jusqu'à présent que les « bastions » communistes du Val-de-Marne et de la Seine-Saint-Denis par la désindustrialisation, dégage un revenu brut légèrement supérieur à celui de... la Grèce.

Michel Rocard sait certainement que, en décidant de fermer Billancourt, il jette une pierre énorme dans le camp d'une opposition qui n'a aucune raison de l'opposer. Le conseil général des Hauts-de-Seine n'est pas présidé par n'importe qui puisqu'il s'agit de M. Charles Pasqua. A la tête de la mairie de Boulogne « régnait », depuis près de vingt ans, le fidèle gaulliste Georges Gorsa. Et la région d'Ile-de-France a à sa tête Pierre-Charles Krief (RPR) et le sénateur UDF des Hauts-de-Seine, Jean-Pierre Fourcade.

Le premier ministre a ouvert, il y a un mois, le chantier de la réforme de l'Ile-de-France en annonçant des mesures relatives au logement et aux transports et en indiquant qu'un mécanisme de péréquation fiscale serait étudié entre communes riches et collectivités locales moins fortunées. Dans cette perspective, le dossier Renault apparaît symbolique. A quelle fin destiner les vastes et précieux terrains qui seront libérés ? A des bureaux, encore des bureaux, à des activités de loisirs et de sports, à des logements sociaux qui font défaut ? Mais, dans ce cas, qui paiera les surcoûts fonciers ? Voilà un bon sujet pour tester concrètement la philosophie du gouvernement quant à la décentralisation et au « partenariat » entre l'Etat et les collectivités locales.

F. GH.
Lire nos informations
page 39

Les inégalités ont recommencé à augmenter

Amélioration de la situation des personnes de plus de soixante ans mais détérioration de celle des plus jeunes; forte croissance des revenus de la propriété et tout spécialement des revenus mobiliers mais baisse du pouvoir d'achat des salariés du secteur privé; moindre progressivité des prélèvements fiscaux-sociaux; transformation et extension de la pauvreté: le rapport sur les revenus des Français que vient de rendre public le Centre d'études des revenus et des coûts (CERC) va faire grincer les dents (1). Ce document de 267 pages décrit en effet de façon aussi minutieuse que documentée les transformations qu'a subies la société française au cours des années 80, des transformations qui, vues à travers des revenus, vont presque toutes dans le sens d'un accroissement des inégalités.

La décennie qui s'achève aura été profondément marquée par les efforts faits par le pays pour résorber ses déséquilibres les plus graves: inflation et déficits extérieurs. Ces efforts auront été supportés en grande partie par les participants à la croissance économique: progressivement entre 1982 et 1988 deux fois moins vite que la richesse nationale (8 % au lieu de 15 %) alors qu'entre 1974 et 1982 les ménages avaient vu leur revenu réel augmenter plus vite que le revenu national (25 % contre 16 %). Ce basculement radical, opéré au détriment des participants à la croissance, aura eu pour conséquence d'augmenter les inégalités d'entre eux.

Le premier est la très faible progression des rémunérations d'activité (salaires, revenus des travailleurs indépendants...), particulièrement nettes pour les salariés qui en masse ont — après déduction des cotisations de sécurité sociale — baissé en francs constants de 1,4 % entre 1982 et 1988 et même de 2,8 % entre 1982 et 1987. « Cet arrêt brutal de la croissance des salaires tient avant tout à la stabilisation des effectifs salariés », note le CERC (2), « mais il provient également de la politique de maîtrise des coûts salariaux qui a été préconisée et appliquée par les gouvernements successifs depuis 1982 ».

Deuxième phénomène mis en évidence par la longue étude du CERC: les revenus de la propriété mobilière et immobilière fortement

entamés au cours des années 70 par la forte inflation de l'époque, ont beaucoup progressé au cours de la décennie qui s'achève.

Ce retournement s'il est net pour les revenus immobiliers, c'est-à-dire en fait pour les loyers à partir de 1985, est encore plus spectaculaire pour les revenus mobiliers: caisse d'épargne, actions, obligations, SICAV... en francs constants et après déduction des effets de l'inflation, ceux-ci ont plus que doublé entre 1982 et 1988 (111 %).

Troisième phénomène: les impôts sur le revenu et le patrimoine payés par les ménages (IF,

d'abord sur fond de crise, d'austérité, de suppression d'emploi. A partir de 1986-1987, la situation s'est nettement améliorée avec la reprise de la croissance économique et des créations d'emploi. Mais les augmentations de revenus qui ont accompagné ce redémarrage ont été si différentes entre types de revenus, entre revenus de même type, selon les âges et même les régions que les inégalités de toute sorte qui avaient eu tendance à se réduire en France depuis 1968 ont recommencé à augmenter.

L'éventail des salaires a recommencé à s'élargir à partir de 1983 dans le secteur privé, après s'être régulièrement resserré depuis vingt

la seule évolution des salaires ou également par des modifications dans la composition de la main-d'œuvre. A cette question, l'étude du CERC apporte deux éléments de réponse. D'une part, le SMIC et les bas salaires ont cessé de progresser plus vite que le salaire moyen. En 1988, le fait est assez notable pour être souligné, les ouvriers les plus qualifiés ont bénéficié d'augmentations plus importantes que les ouvriers les moins qualifiés. D'autre part, les cadres ont touché des augmentations de salaires supérieures à celles de l'ensemble des salariés: + 12,1 % contre + 10,7 % de janvier 1986 à janvier 1989. Encore l'étude du CERC insiste-t-elle sur le fait qu'à l'intérieur même de la catégorie des cadres masculins, la dispersion des salaires ne cesse de s'accroître, traduisant vraisemblablement une individualisation de plus en plus grande des rémunérations.

L'écart moyen
entre hommes et femmes

L'étude met en évidence un autre retournement inégalitaire: l'écart moyen des salaires entre hommes et femmes qui ne cessait de se réduire depuis le début des années 70 s'est stabilisé à partir de 1984. Ainsi le salaire moyen masculin qui représentait 1,49 fois le salaire moyen féminin en 1973, 1,40 fois en 1978, 1,37 fois en 1982 s'est depuis stabilisé à 1,35 fois. Cet écart tend même à s'accroître pour les niveaux de qualifications élevées.

Si la rigueur salariale des années qui ont suivi 1982 a été moins forte dans les petits établissements, permettant que se réduisent un peu les écarts souvent importants de salaires entre petites et grosses entreprises, les disparités géographiques n'ont pas diminué entre Paris et la province comme elles l'avaient fait au cours des années 60 et 70, avant que ce mouvement ne s'inverse au début des années 80.

Les revenus des professions indépendantes ont eux aussi supporté les conséquences de la crise. Mais de façon tellement inégale que là encore les inégalités se sont creusées.

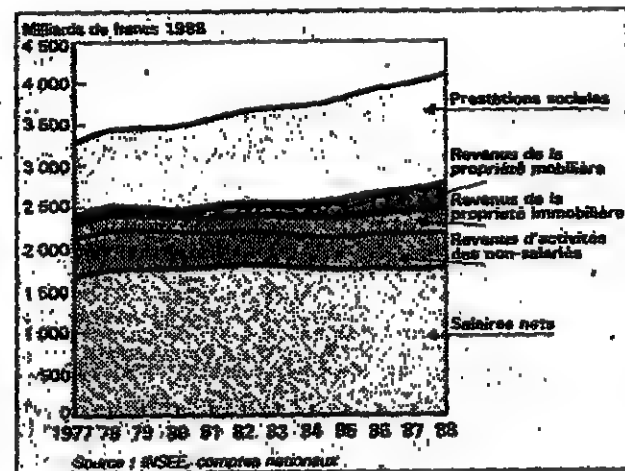
A.V.

(1) Les Français et leurs revenus: le tournant des années 80. Editions La Découverte, 1 place Paul-Faivre à Paris et à la Documentation française, 29, quai Voltaire à Paris. Prix: 140 F.

(2) Les effectifs salariés avaient augmenté de 10,2 % entre 1970 et 1982 mais de seulement 0,4 % entre 1982 et 1988.

(3) Cette croissance rapide avait eu pour cause la crise: indemnisation des chômeurs, préretraite, réduction d'activité après soixante ans.

(4) Dans cette approche par déciles, 80 % de salariés perçoivent des salaires se situant entre le dernier décile (D9) et le premier (D1). La situation des fonctionnaires n'a pratiquement pas été abordée dans l'étude.



Les revenus d'activité représentent une part de plus en plus faible du revenu total des ménages. Le rapport du CERC indique qu'entre 1985 et 1988 le pouvoir d'achat des ménages a augmenté de 2,9 %, mais que les salaires et les revenus d'activité n'ont représenté que 0,7 %, soit le quart seulement de ce gain.

IR, retenu à la source sur les revenus mobiliers, taux d'habitation...) se sont accrues jusqu'en 1984, époque où ils ont atteint 9,3 % du revenu total avant impôt, cela avant de commencer à diminuer (8,4 % en 1988). En revanche, les cotisations sociales à la charge des salariés se sont accrues dans le total des cotisations passant de 22,4 % en 1978 à 25,7 % en 1982 et à 29,3 % en 1988.

Nouvelle donne
et disparités accrues

Quatrième phénomène: les prestations sociales qui avaient augmenté au rythme de 6 % l'an entre 1974 et 1982 (3) ont par la suite progressé deux fois moins rapidement (+ 2,8 % entre 1982 et 1988), du fait de la non-revalorisation du pouvoir d'achat de la plupart des prestations ainsi que de la déduction de la part des dépenses de santé financées par notre système de sécurité sociale.

Les six ou sept années que nous venons de vivre se sont déroulées

ans. Le CERC a fait le rapport entre le montant au-dessus duquel sont rémunérées les 10 % de salariés les mieux payés (décile 9) et le montant en dessous duquel sont situés les 10 % les moins payés (décile 1). On voit que ce rapport — dit de dispersion (4) qui était passé de 4,1 en 1967 à 3,6 en 1973, 3,26 en 1980, 3,17 en 1982 et avait atteint son point le plus bas en 1984 (3,09) — a cessé de remonter depuis: 3,12 en 1985, 3,16 en 1986, 3,20 en 1987. Cette remontée s'est effectuée malgré les nombreuses suppressions d'emploi qui ont touché les travailleurs non qualifiés. Le CERC a poussé son analyse plus loin en rapportant chaque décile au salaire médian, c'est-à-dire en dessous ou en dessus duquel se trouvent la moitié des effectifs salariés. Si le décile inférieur (D1) représente de façon stable quelque 62 % du salaire médian, le décile supérieur (D9) a tendance à s'élargir vers le haut, passant de 1,93 en 1984 à 1,94 en 1985, 1,96 en 1986, 1,97 en 1987.

Reste à savoir si cet élargissement des inégalités s'explique par

Le modèle français
en question

Suite de la première page

Le risque existe de voir les Français se désintéresser d'un système économique qui limite, depuis des années, les revenus tirés du travail alors que, dans le même temps, les propriétaires d'immeubles perçoivent des revenus croissants de leurs loyers tandis que la Bourse enrichit les plus riches, accablant un peu plus la concentration des revenus et des patrimoines.

La France est sûrement sortie de la crise puisque les entreprises ont recommencé à beaucoup investir et à embaucher. Mais au prix de quelles transformations? Si les retraités sont épargnés, les jeunes paient un lourd tribut à la période de modernisation que nous vivons à travers des emplois plus souvent précaires et des salaires déprimés par rapport à ceux de leurs aînés. La pauvreté s'est étendue en même temps qu'elle s'est transformée. Le rapport du CERC montre que, en cette fin de siècle, on ne naît pas pauvre, mais on le devient.

L'Europe en train de se faire sur le modèle libéral rend brillantes ces questions. La société française acceptera-t-elle de s'aligner sur les pratiques allemandes ou anglaises, en matière de fiscalité de l'épargne notamment? Ou bien imposera-t-elle sa vision redistributive? Il est sûrement malaisé de poser ces questions en 1989 lorsque fut conclu l'accord de Luxembourg sur le marché unique. Mais avait-on conscience, à l'époque, de ce qui était en train de se passer en France? C'est à partir de cette date que les inégalités ont recommencé à s'accroître dans notre pays.

Les pressions vont se multiplier dès que sera connu le rapport du CERC pour que des mesures soient prises afin de réduire les inégalités. Le pire serait que le gouvernement y cède pour se faire pardonner l'Europe, à quelques mois d'un congrès socialiste auquel il faudra bien rendre quelques comptes.

La société française n'est pas menacée de tels périls que MM. Rocard et Bérégovoy ne puissent prendre le temps de réfléchir à ce qu'il convient d'abord de ne pas faire: donner l'impression d'improviser comme c'est trop souvent le cas en France pour tout ce qui touche à la fiscalité; décourager les entrepreneurs, les épargnants et finalement les investisseurs étrangers. Les inégalités les plus graves naissent du marasme économique.

Les cadeaux faits aux revenus de l'épargne ont été nombreux ces dernières années. Reste maintenant à convaincre nos partenaires européens qu'ils ont été trop importants.

ALAIN VERNHOLES

Hausse
dans l'agriculture

Le revenu brut moyen par exploitation a progressé de 8,5 % (en francs constants) en 1988, selon les comptes prévisionnels de l'Agriculture de la nation publiés mardi 21 novembre par l'INSEE.

Cette progression du revenu agricole, la plus forte depuis 1982, tient compte d'une diminution de 2,8 % du nombre des exploitations et d'une hypothèse de croissance du produit intérieur brut marchand de 2,8 %. Elle succède à une baisse de 4 % en 1988 du revenu brut moyen par exploitation.

« La hausse moyenne du revenu recouvre des évolutions très variables, selon les catégories d'exploitations », a commenté l'INSEE dans un communiqué, en soulignant « les effets contrastés de la sécheresse sur la production agricole ».

La sécheresse a ainsi pesé surtout sur l'élevage (moins de fourrage), les récoltes de pommes de terre, de maïs, de betteraves et d'oléagineux et a favorisé une récolte précoce des céréales et une bonne production de fruits et de vins de qualité.

ALAIN LESAUBE.

Rapprochement des statuts de l'intérim et du contrat à durée déterminée

L'avant-projet de loi pour limiter le développement du travail précaire est désormais connu. Les partenaires sociaux se sont consultés les 22 et 23 novembre sur le contenu d'un texte que M. Solisson présentera au conseil des ministres du 6 décembre. Mais le traitement du dossier se trouve compliqué par l'initiative du CNPF, qui souhaite maintenant une négociation avec les syndicats.

A quelques manœuvres près, qui peuvent intervenir à la suite des rencontres entre le ministre du travail, M. Jean-Pierre Soisson, et les partenaires sociaux, l'avant-projet de loi sur l'intérim et les contrats à durée déterminée est désormais défini. Le texte précise les trois cas

de recours à ces formes de travail: lors de l'absence ou de la suspension d'un contrat de travail, quand il y a un accroissement temporaire de l'activité et pour les emplois saisonniers. Les deux formules rivales de travail temporaire se rapprochent: le contrat ne peut être renouvelé qu'une fois, dans un cas comme dans l'autre, et la durée maximale ne peut pas dépasser les douze mois. Des sanctions pénales, comme pour l'intérim, sont prévues pour combattre les abus d'utilisation des contrats à durée déterminée.

Pour répondre en partie au souhait des députés socialistes, il est interdit, pendant six mois, à un établissement qui a procédé à un licenciement économique d'embaucher un salarié à titre précaire en utilisant le motif de l'accroissement temporaire d'activité. Dans les autres cas, la loi sur les licenciements s'appliquera, qui prévoit une priorité de réembauche pour le salarié licencié. De même, ces salariés sont écartés d'une liste de travaux dangereux et il reviendra à l'entreprise utilisatrice de supporter « une cotisation supplémentaire », « lorsqu'un salarié lié par un contrat de travail temporaire est victime d'un accident ». Des décrets devraient préciser que l'indemnité de précarité revient à un taux unique de 10 % pour l'intérim, et que celle du contrat à durée déterminée sera fixée au même niveau.

Sanctions pénales
alourdies

Pour satisfaire une demande syndicale, formulée par la CFDT en particulier, le troisième volet de la future loi précise les moyens de lutte contre la fausse sous-

traitance, les inspecteurs du travail étant souvent démunis pour intervenir. Les organisations syndicales, « sans avoir à justifier d'un mandat de l'intéressé », pourront « ester en justice ». Les sanctions pénales sont alourdies. Enfin, et de façon générale, le projet permet aux comités d'entreprise de connaître périodiquement la situation de l'emploi au mois le mois. L'évolution des effectifs en intérim, en contrats à durée déterminée, ou de salariés appartenant à une entreprise extérieure sera analysée, et l'employeur devra également présenter la liste des motifs.

Tandis que le gouvernement répète son intention d'aller jusqu'au bout d'un processus législatif engagé il y a un an, le CNPF se déclare aujourd'hui décidé à négocier avec les syndicats. M. Jean-Louis Giral, président de la commission sociale du CNPF, a

au passage, élargi sa proposition. Il préconise une négociation qui porterait autant sur les mesures réglementaires que sur les dispositifs pouvant améliorer le statut des travailleurs temporaires.

Mais le patronat met une condition à cette procédure tardive qui marque l'entrée dans une phase de manœuvres tactiques. Le CNPF annonce que l'amélioration de l'indemnisation des travailleurs précaires par l'assurance-chômage dépend de l'issue de la négociation offerte. Une façon d'intervenir dans la négociation pour le renouvellement de la convention UNE-DIC, elle-même imbriquée dans la négociation sur les régimes de retraite complémentaire, à son tour dépendante de l'avenir de la structure financière chargée de financer le surcoût de la retraite à soixante ans.

سكزا من الاجل

حكايا من الاجل

38 Le Monde • Jeudi 23 novembre 1989

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations 8,50 % mars 1987
Les intérêts courus du 14 décembre 1988 au 13 décembre 1989 seront payables, à partir du 14 décembre 1989, à 425 F par titre de 5 000 F.
En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 106,25 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,50 F faisant ressortir un net de 310,25 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations à taux révisable trimestriel mai 1989/juin 1998
Les intérêts courus du 14 septembre 1989 au 13 décembre 1989 seront payables, à partir du 14 décembre 1989, à 462,63 F par titre de 20 000 F.
En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 115,65 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 9,24 F faisant ressortir un net de 334,04 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations à taux variable trimestriel juillet 1989/septembre 1999
Les intérêts courus du 14 septembre 1989 au 13 décembre 1989 seront payables, à partir du 14 décembre 1989, à 457,57 F par titre de 20 000 F.
En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 114,39 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 9,14 F faisant ressortir un net de 334,04 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations à taux révisable trimestriel février, mars et juin 1988
Les intérêts courus du 14 septembre 1989 au 13 décembre 1989 seront payables, à partir du 14 décembre 1989, à 475,27 F par titre de 20 000 F.
En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 118,81 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 9,50 F faisant ressortir un net de 346,96 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

SOCIÉTÉ ANONYME DE GESTION ET DE CONTRÔLE DE PARTICIPATION
Obligations à taux variable novembre 1988
Les intérêts courus du 22 novembre 1988 au 21 novembre 1989 seront payables, à partir du 22 novembre 1989, à 454,65 F par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 113,66 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 9,08 F faisant ressortir un net de 331,91 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

SOCIÉTÉ ANONYME DE GESTION ET DE CONTRÔLE DE PARTICIPATION
Obligations à taux révisable annuel novembre 1983
Les intérêts courus du 12 décembre 1988 au 11 décembre 1989 seront payables, à partir du 12 décembre 1989, à 391,95 F par titre de 5 000 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 43,55 F (montant brut : 435,50).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 65,29 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,70 F faisant ressortir un net de 317,96 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

SOCIÉTÉ ANONYME DE GESTION ET DE CONTRÔLE DE PARTICIPATION
Obligations à taux révisable trimestriel décembre 1988 (tranche A)
Les intérêts courus du 14 décembre 1989 au 13 décembre 1989 seront payables, à partir du 14 décembre 1989, à 228,79 F par titre de 10 000 F.
En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 57,19 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 4,56 F faisant ressortir un net de 167,04 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

SOCIÉTÉ ANONYME DE GESTION ET DE CONTRÔLE DE PARTICIPATION
Obligations à taux révisable trimestriel janvier 1989
Les intérêts courus du 14 décembre 1989 au 13 décembre 1989 seront payables, à partir du 14 décembre 1989, à 38,97 F par titre de 5 000 F.
En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 56,88 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 4,54 F faisant ressortir un net de 166,10 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

S.A.P.A.F. FINANCE
Obligations à taux variable décembre 1989 (tranche B)
Les intérêts courus du 13 novembre 1989 au 13 décembre 1989 seront payables, à partir du 14 décembre 1989, à 38,97 F par titre de 5 000 F.
En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 56,88 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 4,54 F faisant ressortir un net de 166,10 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
Obligations 9,30 % décembre 1987
Les intérêts courus du 21 décembre 1988 au 20 décembre 1989 seront payables, à partir du 21 décembre 1989, à 493 F par titre de 5 000 F.
En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 123,75 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 9,90 F faisant ressortir un net de 361,35 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

Les SICAV et Fonds Communs de Placement de

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque

Les conseils d'administration des SICAV SAINT-HONORE PACIFIQUE, SAINT-HONORE TECHNOLOGIE, réunis le 16 novembre 1989, ont décidé de proposer à une prochaine assemblée générale extraordinaire d'opter pour la capitalisation de leurs revenus, à compter de l'exercice 1989, conformément aux nouvelles dispositions en vigueur. De même, GESTION SAINT-HONORE, société de gestion de fonds communs de placement, a décidé d'opter pour la capitalisation, à compter de l'exercice 1989, pour le fonds commun de placement ATLAS LCF.

Francis Pierre

Comptes de l'exercice 1988-1989 clos le 29.09.1989 approuvés par le Conseil d'Administration du 13 novembre 1989, présidé par M. Claude Lamotte.

Actif net au 29.09.1989 : F 258.577.804
Dividende proposé : F 3,98 + F 0,41 d'avoir fiscal qui sera mis en paiement le 16 janvier 1990
Performance entre le 30.12.1988 et le 10.11.1989 : + 22,39 %, ce qui classe la Sicav en tête des Immobilières au classement Europerformance
Valeur liquidative au 10.11.1989 : F 117,53

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav et FCP sur Minitel 38.15 code ASSOCIC.

Banques CIC : En intelligence avec vous.

calberson

Compte tenu de divergences avec ses principaux actionnaires sur l'application de la stratégie du Groupe Calberson, M. Rodolphe Lambert a pas sollicité le renouvellement de son mandat d'administrateur venant à échéance le 16 janvier 1990.

Par conséquent, il a remis à la disposition du Conseil d'Administration son mandat d'administrateur et ses fonctions de président.

Le Conseil d'Administration, dans sa séance du 20 novembre 1989, a rendu hommage à M. Rodolphe Lambert et l'a remercié pour son action et les résultats obtenus pendant les cinq années de sa présidence.

M. Jacques Bonin, président de la SIFC, filiale du Groupe, a été coopté en qualité d'administrateur et de président de la Compagnie Générale Calberson.

GROUPE Cabino

Casino et Carrefour viennent de signer un protocole d'accord selon lequel Casino rachète à Carrefour les magasins Carrefour de Cray et de Parnell à Amey et cède à Carrefour le Géant Casino de Nantes.

Cette opération a pour objectif de rationaliser l'activité commerciale des deux groupes dans ces deux villes. Ainsi Casino va prendre en quelques mois une position intéressante à Amey puisque les trois magasins supermarchés, cédés à Carrefour, ouvriront en printemps 1990 à Amey-le-Vieux.

PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE
82, rue Bonaparte, PARIS VI^e
Métro : Saint-Sulpice

HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE
ARCHITECTURE - BEAUX ARTS
RÉGIONALISME
Livres neufs - Livres anciens
Catalogue bilingue
Envoi sur simple demande

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

Contre les fausses valeurs de la modernité

Vous félicitez pour cet ouvrage à une époque où on perd le goût de la vérité.

images

économiques du monde 1989
Beaujeu-Garnier (J.), Gambin (A.), Delobez (A.)
LES HOMMES, ACTIVITÉS INDUSTRIELLES (énergie, métaux, textiles et autres industries)
PRODUCTIONS AGRICOLES, PÊCHE, CIRCULATION, FINANCES, LES ÉTATS.
MISE A JOUR A FIN JUIN 89
Plus de 7 000 chiffres 88/89
présentation politique et attention économique de 90 pays
Sédes, 240 pages 125 F

BIOSPHERE

LA PREMIERE SICAV EN EUROPE LIEE A LA SANTE ET A L'ENVIRONNEMENT

A quatre mille jours de l'an 2000, des banquiers français réalisent l'importance de l'environnement et de la santé. Phénomène de génération ? Probablement. Innovation ? Sûrement. Telles sont les raisons qui ont poussé Cyril Finance Gestion, jeune maison de titres du groupe des Mutuelles du Mans, fondée en 1987, à créer BIOSPHERE.

Depuis deux ans, Cyril Finance Gestion, forte de son expertise sur les marchés américains, asiatiques et européens, avait acquis la conviction que ses clients attendaient qu'elle sorte des sentiers battus de la finance et que le renouvellement du métier de banquier passait par la découverte de domaines mal explorés, tels que la santé et l'environnement.

C'est donc tout naturellement, mais avec plusieurs longueurs d'avance sur ses concurrents, que Cyril Finance Gestion, sur une idée d'O'Slaney Finance, a décidé de lancer BIOSPHERE, qui investit dans les entreprises les plus performantes et prometteuses de ces deux vastes secteurs.

Dès l'ouverture au public, le 26 octobre 1989, des investisseurs prestigieux ont marqué leur intérêt pour cette SICAV à thème. Ils ont souhaité faire partie du Conseil d'Administration et ont été nommés lors de l'Assemblée Générale du 13 novembre 1989 :

Administrateurs : Banque de la Cité, Banque

Française d'Investissement, Société de Bourse Boscher S.A., Caisse de Retraite des Anciens Combattants, Comptoir des Entrepreneurs, Electricité de France, Framatome, La Mondiale, les Mutuelles du Mans IARD, O'Slaney Finance, Salvapar.

Censeurs : Cyril Finance Gestion, Banque Populaire Bretagne-Atlantique, Crédit Martiniquais, Institut Mérieux International, Monsieur Jacques Chauvin, Monsieur Eric Molinié, Monsieur Anthony Rowley.

Monsieur Marcel Boiteux, Président de l'Institut Pasteur et Président d'Honneur de l'E.D.F. a accepté la présidence de BIOSPHERE.

Cyril Finance Gestion a mis en place une trentaine de SICAV et Fonds Commun de Placement dont dix fonds en actions, et s'est illustrée par le montage et le placement d'emprunts obligataires.

Les souscriptions sont reçues auprès des établissements placeurs suivants :
Cyril Finance Gestion (1) 42.66.68.88, Banque de la Cité (1) 42.25.42.93, Banque Française d'Investissement (1) 47.27.24.00, Banque Populaire Bretagne-Atlantique 40.46.08.08, Banque Industrielle et Mobilière Privée (1) 40.06.60.00, Société de Bourse Boscher S.A. (1) 40.22.15.00, Cofibank (1) 42.66.51.43, Comptoir des Entrepreneurs (1) 40.20.30.40, Crédit Martiniquais (1) 42.66.41.99.

Billancourt, un centre industriel déjà vidé de ses habitants

La décision de fermeture prise par la direction de Renault sanctionne un long dépérissement

En fond à gauche, les grands bureaux. A droite, le massif de béton clair du Billancourt 2000 de Bernard Hannon, la cathédrale inachevée de la Régie triomphante. Plus loin, au-delà d'une barrière de tôles et de façades sales, au-delà de la route et du bras de Seine invisibles d'ici, on aperçoit la silhouette de l'île Seguin. Au milieu, devant, le vide ou presque : des espaces tenant du terrain vague et du parking et des bâtiments déjà à demi abandonnés. C'est ce qu'on voit au centre des 31 hectares du trapèze du centre industriel de Billancourt (CIB) lorsqu'on a passé, en venant de la ville de Boulogne-Billancourt par la place Nationale, les premières zones d'ateliers et les premières rues de l'autre ville : le Billancourt de Renault.

Une visite du centre industriel suffit à dépeindre d'un coup ce qui restait de l'image rebattue de

forteresse ouvrière. Les rues d'une usine automobile, qu'il s'agisse de Mulhouse, de Sochaux ou de Flins, ne sont guère animées aux heures de travail. Mais la forteresse de Billancourt ressemble à une ville fantôme. Une carcasse à moitié vide. Sous les verrières noircies et les charpentes datant de l'entre-deux-guerres, on traverse de grands halls déserts qui résonnent. Même là où demeure une activité, les ateliers sont dispersés. Ici, près de la place Nationale, de la mécanique de petite série ; là de l'outillage ; plus loin encore, dans les fumeroles, quelques dizaines d'ouvriers procèdent à des essais de fonderie pour la direction des technologies de production. Même là, les hommes paraissent perdus dans un ensemble trop grand taillé pour bien d'autres productions. Même dans le Billancourt 2000 on peut circuler au large.

À l'occasion de la visite on découvre de petits ateliers isolés comme celui qui usinait des disques pour Sandoville. Plus loin, sous une voûte, on trouve l'acrotère de la salle où vers 1985-1986 se réunissait le comité d'établissement : une chaise et un ascenseur pour éviter l'irruption de militants cégétistes qui avaient coutume d'occuper la salle des séances.

Rétrécissement

En fait, aujourd'hui, deux zones seulement restent densément occupées : les bureaux où de nouveaux bâtiments avaient été construits, et l'île Seguin où sont encore montées les fourgonnettes Express. Les machines et les installations ont été modernisées, notamment pour la tôlerie, la peinture et le montage des carrosseries. On y a introduit

par endroits une nouvelle organisation du travail qui réduisait la pénibilité et la monotonie : ainsi on assemble à part - à hauteur d'homme - les éléments des tableaux de bord avant de les monter sur la caisse du véhicule. Dans une usine encore réputée laxiste, l'indice de qualité dépasse nettement la moyenne de Renault.

Mais, faute de place dans ce vaisseau compact, les chaînes s'entrecroisent sur six étages par des virages en épi à cheveu. Au rez-de-chaussée on essie les voitures dans l'usine même et on les entasse ensuite sur des barges qui vont jusqu'à Flins délivrer leur cargaison.

Billancourt a commencé depuis longtemps à se vider. En 1976, comme le rappelle M. Pierre Dreyfus, PDG de Renault à la grande époque (1955-1975), le

centre (siège social inclus il est vrai) comptait encore trente-quatre mille salariés comme en 1939 et à peine moins qu'en 1962 (1). Mais dès 1981 on était redescendu à vingt-cinq mille, puis en 1986 à dix-sept mille (dont douze mille six cents pour le CIB). Le mouvement n'a pas cessé depuis avec la disparition entre autres de Renault-Machines-outils.

Pyramides inversées

Le périmètre a un peu rétréci aussi depuis la vente d'une quinzaine d'hectares de terrain par la Régie en 1986 ; outre celle du Point-du-Jour près du siège social - où s'installera TF1 - les plus grosses parcelles se situent près du trapèze, de l'autre côté de la place Nationale ; elles étaient naguère occupées par une usine de moteurs

et un département de mécanique. D'autres opérations vont désormais pouvoir suivre.

Parallèlement, la composition professionnelle du centre a changé. Elle forme deux pyramides inversées. D'un côté, l'usine de montage de l'île Seguin compte encore 3 000 ouvriers, pour l'essentiel des OS (« agents de production » dans la terminologie maison) et presque tous immigrés, sur ses 4 000 salariés. De l'autre, les salariés du « trapèze » - 4 000 aussi - travaillent pour des directions « fonctionnelles » de la Régie, les plus importantes étant dans l'ordre les technologies de production (1 500 personnes), l'outillage (900 personnes), la direction de la production (400 personnes) ou bien, la direction administrative du centre. Employés, techniciens ou agents de maîtrise y sont déjà presque trois fois plus nombreux que les ouvriers - eux-mêmes essentiellement des professionnels.

Ces changements ne se sont que partiellement traduits dans la représentation syndicale. La CGT reste majoritaire aux élections du CIB, elle atteint même 75 % des voix dans le collège ouvrier. Mais sa base militante demeure surtout chez les ouvriers professionnels. Elle s'oppose à faire croire à la mobilisation en faveur de ses dix militants licenciés mais n'arrive parfois même pas à mobiliser tous ses délégués. Une alliance CFDT-FO-CGC est majoritaire dans le deuxième collège, celui des employés, des techniciens et de la maîtrise, celui qui monte. Mais la CFDT, son principal élément, n'est pas sans influence non plus chez les OS de l'île Seguin. Partagée entre ces deux attaches, elle a du mal à agir face au poids électoral de la CGT.

GUY HERZLICH

(1) La volonté de réussir, éd. Jean-Claude Simonin, 1977.

■ Dix de Renault : arrêt de la Cour de cassation le 19 décembre. - La chambre sociale de la Cour de cassation rendra son arrêt dans l'affaire des « dix » de Renault le 19 décembre prochain. En audience, le 21 novembre, l'avocat général s'est prononcé en faveur de la cassation du jugement de cour d'appel pour huit des dix militants de la CGT licenciés en 1986 et qui réclament leur réintégration dans l'usine de Billancourt.

Les principales réactions

Dans un communiqué publié mardi 21 novembre, à 15 heures, la direction de la Régie Renault a confirmé son intention « de mener progressivement, d'ici à la mi-1992, la déconstruction d'activité de l'usine de Billancourt », autrement dit sa fermeture (le Monde du 22 novembre). « Renault doit en effet réduire le nombre de ses usines, afin de concentrer les opérations de montage de ses véhicules sur ses sites les plus performants », poursuit le texte qui souligne que « en dépit des progrès de productivité réalisés et des investissements consentis », « l'usine présente aujourd'hui des handicaps structurels qui interdisent toute évolution : accès très difficile, extension impossible, etc. (...) ». Dans l'après-midi, M. Jean-Louis Fournier, ministre, M. Michel Rocard, avait donné son aval à cette décision en tant qu'état « actionnaire », en déclarant pour « qu'il y ait un plan social digne de ce nom ».

A cette annonce, les réactions les plus vives sont venues du Parti communiste et de la CGT, qui avaient fait de Renault-Billancourt l'un de leurs symboles. La union qu'on qualifie d'« insupportable » : « Billancourt, le crime », M. André Lajoie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, a déclaré qu'il fallait « sauver Bil-

lancourt », en ajoutant : « Nous lutterons jusqu'au bout ». D'après l'européen et économiste du PCF, M. Philippe Herzog a estimé que « le gouvernement n'aurait pas dû céder » aux pressions de Bruxelles.

Le bureau confédéral de la CGT a qualifié de « déliquescence organisée » le choix de la fermeture. Dans un communiqué commun avec la fédération de la métallurgie CGT, la direction syndicale dénonce « la gravité de l'événement » et parle de « la gestion déléguée volontairement catastrophique du groupe Renault ». « La plus prestigieuse entreprise française serait ainsi condamnée à n'être plus qu'une annexe subalterne d'entreprises étrangères », considère la CGT, qui y voit la confirmation de la stratégie de déclin qu'elle ne cesse de critiquer.

Plus mesurée, la CFDT estime que l'avenir des salariés de Renault « ne doit pas être lié au sort de l'usine de Billancourt » et exige que « les licenciements se fassent sans plan social satisfaisant », mis en œuvre en 1986 et 1987, ne devant pas se renouveler. La CFDT souligne que la réduction constante des effectifs et la mise en place d'une tôlerie à l'usine de Maubeuge « laissent clairement imaginer les intentions de la Régie Renault ».

Résignation

Billancourt ferme ses portes à la mi-1992. Mercredi 22 novembre à 8 h 30, lorsque l'équipe du matin a pris son service, l'information faisait presque figure de non-événement. La veille, la Flash usine distribuait par la direction et les réunions d'information convoquées par l'encadrement qui, à l'occasion, arrêtés un moment les chaînes n'ont pas davantage provoqué de rumeurs. Depuis longtemps, « on savait ».

« C'est presque un soulagement. L'usine est crevé, soupire une secrétaire de quarante-quatre ans. Le climat s'était dégradé, les gens en arrivaient à ne plus parler que de ça. » « Malgré tout, poursuit-elle, ça fiche un coup. Mon mari travaille également ici. Désormais, nous avons trois ans pour nous réajuster. » Dans cette usine où la moyenne d'âge atteint quarante-quatre ans et dont plus de la moitié du personnel est constituée de travailleurs immigrés, les quatre mille salariés sont, désormais, directement confrontés à leur reconversion. « Si vous n'avez ni DUT ni BTS, vous croyez que l'on peut retrouver une place sur les chaînes ? », demande un ajusteur meubriste.

Pour cette femme de cinquante ans, employée à l'Infinia, Billancourt est déjà mort. « Quand

on a détruit mes anciens locaux, j'en ai pleuré. Maintenant, il n'y a plus vraiment d'usine. Quand j'ai débuté en 1954, Renault, c'était une bonne maison. La troisième semaine de congés payés, c'est grâce à la Régie qu'on l'a eue... », dit-elle, avant de passer la porte Zola où une poignée de militants CGT distribuent machinalement un tract.

Le paradoxe est que depuis 1986, année où Renault a procédé à la suppression d'emplois, l'établissement a réalisé « des progrès exceptionnels » en qualité comme en « présentisme », reconnaît la direction. L'indice « AQR » (action-qualité-Renault) est désormais au niveau 142, niveau plus qu'honorable au sein de l'entreprise. Le problème aujourd'hui c'est que Billancourt a atteint un « plafond », explique-t-on à la Régie.

« Les gens se sont investis corps et âme. Le redressement a été fantastique », insiste Azedine, militant CFDT. « Certains salariés qui auraient pu partir ont été retenus ici. Pour eux, c'est sans doute un préjudice », estime-t-il. M. Robert Meunier, délégué central CFE-CGC, considère pour sa part qu'il est urgent de mettre en place une commission paritaire

chargée d'assurer le reclassement des quatre mille salariés dont il peine un quart, selon lui, pourrait bénéficier de mesures d'âge.

Pour la CGT, on n'en est pas encore là. M. Jean-Louis Fournier, délégué central CGT de Renault, voit dans l'annonce de la fermeture du site un moyen révé de mettre en œuvre « la décision politique du gouvernement qui cède devant la dictée de Bruxelles ». Il prévoit d'organiser une journée portes ouvertes et pour que tout le monde puisse voir ce que Renault et le gouvernement veulent casser. Prudents, les cégétistes n'envisagent pour l'instant que des réunions d'atelier. Alors que le jour ne s'est pas encore levé, une demi-douzaine de grues s'activent sur l'emplacement occupé, il y a encore deux ans, par l'atelier 14 qui, avec mille cinq cents ouvriers, produisait des moteurs. Une noria incessante de camions défile devant la porte Zola. Au programme : un complexe de résidences pour le troisième âge et des logements de standing avec espaces verts. « Les prix varient de 23 000 F à 30 000 F le mètre carré. Mais, ne vont pas tarder à grimper », assure un syndicaliste.

JEAN-MICHEL NORMAND

TRANSPORT

Démission du président de Calberson

Après cinq ans passés à la tête du transporteur Calberson, M. Rudolph Lambert, ancien directeur de Renault-Etats-Unis, a démissionné de son poste de président.

Il savait, depuis le 20 novembre, qu'il ne serait pas reconduit à son poste en janvier 1990. M. Lambert avait eu à déplorer des bénéfices, soit 193 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 3,15 milliards de francs.

Il semble que la SNCF, qui possède 50,75 % du capital de Calberson à travers son holding SCETA, n'a pas été satisfaite du rachat, en 1987, du groupe allemand Hermann Ludwig.

La répartition des rôles entre la SCETA, le Sernam et Calberson a pu jouer dans le départ de M. Lambert qui sera remplacé par M. Jacques Bonte, actuel président de SFTC, filiale de Calberson.

EN BREF

■ Nouveaux licenciements dans le textile du Nord. - Après les 750 licenciements de la Lainière de Roubaix, son principal concurrent dans le fil à tricoter et le fil industriel, le groupe Mulliez, devrait annoncer lors des réunions des comités d'entreprise extraordinaires convoqués pour le 28 novembre 172 suppressions d'emplois chez Philard à Roubaix et 150 chez Caniliez Delaunoy à Wattrelos, où 140 postes avaient déjà été supprimés en juin. Par ailleurs, les activités de peignage de la laine connaissent aussi des difficultés : la Peignage Amédée Prouvost envisage une trentaine de suppressions de postes à Roubaix et les Etablissements Dupont, à Tourcoing, aussi.

■ Hausse de 0,5 % des prix à la consommation aux Etats-Unis en octobre. - Les prix à la consommation ont augmenté de 0,5 % aux Etats-Unis en octobre, après avoir progressé de 0,2 % en septembre, et être restés stables en août, a annoncé, le mardi 21 novembre, le département du travail. Entre octobre 1988 et octobre 1989, la hausse des prix de détail américains a atteint 4,5 %. L'augmentation du mois dernier, la plus forte depuis mai, a été provoquée principalement par le renchérissement du prix de l'essence à la pompe et des automobiles neuves. Elle n'a pas suscité d'inquiétude de la plupart des analystes qui estiment que, après la flambée des prix au début de l'année, l'inflation a été ramenée à un rythme plus modéré.

Une infrastructure de 90 milliards de francs

Le TGV Nord-Européen ne circulera pas avant 1998

La création d'un réseau de liaisons ferroviaires entre la France, la Grande-Bretagne, la Belgique, les Pays-Bas et la RFA a reçu l'approbation de principe des ministres des transports des pays concernés réunis à La Haye le mardi 21 novembre.

AMSTERDAM

de notre correspondant

Devant relier Paris, Londres, Bruxelles, Amsterdam et Francfort, le TGV Nord-Européen fait désormais l'objet d'un consensus politique puisque « tous les pays sont en principe d'accord pour sa réalisation », comme l'a déclaré le ministre néerlandais M. Hanja May-Weggen à l'issue de la réu-

nion. Celle-ci marque même, selon les participants, « le point à partir duquel la phase d'application du projet peut commencer ».

Mais au-delà de ce volontarisme affiché, il apparaît que la voie n'est pas entièrement libre. Certes, le calendrier a bien été défini pour la construction des lignes à grande vitesse. L'axe Paris-Lille-Calais doit être opérationnel en 1993, et l'axe Lille-Bruxelles en 1995. Les liaisons Anvers-Rotterdam-Bruxelles-Aix-la-Chapelle et Cologne-Francfort sont, quant à elles, prévues à l'échéance 1998, tout comme la ligne entre la sortie du tunnel sous la Manche et Londres.

« Le seul calendrier réaliste »

Dans l'intervalle, plusieurs points du réseau existant auront été adaptés en vue d'augmenter la vitesse des trains à 200 kilomètres à l'heure. Il s'agit des jonctions Bruxelles-Anvers-Rotterdam-Amsterdam et Aix-la-Chapelle-Cologne.

La SNCF est relativement satisfaite : « C'est le seul calendrier réaliste », nous a affirmé M. Michel Walrave, directeur général adjoint. Il regrette néanmoins que le TGV ne puisse circuler entre Lille et Bruxelles qu'à partir de 1995 ; mais l'essentiel pour la compagnie nationale semble que ses partenaires se soient engagés sur des dates précises. Pour les encourager, la SNCF et la Bundesbahn (DB) ont « fait un geste de rétrocession ». Autrement dit les chemins de fer français et ouest-allemands ont accepté de partager avec leurs homologues

belges, néerlandais et britanniques les recettes d'exploitation du TGV Nord-Européen, selon une clé qui tiendra compte des suppléments de rentabilité enregistrés sur les parcours français et allemand grâce à l'accroissement du trafic consécutif à la réalisation des tronçons en Belgique, aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne.

Contrairement aux recettes, les investissements restent à la charge de chacun des pays, qui ont communiqué les budgets suivants : 24 milliards de francs pour la RFA, 16 milliards pour la France, 12,5 milliards pour la Belgique et 4,6 milliards pour les Pays-Bas. Si l'on ajoute à ces sommes le coût de la ligne entre la sortie du tunnel sous la Manche et Londres, la facture du TGV Nord-Européen approche, dans le matériel roulant, les 90 milliards de francs.

Pour financer leurs investissements, les petits pays ont simplement obtenu des grands qu'ils démarchent ensemble les autorités de Bruxelles, faisant appel au budget du Fonds d'infrastructures de la CEE. Il ne pourrait s'agir en tout état de cause que d'un financement complémentaire. Mais la Belgique y attache une grande importance : elle fait dépendre de l'obtention d'une aide communautaire la réalisation des axes Anvers-frontière néerlandaise et Liège-frontière allemande.

Ce n'est donc pas par hasard si M. Dehaene a rappelé la position géographique charnière de son pays, qui a les moyens d'envoyer le TGV Nord-Européen « sur une voie de garage ». La Belgique et les Pays-Bas doivent encore s'entendre sur le tracé de la ligne Anvers-Rotterdam.

CHRISTIAN CHARTIER

AFFAIRES

La future Banque européenne divise les Douze

Interrogé mercredi 22 novembre sur RTL, le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, a donné quelques précisions sur la future Banque européenne pour le développement de l'économie des pays de l'Est, institution dont la création avait fait l'objet d'un accord de principe samedi 18 novembre lors du sommet informel des Douze.

M. Bérégovoy a expliqué que le capital de cette banque (de l'ordre de 10 milliards d'euros, soit 70 milliards de francs) serait alimenté par des fonds publics. La banque, s'il est indiqué, pourra prêter à des « taux nettement inférieurs à ceux du marché, avec une bonification qui devra

être couverte par des subventions publiques ».

La physionomie exacte à donner à cette banque n'en divise pas moins les Douze. Les Néerlandais, les Britanniques et les Belges semblent préférer à la création d'une nouvelle institution l'utilisation de la Banque européenne d'investissement pour canaliser l'aide communautaire vers les pays de l'Est. Mardi, la presse néerlandaise faisait état de sévères critiques de ces trois pays sur le projet français, critiques démenties dans la soirée par le porte-parole du ministère des affaires étrangères de Belgique.

Rhône-Poulenc rachète Miranol et lance une émission de 260 millions de dollars

Encore une acquisition américaine pour Rhône-Poulenc. Après l'agro-chimie d'Union Carbide, la chimie minérale de Stauffer et les spécialités de GAF, entre autres, le numéro un français de la chimie a annoncé mardi 21 novembre l'achat, pour un montant non précisé, de Miranol, une PME appartenant au groupe canadien Diltar.

Miranol (22 millions de dollars de chiffre d'affaires, soit environ 136 millions de francs) est un des leaders pour la fabrication des tensio-actifs amphiphiles, spécialités chimiques à haute valeur destinées principalement au marché cosmétique.

Parallèlement à cette opération, Rhône-Poulenc a lancé le 21 novembre sur les marchés inter-

nationaux une émission de titres participatifs d'un montant de 260,4 millions de dollars, et non de 300 millions de dollars comme prévu initialement. Chez Rhône-Poulenc on précise que la révision de ce montant est liée à la morosité boursière qui prévaut depuis le mini-crash d'octobre dernier.

Cette conjoncture, souligne-t-on au siège du groupe, a notamment fait reculer les cours des certificats d'investissements privilégiés avec lequel le groupe souhaitait harmoniser le prix de ses nouveaux titres participatifs. Sept millions de titres à 18,6 dollars pièce seront placés aux Etats-Unis et 1,75 million de titres à 465 F le seront en Europe et au Japon.

هكذا من الاجل



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • Le Monde • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

De la banque à la direction d'un Centre de Profit au Luxembourg.

Société française en fort développement, nous sommes depuis 5 ans spécialisées dans la recherche et la mise à disposition de personnel très qualifié en milieu bancaire (cambistes, titrards, caissiers...). Nos clients apprécient notre savoir-faire et la qualité de nos interventions, qui se déroulent dans un climat de confiance.

Nous venons de créer une agence spécialisée au Luxembourg et en cherchons son Directeur. Le marché est en effet très demandeur et le démarrage de cette implantation, très prometteur, il faut toutefois mener un travail en profondeur de développement commercial auprès des banques et sociétés de financement de la place.

Vous connaissez les métiers de la banque pour les avoir vécus de l'intérieur. Dynamique, entreprenant et autonome, vous êtes motivé par cette création dont le succès dépendra de votre efficacité et de votre implication. Si vous voulez vivre avec nous cette aventure, alors écrivez-nous sous la référence JFDH/264.01/M aux Conseils en Recrutement Associés - 58, avenue Kléber - 75116 PARIS.

LES CONSEILS
EN RECRUTEMENT
ASSOCIÉS



Le 1er ouvrage de référence dans le domaine des Ressources Humaines Européennes.

EXCEL Le Monde CAMPUS

LE 1^{er} GUIDE EUROPEEN DU RECRUTEMENT ET DES FORMATIONS D'EXCELLENCE

Renseignements et souscriptions: HCE 6, Rue Monsigny 75002 PARIS. Tél. 42 86 06 22

Le Monde
INTERNATIONAL

Le système télématique expert de l'emploi des cadres... 3615 1.38

THE DOW CHEMICAL COMPANY, one of the most successful American chemical concerns, belongs to the ten largest chemical companies in the world. In Europe, more than 12,500 people are employed in different companies - employees who are the basis of DOW's success all over the world. DOW produces and sells more than 2,000 products that range from base chemicals and plastics to specialties, agricultural and pharmaceutical chemicals.

As one of DOW's European Research and Development Centres based in Rheinmünster, near Baden-Baden, W-Germany, at the foothills of the black forest, DOW has career opportunities in the continuously growing Epoxy Products Group for:

Technical Services and Development Engineers

There are positions available in the application areas of electrical laminates, fibre reinforced thermoset materials, civil engineering and ambient cure coatings. In this position you will be responsible for product development and customer service in the relevant application area.

To meet the requirements, you should have

- a degree in chemistry or a related subject
- experience in reactive polymer development or solid basic education in this field
- good communication skills
- good working knowledge of the English language

We offer:

- attractive employment conditions and career opportunities based on your performance
- a stimulating international working environment and opportunities to travel and to use your interpersonal skills.

If you are interested in this challenging job, please do not hesitate to call or write to Mr. Hans Apel (19-49-7227-512063) for an application form.

DOW RHEINMÜNSTER GMBH
Industriestraße 1, PO Box 20, D-7587 Rheinmünster 2, tel. 19-49-7227-512063
A member of DOW Deutschland Inc.

*Trademark of The Dow Chemical Company

The other way to work

DOW

LA BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT

est l'institution bancaire de la Communauté européenne chargée du financement de projets à long terme dans la Communauté et dans les pays du bassin méditerranéen ainsi que les pays signataires de la Convention de Lomé. Actuellement, la Banque recherche pour son siège à Luxembourg un:

Juriste (h/f) (âge maximum 32 ans)

Dans le cadre d'une équipe internationale, il sera chargé essentiellement de l'établissement d'études juridiques, de l'examen des aspects juridiques des opérations de prêt, de l'élaboration en liaison avec d'autres départements de la Banque de documents contractuels, de contacts avec les promoteurs des projets au financement desquels participe la Banque.

Qualifications: ☐ formation juridique française en droit privé (niveau doctoral); ☐ spécialisations: droit bancaire, droit des affaires, droit commercial; ☐ expérience professionnelle d'au moins deux ans dans le service juridique d'une institution financière ou équivalent ou quelques années d'expérience dans un cabinet spécialisé en contrats commerciaux et financiers.

Langues: ☐ maîtrise du français, bonne connaissance de l'anglais; ☐ la connaissance de l'espagnol serait utile.

La Banque offre de très bonnes conditions d'emploi, une rémunération intéressante, de nombreux avantages sociaux et pratique une politique d'égalité de chances.

Les personnes intéressées, possédant la nationalité d'un des pays membres de la Communauté, sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé, ainsi qu'une photographie, à la: **BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT, Division Recrutement-Formation (Rét.: JU 8901), 100, boulevard Konrad Adenauer, L-2950 LUXEMBOURG.**

Les candidatures seront traitées avec la discrétion de rigueur.



ICN Pharmaceutica

Un Junior Product Manager

Manager

Junior Product Manager

Manager

Manager

Manager

Manager

Manager

Manager

Manager

Manager

Manager

Manager

Manager

Création
d'activité

AXA

ENVIRONNEMENT INFORMATIQUE:
Central: MVS - DB2 - CICS - LU 6.2
Systèmes locaux: micros 286/386
multi-postes OS-2, LU 6.2,
10 000 postes en 1991

CONSULTANTS POUR L'INFORMATIQUE INTERNATIONALE

BELGIQUE - CANADA - ESPAGNE - GRANDE BRETAGNE - ITALIE...

Après une solide formation sur le GROUPE et sur son système informatique AXANET, votre mission consiste à CONSEILLER, FORMER et ASSISTER les informatiques des filiales INTERNATIONALES dans l'implantation et le suivi du système AXANET qui permettra d'assurer une cohérence du système d'information du GROUPE. Vous ferez bénéficier ces filiales INTERNATIONALES de la puissance des MOYENS INFORMATIQUES FRANÇAIS.

Ingénieur GRANDE ECOLE
Une première expérience de 3 à 4 ans dans les métiers de l'ORGANISATION et de l'INFORMATIQUE.

Vous maîtrisez parfaitement l'anglais, vous êtes CONVAINCANT, COMMUNICATIF, FORMATEUR, PRAGMATIQUE et DISPONIBLE pour des déplacements fréquents à l'étranger.



Merci de nous adresser CV + photo + prétentions sous réf. XWM 11

LD CARRIÈRES (SA) - 38, rue de Liège - 75006 PARIS

ECOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE DE LAUSANNE (EPFL)

met au concours pour son département de génie rural un poste de

PROFESSEUR EN ENVIRONNEMENT

orientation: POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE ET SOL
rattaché à l'Institut du génie de l'environnement.

Le profil est centré sur la physique et la chimie des polluants atmosphériques de la basse atmosphère et leurs transformations durant leur transport et leurs dépôts aux interfaces atmosphères-plantes, sols, eaux, constructions.

Délai d'inscription: 31.03.1990.
Entrée en fonctions: 01.09.1990 ou à convenir.

Les personnes intéressées voudront bien demander la formule de candidature au:

Secrétaire général de
Ecole polytechnique fédérale de Lausanne
CE-Ecabiens
CH-1015 Lausanne/Suisse.

Le Bureau Européen des Unions de Consommateurs (BEUC) souhaite engager un nouveau directeur.

Le BEUC est une organisation installée à Bruxelles qui représente auprès de la CEE les consommateurs des douze Etats membres. Le BEUC se compose des principales organisations indépendantes de consommateurs des Etats membres de la CEE.

La principale tâche du directeur est de veiller à ce que les intérêts des consommateurs soient pris en compte dans le processus de décision au sein des institutions de la CEE. Dans cette optique, les responsabilités du directeur sont les suivantes :

- assurer la gestion du siège du BEUC à Bruxelles (staff de 10 personnes) ;
- développer les activités du BEUC sur une base financière solide ;
- préparer et assurer le suivi des réunions du Conseil du BEUC et de son Comité exécutif et veiller à la bonne communication des informations entre le BEUC et ses membres ;
- informer le Conseil et le Comité exécutif des décisions politiques et les représenter au sein des institutions de la Communauté ;
- assurer le suivi systématique des directives et autres communications de la Communauté ;
- prendre en charge les contacts, réunions, conférences et représentations auprès des médias (presse, télévision et radio).

Un document d'information est disponible chez Magda Van Gompel au BEUC, 28, rue Royale, B-1000 Bruxelles.

Le salaire et les conditions peuvent être négociés. Une connaissance des institutions et de deux des principales langues de la Communauté est essentielle. Une bonne compréhension des intérêts des consommateurs est souhaitable.

Les candidatures écrites doivent être adressées au président du BEUC, Koos Anderson, Consumentenbond, 26 Leeghwaterplein, NL 2521 CV DEN HAAG, de préférence avant la fin du mois de novembre, en précisant « Directeur du BEUC » sur l'enveloppe.

TELECOMMUNICATIONS/RESEAUX

AMADEUS - Munich

AMADEUS est un organisme de réservation aérienne, couvrant le monde entier, fondé conjointement par Air France, Iberia, Lufthansa et SAS.

Dans le cadre de la mise en place de son réseau numérique européen à grande vitesse, AMADEUS recherche des spécialistes réseaux et télécommunications pour son centre informatique d'Erding près de Munich. Ces postes s'adressent à des professionnels de haut niveau qui souhaitent s'intégrer à un environnement international en pleine évolution. Les candidats devront être disponibles pour effectuer des déplacements.

INGENIEURS ET TECHNICIENS SURVEILLANCE DE RESEAUX

Les candidats travailleront dans le centre de gestion des réseaux, où sont mises en œuvre les technologies les plus récentes de surveillance graphique et de détection d'incidents. Ils devront posséder au minimum trois ans d'expérience dans un environnement de grands réseaux. Connaissances requises: VTAM; SNA; Netview; X25; maintenance matériel et logiciels de télétraitement; méthodes de détection d'incidents. La disponibilité pour le travail en équipe de nuit est nécessaire. Réf. B/5975M

INGENIEURS TELECOMMUNICATIONS

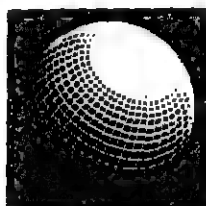
Les candidats seront intégrés soit à l'équipe "support" soit à l'équipe "conseil/ingénierie". L'équipe "support" assure l'assistance de second niveau sur le matériel et sur les logiciels (SNA, X25, 3745, TDM). L'équipe "conseil/ingénierie" développe les solutions réseaux actuelles et futures. Elle dirige également leur installation : démarrage du réseau interne AMADEUS 2Mb, câblage du centre informatique, choix du réseau local, courrier électronique...

Motivation et créativité dans la recherche de solutions sont nécessaires. Certains des postes proposés sont des postes d'encadrement.

Une expérience de plusieurs années est requise dans les domaines suivants (selon affectation à l'une ou l'autre équipe):

- Télécommunications : analyse des incidents; installation des circuits; réseaux numériques à grande vitesse; SNA ou X25.
- Matériel : multiplexeurs; modems; câblage LAN; commutateurs; équipements de "patching"; datascopes; analyseurs de circuits. Réf. B/5976M

Anglais courant indispensable. Adresser candidature en anglais, en précisant la référence choisie, à J. PERRIN - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)



AMADEUS



Creating Business Advantage

ICN Pharmaceuticals Holland B.V.

En vue de l'élaboration nécessaire à l'introduction d'un nouveau produit pharmaceutique important sur le marché français et pour assurer un soutien à notre distributeur français, nous recherchons dans le plus bref délai:

Un Junior Product Manager (H/F)

Le candidat dont le profil correspondra à cette fonction, devra posséder une solide expérience de quelques années au moins dans la vente ou le marketing des produits pharmaceutiques. Age limite: 35 ans.

Le Junior Product Manager sera rattaché au bureau de notre filiale française située en région parisienne.

Une connaissance parfaite de l'anglais est indispensable.

Adressez votre candidature ainsi que votre CV, en anglais, à l'adresse suivante:

ICN PHARMACEUTICALS HOLLAND BV
Attn. General Manager
Postbus 328
2700 AH ZOETERMEER
Pays-Bas

INTERNATIONAL HUMAN RESOURCES DIRECTOR

Milan

Our client is a highly successful international food group, employing 2.700 people in Europe. On the threshold of an exciting phase of pan-European expansion, which combines new product development with an aggressive acquisition programme, the Group is seeking to strengthen its Milan-based European Management Team with the above appointment.

The successful candidate will be responsible for the organisational planning and development of senior management throughout the Group. This will involve management development and training, the creation of succession planning, a compensation and benefits system plus a management by objectives programme.

He/she will be responsible for recruiting certain key members of senior management and ensuring efficient human resource planning throughout the Group. As part of the Management Team, he/she will ensure the development and adaptation of an appropriate organisational structure which meets the present and future needs of the Group.

Applicants, aged 35-40, will have gained extensive international experience in the above areas within a multinational organisation, ideally a consumer goods environment. The ability to adapt quickly to changing environments, plus the drive and motivation to relate to the company's ambitious plans are essential. Fluency in English is essential, a knowledge of French or Italian would be advantageous. He/she must be prepared to travel within Europe.

An attractive package will be offered - this will include a substantial salary, annual bonus, company car, pension plan and appropriate relocation assistance. International schooling is available in the area.

To apply, please send a full curriculum vitae, in English, to Jerry Wright, Michael Page International, 39-41 Parker St London WC2B 5LH. Telephone: 01-831-2000. Interviews will be conducted throughout Europe.



Michael Page International

Management Selection Consultants

Amsterdam - Eindhoven - Antwerp - Brussels - London - Lyon - Paris

La Cour des comptes des Communautés Européennes

organise les concours généraux CCA/12/89 et CCA/13/89 sur épreuves pour le recrutement à Luxembourg de (nlf)

TRADUCTEURS (grade LA 7) et TRADUCTEURS ADJOINTS (grade LA 8) de langue française

Conditions spéciales d'admission: ☐ être ressortissant d'un des Etats membres des Communautés européennes; ☐ avoir une maîtrise parfaite de la langue française et une connaissance approfondie d'au moins deux autres langues communautaires dont obligatoirement la langue anglaise.

Pour le concours CCA/12/89: ☐ être né après le 20 décembre 1953; dans certains cas, l'âge limite peut être relâché; ☐ posséder:

- pour les titulaires d'un diplôme de traducteur, une expérience professionnelle post-universitaire d'une année minimum dans le domaine de la traduction; - pour les titulaires d'un autre diplôme universitaire, une expérience professionnelle post-universitaire d'une durée de deux ans minimum, dans le domaine de la traduction.

Pour le concours CCA/13/89: ☐ être né après le 20 décembre 1956; dans certains cas, l'âge limite peut être relâché; ☐ avoir accompli des études universitaires complètes sanctionnées par un diplôme en matière de traduction dans le domaine de la traduction si le diplôme sanctionnant les études universitaires n'est pas de cette nature; seuls seront pris en considération les candidats dont les traductions n'ont pas été publiées (ou si nécessaire le titre partiel) dans le domaine de la traduction d'ici les trois ans qui précèdent la publication du concours.

L'acte de candidature obligatoire est publié dans le Journal officiel des Communautés européennes C 284 du 14 novembre 1989. Sur demande, celui-ci peut être obtenu auprès de la Cour des Comptes des Communautés Européennes, Service du Personnel, (RUE DE CONGO 12, L-1615 LUXEMBOURG, ou CCA/13-89), rue Alcide de Gasperi 12, L-1615 LUXEMBOURG.

Dans toutes les communications des candidatures: 20 décembre 1989.

IMPORTANT GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE FRANÇAIS recherche pour sa filiale industrielle située au MAROC

CHEF D'EXPLOITATION

Ingénieur, diplômé d'une école type AGRO, ENSA, ENSAIA...

Vous avez acquis une expérience d'au moins 5 ans dans un contexte industriel, alimentaire et international de préférence. Directement rattaché au directeur de l'établissement, vous serez:

LE NUMERO 2 DE L'USINE

Votre mission permanente :

La production dans le respect des normes de quantité, de qualité et de coût.

Vos responsabilités :

- La logistique des matières premières et des produits finis.
- La fabrication et le conditionnement des produits.
- Les investissements et les travaux neufs.
- La maintenance de l'outil de production.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et prétentions sous réf. 08811 à : CONTESSE Publicité, 38 rue de Villiers - 92300 LEVALLOIS PERRET qui transmettra.

مكتبة الامم المتحدة

صكنا من الاجل

**Le Monde
INTERNATIONAL**



In 1988, the 44,000 people working for Bull worldwide achieved turnover of close on 3 billion £.
Bull ranks today among the top ten computer companies in the world.

**TECHNICAL AUTHOR/
DOCUMENT DESIGNER**

**COMBINE PRODUCT
EXPERIENCE
WITH CAREER DEVELOPMENT
IN AN INTERNATIONAL
ENVIRONMENT !**

Please send your CV to Michel PINEAU -
quoting ref. TAD M - BULL SA - 7 rue Ampère -
91343 Massy Cedex France.

Documentation, currently being strengthened in the BULL Group, is a key element of BULL's strategy and an essential tool for the installation and use of Telecommunications software products.

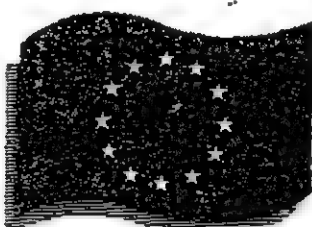
In the forefront of technological progress, documentation is today being enriched by new approaches such as on-line documentation and help messages.

You are a graduate engineer, beginner or experienced, with a background in information technology and/or telecommunications. You are looking for a post which combines career development and responsibility, and which allows you to use your communication skills, particularly with the written word.

Join BULL as a Technical Author/Document Designer. We will provide the means to match your ambitions. Situated right at the interface between the Development and Marketing teams of all product lines, you will design and write user documentation for a whole range of products.

Your principal aim will be to satisfy the customer. If you combine mastery of English and negotiating skill with your aptitude for leading and managing projects, this post can be a springboard to career success in the BULL Group.

Bull



LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

cherche, à titre temporaire,

**DEUX AGENTS TEMPORAIRES HAUTEMENT QUALIFIES
(m/f) (catégorie A-niveau A/5-A/4)**

1. réf.: 277/89.

pour, dans le cadre du projet CD, prendre en charge la définition de systèmes informatiques à destination douanière et fiscale, le développement de l'information des procédures douanières, la coordination et la promotion auprès des États membres des projets pilotes d'échange de données informatiques, la définition et les recommandations pour l'interface avec le secteur commercial.

QUALIFICATIONS REQUISES:

- a) être ressortissant d'un des États membres des Communautés Européennes;
- b) avoir accompli des études universitaires complètes, sanctionnées par un diplôme ou expérience professionnelle équivalente;
- c) avoir acquis postérieurement au diplôme universitaire une expérience professionnelle de niveau universitaire d'au moins 12 ans, dont une expérience de au moins 2 ans dans le domaine des douanes et de la fiscalité indirecte; avoir une expérience professionnelle en informatique d'au moins cinq ans impliquant une connaissance des méthodologies adaptées pour définir l'architecture des systèmes et une expérience pratique en matière de contrôle de projet; avoir assumé pendant au moins 2 ans un rôle de direction technique dans la définition et le développement d'un système informatique des données dans le domaine des douanes;
- d) posséder une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés Européennes et une connaissance suffisante d'une autre de ces langues. La maîtrise de la langue anglaise est souhaitable;
- e) être âgé de 50 ans maximum.

La Commission met en œuvre une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

Les candidatures des fonctionnaires des Institutions des Communautés Européennes ne seront pas prises en considération.

Le contrat sera proposé pour une durée minimale de trois ans et aura une durée maximale limitée à cinq ans.

Les candidats jugés les mieux qualifiés pour les emplois seront convoqués à un entretien. A cette occasion, des précisions relatives au traitement et à la nature des fonctions pourront leur être fournies.

Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé, dactylographié, 4 pages maximum (accompagné des pièces justificatives), au plus tard le 18-12-1989 (le cachet de la poste faisant foi), à l'adresse suivante:

Commission des Communautés Européennes, Unité Recrutement, rue de la Loi 200, B-1049 BRUXELLES.

en précisant, sur l'enveloppe également, la référence adéquate.

2. réf.: 287/89

pour le secteur «production, actualité et études» et la Direction Générale Information, Communication et Culture.

QUALIFICATIONS REQUISES:

- a) être ressortissant d'un des États membres des Communautés Européennes;
- b) avoir accompli des études universitaires complètes, sanctionnées par un diplôme;
- c) avoir acquis postérieurement au diplôme universitaire une expérience professionnelle de niveau universitaire d'au moins 12 ans, dont 8 ans minimum dans le domaine de la communication et notamment le journalisme, la radio et la télévision. Une connaissance de l'activité communautaire et du rôle des institutions est indispensable;
- d) avoir l'expérience de la conduite d'une équipe;
- e) posséder une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés Européennes et une connaissance suffisante d'une autre de ces langues. La maîtrise des langues françaises et anglaises est souhaitable;
- f) être âgé de 50 ans maximum.

Filiale d'un groupe international
recherche

UN DIRECTEUR GÉNÉRAL

pour sa filiale marocaine.

Le candidat retenu, de préférence de nationalité marocaine, aura :

- une formation universitaire,
- une expérience de gestionnaire, de préférence dans l'immobilier,
- une bonne connaissance des circuits administratifs marocains,
- une aptitude au travail en équipe,
- une bonne connaissance de l'anglais.

Il bénéficiera d'une rémunération attractive.

Adresser C.V. avec photo :

CONCORDE INTERNATIONAL

4, place de la Concorde, 75008 PARIS

**IMMOBILIER
D'ENTREPRISE**

bureaux

bureaux

locaux commerciaux

Locations

UFFI

BOURSE

ST PH.-DU-ROULE

ST-LAZARE

BASTILLE

10^e HAUTEVILLE

PROX. MONTMARTRE

BOULOGNE

SURESNES

CLICHY

SAINT-DENIS

PTÉ BAGNET

MONTREUIL

LES ULIS

45-22-12-00

CIDES

REPUBLIQUE

BERCY DAUMESNIL

TOLBIAC

PORTE D'ITALIE

PORT DE BAGNOLET

EVRY

43.43.60.61

FEAU HAMPTON

2^e PROX. BOURSE

MADELINE-OPERA

2^e MALESHERBES

2^e CARRIERS

32 LA DEFENSE/MONTREUIL

32 BAGNEUX

32 ANTOINE

32 LAMITE COURBOVON

32 ANTOINE

32 ANTOINE

32 ANTOINE

32 ANTOINE

32 ANTOINE

32 ANTOINE

32 ANTOINE

32 ANTOINE

32 ANTOINE

32 ANTOINE

32 ANTOINE

32 ANTOINE

32 ANTOINE

32 ANTOINE

32 ANTOINE

32 ANTOINE

32 ANTOINE

32 ANTOINE

32 ANTOINE

32 ANTOINE

32 ANTOINE

32 ANTOINE

32 ANTOINE

32 ANTOINE

32 ANTOINE

32 ANTOINE

32 ANTOINE

Ventes

PARIS 20^e

PARIS 20^e

PARIS 20^e

PARIS 20^e

PARIS 20^e

PARIS 20^e

PARIS 20^e

PARIS 20^e

PARIS 20^e

PARIS 20^e

PARIS 20^e

PARIS 20^e

PARIS 20^e

PARIS 20^e

PARIS 20^e

PARIS 20^e

PARIS 20^e

PARIS 20^e

PARIS 20^e

PARIS 20^e

PARIS 20^e

PARIS 20^e

PARIS 20^e

PARIS 20^e

PARIS 20^e

PARIS 20^e

PARIS 20^e

PARIS 20^e

PARIS 20^e

PARIS 20^e

PARIS 20^e

PARIS 20^e

PARIS 20^e

PARIS 20^e

PARIS 20^e

Vous êtes flexible, actif et persuasif !

Vous êtes certain de pouvoir traiter avec les spécialistes de la publicité ainsi qu'avec les « chefs d'entreprise ».

Vous recherchez un travail indépendant, orienté sur les ventes et le succès.

Dans ce cas, vous êtes notre « homme de terrain ».

Nous sommes une maison d'édition, dynamique, d'importance moyenne et spécialisée dans la publication de revues commerciales internationales.

Nous vous attendons le plus tôt possible en tant qu'**AGENT COMMERCIAL**

de préférence entre 30 et 50 ans environ et ayant déjà travaillé avec succès dans notre branche d'activités ou dans une branche similaire.

Vous représentez dans votre région plusieurs publications de différents secteurs d'activités, sans concurrence directe en France. Pour cela, vous bénéficiez de notre soutien publicitaire et administratif.

Nous serons heureux de recevoir votre candidature et C.V. à :
MADE IN EUROPE - Postfach 710601 - D-6000 Frankfurt 71 - RFA.

**WEST AFRICA ZONE MANAGER
INTERNATIONAL AGROCHEMICALS GROUP**

The job
Responsibility for the development and promotion of our high performance agrochemicals in West Africa, based in Abidjan.

Our choice
The candidate should be 30-40 years old and have a background in agriculture with at least five years experience in the marketing of agrochemicals, partly in West Africa.

He should be fluent in both English and French.

We offer excellent career prospects together with an attractive remuneration package.

Submit a CV and letter of application in English to Mrs Celis Dalaya

FMC EUROPE
Av. Lloyd George 6 - Box 9
B-1050 Brussels - BELGIUM

FMC

Jones Lang Wootton

Recherche d'agents immobiliers expérimentés pour la région de Paris.

REPUBLIQUE
GARE DE L'EST
Imm. indép. rénové.
A LOUER 4.725 m²
Bureaux + parking.

BERCY DAUMESNIL
Imm. indép. rénové.
A LOUER - A VENDRE
8.250 m² Bureaux
+ parking. Commerce ou
Activités en R.L.C.

TOLBIAC
Imm. indép. rénové.
A LOUER 2.800 m²
Bureaux + parking.

PORTE D'ITALIE
Imm. indép. rénové.
A VENDRE 3.400 m²
Bureaux + parking.

PORT DE BAGNOLET
A LOUER Bureaux
à partir de 200 m².

EVRY
Zone High-Tech
Bois Châlon
A LOUER lots polyvalents
de 200 à 3.200 m².

43.43.60.61

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes		appartements ventes		locations non meublées offres		locations non meublées demandes		immeubles		
1^{er} arrdt	N.-D.-DES-CHAMPS L'OUVRE rue du Pâleur immeuble ancien studio 33 m ² + mezzanine, 3 chambres sur rue. Prix : 880 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-42-22-70.	11^{er} arrdt	AV. P. AUGUSTE 95 m ² + balcon imm. étroit 1975, grand meub. et d'été eau, double vit. 3 chbres. 2 salles, par. sur jardin 2 100 000 F. 45-22-00-75. FRANÇOIS FAURE 45-42-22-70.	94 Val-de-Marne JOINVILLE-LE-PONT 34 p. 84 m ² 785 000 F	Paris MOGENT 2/MAIRIE 55 m ² 2 P. 60 STANDING A. bois, 2 ch. b. b. terr. 18 h. 1 250 000 F. 45-42-22-70.	Paris UNION FONCIÈRE EUROPÉENNE 227, 80 RASPAIL 75000 PARIS LOCATION, VENTE, GESTION	GROUPE F.C.2.1 ACHÈTE CPT IMMEUBLES bureaux ou commerciaux ou bureaux, infirm. prise tableaux, tableaux, infirm. ET PROCHES BANLIEUE intermédiaires, sociétés création dans les 48 heures. Tél. : 45-22-00-75. Fax : 45-22-01-85.	J.H. THOMASSIAN	ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES	Paris RÉGION PARISIENNE CÔTE D'AZUR (1) 43-36-82-82
2^{ème} arrdt	SAINT-EUSTACHE Grand studio + terrasse, salle, vers vit. b. b. b. b. plus 4 terr. 1 880 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-42-22-70.	BASTILLE R. de Lappe, 2 P. 40 m ² . bon imm. 17 m ² de l'éd. 1975, grand meub. et d'été eau, double vit. 3 chbres. 2 salles, par. sur jardin 2 100 000 F. 45-22-00-75. FRANÇOIS FAURE 45-42-22-70.	19^{ème} arrdt	MAISON 5 P. Nouvel-chaume 5 800 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-42-22-70.	Province C.P.L.L. VEND DANS LE CADRE DE LA LOI MALRAUX APPELANTS EN SÉLECTEURS SAUVAGEADE pour particulier, ou autres indépendants. Tél. : 42-60-85-85.	Paris RECHERCHE APPELANTS EN SÉLECTEURS SAUVAGEADE pour particulier, ou autres indépendants. Tél. : 42-60-85-85.	ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES	Paris RÉGION PARISIENNE CÔTE D'AZUR (1) 43-36-82-82		
3^{ème} arrdt	CHATELET Rue des Lombards bel imm. ancien 3 ^e étage studio 35 m ² excellent état. P. L. S. J. D. FRANÇOIS FAURE 45-42-22-70.	LOFT BASTILLE Bel duplex 150 m ² + par. très bel imm., récent. 4 800 000 F. 42-78-68-55.	15^{ème} arrdt	MAISON 5 P. Nouvel-chaume 5 800 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-42-22-70.	Paris RECHERCHE APPELANTS EN SÉLECTEURS SAUVAGEADE pour particulier, ou autres indépendants. Tél. : 42-60-85-85.	ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES	Paris RÉGION PARISIENNE CÔTE D'AZUR (1) 43-36-82-82			
4^{ème} arrdt	VUE SUPERBE SAINT-EUSTACHE, très beau duplex 78 m ² dans imm. 18 ^e étage, de caractère solid. 40-25-42-47 ou 40-25-42-74.	ST-SULPICE 2/3 P. BEAU LIV. + chbre. + réfr. 1 830 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-42-22-70.	16^{ème} arrdt	MAISON 5 P. Nouvel-chaume 5 800 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-42-22-70.	Paris RECHERCHE APPELANTS EN SÉLECTEURS SAUVAGEADE pour particulier, ou autres indépendants. Tél. : 42-60-85-85.	ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES	Paris RÉGION PARISIENNE CÔTE D'AZUR (1) 43-36-82-82			
5^{ème} arrdt	BOURSE, 2 pces, 43 m² A SAISIR, 679 000 F 1 ^{er} ét. cour. 48-04-35-35.	R. GDS AUGUSTINS Dans imm. XVIII ^e siècle de l. 58 m ² + chbre. + réfr. 48-04-35-35.	17^{ème} arrdt	MAISON 5 P. Nouvel-chaume 5 800 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-42-22-70.	Paris RECHERCHE APPELANTS EN SÉLECTEURS SAUVAGEADE pour particulier, ou autres indépendants. Tél. : 42-60-85-85.	ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES	Paris RÉGION PARISIENNE CÔTE D'AZUR (1) 43-36-82-82			
6^{ème} arrdt	BOURSE, 2 pces, 43 m² A SAISIR, 679 000 F 1 ^{er} ét. cour. 48-04-35-35.	LUXEMBOURG 2 P. + mezzanine 11 ch. réf. sur p. 1 780 000 F. Tél. : 45-22-00-75.	18^{ème} arrdt	MAISON 5 P. Nouvel-chaume 5 800 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-42-22-70.	Paris RECHERCHE APPELANTS EN SÉLECTEURS SAUVAGEADE pour particulier, ou autres indépendants. Tél. : 42-60-85-85.	ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES	Paris RÉGION PARISIENNE CÔTE D'AZUR (1) 43-36-82-82			
7^{ème} arrdt	BOURSE, 2 pces, 43 m² A SAISIR, 679 000 F 1 ^{er} ét. cour. 48-04-35-35.	SAINT-RANDONNE 2 P. + mezzanine 11 ch. réf. sur p. 1 780 000 F. Tél. : 45-22-00-75.	19^{ème} arrdt	MAISON 5 P. Nouvel-chaume 5 800 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-42-22-70.	Paris RECHERCHE APPELANTS EN SÉLECTEURS SAUVAGEADE pour particulier, ou autres indépendants. Tél. : 42-60-85-85.	ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES	Paris RÉGION PARISIENNE CÔTE D'AZUR (1) 43-36-82-82			
8^{ème} arrdt	BOURSE, 2 pces, 43 m² A SAISIR, 679 000 F 1 ^{er} ét. cour. 48-04-35-35.	SAINT-RANDONNE 2 P. + mezzanine 11 ch. réf. sur p. 1 780 000 F. Tél. : 45-22-00-75.	20^{ème} arrdt	MAISON 5 P. Nouvel-chaume 5 800 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-42-22-70.	Paris RECHERCHE APPELANTS EN SÉLECTEURS SAUVAGEADE pour particulier, ou autres indépendants. Tél. : 42-60-85-85.	ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES	Paris RÉGION PARISIENNE CÔTE D'AZUR (1) 43-36-82-82			
9^{ème} arrdt	BOURSE, 2 pces, 43 m² A SAISIR, 679 000 F 1 ^{er} ét. cour. 48-04-35-35.	SAINT-RANDONNE 2 P. + mezzanine 11 ch. réf. sur p. 1 780 000 F. Tél. : 45-22-00-75.	21^{ème} arrdt	MAISON 5 P. Nouvel-chaume 5 800 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-42-22-70.	Paris RECHERCHE APPELANTS EN SÉLECTEURS SAUVAGEADE pour particulier, ou autres indépendants. Tél. : 42-60-85-85.	ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES	Paris RÉGION PARISIENNE CÔTE D'AZUR (1) 43-36-82-82			
10^{ème} arrdt	BOURSE, 2 pces, 43 m² A SAISIR, 679 000 F 1 ^{er} ét. cour. 48-04-35-35.	SAINT-RANDONNE 2 P. + mezzanine 11 ch. réf. sur p. 1 780 000 F. Tél. : 45-22-00-75.	22^{ème} arrdt	MAISON 5 P. Nouvel-chaume 5 800 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-42-22-70.	Paris RECHERCHE APPELANTS EN SÉLECTEURS SAUVAGEADE pour particulier, ou autres indépendants. Tél. : 42-60-85-85.	ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES	Paris RÉGION PARISIENNE CÔTE D'AZUR (1) 43-36-82-82			
11^{ème} arrdt	BOURSE, 2 pces, 43 m² A SAISIR, 679 000 F 1 ^{er} ét. cour. 48-04-35-35.	SAINT-RANDONNE 2 P. + mezzanine 11 ch. réf. sur p. 1 780 000 F. Tél. : 45-22-00-75.	23^{ème} arrdt	MAISON 5 P. Nouvel-chaume 5 800 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-42-22-70.	Paris RECHERCHE APPELANTS EN SÉLECTEURS SAUVAGEADE pour particulier, ou autres indépendants. Tél. : 42-60-85-85.	ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES	Paris RÉGION PARISIENNE CÔTE D'AZUR (1) 43-36-82-82			
12^{ème} arrdt	BOURSE, 2 pces, 43 m² A SAISIR, 679 000 F 1 ^{er} ét. cour. 48-04-35-35.	SAINT-RANDONNE 2 P. + mezzanine 11 ch. réf. sur p. 1 780 000 F. Tél. : 45-22-00-75.	24^{ème} arrdt	MAISON 5 P. Nouvel-chaume 5 800 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-42-22-70.	Paris RECHERCHE APPELANTS EN SÉLECTEURS SAUVAGEADE pour particulier, ou autres indépendants. Tél. : 42-60-85-85.	ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES	Paris RÉGION PARISIENNE CÔTE D'AZUR (1) 43-36-82-82			
13^{ème} arrdt	BOURSE, 2 pces, 43 m² A SAISIR, 679 000 F 1 ^{er} ét. cour. 48-04-35-35.	SAINT-RANDONNE 2 P. + mezzanine 11 ch. réf. sur p. 1 780 000 F. Tél. : 45-22-00-75.	25^{ème} arrdt	MAISON 5 P. Nouvel-chaume 5 800 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-42-22-70.	Paris RECHERCHE APPELANTS EN SÉLECTEURS SAUVAGEADE pour particulier, ou autres indépendants. Tél. : 42-60-85-85.	ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES	Paris RÉGION PARISIENNE CÔTE D'AZUR (1) 43-36-82-82			
14^{ème} arrdt	BOURSE, 2 pces, 43 m² A SAISIR, 679 000 F 1 ^{er} ét. cour. 48-04-35-35.	SAINT-RANDONNE 2 P. + mezzanine 11 ch. réf. sur p. 1 780 000 F. Tél. : 45-22-00-75.	26^{ème} arrdt	MAISON 5 P. Nouvel-chaume 5 800 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-42-22-70.	Paris RECHERCHE APPELANTS EN SÉLECTEURS SAUVAGEADE pour particulier, ou autres indépendants. Tél. : 42-60-85-85.	ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES	Paris RÉGION PARISIENNE CÔTE D'AZUR (1) 43-36-82-82			
15^{ème} arrdt	BOURSE, 2 pces, 43 m² A SAISIR, 679 000 F 1 ^{er} ét. cour. 48-04-35-35.	SAINT-RANDONNE 2 P. + mezzanine 11 ch. réf. sur p. 1 780 000 F. Tél. : 45-22-00-75.	27^{ème} arrdt	MAISON 5 P. Nouvel-chaume 5 800 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-42-22-70.	Paris RECHERCHE APPELANTS EN SÉLECTEURS SAUVAGEADE pour particulier, ou autres indépendants. Tél. : 42-60-85-85.	ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES	Paris RÉGION PARISIENNE CÔTE D'AZUR (1) 43-36-82-82			
16^{ème} arrdt	BOURSE, 2 pces, 43 m² A SAISIR, 679 000 F 1 ^{er} ét. cour. 48-04-35-35.	SAINT-RANDONNE 2 P. + mezzanine 11 ch. réf. sur p. 1 780 000 F. Tél. : 45-22-00-75.	28^{ème} arrdt	MAISON 5 P. Nouvel-chaume 5 800 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-42-22-70.	Paris RECHERCHE APPELANTS EN SÉLECTEURS SAUVAGEADE pour particulier, ou autres indépendants. Tél. : 42-60-85-85.	ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES	Paris RÉGION PARISIENNE CÔTE D'AZUR (1) 43-36-82-82			
17^{ème} arrdt	BOURSE, 2 pces, 43 m² A SAISIR, 679 000 F 1 ^{er} ét. cour. 48-04-35-35.	SAINT-RANDONNE 2 P. + mezzanine 11 ch. réf. sur p. 1 780 000 F. Tél. : 45-22-00-75.	29^{ème} arrdt	MAISON 5 P. Nouvel-chaume 5 800 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-42-22-70.	Paris RECHERCHE APPELANTS EN SÉLECTEURS SAUVAGEADE pour particulier, ou autres indépendants. Tél. : 42-60-85-85.	ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES	Paris RÉGION PARISIENNE CÔTE D'AZUR (1) 43-36-82-82			
18^{ème} arrdt	BOURSE, 2 pces, 43 m² A SAISIR, 679 000 F 1 ^{er} ét. cour. 48-04-35-35.	SAINT-RANDONNE 2 P. + mezzanine 11 ch. réf. sur p. 1 780 000 F. Tél. : 45-22-00-75.	30^{ème} arrdt	MAISON 5 P. Nouvel-chaume 5 800 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-42-22-70.	Paris RECHERCHE APPELANTS EN SÉLECTEURS SAUVAGEADE pour particulier, ou autres indépendants. Tél. : 42-60-85-85.	ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES	Paris RÉGION PARISIENNE CÔTE D'AZUR (1) 43-36-82-82			
19^{ème} arrdt	BOURSE, 2 pces, 43 m² A SAISIR, 679 000 F 1 ^{er} ét. cour. 48-04-35-35.	SAINT-RANDONNE 2 P. + mezzanine 11 ch. réf. sur p. 1 780 000 F. Tél. : 45-22-00-75.	31^{ème} arrdt	MAISON 5 P. Nouvel-chaume 5 800 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-42-22-70.	Paris RECHERCHE APPELANTS EN SÉLECTEURS SAUVAGEADE pour particulier, ou autres indépendants. Tél. : 42-60-85-85.	ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES	Paris RÉGION PARISIENNE CÔTE D'AZUR (1) 43-36-82-82			
20^{ème} arrdt	BOURSE, 2 pces, 43 m² A SAISIR, 679 000 F 1 ^{er} ét. cour. 48-04-35-35.	SAINT-RANDONNE 2 P. + mezzanine 11 ch. réf. sur p. 1 780 000 F. Tél. : 45-22-00-75.	32^{ème} arrdt	MAISON 5 P. Nouvel-chaume 5 800 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-42-22-70.	Paris RECHERCHE APPELANTS EN SÉLECTEURS SAUVAGEADE pour particulier, ou autres indépendants. Tél. : 42-60-85-85.	ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES	Paris RÉGION PARISIENNE CÔTE D'AZUR (1) 43-36-82-82			
21^{ème} arrdt	BOURSE, 2 pces, 43 m² A SAISIR, 679 000 F 1 ^{er} ét. cour. 48-04-35-35.	SAINT-RANDONNE 2 P. + mezzanine 11 ch. réf. sur p. 1 780 000 F. Tél. : 45-22-00-75.	33^{ème} arrdt	MAISON 5 P. Nouvel-chaume 5 800 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-42-22-70.	Paris RECHERCHE APPELANTS EN SÉLECTEURS SAUVAGEADE pour particulier, ou autres indépendants. Tél. : 42-60-85-85.	ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES	Paris RÉGION PARISIENNE CÔTE D'AZUR (1) 43-36-82-82			
22^{ème} arrdt	BOURSE, 2 pces, 43 m² A SAISIR, 679 000 F 1 ^{er} ét. cour. 48-04-35-35.	SAINT-RANDONNE 2 P. + mezzanine 11 ch. réf. sur p. 1 780 000 F. Tél. : 45-22-00-75.	34^{ème} arrdt	MAISON 5 P. Nouvel-chaume 5 800 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-42-22-70.	Paris RECHERCHE APPELANTS EN SÉLECTEURS SAUVAGEADE pour particulier, ou autres indépendants. Tél. : 42-60-85-85.	ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES	Paris RÉGION PARISIENNE CÔTE D'AZUR (1) 43-36-82-82			
23^{ème} arrdt	BOURSE, 2 pces, 43 m² A SAISIR, 679 000 F 1 ^{er} ét. cour. 48-04-35-35.	SAINT-RANDONNE 2 P. + mezzanine 11 ch. réf. sur p. 1 780 000 F. Tél. : 45-22-00-75.	35^{ème} arrdt	MAISON 5 P. Nouvel-chaume 5 800 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-42-22-70.	Paris RECHERCHE APPELANTS EN SÉLECTEURS SAUVAGEADE pour particulier, ou autres indépendants. Tél. : 42-60-85-85.	ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES	Paris RÉGION PARISIENNE CÔTE D'AZUR (1) 43-36-82-82			
24^{ème} arrdt	BOURSE, 2 pces, 43 m² A SAISIR, 679 000 F 1 ^{er} ét. cour. 48-04-35-35.	SAINT-RANDONNE 2 P. + mezzanine 11 ch. réf. sur p. 1 780 000 F. Tél. : 45-22-00-75.	36^{ème} arrdt	MAISON 5 P. Nouvel-chaume 5 800 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-42-22-70.	Paris RECHERCHE APPELANTS EN SÉLECTEURS SAUVAGEADE pour particulier, ou autres indépendants. Tél. : 42-60-85-85.	ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES	Paris RÉGION PARISIENNE CÔTE D'AZUR (1) 43-36-82-82			
25^{ème} arrdt	BOURSE, 2 pces, 43 m² A SAISIR, 679 000 F 1 ^{er} ét. cour. 48-04-35-35.	SAINT-RANDONNE 2 P. + mezzanine 11 ch. réf. sur p. 1 780 000 F. Tél. : 45-22-00-75.	37^{ème} arrdt	MAISON 5 P. Nouvel-chaume 5 800 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-42-22-70.	Paris RECHERCHE APPELANTS EN SÉLECTEURS SAUVAGEADE pour particulier, ou autres indépendants. Tél. : 42-60-85-85.	ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES	Paris RÉGION PARISIENNE CÔTE D'AZUR (1) 43-36-82-82			
26^{ème} arrdt	BOURSE, 2 pces, 43 m² A SAISIR, 679 000 F 1 ^{er} ét. cour. 48-04-35-35.	SAINT-RANDONNE 2 P. + mezzanine 11 ch. réf. sur p. 1 780 000 F. Tél. : 45-22-00-75.	38^{ème} arrdt	MAISON 5 P. Nouvel-chaume 5 800 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-42-22-70.	Paris RECHERCHE APPELANTS EN SÉLECTEURS SAUVAGEADE pour particulier, ou autres indépendants. Tél. : 42-60-85-85.	ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES	Paris RÉGION PARISIENNE CÔTE D'AZUR (1) 43-36-82-82			
27^{ème} arrdt	BOURSE, 2 pces, 43 m² A SAISIR, 679 000 F 1 ^{er} ét. cour. 48-04-35-35.	SAINT-RANDONNE 2 P. + mezzanine 11 ch. réf. sur p. 1 780 000 F. Tél. : 45-22-00-75.	39^{ème} arrdt	MAISON 5 P. Nouvel-chaume 5 800 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-42-22-70.	Paris RECHERCHE APPELANTS EN SÉLECTEURS SAUVAGEADE pour particulier, ou autres indépendants. Tél. : 42-60-85-85.	ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES	Paris RÉGION PARISIENNE CÔTE D'AZUR (1) 43-36-82-82			
28^{ème} arrdt	BOURSE, 2 pces, 43 m² A SAISIR, 679 000 F 1 ^{er} ét. cour. 48-04-35-35.	SAINT-RANDONNE 2 P. + mezzanine 11 ch. réf. sur p. 1 780 000 F. Tél. : 45-22-00-75.	40^{ème} arrdt	MAISON 5 P. Nouvel-chaume 5 800 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-42-22-70.	Paris RECHERCHE APPELANTS EN SÉLECTEURS SAUVAGEADE pour particulier, ou autres indépendants. Tél. : 42-60-85-85.	ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES	Paris RÉGION PARISIENNE CÔTE D'AZUR (1) 43-36-82-82			
29^{ème} arrdt	BOURSE, 2 pces, 43 m² A SAISIR, 679 000 F 1 ^{er} ét. cour. 48-04-35-35.	SAINT-RANDONNE 2 P. + mezzanine 11 ch. réf. sur p. 1 780 000 F. Tél. : 45-22-00-75.	41^{ème} arrdt	MAISON 5 P. Nouvel-chaume 5 800 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-42-22-70.	Paris RECHERCHE APPELANTS EN SÉLECTEURS SAUVAGEADE pour particulier, ou autres indépendants. Tél. : 42-60-85-85.	ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES</				

هكذا من الاجل

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/charges	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS								
2 ^e ARRONDISSEMENT								
4 pièces 95 m ² , 4 ^e étage	8, rue d'Uzès CIGIMO - 48-24-50-00	8.390 + 1.060	5 pièces, neuf duplex, parking 107 m ²	Angle rue Marlin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	7.820 + 823	Studio 44 m ² , 2 ^e étage	Neailly 47-49, rue Pironnet AGF - 42-44-00-44	4.300 + 530
2 pièces 61 m ² , 5 ^e étage	5, rue Volney GCI - 40-16-28-71	5.871 + 1.060	6 pièces, neuf duplex, parking 128 m ²	Angle rue Marlin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	8.550 + 968 10.210 + 1.150	3 pièces 80 m ² , 3 ^e étage	Puteaux Quai de Dion-Bouton SOLVEG - 40-67-06-89	5.086 + 822
9 ^e ARRONDISSEMENT								
3/4 pièces 95 m ² , 5 ^e étage	74, rue d'Amsterdam SAGGEL - 47-42-44-44	8.500 + 676						
11 ^e ARRONDISSEMENT								
Studio, meublé 28 m ² , r.-de-ch.	74, rue Amelot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	2.915 CC/SEM.	3 pièces, parking 74 m ² , 1 ^e étage	Chartou 3, rue du Dr-Rochefort SAGGEL - 47-78-15-85	4.300 + 1.031	3 pièces, parking 72 m ² , 1 ^e étage	Saint-Cloud 2, square Ste-Clothilde AGF - 42-04-38-14	5.460 + 470
Studio, meublé 36 m ² , r.-de-ch.	74, rue Amelot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	3.510 CC/SEM.	Maison, 5 pièces 112 m ² , garage	Guyancourt 15, allée des Genêts SAGGEL - 46-08-80-36	5.186 + 215	3 pièces 88 m ² , 7 ^e étage	Ville-d'Avray Résidence Les Etoiles Domaine de la Ronce Rue de la Ronce LOCARE - 45-79-20-22	6.054 + 1.060
2 pièces, meublé 45 m ² , 5 ^e étage	74, rue Amelot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	5.295 CC/SEM.	Maison, 6 pièces 135 m ² , garage	Guyancourt Allée des Genêts SAGGEL - 46-08-80-36	6.500 + 360	4 pièces 109 m ² , 1 ^e étage	Ville-d'Avray Résidence Les Etoiles Domaine de la Ronce Rue de la Ronce LOCARE - 45-79-20-22	6.032 + 1.228
12 ^e ARRONDISSEMENT								
3 pièces, parking 72 m ² , 3 ^e étage	Rue de Picpus SOLVEG - 40-67-06-89	5.988 + 1.074	4 pièces, parking 83 m ² , 1 ^e étage	La Pecq 50, av. du Gal-Lacour SAGGEL - 47-78-15-85	5.600 + 1.240	93 - SEINE-SAINT-DENIS		
5 pièces, parking 87 m ² , 3 ^e étage	7-15, rue Sidi-Brahim LOC INTER - 47-45-19-97	7.305 + 858	Maison, 5 pièces 100 m ²	Montesson Rue Louise-Michel SOLVEG - 40-67-06-89	7.048 + 206	2 pièces 44 m ² , 4 ^e étage	Montreuil 70, rue de Lagry GCI - 40-16-28-71	3.380 + 284
2 pièces, parking 53 m ² , 5 ^e étage	106, rue de Charenton SAGGEL - 47-42-44-44	3.950 + 481	3 pièces, parking 71 m ² , 7 ^e étage	Poissy 3, av. des Ursulines SGI/CNP - 30-74-32-14	2.960 + 698	5 pièces, parking 97 m ² , 13 ^e étage	Noisy-le-Grand 21, all. du Cote-Gaillard LOC INTER - 47-45-19-97	3.322 + 1.309
14 ^e ARRONDISSEMENT								
3 pièces, parking 71 m ² , 1 ^e étage	102, av. du Maine SGI/CNP - 43-22-23-81	6.078 + 896	4 pièces, parking 101 m ² , 22 m ² balcon, 1 ^e étage	Rocquencourt 5, rue des Embles SGI/CNP - 39-55-87-21	5.124 + 1.288	4 pièces, parking 95 m ² , 7 ^e étage	Paris 19, av. Jean-Louis LOC INTER - 47-45-19-97	4.926 + 902
3 pièces, parking 68 m ² , r.-de-ch.	199, av. du Maine LOC INTER - 47-45-19-97	6.584 + 500	Maison, 5 pièces 132 m ² , garage	Saint-Nom-la-Bretèche Rue du Vieux-Puits SAGGEL - 47-78-15-85	7.902 + 880	94 - VAL-DE-MARNE		
2 pièces, parking 56 m ² , 1 ^e étage	Avenue du Maine SOLVEG - 40-67-06-89	5.345 + 788	4 pièces, parking 102 m ² , 1 ^e étage	Versailles 20-22, promenade Mona-Lisa AGF - 39-50-81-04	5.810 + 1.350	4 pièces, parking 87 m ² , 1 ^e étage	Charenton 21, rue de Valmy LOC INTER - 47-45-19-97	6.496 + 1.071
15 ^e ARRONDISSEMENT								
4 pièces, parking 114 m ² , 1 ^e étage	Rue Fondary SOLVEG - 40-67-06-89	11.800 + 1.000	Maison, 4 pièces 101 m ² , parking	Villepreux 57, av. de la Croix-aux-Moines SGI/CNP - 40-44-01-13	5.480 + 327	3 pièces, parking 69 m ² , 2 ^e étage	Nogent-sur-Marne Rue François-Rolland SOLVEG - 40-67-06-89	6.300 + 860
5 pièces, parking 113 m ² , r.-de-ch. Dupl.	168, rue de Javel LOCARE - 45-79-20-22	8.350 + 1.548	91 - ESSONNE					
3 pièces, parking 72 m ² , 5 ^e étage	45, rue d'Alger AGF - 45-33-32-90	4.900 + 990	Maison, 5 pièces 120 m ² , garage	Draveil 6, allée des Saulois SAGGEL - 46-08-80-38	5.300 + 288	4 pièces, 2 park. 87 m ² , 2 ^e étage	Nogent-sur-Marne Rue François-Rolland SOLVEG - 40-67-06-89	7.800 + 1.070
3 pièces, parking 80 m ² , 5 ^e étage	85, bd Pasteur COFIMEG - 43-21-63-21	8.723 CC	4 pièces, parking 76 m ² , 2 ^e étage	Gif-sur-Yvette Rte. « Les Grandes-Coudraies » 12, rue du Val-Vert GCI - 40-16-28-69	3.383 + 750	3 pièces, parking 75 m ² , 3 ^e étage	Saint-Mandé 25, rue de Joffin LOC INTER - 47-45-19-97	6.170 + 794
16 ^e ARRONDISSEMENT								
3 pièces 73 m ² , r.-de-ch.	14, bd Exelmans LOCARE - 45-79-20-22	6.200 + 854	Maison, 7 pièces 187 m ² , garage	Gif-sur-Yvette Allée du Bois-de-Graville SAGGEL - 46-08-80-36	6.628 + 375	2 pièces, parking 57 m ² , 2 ^e étage	Saint-Maurice 8, rue des Sureau SAGGEL - 42-66-61-05	4.019 + 372
2 pièces, parking 56 m ² , r.-de-ch.	185, bd Murat LOC INTER - 47-45-19-97	4.973 + 486	Maison, 4 pièces 104 m ² , garage	Villiers-le-Buisson 4, allée de l'Amazone SAGGEL - 46-08-80-38	8.200 + 320	3 pièces, parking 68 m ² , 3 ^e étage	Nogent 31, rue du Port SAGGEL - 42-66-61-05	4.022 + 738
Studio, parking 36 m ² , 4 ^e étage	Rue Falcien-David SOLVEG - 40-67-06-89	4.550 + 413	92 - HAUTS-DE-SEINE					
3/4 pièces 120 m ² , 4 ^e étage	80, rue Lauriston SAGGEL - 47-42-44-44	9.600 + 1.090	Studio 35 m ² , 5 ^e étage	Antony 12, av. de la Providence SOFIAM - 46-66-26-51	3.700 + 270	4 pièces, parking 88 m ² , 1 ^e étage	Chamilly 15, av. Marie-Amélie LOC INTER - 47-45-19-97	4.678 + 597
17 ^e ARRONDISSEMENT								
3 pièces 80 m ² , 4 ^e étage	48, bd des Batignolles GCI - 40-16-28-71	6.065 + 968	2 pièces, parking 280 F/mois	Antony 12, av. de la Providence SOFIAM - 46-66-26-51	4.400 + 390	95 - VAL-D'OISE		
2 pièces, parking 49 m ² , 3 ^e étage	12, rue Ponsard AGF - 42-44-00-44	4.450 + 870	49 m ² , 1 ^e étage	Antony 12, av. de la Providence SOFIAM - 46-66-26-51	5.300 + 550	Maison, 4 pièces 105 m ² , parking	Cergy 7, allée de l'Albatros SGI/CNP - 34-42-30-62	5.680 + 370
3 pièces 90 m ² , 5 ^e étage	5, place des Terres AGF - 42-44-00-44	8.100 + 350	3 pièces, parking 280 F/mois	Antony 12, av. de la Providence SOFIAM - 46-66-26-51	6.900 + 780	2 pièces, parking 40 m ² , 1 ^e étage	Montmorency 120, rue de la Gaieté CIGIMO - 48-24-50-00	2.415 + 800
18 ^e ARRONDISSEMENT								
2/3 pièces, parking 71 m ² , 5 ^e étage	40, av. de Saint-Ouen SAGGEL - 42-66-81-05	4.619 + 1.185	4 pièces 2 parkings, 88 m ² 5 ^e étage	Antony 12, av. de la Providence SOFIAM - 46-66-26-51	8.800 + 810	60 - OISE		
19 ^e ARRONDISSEMENT								
4/5 pièces, parking 95 m ² , terrasse 30 m ² , r.-de-ch.	34, rue du Plateau CIGIMO - 48-24-50-00	5.300 + 970	5 pièces 2 parkings, 103 m ² 1 ^e étage	Antony 12, av. de la Providence SOFIAM - 46-66-26-51	7.200 + 810	4 pièces, parking 89 m ² , 1 ^e étage	Chantilly 15, av. Marie-Amélie LOC INTER - 47-45-19-97	3.038 + 1.090
4 pièces, parking 80 m ² , 7 ^e étage	2-10, rue de Joinville AGF - 40-34-18-48	5.780 + 880	3 pièces, parking 69 m ² , 4 ^e étage	Courbevoie 333, bd Saint-Denis CIGIMO - 48-24-50-00	5.480 + 490	PROVINCE		
Studio neuf parking, 27 m ²	Angle rue Marlin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	2.800 + 242	3 pièces, parking 69 m ² , 4 ^e étage	Courbevoie 3, av. du Parc/Place Charles AGF - 43-34-96-98	4.500 + 470	Maison, 4 pièces 101 m ² , garage	Ecublly (Lyon) St. Simon-St. Jean SAGGEL - (16) 78-95-46-12	4.529 + 188
2 pièces, neuf parking, 50 m ²	Angle rue Marlin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	4.230 + 453	3/4 pièces, parking 90 m ² , 1 ^e étage balcon	Garches 13, rue des Suisses CIGIMO - 48-24-50-00	6.125 + 580	Maison, 5 pièces 120 m ² , garage	Ecublly (Lyon) AIL Simon-St. Jean SAGGEL - (16) 78-95-46-12	5.270 + 201
3 pièces, neuf parking, 65 m ² 6 m ² balcon	Angle rue Marlin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	5.270 + 590	2/3 pièces 65 m ² , 3 ^e étage	Neailly 41, bd du Cdt-Cheroc SAGGEL - 47-78-46-44	7.150 + 1.203	Maison, 4 pièces 102 m ² , garage	Francheville-le-Haut (Lyon) AIL des Camélias SAGGEL - (16) 78-95-46-12	4.762 + 164
3 pièces, neuf duplex parking, 91 m ²	Angle rue Marlin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	7.750 + 816						

PARIS - ILE-DE-FRANCE

Les paris de la Vidéotheque

Une mémoire en images pour la capitale



La salle de consultation Pierre-Emmanuel.

Trop de palais des congrès ?

Depuis une vingtaine d'années, le phénomène colloques-séminaires-congrès tend à se développer, au point de devenir un véritable marché où la concurrence est rude : 8 334 congrès internationaux se sont tenus dans le monde en 1988, sur des thèmes de plus en plus nombreux et variés : politiques, scientifiques, médicaux, techniques, industriels et même philosophiques et religieux.

Dans ce domaine, la France occupe une place enviable - troisième rang après la Grande-Bretagne et les Etats-Unis - qu'elle doit en partie à Paris, première ville mondiale de congrès depuis dix ans.

On estime à 100 000 places la capacité d'accueil en Ile-de-France aujourd'hui, dix fois plus qu'il y a vingt ans. Ce chiffre demeure pourtant insuffisant, et de nombreux projets d'extension, de réaménagement, et d'équipements neufs se réalisent à Paris et en banlieue, mais aussi en province et à l'étranger.

Ve-t-on vers la surabondance ? La demande n'est pas extensible et ne croît pas au même rythme que les palais des congrès. Certains d'entre eux ont d'ailleurs bien du mal à équilibrer leur gestion, et si de nombreuses villes en France se sont lancées dans l'aventure, c'est parfois « pour ne pas être en reste, c'est-à-dire ne pas laisser passer une opportunité de faire mieux tourner l'économie locale ». Il demeure que, dans une société de plus en plus mobile, et dans le cadre de l'internationalisation des échanges, l'immobilier des congrès, sous sa forme la plus compétitive, a encore de belles perspectives devant lui.

Dans le cadre de la dernière édition des Cahiers de l'IAURF, 25, rue de Valenciennes, 75015 Paris.

Villareaux et l'art des jardins

Pierre-Charles Krieg, président du conseil régional d'Ile-de-France, et Pierre Calame, président de la Fondation pour le progrès de l'homme, ont procédé à la signature du bail emphytéotique metant à la disposition de la région Ile-de-France, pour quatre-vingt-dix-neuf ans, le domaine classé de Villareaux dans les Yvelines, propriété de la Fondation pour le progrès de l'homme.

Il s'agit d'une propriété exceptionnelle d'environ 63 hectares en pleine campagne, jardins et boisements et 3 800 mètres carrés couverts, répartis entre deux châteaux, l'un du seizième siècle, l'autre du dix-huitième, des communs et une orangerie.

Villareaux accueillera un Centre international de l'art des jardins : aux jardins à la française, à l'italienne et sur l'eau qui existent déjà, seront ajoutés des jardins à l'anglaise, potager, voire zen, oriental ou méditerranéen, ainsi que des jardins éphémères qui seront changés chaque année. La programmation d'événements liés à l'art des jardins viendra animer l'ensemble.

Le château du seizième siècle sera le cadre de présentations de l'art des jardins à travers l'histoire et deviendra un Musée des jardins utilisant les procédés les plus modernes de muséographie contemporaine. Des colloques et des séminaires pourront être organisés sur ce sujet, notamment dans le château du dix-huitième siècle.

L'hôtellerie en bonne santé

La fréquentation de l'hôtellerie homologuée en Ile-de-France est en forte augmentation en 1988 avec 14 450 000 arrivées, soit une hausse de 22 % par rapport à 1987, et 31 610 000 nuitées (+ 15 %). Les hôtels haut de gamme (4 étoiles et 5 étoiles) enregistrent une hausse de 21 % d'arrivées supplémentaires et 29 % de nuitées.

Qui sont les clients ? Principalement des étrangers (18 280 000), essentiellement américains (2 520 000), britanniques (2 250 000) et italiens (2 159 000). La fréquentation étrangère retrouve ainsi son niveau de 1985, année record. Mais la clientèle française a fortement progressé : 33 % de nuitées en plus depuis 1985.

Les goûts et les moyens (monnaie forte) semblent peser dans le choix de la catégorie d'un hôtel. En effet, les Américains sont de plus en plus nombreux à fréquenter nos 4 étoiles luxe (809 000 en 1988), suivis des Japonais (640 000). Les catégories 2 et 3 étoiles se partagent la clientèle européenne. (Sources : ministère du tourisme.)

Imaginé dans les années 80, ouverte au public il y a deux ans, la Vidéotheque de Paris a une grande ambition : rassembler et diffuser les images qui supportent la mémoire de la capitale et de ses habitants.

Paris a son miroir. Le miroir « vivant et vivifiant de son unité globale comme des moindres replis de son immense organisme humain ». L'idée de rassembler en un lieu la mémoire en marche de la capitale a été lancée au début des années 80 par le poète Pierre Emmanuel. Elle s'appuyait sur une double constatation : l'audiovisuel et la forme moderne de nos médias sont les deux inventions originales de notre siècle. L'une ne va pas sans l'autre : c'est par les images que la ville se projette et se perpétue.

La vidéo est le seul moyen d'attraper les bruits de quartier et les scènes quotidiennes des boulevards. Révéler de Paris et rêver sur Paris : « Ainsi la ville, saïste au jour le jour par ses citoyens, cessera-t-elle d'être ce qu'elle est le plus souvent, masquée et factice, et leur donnera-t-elle le sentiment de participer à sa richesse vitale, à sa création continue », conclut Pierre Emmanuel.

De telles ambitions obligent à élargir le corpus retenu. Les trois mille œuvres que propose aujourd'hui la Vidéotheque de Paris appartiennent à tous les genres : longs et courts métrages de fiction, bien sûr, mais aussi publicités, documentaires, bandes d'actualités, scénarios et vidéoclips. Les des Dins avec, en fond, le pont de Bir-Hakeim. Shéma descendant l'escalier de Montmartre en chantant. Petite fille de François moutons font deux parties du catalogue, au même titre que la Traversée de Paris.

« Nous avons pris le concept dans tous les sens », explique Véronique Cayla, directrice déléguée de la VDP. La banquette fait évidemment partie de notre sujet, et nous sommes parfois allés jusqu'à des cas limites comme les Demoiselles

de Rochefort. Les personnages de ce film sont obsédés par la capitale, mais il n'y mettrait jamais les pieds. La richesse de la Vidéotheque tient beaucoup à cette confrontation des genres. Pouvoir visionner la suite d'un film de propagande pour une société de H.M. dans les années 60 et un film de Tati qui ironise sur la pratique des urbanistes à la même époque donne des résultats inattendus.

Cette diversité revendiquée a pourtant ses contraintes, puisqu'elle oblige à avancer sur tous les fronts à la fois. Au rythme où vont les productions parisiennes, la multiplication des titres risquerait de devenir assez vite ingérable. Dès sa conception, la Vidéotheque de Paris a donc clarifié ses intentions : l'exhaustivité n'est pas de mise. On laisse ce genre de préoccupations à l'Institut national de l'audiovisuel. Le dépôt légal des œuvres à la Vidéotheque n'est pas obligatoire. Ici, c'est l'accessibilité qui est délibérément privilégiée. « Pour l'instant, nous travaillons sur casettes, mais nous pouvons accueillir très vite le vidéodisque si ce support connaît le développement que l'on espère. Il permettra alors de stocker plus d'informations. Peut-être le fossé entre l'exhaustivité et l'accessibilité sera-t-il alors comblé », dit encore Véronique Cayla.

Pour l'heure, en tout cas, l'accès à porté sur le confort de l'usage. Au cœur du nouveau Forum des Halles, 4 000 mètres carrés de pédoncule et de calme. L'architecture est signée Chemetov. Ses portelles de béton brut, ses céramiques blanches et ses puits de lumière qui ouvrent sur le jardin, face à la Bourse de commerce, s'allient curieusement avec un design conçu par Villareaux. Cent mille personnes ont déjà visité les lieux depuis l'ouverture. Il y a un an et demi.

En principe, la consultation débute à domicile. Il suffit en effet de taper sur minitel 3615, code VDP 13, pour avoir accès au fichier. Chaque œuvre a fait l'objet d'un descriptif passé sur ordina-

teur. Les mots employés dans la notice sont autant de clés d'entrée. Un thème, un acteur, un réalisateur peut ainsi donner lieu à une recherche, sans qu'il soit besoin d'un apprentissage particulier. Une étude a montré que 70 % des questions posées n'auraient sans doute pas trouvé de réponse dans un fichier traditionnel.

On vient ensuite dans la salle de consultation, où le visionnage du document est immédiat : un robot serveur répond en effet dans la minute aux demandes les plus diverses. Avance ou retour rapide, arrêt sur image : les commandes sont semblables à celles d'un magnéscope ordinaire. Il y a quand même une hésitation, en cas de panique...

A la carte on en séances programmées

Cette utilisation individuelle est complétée par une programmation thématique, qui met en valeur certains aspects des collections. En permanence, sur grand écran, des projections sont une vitrine du patrimoine rassemblé. Ce fut « L'âne d'une ville », qui illustre l'architecture et l'urbanisme ; c'est jusqu'au 5 décembre le « Paris des écrivains », qui donne carte blanche à des auteurs pour nous faire partager leur regard sur la capitale.

Ce double fonctionnement de la Vidéotheque, à la carte ou en séances programmées, permet de rassembler un public divers : des étudiants, des chercheurs, des professeurs, mais aussi des personnes âgées, qui viennent se distraire en retrouvant des images de leur jeunesse. « Ainsi, raconte Véronique Cayla, nous avons quelques habitués qui arrivent en effet d'après-midi et se portent qu'à la fermeture. Cela faisait également partie de nos ambitions. Nous sommes en effet une association culturelle régie par la loi de 1901 et subventionnée par la mairie de Paris. Comme un théâtre ou une bibliothèque. Pas question donc de nous engager dans une course à la ren-

tabilité. Nous devons maintenir des tarifs d'abonnement suffisamment bas pour ne décourager personne (1) ».

A côté de ce public, qui reste quand-même, en majorité, composé de moins de trente ans (à 60 %), de nombreux professionnels de la communication ont déjà pris le chemin de la Vidéotheque. Après tout, même s'il ne doit visionner qu'une sélection d'œuvres, la recherche est plus simple et surtout moins coûteuse qu'à l'INA. Réalistes en mal d'images ou journalistes en quête d'archives viennent donc volontiers ici. Mais attention : pas question de repartir avec une quelconque copie des documents. La Vidéotheque, qui a dû la plupart du temps acquiescer les droits de diffusion des œuvres, ne peut en assurer que la diffusion à des fins non commerciales. Un service supplémentaire a donc été mis en place, qui prend en charge la négociation des droits commerciaux. « Du coup », dit Véronique Cayla, nous jouons pour de petits producteurs le rôle d'un petit service commercial. Certains d'entre eux organisent ici des projections de leurs œuvres, ce qui revient moins cher que la location d'une salle traditionnelle. Cette évolution nous permet également d'enrichir notre catalogue. Ceux qui font don de leurs œuvres ne le font plus seulement par pure générosité de mécènes, mais aussi pour les retombées financières qui peuvent s'ensuivre ».

Demain sur le câble et le satellite

Pourtant, ces mêmes questions de droit ne vont pas sans poser quelques problèmes au développement de la Vidéotheque. Jusqu'ici, Gaumont, l'INA ou TF1 n'ont cédé leurs droits que pour une diffusion dans l'enceinte de l'établissement. Or, dans un domaine qui se caractérise, comme l'a remarqué le philosophe Paul Virilio, par la vitesse de transmission du message,

de telles frontières risquent vite d'apparaître désuètes. Première extension possible : le transport des images par le réseau câblé parisien. Plus besoin de venir au Forum des Halles pour visionner sa cassette : on la reçoit directement sur son propre écran de télévision. C'est déjà techniquement possible, mais il faut attendre la commercialisation de la petite boîte miracle, clé de la télévision à péage, qui permettra de facturer les services. On l'espère pour 1990.

Mais cela ne suffira pas. Après tout, la Vidéotheque n'a aucune raison de devenir le privilège exclusif des abonnés du câble. Collégiens et lycéens sont, par exemple, amenés à fréquenter plus assidûment, dans un cadre scolaire, cet instrument unique d'éducation au regard. D'où l'idée de relier le réseau de la Vidéotheque à des équipements culturels de Paris et de sa banlieue. Mairies amies, maisons de la culture, bibliothèques de quartiers et même lycées pourraient être records au système. Des expériences ont été tentées ces jours.

Au-delà encore, il reste toute la province, voire l'étranger. Des échanges ont déjà été pratiqués avec le Québec, par satellite. Mais le coût de ce type de transmission rend pour l'instant la démarche difficilement généralisable. « Nous souhaitons susciter une démarche similaire dans les grandes villes de France plutôt que de drainer à nous tout le public », conclut Véronique Cayla.

Telle quelle, en tout cas, la Vidéotheque bouleverse les hiérarchies et contribue à renouveler notre point de vue ordinaire sur la production audiovisuelle. Films d'auteurs et séquences à fins uniquement mercantiles se retrouvent ici à égalité. De simples témoignages, au-delà de tout débat sur les faits et méfaits de l'audiovisuel.

JEAN-LOUIS ANDRÉ

(1) Entrée pour la journée : 18 F. Abonnement mensuel : plein tarif, 120 F ; tarif réduit, 60 F. Abonnement annuel : plein tarif, 400 F ; tarif réduit, 200 F. Abonnement groupe : 200 F.

Une proposition de Pierre Emmanuel

La Vidéotheque de Paris est une association 1901 créée en 1980 par Jacques Chirac, maire de Paris, sur une proposition du poète Pierre Emmanuel. Françoise de Panafieu, maire adjointe chargée de la culture, assure la présidence du conseil d'administration sur délégation du maire de Paris.

Après Pierre Emmanuel et Jean Musy, la Vidéotheque est maintenant dirigée par José Frèches, directeur général, et Véronique Cayla, directeur délégué.

La Vidéotheque a reçu, en 1989, une subvention de la mairie de Paris de 30 millions de francs. Elle travaille en liaison avec l'ensemble des directions de la Ville de Paris, et plus particulièrement avec la direction générale de l'information et de la communication, la direction des affaires culturelles et la direction des affaires scolaires.

CORRESPONDANCE

Trop de retards dans la construction des parkings

La voiture (qui stationne) arrête la voiture (qui circule) : voilà un constat dont l'évidence a fini par atteindre nos édiles. Le plus remarquable dans les mesures annoncées au sujet du stationnement est juste-

ment qu'elles aient été d'abord inspirées par le souci de la circulation. Certes, on promet que les piétons, les cyclistes et évidemment les transports en commun bénéficieront aussi de cette offensive contre

le stationnement abusif : il n'empêche, l'impression demeure que la voiture à elle seule obtient ce que la conjugaison de tous les autres usagers de la voirie n'aurait pas réussi à faire : desserrer l'étreinte qu'y exerce l'automobile. Il est vrai que cette hydre n'a qu'un adversaire à sa mesure : elle-même.

Mais le retard pris depuis des années ne se rattrape pas en quelques déclarations d'intention (même excellentes) : où iront les cent mille véhicules dont le stationnement illégitime va être « supprimé » ? Le déficit de places de stationnement résidentiel à Paris est tel dans beaucoup de quartiers qu'il paraît illusoire d'affirmer qu'on contiendra efficacement la pression des véhicules cherchant à se garer dès lors que n'existe aucune solution de rechange. Si les mesures annoncées devaient se révéler efficaces, la situation risque donc d'empirer la nuit et les dimanches ou jours fériés lorsque l'absence quasi totale de contrôle garantit l'impunité. Dans la journée, on peut craindre que ces mesures n'aient un effet pervers : bon nombre d'automobilistes

seront amenés à utiliser leur véhicule pour se rendre au travail à seule fin d'éviter une infraction, et viendront ainsi accroître le volume de la circulation...

La construction de parkings sous la voirie n'est probablement pas la panacée, d'autant qu'elle entraîne souvent les inconvénients pour les voisins et des abattages d'arbres. Pourquoi ne pas construire des garages en élévation ? On répondra : le prix du terrain est trop cher pour cela soit rentable. Il faut sans doute songer à prendre des mesures d'exonération fiscale qui soient incitatives pour les promoteurs. En tout cas, il convient de cesser d'autoriser la démolition des garages existants. C'est une évidence ? Point du tout : il y a six mois à peine, un garage de 141 places était froidement démolé dans mon quartier, pourtant saturé d'automobiles en stationnement interdit, et ce avec la bénédiction du maire de Paris. Quelle incohérence, et surtout quel gâchis ! Hélas, il ne s'agit pas d'un exemple isolé : on a beaucoup démolé de garages dans une époque récente.

Il est urgent de considérer les parkings comme d'intérêt public (1).

Avant que les mesures prises contre le stationnement gênant ne puissent porter leurs fruits, il faudra donc attendre que soit résorbé le retard qu'ont accumulé des années de coupables laisser-aller et laisser-faire. D'ici là, les automobilistes parisiens auront le sentiment d'être pris au piège...

Ensuite, il devront se faire une raison : en même temps que l'entretien et l'assurance de leur voiture, il leur faudra payer le garage. Reconnaissons qu'on ne les avait guère habitués à cette idée jusqu'ici.

HENRI FABRE-LUCE
avocat à la Cour

(1) Le tribunal administratif de Paris a récemment estimé qu'aucune disposition du code de l'urbanisme ne permettait de refuser le permis de démolir un garage : même si l'on peut trouver cette interprétation contestable, et même si la Ville dispose en tout cas d'un droit de préemption qu'elle peut faire jouer systématiquement à cette occasion, il est clair qu'il y a une lacune législative qu'il faudrait combler au plus tôt.

سكنا من الاجل

MARCHÉS FINANCIERS

La hausse des taux d'intérêt allemands

Le deutschemark se renforce aux dépens du dollar, du yen et du franc français

Un réajustement de grande ampleur est en train de s'effectuer sur les marchés des changes, le deutschemark se redressant très vigoureusement par rapport à l'ensemble des monnaies. Mercredi 22 novembre, la devise allemande consolide sa progression amorcée la semaine dernière, que ce soit à New-York, où le dollar en quelques jours est retombé de près de 1,85 DM à 1,8050 DM, à Paris avec un deutschemark au-dessus du seuil de 3,40 F, ou à Tokyo.

A l'origine de cette remontée rapide et remarquée, on trouve une hausse sensible des taux d'intérêt à long terme en RFA, où les rendements des emprunts d'Etat sont passés en moins d'un mois de 7 % à près de 7,50 %, au plus haut depuis cinq ans. A ce rythme, les taux longs allemands ne sont plus séparés que par un écart d'un demi-point des taux longs américains contre près de trois points au début de l'année.

Ce rattrapage a des conséquences très importantes, les détenteurs de capitaux internationaux se portant sur une monnaie ou sur une autre en fonction des rendements offerts, avec une préférence pour les placements à long terme.

C'est pourquoi la montée des taux allemands ne manque pas d'attirer des capitaux et de dopper le deutschemark, pour le plus grand plaisir de la Banque fédérale d'Allemagne qui veut une monnaie forte pour mieux lutter contre l'inflation. Un tel phénomène engendre inévitablement des

tensions au sein du système monétaire européen. La couronne danoise et la lire italienne s'affaiblissent vis-à-vis du mark et la Banque de France commence à soutenir le franc français, déprimé par les mauvais chiffres du commerce extérieur français.

Pessimisme des opérateurs

Par ailleurs, la montée des taux d'intérêt allemands ne peut qu'entraîner celle des taux français, puisque la défense du franc exige que le loyer de l'argent offert à Paris soit supérieur de 1,5 à 2 points à celui en vigueur à Francfort. En conséquence, on voit les rendements des emprunts d'Etat français poursuivre leur ascension, passant de 8,30 % sur dix ans en août dernier à près de 9,20 % actuellement et entraînant tous les autres.

Du coup, les cours du MATIF (Marché financier international de France), qui anticipent la tendance à venir, ont lourdement chuté, retombant de plus de 110 fin août à un peu plus de 104 actuellement, au plus bas depuis février dernier.

Cette chute reflète le pessimisme des opérateurs, qui ont abandonné tout espoir d'une détente des taux. Quant à l'origine de la montée des taux allemands, on la trouve dans la crainte d'une inflation à venir, attisée par l'ouverture des frontières avec la RDA, crainte qui, classiquement, se répercute sur les obligations, dont les rendements doivent monter pour compenser cette inflation. C'est également l'inquiétude qui déprime le livre sterling, retombée à près de 9,70 F à Paris, et fait monter l'or à plus de 400 dollars l'once, au plus haut depuis le début de l'année.

F. R.

Bons résultats pour l'ensemble du système financier en 1988

Les banques et les institutions financières françaises ont globalement enregistré un résultat positif en 1988. Mais les bénéfices de la profession dissimulent de profondes disparités entre les secteurs et, au sein des secteurs, entre les établissements.

En 1988, l'ensemble des établissements financiers tels que les définissent la loi bancaire (banques, banques mutualistes ou coopératives, sociétés financières, institutions financières spécialisées, maisons de titres...) ont enregistré un résultat net positif de 40,23 milliards de francs, soit 12 % de plus qu'en 1987. Ces chiffres globaux doivent cependant être nuancés.

Ainsi les banques inscrites à l'Association française des banques (AFB) fournissent plus du tiers de ces chiffres avec 15,3 milliards de bénéfices en 1988, mais au sein de cette catégorie ce sont les plus grosses banques (BNP, Crédit lyonnais, Société générale...) qui sauvent la face des petites. Les sociétés financières (Cetelem...) résistent également bien à la concurrence en affichant des résultats 1988 positifs (13,7 milliards

de francs) légèrement supérieures à ceux de l'année précédente (13,1 milliards de francs), mais sur plus de mille sociétés financières beaucoup s'inscrivent résolument dans le rouge.

Les institutions financières spécialisées (Crédit national, CEFME, Crédit foncier...) affrontent avec des bonheurs divers la banalisation de leur activité. La fin des prêts bonifiés les a obligées à se reconstruire... avec des bonheurs divers, qui se manifestent par un résultat sectoriel positif en 1988 (1,26 milliard de francs de bénéfice) mais en chute de plus de 47 % par rapport à l'année précédente.

Cette amélioration des bénéfices du secteur financier masque cependant deux éléments importants. L'accroissement de la productivité du travail (à effectif quasi constant) a compensé l'érosion de la rentabilité du capital. Si l'amélioration du produit net bancaire concerne la quasi-totalité des secteurs, le résultat brut d'exploitation est négatif pour les sociétés financières, et stagnant pour les institutions financières spécialisées. Cette différence s'expliquerait par une moindre maîtrise des frais généraux.

YVES MAMOU

Résultats d'exploitation des établissements financiers en 1988 (1)

(En milliards de francs.)

	TOTAL DES ÉTABLISSEMENTS		
	1987	1988	Variation en %
Produit net bancaire	263 221	283 418	7,7
Frais généraux	177 595	190 240	7,1
Dont frais de personnel	106 182	111 672	5,2
Résultat brut d'exploitation	97 179	106 220	9,3
Dotations nettes aux provisions	45 074	42 628	-5,4
Résultat d'exploitation	41 068	51 143	24,5
Résultat net	35 932	40 236	12

(1) Banques AFB, banques mutualistes et coopératives, caisses d'épargne et de prévoyance, Crédit municipal, sociétés financières, institutions financières spécialisées, maisons de titres.

Résultats nets des établissements financiers en 1988

(En milliards de francs.)

	1987	1988	%
Banques AFB	12,802	15,310	19,6
Banques mutualistes ou coop.	3,973	5,928	49,2
Caisses d'épargne et de prévoyance	2,194	2,085	-5
Sociétés financières	13,100	13,702	4,6
IFS (Institut financiers spécialisés)	2,385	1,260	-47,2
Maisons de titres	1,182	1,703	44,1

NEW-YORK, 21 novembre ↑

Irrégulier

Les cours ont évolué de façon très irrégulière, mercredi, à Wall Street. Après avoir ouvert en légère hausse, le marché s'est replié, puis est remonté pour redescendre encore. Finalement, l'indice des industrielles s'est établi à 2 639,29, en progrès de 7,25 points. Le bilan de la journée a été, en revanche, négatif. Sur 1 983 valeurs traitées, 627 seulement ont monté, alors que 837 ont baissé et 519 n'ont pas varié. Autour du Big Board, les professionnels attendaient avec impatience la publication de l'indice des prix à la consommation pour octobre. L'annonce d'une hausse de 0,5 %, supérieure aux prévisions (+0,4 %), a rendu la communauté boursière nerveuse. C'est la plus sensible enregistrée depuis le mois de mai dernier. Elle accredit l'idée d'une relance inflationniste. Quelques-uns, pourtant, la jugent passagère. Ce qui n'a pas empêché les opérateurs d'alléger leurs positions par précaution. Les ordonnateurs ont, toutefois, lancé quelques programmes d'austérité, qui ont permis au marché de remonter un peu la pente. L'activité a porté sur l'échange de 147,90 millions de titres, contre 128,17 millions la veille.

VALEURS	Cours du 20 nov.	Cours du 21 nov.
Alcoa	69 7/8	69 3/8
Am.T.	42 1/2	42 1/2
Boji	58 1/2	57 7/8
Chrysler	38 1/2	38 1/2
General Motors	113 3/4	114 3/8
IBM	113 3/4	114 3/8
Intel	45 7/8	45 7/8
Johnson & Johnson	64 1/4	64 1/4
Merck	43 1/8	43 1/8
Microsoft	44 3/4	44 3/4
Motorola	43 1/8	43 1/8
Oracle	44 3/4	44 3/4
Rockwell	43 1/8	43 1/8
Sony	43 1/8	43 1/8
Union Carbide	23 5/8	23 5/8
Wells Fargo	34 1/4	34 1/4
Xerox	57 1/2	57 1/4

LONDRES, 21 novembre ==

Stabilisation

Après la mauvaise séance de lundi, la Bourse de Londres s'est quelque peu raffermie mardi, en raison notamment de la bonne orientation de Wall Street à son ouverture. L'indice Footsie a gagné 2 points, à 2 185,1. La séance avait précédé mal commencée avec une perte de 8 points, peu de temps après l'ouverture. Il est vrai que les opérateurs sont plutôt nerveux avant la publication, jeudi, des chiffres de la balance des paiements courants britanniques. Les prévisions, par le groupe de discussion Tarnac, d'une baisse de son bénéfice ont particulièrement déprimé le secteur. Tarnac a notamment baissé, entraînant dans son sillage Wimpey, P and O et Trafalgar House. En revanche, la compagnie UK Paper s'est envolée après l'annonce du lancement d'une OPA amicale de 263 millions de livres par le groupe finlandais Metsa-Serla. La compagnie immobilière Rosengau a profité des rumeurs sur le lancement d'une OPA par le groupe Olympia and York sur cette société. Les mines d'or étaient encore recherchées.

FAITS ET RÉSULTATS

□ Bernard Tapie Finance coté à 142 F. — L'action du groupe Bernard Tapie Finance a été introduite mardi sur le second marché de la Bourse de Paris, au prix de 142 F. 10 % des demandes ont été servies à ce cours, soit 623 000 titres.

□ Sony : augmentation de 68 % de bénéfice semestriel. — Le bénéfice net consolidé de Sony, le géant de l'électronique japonaise, a augmenté de 68,1 %, à 49,1 milliards de francs (2,2 milliards de dollars), au cours de premier semestre de l'année fiscale 89 (avril à septembre), par rapport à la même période de l'an dernier. Les ventes consolidées ont augmenté de 23,8 %, à 1 229 milliards de francs (55 milliards de dollars).

□ Les transactions sur la Mitze se poursuivent. — Depuis que la compagnie financière de Paris a lancé une OPA sur la Compagnie de navigation mixte, d'importants échanges ont lieu quotidiennement sur le marché boursier. Mardi 21 novembre, 124 000 titres ont été échangés, contre 115 000 le 20 novembre. Les cours de la Mitze ont chuté de 1,85 F à 1,83 F.

□ Les ventes consolidées ont augmenté de 23,8 %, à 1 229 milliards de francs (55 milliards de dollars).

□ Les transactions sur la Mitze se poursuivent. — Depuis que la compagnie financière de Paris a lancé une OPA sur la Compagnie de navigation mixte, d'importants échanges ont lieu quotidiennement sur le marché boursier. Mardi 21 novembre, 124 000 titres ont été échangés, contre 115 000 le 20 novembre. Les cours de la Mitze ont chuté de 1,85 F à 1,83 F.

PARIS, 21 novembre ↓

Alourdissement L'or au plus haut depuis janvier

La baisse était dans l'air. L'affaiblissement de la cote en clôture au début de la semaine ne laissait présager. Confirmé mardi, le tendance s'est assez franchement alourdie rue Vivienne. Le début de séance n'avait déjà pas été très bon (-0,33 %). Le mouvement de repli s'est poursuivi ensuite (-0,52 % vers 11 heures). Aux alentours de 13 heures, l'indice CAC-40 avait accumulé un retard de 0,72 %. Dans l'après-midi, il s'est établi à 0,76 % en dessous de son niveau précédent, avant de limiter sa perte à 0,52 % en clôture.

Prévisible. Le renforcement de la tendance à Wall Street, la veille (voir ci-dessus), ne permettait guère de se bercer d'illusions. Comme nombre d'autres places, à défaut d'y voir très clair, Paris cotait à New-York et aux statistiques américaines. Dans l'après-midi, on attendait la publication à Washington de l'indice des prix à la consommation pour octobre. Les prévisions donnaient un chiffre un peu fort (+0,4 % hors énergie et alimentation). Pas très encourageant avec un chiffre encore plus élevé (+0,6 %) qui relance l'idée inflationniste. Pour tout dire, les investisseurs, en grande majorité, restent fermes au pied. L'approche de la fin du mois boursier les y incite. La liquidation générale aura, en effet, lieu mercredi 22 novembre. Sauf imprévu, elle sera perdue (actuellement de 2,97 %), ce pour la troisième fois de suite.

Même si certains estiment qu'une reprise technique est envisageable pour décembre, la ne se pressent pas de prendre des positions.

La démolition du mur de Berlin pose un certain nombre de problèmes économiques, dont la solution est bien loin d'être apparente. Au-delà de la satisfaction psychologique, la remise à niveau du bloc. L'est considéré un danger non négligeable pour la Communauté européenne.

L'or, à Londres, a atteint son plus haut niveau depuis le mois de janvier.

TOKYO, 22 novembre ↑

Nouveau record

La séance de mercredi à la Bourse de Tokyo s'est achevée sur un nouveau record, l'indice Nikkei atteignant 3 628,92 points, soit une hausse de 227,05 points (+6,3 %). Les investisseurs institutionnels ont opéré des achats pour des fonds de placement.

Ils ont été encouragés dans cette voie par le calme régnant sur le marché des changes et sur le front des taux d'intérêt, déclaraient les professionnels. La plupart des titres ont été demandés, mais surtout ceux des secteurs de l'électronique, de la finance et de l'immobilier.

VALEURS	Cours du 21 nov.	Cours du 22 nov.
Alcoa	780	800
Am.T.	1 980	1 980
Boji	1 780	1 770
Chrysler	2 220	2 220
General Motors	1 780	1 780
IBM	2 220	2 220
Intel	1 120	1 120
Johnson & Johnson	838	838
Merck	2 580	2 580

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Am.T. & Associés	405	405	Mass Communication	175	178 80
Am.T. & Associés	145	145	Mediabank, Media	252	252
B.A.C.	278	278	Mediabank, Media	188	188
B. Dumas & Associés	575	575	Mediabank, Media (cont.)	10	5 70
Boji	191	191	Alkerm.	205 10	205 10
BOLIM.	700	700	Novartis-Delmont	1220	1220
Bolton (Lyon)	2200	2200	Oliveri-Lopinion	240	240
Compteur	780	780	Ona, Gen. Fin.	460	460
Cardi	780	780	Pharm.	543	543
C.A. (Lyon-Rhône-R.C.M.)	700	700	P.F.A. S.A.	80	80
C.O.M.E.	1820	1820	Polysar (C. & F.)	479	479
C. Equip. Elect.	340	340	Polysar Amériques	680	680
C.E.S.P.	325	325	Publinter, Riposte	705	705
C.E.P. Communication	325	325	Reims	890	890
C.E.P. & Co.	325	325	Reims & Associés	346	346
C.N.M.	620	620	Reims-Alpes (R. & J.)	316	316
Codecom	278 50	278 50	Reims-Alpes (R. & J.)	241	241
Compteur	1210	1210	S.C.E.P.M.	650	650
Daikin	393 50	393 50	Sagat	280	280
Daini	191	191	Silicones Int. (Lyon)	108	108
Dapine	565	565	S.I.P.	450	450
Dawson	1180	1180	Sarbo	488	488
Dawson	560	560	S.M.T. Group	305	305
Deleux	106	106	Société	252 20	252 20
Difusion Industrielle	14 35	14 35	Sorin	280	280
Difusion Industrielle	213	213	Thomson-Ret. (Lyon)	108	108
Financ.	625	625	T.F. 1	303	303
Gen. Financ. Pr. (S.F.P.)	305	305	Union Financ. de Fr.	480	480
Géolac	272	272	Val et Ch.	190	190
G.C.C.	370	370	Yves Saint-Laurent	1034	1034
Ind.	162	162			
Inform.	320	320			
Int.	1030	1030			
Int. Metal Service	445	445			
Int. Org. Evén. de Média	276 50	276 50			
Int. Transcom	137 10	137 10			
Lyonville	137 10	137 10			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15

TAPEZ
LEMONDE

